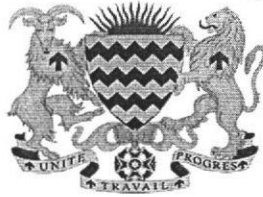


# REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité-Travail-Progrès



# Projet de Loi de Finances pour l'année 2019

« Vers une marche irréversible de la IV<sup>ème</sup> République et de la gestion axée sur les résultats »

NOVEMBRE 2018

# COMPOSITION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

NOTE DE PRESENTATION DU PLF 2019

PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

NOTE SUR LES INNOVATIONS EN MATIERE DE PRESENTATION BUDGETAIRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

NOTE SUR LES PRINCIPALES MESURES DE DEPENSES ET DE RECETTES

TABLEAUX DE DEVELOPPEMENT DES RECETTES

TABLEAUX DE DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

TABLEAUX D'EQUILIBRE BUDGETAIRE

RAPPORT SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

RAPPORT ECONOMIQUE, FINANCIER ET SOCIAL

RAPPORT SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2019

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 2018-2021

NOTE SUR LE SECTEUR PETROLIER

NOTE SUR LA SITUATION DES MARCHES EN COURS D'EXECUTION

LISTE DES ENTREPRISES EXONEREES





N'Djamena, le 03 DEC 2018

## NOTE DE PRESENTATION

A

L'ATTENTION DE MESDAMES ET MESSIEURS LES DEPUTES

### **OBJET : PROJET DE LOI DE FINANCES 2019**

Le présent Projet de Loi de Finances (PLF) 2019 est élaboré dans un contexte marqué par les réformes structurelles ayant conduit notre pays sur les chemins d'une nouvelle République. Il matérialise les ambitions du peuple tchadien portées par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, Président du Conseil des Ministres.

Ces réformes visent à renforcer l'Etat de droit et à enraciner la démocratie à travers la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance afin de garantir l'efficacité et l'efficience de l'action publique, à la faveur de l'amélioration des conditions de vie de la population.

Dans ce cadre, le Ministère des Finances et du Budget a entamé une migration progressive vers une gestion des finances publiques axée sur les résultats, partie intégrante des principes et valeurs que prône la IVème République.

Le PLF 2019, élaboré dans un processus participatif et transparent, en droite ligne avec les orientations du Chef de l'Etat contenues dans la circulaire du 03 octobre 2018, est le premier budget général de l'Etat qui initie la mise en œuvre de la loi organique N°004/PR/2014 du 18 Février 2014 relative aux lois de finances (LOLF). Ce projet se conforme pleinement au Décret N°319/PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016 portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE). Il est accompagné de 12 annexes qui constituent la documentation budgétaire (cf. art. 51 et 52 de la LOLF).

**Sur le plan économique**, outre l'environnement qui se caractérise par la faiblesse de la croissance au niveau de la sous-région et ce en dépit de la rapide croissance au niveau international, le PLF 2019 reste marqué par le contexte sécuritaire précaire, les incertitudes sur l'évolution des cours du pétrole et, au niveau national, par les effets induits des grèves intervenues durant l'année 2018, en l'occurrence la faible productivité des travailleurs du secteur public. Ce projet est aussi marqué par l'aboutissement de la restructuration de la dette

GLENCORE, ainsi que par la mise en œuvre satisfaisante du programme avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Aussi, l'économie tchadienne a-t-elle renoué avec la croissance (1,5 %) en 2018 après deux années consécutives de récession (-3,7 % en 2016 et -3,8 % en 2017). Cette reprise de l'activité s'explique par le retour du dynamisme dans le secteur pétrolier (3,5 %) et les bons résultats de la bonne campagne agricole 2018/2019.

Cette évolution favorable de l'économie nationale a eu un impact positif sur l'exécution du budget général de l'Etat en 2018 et a inscrit le PLF 2019 dans un contexte de relance économique.

Le projet de budget 2019 s'appuie, en autres, sur les principales hypothèses ci-après :

- une production du pétrole de 114 751 barils par jour ;
- un cours du Brent à 65 dollar US le baril;
- une décote de 5 Dollar US par baril ;
- un taux de change de 555 FCFA pour 1 Dollar US.

La croissance économique en 2019 serait de l'ordre de 6,9 %. Hors pétrole, le taux de croissance se situerait à 3,0 %. Ainsi, dans le PLF 2019, les recettes totales (hors dons) sont évaluées à 826,63 milliards de FCFA contre 653,09 milliards en 2018, soit une augmentation de 26,57 %. Les dépenses totales (hors amortissement de la dette) sont prévues à hauteur de 979,98 milliards de FCFA en 2019 contre 950,74 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 3,1 %. Il en résulterait un solde budgétaire de base (hors dons) déficitaire de 153,35 milliards de FCFA contre 297,65 milliards de FCFA en 2018. Ce solde budgétaire sera essentiellement financé par les appuis multiformes des partenaires.

Le Gouvernement, notamment le Ministère des Finances et du Budget, usera de tous les leviers fiscaux et budgétaires susceptibles de permettre l'atteinte de ces objectifs visant à soutenir la croissance, à diversifier l'économie, à développer l'emploi et à consolider le redressement des finances publiques. Il importe de signaler qu'il est prévu, au titre des dépenses, l'organisation des élections législatives et communales au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2019.

**Au plan fiscal**, le PLF 2019 corrigera les insuffisances résultant de l'application de la Loi des Finances 2018 qui a réformé de manière profonde l'imposition des revenus du travail et du capital. Par ailleurs, il renforcera et améliorera certaines dispositions du Code Général des Impôts (CGI). Ces dispositions fiscales permettront (i) de renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, (ii) de réguler et d'encadrer les exonérations fiscales qui constituent une source majeure de déperdition des ressources publiques, (iii) d'améliorer le recouvrement des recettes fiscales notamment la TVA, (iv) d'élargir l'assiette fiscale et la base des contribuables imposables et (v) de renforcer le suivi des établissements publics qui jouent un rôle stratégique dans la mise en œuvre des politiques publiques.

**Au plan budgétaire**, le PLF 2019 entend respecter les engagements pris avec le FMI dans le cadre du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC). En matière des dépenses, il a été procédé à des choix rigoureux en vue d'une stabilisation en volume des dépenses de l'État dont la progression sera limitée à 3% (hors amortissement de la dette). La prudence budgétaire, la viabilité de la dette publique, l'utilisation rationnelle des ressources disponibles pour soutenir la reprise économique et l'amélioration des conditions de vie des tchadiens constituent la trame de ce projet de loi de finances.

Il reflète aussi l'entière volonté du Gouvernement à promouvoir l'emploi, à améliorer les conditions de travail et le pouvoir d'achat des fonctionnaires en portant de 50 à 65% les Augmentations Générales et Spécifiques (AGS). Une attention particulière sera portée sur l'amélioration du fonctionnement des administrations publiques.

Des efforts importants seront en outre consentis à l'endroit des composantes régaliennes de l'État (justice, sécurité, défense) qui voient leurs allocations croître de 33,8%. De même, les crédits alloués aux secteurs sociaux et au développement rural progresseront de 13,2%.

De plus, le PLF 2019 traduit la volonté du Gouvernement de soutenir la relance des activités économiques à travers la mise en œuvre du plan d'apurement des arriérés intérieurs qui découlera de l'audit qui est en cours de finalisation.

Dans le même élan, ce projet entend étayer la reprise par un regain des investissements publics qui croîtront de 14,1 % à travers le Plan National de Développement (PND) grâce à une mobilisation accrue des financements extérieurs.

L'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes et des projets sont des leviers sur lesquels ce projet de loi de finances compte agir afin d'améliorer significativement des conditions de vie de nos populations.

Enfin, le présent Projet de loi de Finance consacre la marche irréversible de la IVème République vers une administration plus performante à travers une gestion axée sur une meilleure maîtrise des finances publiques et un suivi efficient des résultats, au service du bien-être de la Nation.

Merci pour votre aimable attention

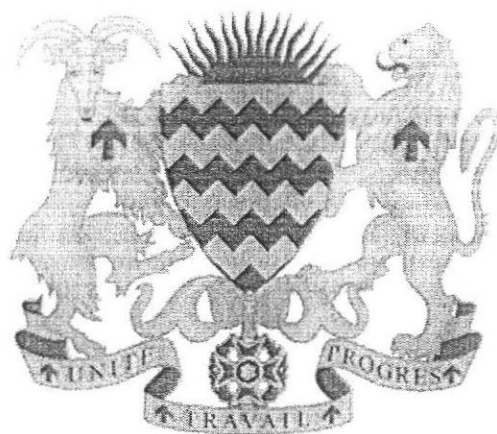
Le Ministre des Finances et du Budget



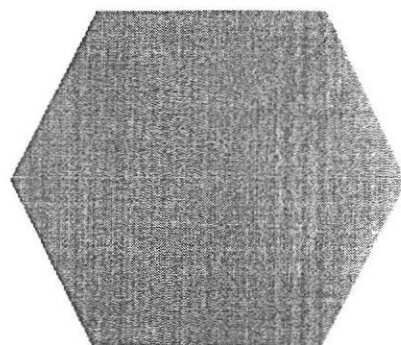
**ALLALI MAHAMAT ABAKAR**



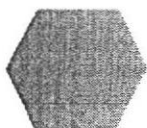
CHAD  
REPUBLIQUE  
UNITE - TRAVAIL - PROGRES  
LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



# PROJET DE LOI DE FINANCES 2019



NOVEMBRE 2018





**PROJET DE LOI N° \_\_\_\_/PR/2018**  
**Portant Budget Général de l'Etat pour 2019**

Vu la Constitution ;

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du \_\_\_\_\_ ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

**I. AUTORISATION DE PERCEPTION DES RESSOURCES**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sous réserve des dispositions de la Présente Loi, la perception des impôts, contributions, taxes directes et indirectes, produits et revenus, continuera à être opérée en l'an 2019 au profit de l'Etat et des collectivités publiques conformément aux textes en vigueur.

**II. DISPOSITIONS FISCALES**

**Article 2** : Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 1er (ancien) :**

- I. Il est établi un impôt annuel sur le revenu des personnes physiques. Cet impôt désigné sous le nom d'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques en abrégé IRPP est assis d'une part sur les revenus du travail et d'autre part sur les revenus du capital.
- II. Constituent les Revenus du Travail :
  1. Traitements, salaires, indemnités, émoluments et rentes viagères ;
  2. Bénéfices des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et minières ;
  3. Rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés en commandite simple ;
  4. Bénéfices des professions non commerciales et autres revenus assimilés réalisés par les personnes physiques.
- III. Constituent les Revenus du Capital :
  1. Revenus fonciers (revenus locatifs) ;



2. Revenus des capitaux mobiliers (plus-values, dividendes, produits des actions et parts sociales, tantièmes, jetons de présence, revenus des obligations, créances, dépôts, cautionnements, intérêts de bons de caisse, etc.) et autres revenus assimilés réalisés par les personnes physiques.

IV. Le calcul de l'Impôt sur les Revenus du Travail se fait par application du barème progressif ci-dessous à l'ensemble de ces Revenus arrondis au millier de Franc inférieur et ce, après intégration des avantages en nature, des indemnités et primes taxables à la base du revenu brut imposable.

Revenus annuels compris entre :

|                                             |      |
|---------------------------------------------|------|
| 0 et 800 000 FCFA                           | 0%   |
| 800 001 FCFA et 2 500 000 FCFA              | 10 % |
| 2 500 001 FCFA et 7 500 000 FCFA            | 20 % |
| Revenus annuels supérieurs à 7 500 000 FCFA | 30 % |

V. Le calcul de l'Impôt sur les Revenus du Capital, se fait par application du taux proportionnel ci-dessus à chaque revenu catégoriel net arrondi au millier de franc inférieur.

**Lire :**

**Article 1<sup>er</sup> (nouveau) :**

III. Constituent les Revenus du Capital :

1. Revenus fonciers (revenus locatifs **et plus-values immobilières**) ;

**IV. Le calcul de l'Impôt sur les Revenus du Travail se fait par application du barème progressif aux revenus visés à l'article 9-II du CGI.**

**(Le reste sans changement)**

**V. Le calcul de l'impôt sur les Revenus du Capital se fait par application du taux de 20 % au revenu net de chaque catégorie.**

**Article 3 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 3 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 3 (ancien) :**

Sont affranchis de l'impôt :

1. Les personnes physiques dont le revenu net imposable n'excède pas le minimum fixé à l'article 115.
2. Les ambassadeurs et agents diplomatiques, les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère en ce qui concerne les sommes qui leur sont versées en cette qualité, mais seulement dans la mesure où le pays qu'ils représentent concède des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires du Tchad.

**Lire :**

**Article 3 (nouveau) :**

**1° (supprimé)**

**(Le reste sans changement)**

**Article 4 :** Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 4 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 4 (ancien) :**

- I. Chaque contribuable est imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de son conjoint, de ses enfants et des personnes considérés comme étant à sa charge au sens de l'article 113. Les revenus perçus par les enfants réputés à charge égale de l'un et l'autre de leurs parents sont, sauf preuve contraire, réputés également être partagés entre les parents.
- II. Le contribuable peut demander des impositions distinctes pour ses enfants lorsqu'ils tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de la sienne.
- III. Toute personne majeure âgée de plus de 18 ans, ou de moins de 25 ans lorsqu'elle poursuit ses études, ou est atteinte d'une infirmité, peut opter, dans le délai de déclaration, entre :
  1. L'imposition de ses revenus dans les conditions de droit commun ;
  2. Le rattachement au foyer fiscal dont elle faisait partie avant sa majorité, si le contribuable auquel elle se rattache accepte ce rattachement et inclut dans son revenu imposable les revenus perçus pendant l'année entière par cette personne ; le rattachement peut être demandé, au titre des années qui suivent celle au cours de laquelle elle atteint sa majorité, à l'un ou l'autre des parents lorsque ceux-ci sont imposés séparément.

- IV. Si la personne qui demande le rattachement est mariée, l'option entraîne le rattachement des revenus du ménage aux revenus de l'un ou des parents de l'un des conjoints.
- V. Le rattachement au foyer fiscal qui l'a recueillie après qu'elle soit devenue orpheline de père et de mère, si le contribuable auquel elle se rattache accepte ce rattachement et inclut dans son revenu imposable les revenus perçus pendant l'année entière par cette personne.
- VI. Les époux font l'objet d'une imposition distincte :
1. Lorsqu'ils sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit ;
  2. Lorsque, étant en instance de séparation de corps ou de divorce, ils résident séparément dans les conditions prévues par l'article 236 du Code Civil ;
  3. Lorsque, en cas d'abandon du domicile conjugal par l'un ou l'autre époux, chacun dispose de revenus distincts.
- VII. Chacun des époux est personnellement imposable pour les revenus dont il a disposé pendant l'année de son mariage jusqu'à la date de celui-ci.
- VIII. En cas décès de l'un des conjoints, l'impôt afférent aux bénéficiaires et revenus non encore taxés est établi au nom du chef de famille. Le conjoint survivant est personnellement imposable pour la période postérieure au décès.

**Lire :**

**Article 4 (nouveau) :**

- I. Chaque contribuable est imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques en raison de ses revenus propres. Les conjoints, les enfants et les personnes considérées comme étant à charge sont imposés séparément si celles-ci ont leur propre revenu.**
- II. Le revenu imposable d'une personne mariée sous le régime de la communauté de biens est la part qui lui revient dans cette communauté. A défaut de règle de répartition, chaque époux est imposé à raison de la moitié des revenus de la communauté.**

**Article 5 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 17 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 17 (ancien) :**

Présentent également le caractère de bénéfiques commerciaux, industriels et agricoles pour l'application du présent impôt les bénéfiques réalisés par les personnes physiques désignées ci-après :

1. les personnes qui habituellement achètent en leur nom en vue de les revendre, des immeubles, des fonds de commerce, des actions ou parts de sociétés immobilières ou qui habituellement souscrivent, en vue de les revendre, des actions ou parts créées ou émises par les mêmes sociétés ;
2. les personnes se livrant à des opérations d'intermédiaire pour l'achat, la souscription ou la vente de biens visés au 1° ;
3. les personnes qui procèdent au lotissement et à la vente après exécution des travaux d'aménagement et de viabilité de terrains leur appartenant ;
4. les personnes bénéficiaires d'une promesse unilatérale de vente portant sur un immeuble qui est vendu par fraction ou par lots à la diligence de ces personnes ;
5. les personnes donnant en location un établissement commercial ou industriel muni du mobilier et du matériel nécessaire à son exploitation que la location comprenne ou non tout ou partie du fonds de commerce ou d'industrie ;
6. les adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux ;
7. les personnes qui louent ou sous louent en meublé tout ou partie des immeubles leur appartenant ;
8. les personnes qui, à titre professionnel, effectuent au Tchad ou à l'étranger, directement ou par personne interposée, des opérations sur un marché à terme d'instruments financiers ou d'options négociables ou sur des bons d'option, à condition qu'elles aient opté pour ce régime dans les quinze jours du début du premier exercice d'imposition à ce titre. L'option est irrévocable ;
9. les revenus que l'exploitation des biens ruraux procure, soit aux fermiers, métayers, colons partiaires, soit aux propriétaires exploitants eux-mêmes. Ces bénéfiques comprennent notamment tous ceux qui proviennent des cultures, de l'élevage, de l'aviculture et de la pisciculture ;
10. les fabricants et ouvriers travaillant chez eux avec ou sans force motrice, à façon ou non, utilisant le concours de cinq employés, compagnons ou apprentis au maximum et ne vendant que le produit de leur travail.

**Lire :**

**Article 17 (nouveau) :**

7. les personnes qui louent ou sous louent en meublé tout ou partie des immeubles leur appartenant ainsi que celles qui louent du matériel et du mobilier à usage professionnel ;

**(Le reste sans changement)**

**Article 6 :** Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 45 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 45 (ancien) :**

Sont affranchis de l'Impôt :

1. les pensions d'une manière générale ;
2. les allocations spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi et effectivement utilisées conformément à leur objet pourvu que le montant des allocations affranchies de l'impôt n'excède pas un pourcentage de 15 % calculé sur la masse globale des salaires et desdites allocations ;
3. les frais d'emploi, les remises budgétaires de responsabilités pécuniaires allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et des Communes ;
4. les allocations familiales, allocations d'assistance à famille, les majorations d'indemnités ou de pensions attribuées en considération de la situation de famille ou des charges de famille, dans la mesure où celles-ci sont prises en considération pour l'établissement de l'impôt et ne font pas double emploi avec les allocations de même nature versées par des Caisses ou Organismes de l'Etat ou privés.

En tout état de cause, le montant total des allocations versées par l'employeur autre que l'Etat, les Communes ou les organismes para administratifs, ne peut excéder mensuellement par enfant la somme de 5.000 Francs sur laquelle viennent, le cas échéant, s'imputer les allocations versées par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ou par un organisme privé quelconque.

5. les allocations de chômage ;
6. les rentes viagères servies en représentation de dommages et intérêts, en vertu d'une condamnation prononcée judiciairement pour la réparation d'un préjudice corporel ayant entraîné pour la victime une incapacité permanente totale l'obligeant à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie ;
7. la solde perçue en leur qualité par les militaires accomplissant leur service légal ;



8. les traitements attachés aux distinctions honorifiques ;
9. les bourses d'enseignement ou de perfectionnement ;
10. les indemnités de licenciement ou de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan social ;
11. le capital décès ;
12. les majorations de salaires résultant de l'application de l'index de correction servies aux fonctionnaires et agents de l'Etat des missions diplomatiques, postes consulaires à l'étranger ;
13. les indemnités de transport lorsqu'elles profitent à tout le personnel de l'entreprise ;
14. les gratifications allouées aux travailleurs à l'occasion de la remise des médailles de travail ;
15. les frais de voyage pour congé réellement exposés par le contribuable lui-même, pour son conjoint et les personnes à charge, dans la limite de la valeur d'un billet par an et par personne au tarif normal du lieu de travail au lieu d'origine ;
16. le versement complémentaire de l'entreprise effectué à l'occasion de l'émission et de l'achat en bourse d'actions réservées aux salariés ;
17. l'attribution gratuite par une société à l'ensemble de son personnel d'actions ou parts sociales de son capital.

**Lire :**

**Article 45 (nouveau) :**

Sont affranchis de l'Impôt :

- 13. les indemnités de transport lorsqu'elles profitent à tout le personnel de l'entreprise, dans la limite de 30 % calculées sur le salaire de base mensuel de chaque employé ;**

**(Le reste sans changement)**

**Article 7 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 46 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 46 (ancien) :**

- I. pour la détermination de la base d'imposition, il est tenu compte du montant net des traitements, indemnités, allocations et émoluments, salaires et rentes viagères ainsi que de tous les avantages en argent accordés aux intéressés.

- II. le total des éléments cités au I servira de base à la détermination des avantages en nature.
- III. ceux-ci sont plafonnés ainsi qu'il suit :
- |                                                                                                                                                                                   |                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1. Logement.....                                                                                                                                                                  | 15 % du salaire brut  |
| 2. Electricité.....                                                                                                                                                               | 4 % du salaire brut   |
| 3. Eau.....                                                                                                                                                                       | 2 % du salaire brut   |
| 4. Véhicule.....                                                                                                                                                                  | 8 % du salaire brut   |
| 5. Gaz.....                                                                                                                                                                       | 1 % du salaire brut   |
| 6. Téléphone.....                                                                                                                                                                 | 3 % du salaire brut   |
| 7. Equipement intérieur .....                                                                                                                                                     | 5 % du salaire brut   |
| Domesticité, gardiennage .....                                                                                                                                                    | 4 % du salaire brut   |
| 8. Nourriture avec un maximum de 50.000 Francs par mois pour chaque personne âgée de 15 ans et plus et réduit de moitié, pour ceux ayant des enfants âgés de moins de 15 ans..... | 25 % du salaire brut. |
- IV. toute indemnité représentative des avantages en nature doit être comprise dans la base d'imposition dans la limite des taux ci-dessus.
- V. les indemnités en argent représentant des avantages en nature, doivent être comprises dans la base imposable pour leur montant réel.
- VI. pour le personnel bénéficiant de résidence de haut standing, avec ou sans jardin, l'indemnité représentative d'avantage en nature pour le logement doit correspondre au moins à la valeur conclue sur le bail ou à la valeur qui résulterait de la location de la résidence pour les immeubles qui sont la propriété de l'entreprise.
- VII. le logement mis à la disposition de certains personnels pour nécessité absolue de service (autorités de commandement, forces de sécurité, personnel logé dans les enceintes des centrales électriques, hydrauliques, thermiques, établissements scolaires, hospitaliers et des bases vies), ne constitue pas un avantage en nature.

**Lire :**

**Article 46 (nouveau) :**

- I. Pour la détermination de la base d'imposition, **il est tenu compte du montant** des traitements, indemnités, allocations et émoluments, salaires et rentes viagères ainsi que de tous les avantages en argent accordés aux intéressés net des cotisations sociales.

- II. Le total des éléments cités au I servira de base à la détermination des avantages en nature.
- III. Ceux-ci sont plafonnés ainsi qu'il suit :

1. **Logement.....20 % du salaire brut**
2. Electricité.....4 % du salaire brut
3. **Eau.....4 % du salaire brut**
4. **Véhicule.....10 % du salaire brut**
5. **Gaz.....2 % du salaire brut**
6. Téléphone.....3 % du salaire brut
7. Equipement intérieur .....5 % du salaire brut  
Domesticité, gardiennage .....4 % du salaire brut
8. **Nourriture 15 % avec un maximum de 75.000 Francs par mois.**

**(Le reste sans changement)**

**Article 8 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 96 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 96 (ancien) :**

I. L'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP) est assis :

- d'une part, sur les Revenus du Travail (Traitements, salaires, indemnités, émoluments et rentes viagères, bénéfiques des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et minières, rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés en commandite simple, bénéfiques des professions non commerciales et revenus assimilés réalisés par les personnes physiques) soumis au barème progressif par tranches défini à l'article 1-IV (nouveau) de la présente Loi ;

- et d'autre part, sur les Revenus du Capital (Revenus fonciers, revenus des capitaux mobiliers, plus-values et revenus assimilés réalisés par les personnes physiques) soumis à un taux proportionnel tel que défini à l'article 1-V (nouveau) de la présente Loi.

II. Sont déductibles du revenu catégoriel les charges énumérées ci-après :

1° Les intérêts des emprunts et dettes contractés par le contribuable en vue d'investissements immobiliers ;

2° Les arrérages de rentes payés à titre gratuit à des ascendants, descendants ou Collatéraux sont limités à 600 000 FCFA par an. En contrepartie de plafonnement, il ne sera pas exigé de justificatif ;

3° Les pensions alimentaires versées en vertu d'une décision de justice en cas de séparation de corps, ou de divorce ou en cas d'instance de séparation de corps ou en divorce, lorsque le conjoint fait l'objet d'une imposition séparée, pensions alimentaires versées dans les conditions fixées par les articles 205 à 211 du Code Civil.

III - Les déficits catégoriels s'imputent sur les mêmes revenus catégoriels dans la limite du report déterminé par les articles 15 et le II de l'article 134.

**Lire :**

**Article 96 (nouveau) :**

I- L'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP) est assis :

- d'une part, sur les Revenus du Travail (Traitements, salaires, indemnités, émoluments et rentes viagères, bénéfices des activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles et minières, rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés en commandite simple, bénéfices des professions non commerciales et revenus assimilés réalisés par les personnes physiques) soumis au barème progressif par tranches défini à l'article 1-IV (nouveau) de la présente Loi ;
- et d'autre part, sur les Revenus du Capital (Revenus fonciers, revenus des capitaux mobiliers, **les plus-values immobilières** et revenus assimilés réalisés par les personnes physiques) soumis à un taux proportionnel tel que défini à l'article 1-V (nouveau) de la présente Loi.

II- Sont déductibles du revenu catégoriel les charges énumérées ci-après :

1° Les intérêts des emprunts et dettes contractés par le contribuable en vue d'investissements immobiliers ;

**2° (supprimé);**

**3° (supprimé) ;**

III - Les déficits catégoriels s'imputent sur les mêmes revenus catégoriels dans la limite du report déterminé par les articles 15 et le II de l'article 134.

**Article 9 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 120 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 120 (ancien) :**

I. L'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par les bénéficiaires des revenus visés aux articles 16 à 41 est perçu par voie de retenue à la source dans les conditions fixées aux articles 859 et suivants.

II. Le taux de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur les achats ou ventes en gros effectués par des personnes physiques auprès des grossistes ou demi-grossistes est de 4 % pour compter du premier janvier 1992.

III. Ce précompte est étendu aux importations faites par les personnes physiques sur la valeur en douane. L'enlèvement des marchandises est subordonné au règlement du précompte auprès de la Régie des Recettes.

IV. Le précompte 4 % peut être suspendu, pour une période de trois (3) mois, pour les sociétés anonymes (SA) à l'exclusion des sociétés à responsabilité limitée, des sociétés anonymes unipersonnelles et des sociétés de transit.

V. Pour bénéficier du IV, l'entreprise doit remplir les conditions cumulatives suivantes :

1° être totalement à jour de ses obligations tant déclaratives que de paiement dans les délais légaux de tous ses impôts et taxes ;

2° réaliser au moins un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de francs CFA ;

3° produire une attestation de la CNPS récapitulant la liste de ses employés ;

4° adresser une demande manuscrite timbrée.

VI. Seule la Direction Générale des impôts est habilitée à accorder cette suspension qui fera l'objet d'une attestation. Cette suspension s'applique au niveau de chaque régie financière sur présentation de ladite attestation.

VII. Nonobstant les dispositions du VI, les entreprises nouvelles ne peuvent bénéficier de cette suspension qu'après trois mois d'exercice.

VIII. L'existence d'un éventuel contentieux entre l'administration et l'entreprise ne remet pas en cause ce droit.



IX. Si, au cours de la période de suspension, une seule des obligations visées ci-dessus n'est pas respectée, la suspension sera automatiquement supprimée. La suppression est reconduite à la fin de chaque période de trois (3) mois si les conditions sont toujours remplies.

X. Pour les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés et pour lesquelles la somme des acomptes provisionnels et du précompte payés l'année précédente au titre de l'exercice, est supérieure à la cotisation due, l'excédent sera imputé sur les acomptes provisionnels au titre de l'exercice en cours et suivants.

**Lire :**

**Article 120 (nouveau) :**

I. L'impôt sur le revenu des personnes physiques dû par les bénéficiaires des revenus visés aux articles 16 à 41 est perçu par voie de retenue à la source dans les conditions fixées aux articles 859 et suivants.

II. Le taux de la retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sur les achats ou ventes en gros effectués par des personnes physiques auprès des grossistes ou demi-grossistes est de 4 % pour compter du premier janvier 1992.

III. Ce précompte est étendu aux importations faites par les personnes physiques **et entreprises ne figurant pas sur la liste des entreprises actives arrêtée et publiée par la DGI**, sur la valeur en douane **au taux de 15 %**. L'enlèvement des marchandises est subordonné au règlement du précompte auprès de la Régie des Recettes.

**IV. Le précompte 4 % peut être suspendu pour une période de trois (3) mois.**

V. Pour bénéficier du IV, l'entreprise doit remplir les conditions cumulatives suivantes :

1° être totalement à jour de ses obligations tant déclaratives que de paiement dans les délais légaux de tous ses impôts et taxes ;

2° réaliser un chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à 500 millions de F CFA ;

3° Avoir au moins 20 employés régulièrement déclarés à la CNPS, et disposer dans l'effectif au moins 60 % de nationaux.

**(Le reste sans changement)**

**Article 10 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 122 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 122 ancien (supprimé) :**

**Lire :**

**Article 122 (nouveau) :**

La retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques percevant les revenus visés à l'article 44 est égale au douzième (1/12) de l'impôt obtenu par application du barème fixé à l'article 1, au salaire brut annuel estimé.

**Article 11 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 151 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 151 (ancien) :**

I. Le minimum fiscal est établi au titre du mois qui précède celui de son versement. Son montant est déterminé en fonction du chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours dudit mois ; son taux est fixé à 1,5 % quelle que soit la nature de l'activité et la forme juridique de l'entreprise.

II. Il est fixé en outre un plancher d'un million (1 000 000) de Francs CFA par an pour toute entreprise ou société soumise à l'impôt minimum forfaitaire.

III. La date de versement est fixée au plus tard le 15 du mois qui suit celui au titre duquel le chiffre d'affaires est réalisé.

**Lire :**

**Article 151 (nouveau) :**

I. Le minimum fiscal est établi au titre du mois qui précède celui de son versement. Son montant est déterminé en fonction du chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours dudit mois ; son taux est fixé à 1,5 % quelle que soit la nature de l'activité et la forme juridique de l'entreprise.

II. Il est fixé en outre un plancher **pour les contribuables relevant des régimes du réel normal (RN) et du régime simplifié d'imposition (RSI) de :**

- **un million (1 000 000) de FCFA par an pour toute entreprise ou société soumise à l'impôt suivant le régime simplifié d'imposition ;**
- **deux millions (2 000 000) de FCFA par an pour toute entreprise ou société soumise à l'impôt suivant le régime du réel normal.**

III. La date de versement est fixée au plus tard le 15 du mois qui suit celui au titre duquel le chiffre d'affaires est réalisé.

**Article 12 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 152 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 152 (ancien) :**

I. Le montant du minimum fiscal établi au titre d'une année déterminée sera imputé sur le montant de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui ne sont pas des impôts déductibles dus au titre de ladite année par les personnes soumises à ces impôts.

II. Si l'un de ces impôts dû par les personnes passibles du minimum fiscal est inférieur ou égal au montant de ce dernier, l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu des personnes physiques n'est pas mis en recouvrement et le minimum fiscal est définitivement acquis au Trésor.

III. L'impôt est liquidé mensuellement d'après le chiffre d'affaires réalisé au cours du mois précédent et réglé comme il est dit à l'article 843.

IV. Toutefois, pour le paiement du plancher exigé du minimum fiscal fixé à l'article 151, le versement peut se faire en quatre tranches de 250 000 F CFA chacune, quinze jours après la fin du trimestre.

**Lire :**

**Article 152 (nouveau) :**

**IV. Toutefois, pour le paiement du plancher exigé du minimum fiscal fixé à l'article 151, le versement s'effectuera mensuellement par douzième (1/12), quinze jours après la fin du mois.**

**(Le reste sans changement)**

**Article 13 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 986 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 986 (ancien) :**

I. En vue du contrôle des salaires et rentes viagères servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, tous particuliers, toutes administrations et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers ou auxiliaires moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année, au Directeur Général des Impôts, un état présentant pour chacune des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente les indications suivantes :

1° nom, prénom, emploi et adresse ;

2° montant des traitements, salaires et rétributions diverses payés au cours de ladite année après déduction des retenues pour la retraite, ainsi que l'évaluation des avantages en nature fournis en sus de la rémunération (évaluation conforme aux indications de l'article 46 ;

3° montant des retenues effectuées au titre de l'IRPP ;

4° période à laquelle s'appliquent les paiements ;

5° nombre d'enfants indiqués par l'intéressé comme étant à sa charge et dont il a été tenu compte pour le calcul des retenues ;

6° montant des diverses indemnités non imposables allouées à l'employé ;

II. A cet état, l'employeur devra joindre une fiche individuelle au nom de chaque employé, reprenant les mêmes indications que celles prévues au I.

**Lire :**

**Article 986 (nouveau) :**

I. En vue du contrôle des salaires et rentes viagères servant de base à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, tous particuliers, toutes administrations et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers ou auxiliaires moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année, au Directeur Général des Impôts, un état présentant pour chacune des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente les indications suivantes :

5° (supprimé) ;

6° (supprimé)

(Le reste sans changement)

**Article 14 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 26-XXII du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 26-XXII (ancien) :**

XXII. Sous réserve des conventions internationales, les frais de siège, d'études, d'assistance technique, les intérêts, arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnement et autres frais y compris les redevances commerciales ou industrielles, versés aux sièges des entreprises établies à l'étranger, dûment justifiés ne sont déductibles que dans la limite de 10 % du bénéfice imposable avant leur déduction. Cette limitation ne s'applique pas sur les frais d'assistance technique et d'études relatives au montage d'usine.

Lorsque le bénéficiaire des sommes passées en charge est situé ou établi dans un pays ou territoire non coopératif ou à fiscalité privilégiée, la déduction desdites sommes est plafonnée à 50 % de leur montant brut, sans préjudice de la limite prévue ci-dessus.

Pour l'application du paragraphe précédent, sont considérés comme pays ou territoires non coopératifs ou à fiscalité privilégiée, les pays ou territoires figurant sur la « liste noire des pays non coopératifs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique

(OCDE) » et n'ayant conclu avec le Tchad, aucun accord prévoyant l'échange réciproque de renseignements à des fins fiscales.

**Lire :**

**Article 26-XXII (nouveau) :**

XXII. Sous réserve des conventions internationales, les frais de siège, d'études, d'assistance technique, les intérêts, arrérages et autres produits des obligations, créances, dépôts et cautionnement et autres frais y compris les redevances commerciales ou industrielles, versés aux sièges des entreprises établies à l'étranger, dûment justifiés ne sont déductibles que dans la limite de 10 % du bénéfice imposable avant leur déduction. Cette limitation ne s'applique pas sur les frais d'assistance technique et d'études relatives au montage d'usine.

Lorsque le bénéficiaire des sommes passées en charge est situé ou établi dans un pays ou territoire non coopératif ou à fiscalité privilégiée, la déduction desdites sommes est plafonnée à 50% de leur montant brut, sans préjudice de la limite prévue ci-dessus.

Pour l'application du paragraphe précédent, sont considérés comme pays ou territoires non coopératifs ou à fiscalité privilégiée, les pays ou territoires figurant sur la « liste noire des pays non coopératifs de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), de l'union européenne ou celle arrêtée par le Ministère en charge des Finances » et n'ayant conclu avec le Tchad, aucun accord prévoyant l'échange réciproque de renseignements à des fins fiscales.

**Sont considérées comme bénéficiant d'un régime fiscal privilégié, les personnes morales ou physiques qui ne sont pas imposables ou qui sont assujetties à des impôts sur les bénéfices ou revenus dont le taux est inférieur de plus de la moitié à celui de l'impôt sur les bénéfices ou sur les revenus dont elles auraient été redevables dans les conditions de droit commun au Tchad, si elles y avaient été domiciliées.**

**XXII-bis. Pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés dû par les sociétés qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors du Tchad, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières soit par majoration ou diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, seront incorporés aux résultats comptables.**

**Article 15 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 1038 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 1038 (ancien) :**



I. Les insuffisances, omissions ou inexactitudes qui affectent la base ou les éléments d'imposition et qui ont conduit l'Administration à effectuer des redressements donnent lieu à l'application d'un intérêt de retard de 1,5 % par mois, plafonné à 50 %, calculé sur la base des droits mis à la charge du contribuable à la suite de la notification du dernier acte de procédure en cas de contrôle.

II. L'intérêt de retard est calculé à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la déclaration révélant une insuffisance, une omission ou une inexactitude a été déposée jusqu'au dernier jour du mois de la notification de redressement.

**Lire :**

**Article 1038-bis (nouveau) :**

**Le non-respect des obligations documentaires en matière de prix de transfert, expose l'entreprise concernée à une pénalité égale à cinq (5 %) du montant global des échanges intragroupes de la société avec un minimum de 50 000 000 FCFA par exercice fiscal.**

**Article 16 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 1075 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 1075 (ancien) :**

I. Sous réserve de ce qui est dit aux articles 1076 à 1095, toute autre contravention aux dispositions et textes précités, lorsqu'elle n'a pas entraîné le défaut de paiement de tout ou partie de l'impôt est passible d'une amende de 25 000 FCFA.

II. Les notaires, les huissiers et autres agents ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux, les greffiers et les autorités administratives qui ont négligé de soumettre à l'enregistrement, dans le délai fixé, les actes qu'ils sont tenus de présenter à cette formalité, sont personnellement passibles de l'amende prévue au I. Ils sont, en outre, tenus du paiement des droits, sauf leur recours contre les parties pour ces droits seulement.

III. Sous les réserves formulées au II, les personnes qui sont au regard du Trésor solidaires pour le paiement de l'impôt, sont aussi solidaires pour le paiement de l'amende et des droits en sus.

**Lire :**

**Article 1075 (nouveau) :**

Sous réserve des dispositions des articles 1076 à 1095 , toute contravention relative au droit du timbre, ainsi qu'aux textes prévus pour leur exécution, et notamment, tout retard dans l'enregistrement des actes, déclarations et écrits que ces dispositions et textes soumettent à la formalité, dans le dépôt des déclarations ou exécution des obligations qu'elles prévoient, dans le paiement des impôts et taxes qu'ils concernent, toute inexactitude, omission ou insuffisance donne lieu, lorsque l'infraction a entraîné un préjudice pour le trésor public, au paiement d'un droit en sus égal au montant des droits ou du complément des droits exigibles, et qui ne peut être inférieur à 1 000 FCFA . **En plus, cette contravention est passible d'une amende de 250 000 FCFA.**

**Article 17 :** Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 205 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 205 (ancien) :**

Entrent dans le champ d'application des présentes dispositions :

1° Les jeux du hasard (casinos, loterie, tombolas etc.), de contrepartie tels la boule, les roulettes, les black jack, et tout autre jeu de même nature ;

2° Les jeux dits de cercle et autre jeu de même nature ;

3° Les machines à sous ou appareils dont le fonctionnement nécessite une pièce de monnaie, d'un jeton ou non pour procurer à un joueur un gain ;

4° Le « pari mutuel », les jeux vidéo, les flippers, le baby-foot.

**Lire :**

**Article 205 (nouveau) :**

Entrent dans le champ d'application des présentes dispositions :

**1° Les jeux du hasard (casinos, loterie, tombolas), de contrepartie tels la boule, les roulettes, le 23, les 30 et 40, les craps, etc.) et tout autre jeu de même nature ; 2° Les jeux dits de cercle tels que le baccara, chemin de fer, le baccara à deux tableaux, à banque limitée, l'écarté, le baccara américain, le baccara à 2 tableaux à banque ouverte et tout autre jeu de même nature ;**

3° Les machines à sous ou appareils dont le fonctionnement nécessite une pièce de monnaie, d'un jeton ou non pour procurer à un joueur un gain ;

4° Le « pari mutuel », les jeux vidéo, les flippers, le babyfoot ;

**5° les courses d'animaux telles les courses hippiques.**

**Article 18 :** Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 206 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 206 (ancien) :**

Les produits des jeux sont constitués :

1° Pour les jeux de contrepartie, par la différence entre le montant de l'encaissement en fin de partie et celui de la mise initiale.

2° Pour les jeux de cercle, le montant intégral de la cagnotte.

3° Pour les machines à sous, par le montant des recettes résultant des opérations de change de jetons entre les joueurs et l'exploitant.

4° Pour le « pari mutuel, » les jeux vidéo, le flipper, le baby-foot, par l'encaissement global.

**Lire :**

**Article 206 (nouveau) :**

1° Pour les jeux de contrepartie **tels que la boule, le 23, les roulettes, les 30 et 40, le black jack, les craps et tout autre jeu de même nature**, par la différence entre le montant de l'encaissement en fin de partie et celui de la mise initiale.

2° Pour les jeux de cercle **de cercle" tels que le baccara, chemin de fer, le baccara à deux tableaux à banque limitée, l'écarté, le baccara américain, le baccara à 2 tableaux à banque ouverte et tout autre jeu de même nature**, le montant intégral de la cagnotte.

3° Pour les machines à sous **ou appareils dont le fonctionnement nécessite l'introduction d'une pièce de monnaie ou d'un jeton destinés ou non à procurer au joueur la chance d'un gain.**, par le montant des recettes résultant des opérations de change de jetons entre les joueurs et l'exploitant.

**Article 19 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 207 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 207 (ancien) :**

En cas de pluralité de jeux, l'assiette de la taxe est constituée par l'ensemble des produits bruts et conforme aux éléments d'une comptabilité particulière obligatoirement tenue par l'exploitant par nature de jeux et présentée à toute réquisition de l'administration.

**Lire :**

**Article 207 (nouveau) :**

En cas de pluralité de jeux, l'assiette des droits d'accise est constituée par l'ensemble des produits bruts y **compris les recettes accessoires**, et conforme aux éléments d'une comptabilité particulière obligatoirement tenue par l'exploitant par nature de jeux et présentée à toute réquisition de l'administration.

**Article 20** : Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 209 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 209 (ancien) :**

Les droits sont reversés au plus tard le 15 du mois qui suit la réalisation des recettes.

**Lire :**

**Article 209 (nouveau) :**

**1°. Les droits sont reversés au plus tard le 15 du mois qui suit la réalisation des recettes.**

**2°. La déclaration des droits d'accise sur les jeux du hasard, selon le modèle fourni par l'administration, est à souscrire en deux exemplaires signés et datés par le redevable ou son mandataire autorisé. Un exemplaire de ces déclarations doit être déposé auprès de la Direction Générale des Impôts, le deuxième restant entre les mains de l'assujetti.**

**Article 21** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 245 du CGI sont modifiées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 245 (ancien) :**

La taxe sur la valeur ajoutée acquittée à l'occasion des ventes des biens ou des services qui sont par la suite résiliés, annulés ou restent impayés peut être récupérée par voie d'imputation sur l'impôt dû pour les opérations faites ultérieurement.

- I. Pour les opérations annulées ou résiliées, la récupération de la taxe acquittée est subordonnée à l'établissement et à l'envoi au client d'une facture nouvelle et remplaçant la facture initiale.
- II. Pour les opérations impayées, lorsque la créance est réellement et définitivement irrévocable, la rectification de la facture consiste dans l'envoi d'un duplicata de la facture initiale avec des indications réglementaires surchargées de la mention « facture

demeurée pour la somme de ...prix hors TVA et pour la somme de ...TVA correspondant qui peut faire l'objet d'une déduction ».

- III. La TVA est retenue par le trésor public sur les règlements des marchés de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et des grandes entreprises. La retenue prélevée est égale à 80 % du montant de la taxe due sur les marchés, tel que prévu au contrat, à la convention, à la facture, ou aux bons de commandes administratifs (BCA). La retenue prévue au présent article donne obligatoirement lieu à la délivrance d'une quittance par la trésorerie paierie générale afin de faire valoir la délivrance des 20 % de TVA restant.

## **Lire**

### **Article 245 (nouveau) :**

La taxe sur la valeur ajoutée acquittée à l'occasion des ventes des biens ou des services qui sont par la suite résiliés, annulés ou restent impayés peut être récupérée par voie d'imputation sur l'impôt dû pour les opérations faites ultérieurement.

- I. Pour les opérations annulées ou résiliées, la récupération de la taxe acquittée est subordonnée à l'établissement et à l'envoi au client d'une facture nouvelle et remplaçant la facture initiale.
- II. Pour les opérations impayées, lorsque la créance est réellement et définitivement irrévocable, la rectification de la facture consiste dans l'envoi d'un duplicata de la facture initiale avec des indications réglementaires surchargées de la mention « facture demeurée pour la somme de ...prix hors TVA et pour la somme de ...TVA correspondant qui peut faire l'objet d'une déduction ».
- III. **La TVA est retenue par la Direction de l'Enregistrement et des Timbres sur les enregistrements des factures des marchés de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et des grandes entreprises à hauteur de 50 % pour les sociétés n'ayant pas de NIF et à hauteur de 80 % pour les sociétés ne figurant pas sur la liste de la DGI.**
- IV. **La retenue à la source de 50 % sur les factures des sous-traitants des sociétés.**

**Article 22 :** Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article 246 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 246 (ancien) :**

Sans présumer de l'application d'autres sanctions, l'absence d'identification sur les documents comptables et notamment les factures, du Numéro Identifiant Fiscal des deux parties d'une opération commerciale : client et fournisseur, prestataire et bénéficiaire, entraînera la non déduction de la TVA mentionnée sur cette facture ainsi que la non déductibilité du montant facturé dans les charges du bénéficiaire.

**Lire :**

**Article 246 (nouveau) :**

Sans présumer de l'application d'autres sanctions, la TVA est déductible si les mentions ci-dessous sont remplies :

- **le Numéro Identifiant Fiscal (NIF) des deux parties d'une opération commerciale : client et fournisseur, prestataire et bénéficiaire,**
- **les mentions de l'enregistrement pour les factures de constructions, réparations, entretien, tous autres objets mobiliers susceptibles d'estimations et diverses prestations de services dont le montant est supérieur ou égal à 1 000 000 FCFA ;**
- **pour chacun des biens livrés ou services rendus, la facture doit mentionner la quantité, la dénomination précise et le prix unitaire hors TVA. Les quantités doivent être exprimées en volume, en unité, taux horaire ou poids selon les usages ou la profession. Cette quantité doit également se trouver dans la nomenclature des prix communiquée par l'entreprise à son client ;**
- **la date de délivrance ou d'émission de la facture ;**
- **le numéro de la facture ;**
- **le taux et montant de la TVA ;**
- **le total hors taxes et montant TTC ;**

**l'absence de l'une de ces indications entraîne la non déductibilité de la TVA.**

**Article 23 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 227 du CGI sont complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 227 (ancien) :**

I. Par activités économiques il faut entendre les activités industrielles, commerciales, agricoles, extractives, artisanales ou non commerciales et notamment :

II. Les importations : par importation, il faut retenir le franchissement du cordon douanier au Tchad pour la mise à la consommation des marchandises provenant de l'extérieur ou de la mise à la consommation en sus de régime douanier suspensif.



III. Les livraisons de biens ou livraisons à soi-même :

1° La livraison d'un bien consiste en un transfert du pouvoir de disposer de ce bien, même si ce transfert est opéré en vertu d'une réquisition de l'autorité publique.

2° L'échange, l'apport en société, la vente à tempérament, sont assimilés à des livraisons de biens

3° Les livraisons à soi-même des biens s'entendent des opérations que l'assujetti réalise, soit pour les besoins de son entreprise soit pour d'autres besoins dans le cadre de l'exploitation, à l'exclusion des prélèvements opérés pour les besoins du chef d'entreprise individuelle et des livraisons à soi-même par tout particulier pour ses besoins propres et par tout groupement pour les besoins personnels des membres, lorsque ces livraisons portent sur des locaux qui servent à l'habitation principale .

IV. Les prestations de services et les prestations qu'un assujetti se fait à lui-même :

1° Par prestation de service, il faut entendre toutes les activités qui relèvent du louage d'industrie ou du contrat d'entreprise par lequel une personne s'oblige à exécuter un travail quelconque moyennant rémunération.

V. Sont considérées comme des prestations de services :

1° Les locations de biens meubles ou immeubles ;

2° Les opérations portant sur des biens meubles incorporels ;

3° Les opérations de leasing ou de crédit - bail, avec ou sans option d'achat ;

4° Le transport de personnes et de marchandises, le transit et la manutention ;

5° La fourniture d'eau, d'électricité, de gaz, de téléphone et d'énergie thermique ;

6° Les opérations réalisées dans le cadre d'une activité libérale ;

7° Les ventes à consommer sur place ;

8° les réparations et le travail à façon ;

9° les travaux immobiliers exécutés par les différents corps de métiers participant à la construction, l'entretien et les réparations de bâtiments et d'ouvrages immobiliers : les travaux publics, les travaux de construction métallique, de démolition, les travaux accessoires ou préliminaires aux travaux immobiliers ;

VI. Les prestations de service à soi-même s'entendent des services que les assujettis réalisent soit pour les besoins de leur entreprise, soit pour d'autres besoins dans le cadre normal de leur activité.

VII. Les subventions à caractère commercial quelle qu'en soit la nature, perçues par les assujettis en raison de leur activité imposable.

VIII. Sont notamment concernées :

1° S'agissant des aides entre entreprises, les subventions qui représentent la contrepartie d'une prestation de service individualisée et précise au profit de la partie versante ou qui complètent le prix d'une opération imposable réalisée au profit de cette dernière ;

2° S'agissant des subventions publiques, celles qui constituent la contrepartie d'un service rendu, ou qui complètent le prix d'une opération taxable, ou sont destinées à compenser l'insuffisance des recettes d'exploitation d'une entreprise ou service (subvention d'équilibre versées en vertu d'un engagement préalable) ;

X. Les remises de prêts et les abandons de créances pour lesquels le caractère commercial sera démontré. Ces opérations sont réputées avoir un caractère commercial dès lors que :

1° La remise ou l'abandon a pour contrepartie une prestation individualisée rendue par le bénéficiaire à l'entreprise qui a consenti l'aide ;

2° La valeur de cette contrepartie est en relation avec la remise ou l'abandon reçu par le bénéficiaire.

XI. La mise à la consommation et la distribution des produits pétroliers, à l'exception de la revente en détail ;

XII. Les remboursements de frais engagés par un fournisseur pour le compte de son client, autres que ceux refacturés au franc le franc en application de l'article 236 ;

XIII. Les cessions d'éléments d'actif non compris dans la liste des biens exonérés visés à l'article 241 du code des douanes complété par l'acte 2/92 UDEAC 556 CE- SE1 ;

XIV. Les locations de terrains non aménagés et de locaux nus effectués par des professionnels de l'immobilier ;

XV. Sous réserve des conventions, le raffinage des produits pétroliers ;

XVI. Les ventes d'articles d'occasion faites par les professionnels ;

XVII. D'une manière générale, toutes les opérations qui ne seraient pas expressément exclues du champ d'application de la présente loi.

**Lire :**

**Article 227 (nouveau) :**

**XVIII. tout chiffre d'affaires réalisé avec une personne physique ou morale située dans le champ de la TVA, est réputé TTC, que la TVA ressorte ou non sur la facture adressée par le fournisseur à son client. Considéré comme tel, la TVA collectée est à calculer en dedans.**

**(Le reste sans changement)**

**Article 24 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 243 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 243 (ancien) :**

I. Les entreprises qui ne réalisent pas exclusivement des opérations ouvrant droit à déduction sont autorisées à déduire la TVA qui a grevé les biens et services qu'ils acquièrent par application d'un prorata de déduction.

II. Ce prorata est calculé à partir de fraction de chiffre d'affaires afférent aux opérations qui ouvrent droit à déduction.

III. Cette fraction est le rapport entre :

1° au numérateur, le montant hors taxes des recettes afférentes à des opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, augmentée du montant des exportations ;

2° au dénominateur, le montant total hors taxes de recettes de toutes natures, réalisées par l'assujetti, y compris le montant des exportations.

IV. Pour la détermination des recettes afférentes aux opérations soumises à la TVA, sont exclues :

1° les livraisons à soi-même et les subventions d'équipements non taxables ;

2° les cessions d'élément d'actif ;

3° les indemnités ne constituant pas la contrepartie d'une opération soumise à la TVA ;

4° les remboursements de débours.

V. Le prorata ainsi obtenu, est déterminé provisoirement en fonction des recettes et produits de l'année précédente ou pour les nouveaux assujettis, des recettes et produits prévisionnels de l'année en cours.

VI. Le montant du prorata définitif est arrêté au plus tard à la date du dépôt de la déclaration statistique et fiscale. Les déductions opérées sont régularisées en conséquence dans le même délai. La déduction ne peut être acquise qu'après vérification du prorata. Les redevables sont tenus de déposer auprès de la Direction des impôts une déclaration faisant ressortir le calcul du prorata applicable à leurs activités.

VII. Par mesure de simplification le prorata, provisoire ou définitif, est arrondi au pour cent le plus proche.

VIII. Dans certains cas, les entreprises qui réalisent à la fois des opérations taxables et des opérations non taxables à la TVA peuvent solliciter auprès du Directeur des impôts l'autorisation de constituer des secteurs d'activités distincts. Tel sera notamment le cas pour les entreprises qui vendent des marchandises à des clients bénéficiant légalement des

exemptions (marchés exonérés, missions diplomatiques, ambassades et organisations internationales).

IX. Trois conditions cumulatives doivent être remplies pour bénéficier de ces dispositions :

1° la destination future des marchandises est connue au moment de l'importation et ces marchandises ne supportent pas la TVA au cordon douanier ;

2° l'entreprise doit produire une attestation délivrée par son client pour justifier la non facturation de la TVA sur ces opérations ;

3° l'entreprise est tenue de présenter une comptabilité analytique distinguant chacun des secteurs visés.

X. Seuls les frais de siège ou charges communes seront répartis entre les secteurs d'activité selon un prorata.

**Lire :**

**Article 243 (nouveau) :**

III. Cette fraction est le rapport entre :

1° au numérateur, le montant hors taxes des recettes afférentes à des opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, augmentée du montant des exportations **des produits taxables ;**

**(Le reste sans changement)**

**Article 25 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 33 du CGI sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 33 (ancien) :**

Les activités socioprofessionnelles quelle que soit leur nature, sont classées par catégories ainsi qu'il suit :

1° Relèvent de la catégorie A : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 30 millions et inférieur à 50 millions de FCFA ;

2° Relèvent de la catégorie B : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 20 millions et inférieur à 30 millions de FCFA ;

3° Relèvent de la catégorie C : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 15 millions et inférieur à 20 millions de F.CFA ;

4° Relèvent de la catégorie D : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 10 millions et inférieur à 15 millions de FCFA ;

5° Relèvent de la catégorie E : Exploitant, commerçant au détail, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 5 millions et inférieur à 10 millions de FCFA ;

6° Relèvent de la catégorie F : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 3 millions et inférieur à 5 millions de FCFA ;

7° Relèvent de la catégorie G : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 3 millions de FCFA.

**Lire :**

**Article 33-bis (nouveau) :**

**I-** Les activités socioprofessionnelles quelle que soit leur nature, sont classées par catégories ainsi qu'il suit :

1° Relèvent de la catégorie A : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 30 millions et inférieur à 50 millions de FCFA ;

2° Relèvent de la catégorie B : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 20 millions et inférieur à 30 millions de FCFA ;

3° Relèvent de la catégorie C : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 15 millions et inférieur à 20 millions de F.CFA ;

4° Relèvent de la catégorie D : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 10 millions et inférieur à 15 millions de FCFA ;

5° Relèvent de la catégorie E : Exploitant, commerçant au détail, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 5 millions et inférieur à 10 millions de FCFA ;

6° Relèvent de la catégorie F : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel compris entre 3 millions et inférieur à 5 millions de FCFA ;

7° Relèvent de la catégorie G : Exploitant, commerçant détaillant, petit détaillant réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 3 millions de FCFA.

**II-** **Ceux qui entreprennent une activité soumise à l'IGL relevant des catégories A et B seront tenus à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice 2020 aux obligations déclaratives ci-après :**

- **La tenue d'une comptabilité selon le système minimal de trésorerie ;**
- **La tenue d'un registre chronologique de toutes les factures des achats et des dépenses.**

**Les deux documents comptables ci-dessus doivent être conservés pendant trois (3) ans et être présentés à toute réquisition du service des Impôts notamment à des fins de contrôles pour la détermination du chiffre d'affaires annuel au cours des opérations de recensement.**

- III- Pour les contribuables soumis à l'IGL révélant des catégories C, D, E et F l'obligation de tenir la comptabilité sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice 2021.

**Article 26** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 154 du CGI sont modifiées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 154 (ancien) :**

I- Les exonérations et exemptions fiscales et douanières prévues par le Code Général des Impôts, le Code des Douanes ou la Charte des Investissements, peuvent être accordées à la demande du contribuable par le Ministre en charge des Finances après avis des services techniques concernés.

II- Toute convention, tout accord, tout marché ou contrat, ayant une incidence fiscale et qui n'est pas contresigné par le Ministre en charge des Finances, ne sera pas opposable à l'Administration fiscale.

III- Aucune attestation d'exonération ou d'exemption fiscale ou douanière ne saurait être valablement délivrée en violation des dispositions ci-dessus.

**Lire :**

**Article 154 (nouveau) :**

I- Toute convention ou accord, tout marché ou contrat susceptible d'entraîner une exonération spéciale, totale ou partielle de droit, taxe ou impôt direct ou indirect doit être soumis à l'examen préalable d'une Comité technique chargée d'examiner les demandes d'exonérations des droits, taxes et impôts direct et indirects créée à cet effet.

Un décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge des Finances fixera les modalités de fonctionnement de cette commission.

II- Les exonérations et exemptions fiscales et douanières prévues par le Code Général des Impôts, le Code des Douanes, peuvent être accordées à la demande du contribuable par Arrêté du Ministre en charge des Finances et Ministère en charge commerce ou du plan après avis technique écrit de ladite commission et devront être prévue expressément dans les conventions/accords ou marchés/contrats.



III- Toute convention ou accord, tout marché ou contrat, ayant une incidence fiscale et qui n'est pas préalablement approuvé par le Ministre en charge des Finances, ne sera pas opposable à l'Administration fiscale.

IV- Aucune exonération d'impôt, droit, et taxe ne doit être accordée à un contribuable si ce dernier n'est que le collecteur.

V- Aucun arrêté d'exonération, droit, et taxe ne doit être renouvelé par tacite reconduction.

VI- Le renouvellement de toute convention ayant une incidence fiscale ou douanière ne peut être accordé sans un audit préalable.

VII- Au cas où l'audit d'une convention révèle des manquements au respect des engagements contractuels du contribuable des mesures conservatoires pourront être prises par la commission.

Un arrêté du Ministre en charge des Finances déterminera la liste des mesures et les modalités de leur application.

VIII- Les contribuables bénéficiaires des conventions ayant une incidence fiscale ou douanière qui ne sont pas conformes aux dispositions ci-dessus ont jusqu'au 31 décembre 2019 pour introduire une demande de mise en conformité auprès de la commission. Passé ce délai, les conventions sont annulées de plein droit ;

XI- Les contribuables bénéficiant des attestations d'exonération ou d'exemption fiscale ou douanière ne disposant pas des engagements contractuels en termes de contrepartie aux avantages accordés par l'État sont annulés ;

X- Aucun acte d'exonération ou d'exemption fiscale ou douanière ne saurait être valablement délivré en violation des dispositions ci-dessus.

**Article 27** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 443 du CGI sont modifiées comme suit :

**Au lieu de :**

**Art.557 (ancien)- I.** Sont assujettis au droit de timbre fiscal établi en raison de la dimension, tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publics, soit privés, à savoir :

1° les actes de notaires et les extraits, copies et expéditions qui en sont délivrées ;

2° ceux des agents d'exécution et les copies et expéditions qui en seront délivrés ;

- 3° les actes et jugements de la justice de paix, de la police ordinaire, des tribunaux et des arbitres et les extraits, copies et expéditions qui en seront délivrés ;
- 4° les actes particuliers des juges de paix et de leurs greffiers, ainsi que les extraits, copies et expéditions qu'ils en délivrent ;
- 5° les actes des avocats défenseurs et mandataires agréés près les tribunaux et les copies et expéditions qui en sont faites ou signifiées ;
- 6° les actes des autorités constituées administratives qui sont assujettis à l'enregistrement ou qui se délivrent aux citoyens, et toutes les expéditions et extraits des actes, notamment les extraits d'actes de l'état civil, arrêtés et délibérations desdites autorités, qui sont délivrés aux citoyens ;
- 7° les actes des autorités administratives et les établissements publics portant transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance ;
- 8° les actes entre particuliers sous signatures privées et les doubles des comptes de recettes ou de gestion des particuliers ;
- 9° les registres de l'autorité judiciaire où s'écrivent des actes sujets à l'enregistrement sur les minutes et les répertoires des greffiers en matière civile et commerciale ;
- 10° ceux des notaires, huissiers et autres officiers publics et ministériels et leurs répertoires ;
- 11° ceux des compagnies et sociétés d'actionnaires ;
- 12° ceux des établissements particuliers et maisons particulières d'éducation ;
- 13° ceux des agents d'affaires, directeurs, régisseurs, syndics et créanciers et entrepreneurs de travaux et fournitures ;
- 14° ceux des banquiers, négociants, armateurs, marchands, fabricants, commissionnaires, agents de change, courtiers ;
- 15° et, généralement, tous actes et écritures, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligations, décharge, justification, demande ou défense, tous livres, registres et minutes de lettres qui sont de nature à être produits en justice et dans le but d'y faire foi, ainsi que les extraits, copies et expéditions qui sont délivrés desdits livres et registres.

II. Les importations par la BEAC de devises sont libres de toutes taxes ; celles réalisées par les intermédiaires agréés sont passibles d'un droit de timbre de 0,01% de la valeur faciale, conformément aux dispositions de l'article 15 du règlement n° 200/CEMAC/UMAC/CM du 29/04/2000, portant harmonisation de la réglementation des changes dans les états membres de la CEMAC.

III. Les banques commerciales de la place sont tenues de déposer leurs déclarations à la Direction Générale des Domaines et du patrimoine, au plus tard le 10 du premier mois du trimestre qui suit, accompagnées du paiement des droits.

IV. Le défaut de paiement du droit de timbre de 0,01% prévu au II est assorti d'une amende de 10% du montant de la transaction, conformément au point 5 de l'annexe III du règlement n° 200/CEMAC/UMAC/CM du 29/04/2000, portant harmonisation de la réglementation des changes dans les états membres de la CEMAC.

V. Toutes les demandes de remboursement adressées à l'Administration sont assujetties à un droit de timbre de 2.000 Francs CFA.

VI. Les demandes adressées à l'administration pour les concours professionnels sont assujetties à un droit de timbre de 1.000 Francs CFA.

VII. Les demandes d'attribution de terrain sont assujetties à un droit de timbre de 1.000 Francs CFA.

VIII. Les factures des fournitures à l'Administration de moins d'un (1) millions de francs CFA sont assujetties à un droit de timbre de cinq mille francs CFA. Il en est de même des certificats de vente des véhicules et matériels reformés, des véhicules de l'Etat et des organismes publics.

IX. Toutes factures qui accompagnent une commande de l'administration tenant lieu d'un contrat de prestation de service ou d'un marché public sont assujetties à un droit de timbre de 5 000 francs CFA.

X. Toutes demandes d'abonnement à la Société Nationale d'Electricité (SNE) et à la Société Tchadienne de l'Eau (STE), sont assujetties à un droit de timbre de 5.000 francs.

XI. Toutes demandes autres que celles prévues aux V à X et adressées à l'administration sont assujetties à un droit de timbre de 2.000 francs.

XII. Les contrats d'abonnement aux téléphones mobiles post payés et fixes sont assujettis à un droit de timbre égal à 10% du montant des factures adressées au client. Les compagnies de téléphonie sont chargées du recouvrement de ces droits qu'elles reversent spontanément le 15 de chaque mois à la caisse de timbres fiscaux de la Direction du timbre et de l'enregistrement. Tout retard dans le versement de ces droits donne lieu à l'application d'une pénalité de 25 % du montant dû, assortie d'une amende de 25 000 francs CFA.

**Lire :**

**Art.557 (nouveau)** - I. Sont assujettis au droit de timbre fiscal établi en raison de la dimension, tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publics, soit privés, à savoir :

- 1° les actes de notaires et les extraits, copies et expéditions qui en sont délivrées ;
- 2° ceux des agents d'exécution et les copies et expéditions qui en seront délivrés ;
- 3° les actes et jugements de la justice de paix, de la police ordinaire, des tribunaux et des arbitres et les extraits, copies et expéditions qui en seront délivrés ;
- 4° les actes particuliers des juges de paix et de leurs greffiers, ainsi que les extraits, copies et expéditions qu'ils en délivrent ;
- 5° les actes des avocats défenseurs et mandataires agréés près les tribunaux et les copies et expéditions qui en sont faites ou signifiées ;
- 6° les actes des autorités constituées administratives qui sont assujettis à l'enregistrement ou qui se délivrent aux citoyens, et toutes les expéditions et extraits des actes, notamment les extraits d'actes de l'état civil, arrêtés et délibérations desdites autorités, qui sont délivrés aux citoyens ;
- 7° les actes des autorités administratives et les établissements publics portant transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance ;
- 8° les actes entre particuliers sous signatures privées et les doubles des comptes de recettes ou de gestion des particuliers ;
- 9° les registres de l'autorité judiciaire où s'écrivent des actes sujets à l'enregistrement sur les minutes et les répertoires des greffiers en matière civile et commerciale ;
- 10° ceux des notaires, huissiers et autres officiers publics et ministériels et leurs répertoires ;
- 11° ceux des compagnies et sociétés d'actionnaires ;
- 12° ceux des établissements particuliers et maisons particulières d'éducation ;
- 13° ceux des agents d'affaires, directeurs, régisseurs, syndics et créanciers et entrepreneurs de travaux et fournitures ;
- 14° ceux des banquiers, négociants, armateurs, marchands, fabricants, commissionnaires, agents de change, courtiers ;
- 15° et, généralement, tous actes et écritures, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligations, décharge, justification, demande ou défense, tous livres, registres et minutes de lettres qui sont de nature à être produits en justice et dans le but d'y faire foi, ainsi que les extraits, copies et expéditions qui sont délivrés desdits livres et registres.

II. Les importations par la BEAC de devises sont libres de toutes taxes ; celles réalisées par les intermédiaires agréés sont passibles d'un droit de timbre de 0,01% de la valeur faciale, conformément aux dispositions de l'article 15 du règlement n° 200/CEMAC/UMAC/CM du 29/04/2000, portant harmonisation de la réglementation des changes dans les états membres de la CEMAC.

III. Les banques commerciales de la place sont tenues de déposer leurs déclarations à la Direction Générale des Domaines et du patrimoine, au plus tard le 10 du premier mois du trimestre qui suit, accompagnées du paiement des droits.

IV. **Le défaut** de paiement du droit de timbre de 0,01 % prévu au II **dans le délai susmentionné** est assorti d'une amende de 10 % du montant de la transaction, conformément au point 5 de l'annexe III du règlement n° 200/CEMAC/UMAC/CM du 29/04/2000, portant harmonisation de la réglementation des changes dans les états membres de la CEMAC.

**Le retard de paiement dans le délai est sanctionné par une pénalité de 100 % du montant dû.**

V. Toutes les demandes de remboursement adressées à l'Administration sont assujetties à un droit de timbre de 2 000 Francs CFA.

VI. Les demandes adressées à l'administration pour les concours professionnels sont assujetties à un droit de timbre de 1 000 Francs CFA.

VII. Les demandes d'attribution de terrain sont assujetties à un droit de timbre de 1.000 Francs CFA.

VIII. Les factures des fournitures à l'Administration de moins d'un (1) millions de francs CFA sont assujetties à un droit de timbre de cinq mille francs CFA. Il en est de même des certificats de vente des véhicules et matériels reformés, des véhicules de l'Etats et des organismes publics.

IX. Toutes factures qui accompagnent une commande de l'administration tenant lieu d'un contrat de prestation de service ou d'un marché public sont assujetties à un droit de timbre de 5 000 francs CFA.

X. Toutes demandes d'abonnement à la Société Nationale d'Electricité (SNE) et à la Société Tchadienne de l'Eau (STE), sont assujetties à un droit de timbre de 5 000 francs.

XI. Toutes demandes autres que celles prévues aux V à X et adressées à l'administration sont assujetties à un droit de timbre de 2.000 francs.

XII. Les contrats d'abonnement aux téléphones mobiles post payés et fixes sont assujettis à un droit de timbre égal à 10% du montant des factures adressées au client. Les compagnies de téléphonie sont chargées du recouvrement de ces droits qu'elles reversent spontanément le 15

de chaque mois à la caisse de timbres fiscaux de la Direction du timbre et de l'enregistrement. Tout retard dans le versement de ces droits donne lieu à l'application d'une pénalité de 25 % du montant dû, assortie d'une amende de 25 000 francs CFA.

**Article 28** : Pour compter du 1er janvier 2019, les dispositions de l'article L.9 du LPF sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article L.9 du LPF (ancien) :**

- I. Si le vérificateur envisage des redressements à l'issue d'une vérification de comptabilité, les contribuables doivent être informés par une notification qui est interruptive de la prescription, des motifs et du montant des redressements envisagés. Les délais de réponse du contribuable et de la procédure d'établissement des divers impôts sont ceux prévus par le Droit Commun.
- II. Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de taxation ou de rectification d'office.

**Lire :**

**Article L.9 du LPF (nouveau) :**

- I. Si le vérificateur envisage des redressements à l'issue d'une vérification de comptabilité, les contribuables doivent être informés par **une notification partielle ou définitive** qui est interruptive de la prescription des motifs et du montant des redressements envisagés. Le délai de réponse du contribuable et de la procédure d'établissement des divers impôts est de **vingt (20) jours**.
- II. Ces dispositions ne s'appliquent pas en cas de taxation ou de rectification d'office.

**Article 29** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article L. 17 du LPF sont modifiées et complétées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article L.17 (ancien) :**

- I. Les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur munis de leur carte professionnelle et d'une copie de l'avis de vérification, vérifient sur place, la comptabilité des contribuables tenus de présenter des documents comptables.
- II. La vérification de comptabilité s'exerce au siège de l'entreprise ou au lieu de son principal établissement. Dans l'hypothèse où le contrôle ne peut s'effectuer en ces deux lieux, le contribuable doit expressément demander qu'il se déroule soit dans les bureaux de son comptable soit dans les locaux de l'Administration.



III. Les opérations consistent à confronter la comptabilité présentée à certaines données de fait ou matérielles afin de contrôler la sincérité des déclarations souscrites et pour procéder, le cas échéant, à l'établissement des impôts et taxes éludés.

**Lire :**

**Article L17- bis (nouveau) :**

**IV- Les contribuables du régime du réel normal et du régime simplifié d'imposition peuvent, lorsqu'ils constatent des erreurs, inexactitudes, omissions ou insuffisances, solliciter de l'administration fiscale le réexamen de leur comptabilité.**

**Lorsque l'administration fiscale donne suite à cette demande, elle informe le contribuable de sa volonté de procéder au contrôle selon la forme qu'elle définit.**

**L'administration peut rejeter la demande du contribuable avec un avis motivé.**

**(Le reste sans changement)**

**Article 30 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 39 de la loi N°021/PR/2017 portant Budget Général de l'Etat sont modifiées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 39 (ancien) :** Les produits des redevances prélevées sur le chiffre d'affaire réalisé par les sociétés de téléphonie mobile plafonnés à un taux cumulé de 9% sont repartis comme suit :

- TRESOR PUBLIC 4 % ;
- ARCEP 2,5 % ;
- ADETIC 1,5 % ;
- ENASTIC 0,6 % ;
- ANSICE 0,4 %.

Un arrêté du Ministre des Finances et du Budget fixera les modalités pratiques du recouvrement, le mécanisme de décaissement au profit des bénéficiaires et l'utilisation de la part du Trésor Public.

**Article 39 (nouveau) :** Les produits des redevances prélevées sur le chiffre d'affaire réalisé par les sociétés de téléphonie mobile plafonnés à un taux cumulé de 9% sont repartis comme suit :

- 3,5% ARCEP ;
- 2% ADETIC ;
- 0,75% ENASTIC;

- 0,75% ANSICE;
- 2% TRESOR PUBLIC dont 1% pour la réforme des Services du Budget.

Un arrêté du Ministre des Finances et du Budget fixera les modalités pratiques du recouvrement, le mécanisme de décaissement au profit des bénéficiaires.

**Article 31 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'alinéa 8 de l'article 41 de la loi de finance N°001/PR/2002 et l'article 41 de la loi de Finance N°004/PR/2004, portant Budget Général de l'Etat pour 2002 et 2004 sont modifiées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 41 (Ancien) :** les taxes de développement touristiques sont fixées comme suit :

- 2 500 FCFA par nuitée et par client pour les établissements d'hébergement dont la catégorie est supérieure ou égal à 3 étoiles et 1 500 FCFA par nuitée et par client pour les hôtels de catégorie inférieure ;
- un forfait mensuel de 15 000 FCFA pour les auberges, les relais et campements ;
- 20 000 FCFA pour la délivrance des autorisations de construire et d'ouverture des établissements de tourisme ;
- 10 000 FCFA par mois pour les restaurants classés en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie et 6 000FCFA par mois pour les restaurants classés en 3<sup>ème</sup> catégorie ;
- 20 000 FCFA par mois pour les sociétés de location de voiture ;
- 10 000 FCFA par passagers pour les vols internationaux et 5 000 FCFA pour les vols régionaux et 1 500 FCFA pour les vols domestiques ;
- 10 000FCFA pour les agences de voyages et 6 000 FCFA pour les bureaux de tourisme ;
- 30 000 FCFA par mois pour les night-clubs et les casinos.

Un Arrêté conjoint des Ministres chargés des Finances et du Tourisme définira les modalités de recouvrement.

**Lire :**

**Article 41 (nouveau) :** les taxes de développement touristiques affectées à l'Office National de Promotion du Tourisme, de l'Artisanat et des Arts (ONPTA) sont fixées comme suit :

- 2 500 FCFA par nuitée et par client pour les établissements d'hébergement dont la catégorie est supérieure ou égal à 3 étoiles et 1 500 FCFA par nuitée et par client pour les hôtels de catégorie inférieure ;

- un forfait mensuel de 100 000 FCFA pour les agences de location des apparts hôtels ;
- 500 FCFA par chambre et par client pour les auberges ;
- 200 000 FCFA pour la délivrance des autorisations de construire et d'ouverture des établissements de tourisme ;
- 10 % des frais de délivrance des visas touristiques à l'entrée au Tchad ;
- 10 000 FCFA par mois pour les restaurants classés en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégorie et 6 000 FCFA par mois pour les restaurants classés en 3<sup>ème</sup> catégorie ;
- 20 000 FCFA par mois pour les agences de location de véhicules ;
- 10.000 FCFA par passagers pour les vols internationaux et 5.000 FCFA pour les vols régionaux et 1.500 FCFA pour les vols domestiques ;
- 100 FCFA par passagers pour les agences de transport interurbain ;
- 30 000 FCFA par mois pour les agences de voyages (émission des titres de transport) et 5 000 FCFA par voyage touristique sur le territoire national ;
- 100 000 FCFA par mois pour les night-clubs et les casinos.

Les modalités de recouvrement seront définies un arrêté par un conjoint du Ministre en charge de développement Touristique et du Ministre en charge des Finances.

**Article 32** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 30 de la loi N°021/PR/2017 portant Budget Général de l'Etat sont modifiées comme suit :

**Au lieu de**

**Article 30 (ancien)** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, il est institué une redevance pour la modernisation des infrastructures aéroportuaires assise sur chaque billet d'avion au départ de N'DJAMENA ou de tout autre aéroport du Tchad, qu'il s'agisse de vols intérieurs ou de vols à destination de l'étranger au profit de l'Autorité de l'Aviation civile du Tchad.

I. Le montant de cette redevance est fixé à 10 000 FCFA pour les billets en classe économique et à 15 000 FCFA pour les billets en classe intermédiaire ou classe affaire.

II. Les compagnies aériennes sont tenues de verser chaque 15 du mois ledit sommes par elles encaissées au cours du mois précédent à la caisse de la Direction Générale des Impôts.

Un arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Budget et du Ministre en charge de l'Aviation Civile fixera les modalités de l'utilisation et le mécanisme de décaissement.

*Lire :*

**Article 30 (nouveau) :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est institué une redevance pour la modernisation des infrastructures aéroportuaires assise sur chaque billet d'avion au départ de N'DJAMENA ou de tout autre aéroport du Tchad, qu'il s'agisse de vols intérieurs ou de vols à destination de l'étranger au profit de l'Autorité de l'Aviation civile du Tchad.

I. Le montant de cette redevance est fixé à 10 000 FCFA pour les billets en classe économique et à 15 000 FCFA pour les billets en classe intermédiaire ou classe affaire.

**II. Les compagnies aériennes sont tenues de verser chaque 15 du mois ladite somme par elle encaissée au cours du mois précédent à l'Autorité de l'Aviation civile du Tchad.**

Un arrêté conjoint du Ministre des Finances et du Budget et du Ministre en charge de l'Aviation Civile fixera les modalités de l'utilisation et le mécanisme de décaissement.

**Article 33 (nouveau) :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, des prélèvements d'un pour cent (1 %) sur les salaires, à soustraire du produit de l'Impôts sur le revenu des personnes physiques sont affectés au Fonds de Promotion de l'Habitat.

Un arrêté conjoint des Ministres en charge des Finances et de l'Habitat fixera les modalités, le mode recouvrement et de l'utilisation de ces prélèvements.

**Article 34 (nouveau) :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, deux pourcent (2 %) du bonus de signature et du bonus d'attribution d'une Autorisation Exclusive d'Exploitation sont affectés à la Commission Nationale Chargée de la Négociation des Conventions Pétrolières ainsi que son Comité Technique des Négociations.

**Article 35 (nouveau) :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est institué un visa touristique à l'arrivée pour les pays ne disposant pas d'accord avec le Tchad. Les tarifs dudit visa sont fixés comme suit :

- 35 000 FCFA zone Afrique
- 65 000 FCFA Reste de Monde.

Un arrêté conjoint des Ministres en charge des Finances, des Affaires Etrangères, de la sécurité publique et du Tourisme définira les modalités d'application et la liste des pays concernés par ce visa.

**Article 36 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est institué une taxe spécifique sur les véhicules de tourisme, les boissons alcoolisées et le tabac à l'importation et les dispositions

de l'article 16 de la loi N°033/PR/2016 portant Budget Général de l'Etat sont modifiées conformément au tableau ci-dessous :

**Au lieu de :**

**Article 16: (ancien)**

| Position tarifaire | Produit soumis au droit                                                                                                                                                                  | Taux |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
|                    | Voiture de tourisme d'une cylindrée excédant 1500 cm <sup>3</sup> , mais n'excédant pas 3000cm <sup>3</sup> , à un essieu moteur                                                         | 20%  |
|                    | Autres véhicules de tourisme à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée excédant 1500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2500 cm <sup>3</sup> | 20%  |
|                    | Jeux de hasard et de divertissement y compris les loteries et les jeux de paris (mutuels ou simple paris)                                                                                | 15%  |
|                    | Appareils servant aux jeux hasard et de divertissement                                                                                                                                   | 15%  |

**Lire**

**Article 16 (nouveau) :**

| Position tarifaire | Produit soumis au droit                                                                                                                                                                  | Taux du Droit d'Accise | Taux ou montant de la taxe spécifique |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------|
|                    | Voiture de tourisme d'une cylindrée excédant 1500 cm <sup>3</sup> , mais n'excédant pas 3000cm <sup>3</sup> , à un essieu moteur                                                         | 25%                    | 20%                                   |
|                    | Autres véhicules de tourisme à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée excédant 1500 cm <sup>3</sup> mais n'excédant pas 2500 cm <sup>3</sup> | 25%                    | 20%                                   |
|                    | Vin                                                                                                                                                                                      | 25%                    | 1000F/ bouteille                      |
|                    | Liqueurs                                                                                                                                                                                 | 25%                    | 2000F/ bouteille                      |
|                    | Bière                                                                                                                                                                                    | 25%                    | 50F/ bouteille                        |
|                    | Tabac                                                                                                                                                                                    | 25%                    | 100F/ paquet                          |

**Le reste sans changement.**

**Article 37 (Nouveau):** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, Il est institué une taxe foncière concerne tout propriétaire d'un bien immobilier (logement, local d'activité, terrain).

**Article 760bis (nouveau) :**

**I. La taxe foncière est prélevée sur les propriétés (logement, local d'activité, terrain), sur le territoire national uniquement, dans tous les chefs-lieux d'unités administratives et les propriétés immobilières qui se trouvent dans les agglomérations bénéficiant d'infrastructures et autres services urbains tels que les réseaux de voies carrossables ou bitumées, d'adduction d'eau, d'électricité et/ou de téléphone.**

**II. La valeur vénale à retenir est celle que comporte le logement, local d'activité ou le terrain au premier janvier de la première année de la période quinquennale ; elle est déterminée, soit au moyen d'actes translatifs, soit par le service des domaines, soit par le service de cadastre, soit, en l'absence de mutation récente, par comparaison avec d'autres propriétés dont la valeur vénale aura été régulièrement constatée ou sera notoirement connue.**

**III. La taxe foncière est due par toute personne physique ou morale, propriétaire d'un ou plusieurs immeubles bâtis ou non, y compris tout propriétaire de fait, au 1er janvier de l'année de son imposition. Par ailleurs, la taxe foncière est annuelle.**

**IV. ne sont pas assujettis à la taxe foncière : l'État et ses démembrements. Les organismes confessionnels, les associations culturelles ou de bienfaisances déclarées d'utilité publique dès lors que leurs immeubles sont à usage non lucratif. Les industriels ou agropastoraux et piscicoles ; les organismes internationaux qui ont signé un accord de siège avec le Tchad et les représentations diplomatiques (sous réserve de réciprocité).**

**V. Le taux d'imposition de la taxe sur la propriété foncière est fixé à 0.1 % de la valeur de l'immeuble**

**Article 38 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 230 du CGI sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

**Article 230 (ancien) :**

- I. Sont exonérés de la Taxe sur la valeur Ajoutée :

1° Les ventes effectuées directement aux consommateurs par les agriculteurs, les éleveurs ou les pêcheurs des produits non transformés de leur culture de leur élevage ou de leur pêche ;

2° Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'Affaires :

a) Les opérations liées au contrat d'assurance et de réassurance réalisées par les compagnies d'assurance et de réassurance dans le cadre normal de leur activité, ainsi que les prestations de service afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et les autres intermédiaires d'assurance ;

b) Les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement, à l'exclusion des opérations de même nature effectuées par les marchands de biens ou celles de crédit- bail ;



- 3° Les opérations portant sur les timbres postaux, les timbres fiscaux et papiers timbrés émis par l'Etat et les collectivités locales ;
- 4° Les opérations d'importation et de vente de journaux et périodiques à l'exclusion des recettes de publicité ;
- 5° Les Services ou opérations à caractère social, sanitaire, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée, et lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel ;
- 6° Les sommes versées à la banque centrale chargée du privilège de l'émission, ainsi que les produits des opérations de cette banque génératrice de l'émission de billet ;
- 7° Les opérations relatives aux locations de terrains non aménagés et de locaux nus ;
- 8° Les prestations relevant de l'exercice légal des professions médicales ou para médicales à l'exception des frais d'hébergement et restauration ;
- 9° Les établissements d'enseignement exerçant dans le cadre d'un agrément délivré par le Ministère de l'Education Nationale et pratiquant un prix homologué ;
- 10° Les importations de biens exonérés dans le cadre de l'article 241 du Code des Douanes de la CEMAC, complété par l'Acte 2/92 UDEAC 556 CE-SE1 et les textes modificatifs subséquents précisés, en ce qui concerne les matériels de recherches pétrolière et minière, prévus à l'alinéa 15 ;
- 11° Les ventes réalisées par les peintres, sculpteurs, graveurs, vanniers, lorsqu'elles ne concernent que les produits de leur art, et à condition que le montant du chiffre d'Affaires annuel n'excède pas 20 millions de Francs CFA ;
- 12° L'avitaillement des aéronefs à destination de l'étranger ;
- 13° Les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les Etablissements Publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial ;
- 14° Les produits figurant sur la liste ci-dessous :

| N° du tarif  | Désignation tarifaire                                                           |
|--------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| 2937.91.00   | Insuline et ses sels                                                            |
| 2930.2100    | Quinine et ses sels                                                             |
| 2941         | Antibiotiques                                                                   |
| 3007.0090    | Cire pour art dentaire                                                          |
| 3701.1000    | Plaques et films pour rayons X                                                  |
| 3702.1000    | Pellicules pour rayons X                                                        |
| 40.14/ 30    | Articles d'hygiène et de pharmacie<br>en caoutchouc Produits<br>pharmaceutiques |
| 4015.11.00   | Gants pour la chirurgie                                                         |
| 7015.10.00   | Verrerie des lunettes                                                           |
| 8419.20.00   | Stérilisateurs médicochirurgicaux de<br>laboratoires                            |
| 8713         | Fauteuils roulant et autres véhicules<br>pour invalides                         |
| 8714.20.00   | Parties de fauteuils roulant et autres<br>véhicules pour invalides              |
| 90.004.90.00 | Lunettes correctrices                                                           |
| 90.18.11à    | Appareils médicaux                                                              |
| 9022.90      |                                                                                 |

|            |                                                                                             |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9402.10.11 | Fauteuils de dentistes                                                                      |
| 9402.1019  | Autres mobiliers pour la médecine et chirurgie                                              |
| 02         | Viandes et Volailles                                                                        |
| 0401       | Lait et crème de lait, non concentrés additionnés de sucre ou d'autres édulcorants          |
| 0402       | Lait et crème de lait concentrés ou additionnés du sucre                                    |
| 05         | Pain Farine et froment                                                                      |
| 1901.10.11 | Préparation pour l'alimentation des enfants                                                 |
| 4901.91.00 | Livres scolaires brochures et imprimés similaires                                           |
| 4902       | Journaux et publications périodiques, imprimés même illustres ou contenant de la publicité. |

15° Les équipements et biens spécifiquement et uniquement destinés à la recherche pétrolière et minière, faisant l'objet d'un arrêté du Ministre des Finances ;

16° L'eau potable et l'électricité produite par la STE et SNE ou toute autre société qui viendrait à s'y substituer.

17° Les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs.

18° Les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou des établissements financiers par des non professionnels ;

19° Les examens, consultations, soins, hospitalisations, travaux d'analyse de biologie médicale et les fournitures de prothèses effectuées par des formations sanitaires ;

20° Les intrants des produits de l'élevage et de la pêche utilisés par les producteurs ;

21° Les locations d'immeubles nus à usage d'habitation

22° Les petits matériels de pêches, les engins et matériels agricoles.

23° Les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à la transformation du coton fibre.

24° Les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à la distribution de l'eau et de l'électricité.

25° Les briques cuites fabriquées localement,

26° Les intérêts rémunérant des crédits d'un montant de 1 à 1000.000 FCFA accordés par des établissements financiers de micro crédit avec un échéancier de remboursement d'au moins six (6) mois et mensualité inférieure ou égale à 100.000FCFA

27° Les intérêts des crédits immobiliers accordés par les établissements financiers.

28° Les jeux du hasard et de divertissement.

29) Les matériels et produits servant à la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, la fièvre jaune et les infections virales sévères liées aux maladies infantiles et des personnes du 3<sup>ème</sup> âge sans ressources, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

30) L'acquisition des matériels et équipements servant à la production et à la promotion des énergies renouvelables.

### **Article 230 (nouveau)**

- I. Sont exonérés de la Taxe sur la valeur Ajoutée :

- 1° Les ventes effectuées directement aux consommateurs par les agriculteurs, les éleveurs ou les pêcheurs des produits non transformés de leur culture de leur élevage ou de leur pêche ;
- 2° Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'Affaires :
- a) Les opérations liées au contrat d'assurance et de réassurance réalisées par les compagnies d'assurance et de réassurance dans le cadre normal de leur activité, ainsi que les prestations de service afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et les autres intermédiaires d'assurance ;
- b) Les opérations ayant pour objet la transmission des biens immobiliers et des biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement, à l'exclusion des opérations de même nature effectuées par les marchands de biens ou celles de crédit- bail ;
- 3° Les opérations portant sur les timbres postaux, les timbres fiscaux et papiers timbrés émis par l'Etat et les collectivités locales ;
- 4° Les opérations d'importation et de vente de journaux et périodiques à l'exclusion des recettes de publicité ;
- 5° Les Services ou opérations à caractère social, sanitaire, éducatif, sportif, culturel, philanthropique ou religieux rendus par les organismes sans but lucratif dont la gestion est bénévole et désintéressée, et lorsque ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels de leurs membres. Toutefois, les opérations réalisées par ces organismes sont taxables lorsqu'elles se situent dans un secteur concurrentiel ;
- 6° Les sommes versées à la banque centrale chargée du privilège de l'émission, ainsi que les produits des opérations de cette banque génératrice de l'émission de billet ;
- 7° Les opérations relatives aux locations de terrains non aménagés et de locaux nus ;
- 8° Les prestations relevant de l'exercice légal des professions médicales ou para médicales à l'exception des frais d'hébergement et restauration ;
- 9° Les établissements d'enseignement exerçant dans le cadre d'un agrément délivré par le Ministère de l'Education Nationale et pratiquant un prix homologué ;
- 10° Les importations de biens exonérés dans le cadre de l'article 241 du Code des Douanes de la CEMAC, complété par l'Acte2/92 UDEAC 556 CE-SE1 et les textes modificatifs subséquents précisés, en ce qui concerne les matériels de recherches pétrolière et minière, prévus à l'alinéa 15 ;
- 11° Les ventes réalisées par les peintres, sculpteurs, graveurs, vanniers, lorsqu' elles ne concernent que les produits de leur art, et à condition que le montant du chiffre d'Affaires annuel n'excède pas 20 millions de Francs CFA ;
- 12° L'avitaillement des aéronefs à destination de l'étranger ;
- 13° Les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les Etablissements Publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial ;
- 14° Les produits figurant sur la liste ci-dessous :

| N° du tarif | Désignation tarifaire                                                           |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| 2937.91.00  | Insuline et ses sels                                                            |
| 2930.2100   | Quinine et ses sels                                                             |
| 2941        | Antibiotiques                                                                   |
| 3007.0090   | Cire pour art dentaire                                                          |
| 3701.1000   | Plaques et films pour rayons X                                                  |
| 3702.1000   | Pellicules pour rayons X                                                        |
| 40.14/ 30   | Articles d'hygiène et de pharmacie<br>en caoutchouc Produits<br>pharmaceutiques |

|                    |                                                                                             |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4015.11.00         | Gants pour la chirurgie                                                                     |
| 7015.10.00         | Verrerie des lunettes                                                                       |
| 8419.20.00         | Stérilisateur médicochirurgicaux de laboratoires                                            |
| 8713               | Fauteuils roulant et autres véhicules pour invalides                                        |
| 8714.20.00         | Parties de fauteuils roulant et autres véhicules pour invalides                             |
| 90.004.90.00       | Lunettes correctrices                                                                       |
| 90.18.11 à 9022.90 | Appareils médicaux                                                                          |
| 9402.10.11         | Fauteuils de dentistes                                                                      |
| 9402.1019          | Autres mobiliers pour la médecine et chirurgie                                              |
| 02                 | Viandes et Volailles                                                                        |
| 0401               | Lait et crème de lait, non concentrés additionnés de sucre ou d'autres édulcorants          |
| 0402               | Lait et crème de lait concentrés ou additionnés du sucre                                    |
| 05                 | Pain Farine et froment                                                                      |
| 1901.10.11         | Préparation pour l'alimentation des enfants                                                 |
| 4901.91.00         | Livres scolaires brochures et imprimés similaires                                           |
| 4902               | Journaux et publications périodiques, imprimés même illustres ou contenant de la publicité. |

15° Les équipements et biens spécifiquement et uniquement destinés à la recherche pétrolière et minière, faisant l'objet d'un arrêté du Ministre des Finances ;

16° L'eau potable et l'électricité produite par la STE et SNE ou toute autre société qui viendrait à s'y substituer.

17° Les intérêts rémunérant les emprunts extérieurs.

18° Les intérêts rémunérant les dépôts auprès des établissements de crédits ou des établissements financiers par des non professionnels ;

19° Les examens, consultations, soins, hospitalisations, travaux d'analyse de biologie médicale et les fournitures de prothèses effectuées par des formations sanitaires ;

20° **Les intrants agricoles** les intrants des produits de l'élevage et de la pêche utilisés par les producteurs ;

21° Les locations d'immeubles nus à usage d'habitation

22° Les petits matériels de pêches, les engins et matériels agricoles.

23° Les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à la transformation du coton fibre.

24° Les matériels, équipements et services nécessaires à la production et à la distribution de l'eau et de l'électricité.

25° Les briques cuites fabriquées localement,

26° Les intérêts rémunérant des crédits d'un montant de 1 à 1000.000 FCFA accordés par des établissements financiers de micro crédit avec un échéancier de remboursement d'au moins six (6) mois et mensualité inférieure ou égale à 100.000FCFA

27° Les intérêts des crédits immobiliers accordés par les établissements financiers.

28° Les jeux du hasard et de divertissement.

29) Les matériels et produits servant à la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose, la fièvre jaune et les infections virales sévères liées aux maladies infantiles et des personnes du 3<sup>ème</sup> âge sans ressources, dans les conditions fixées par voie réglementaire.

30) L'acquisition des matériels et équipements servant à la production et à la promotion des énergies renouvelables.

**Article 39** : Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les dispositions de l'article 35 de la loi N°033/PR/2016 portant Budget Général de l'Etat sont modifiées comme suit :

**Au lieu de :**

**Article 35(ancien)** la taxe sur le natron et sel sont modifiées comme suit :

|                                        |                        |
|----------------------------------------|------------------------|
| Camion de 1 à 10 tonnes :              | 25 000f/ tonne         |
| Camion de 11 à 50 tonnes               | 25 000/tonne           |
| La charge transportée à dos d'âne      | 1000 f cfa par âne     |
| La charge transportée à dos de bœuf    | 1 500 fcfa par bœufs   |
| La charge transportée à dos de chameau | 2.500 fcfa par chameau |

**Article 35(nouveau)** : la taxe sur le natron et sel sont modifiées comme suit :

|                                        |                               |
|----------------------------------------|-------------------------------|
| Camion de 1 à 10 tonnes :              | 25 000f/ tonne                |
| Camion de 11 à 50 tonnes               | 25 000f/tonne                 |
| La charge transportée à dos d'âne      | <b>500 f cfa par âne</b>      |
| La charge transportée à dos de bœuf    | <b>750 fcfa par bœufs</b>     |
| La charge transportée à dos de chameau | <b>1 000 fcfa par chameau</b> |

### **III. EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES**

**Article 40** : les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à neuf cents quatre-vingt-trois milliards trois millions (983 003 000 000) de FCFA.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit :

**Tableau n°1 : synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires (en millions de FCFA)**

| Libellé de la ressource                   | LF 2018        | PLF2019        | Ecart<br>PLF2019/LF2018 | Variation<br>PLF2019/LF2018 |
|-------------------------------------------|----------------|----------------|-------------------------|-----------------------------|
| Titre 1 : Recettes fiscales               | 424 809        | 547 546        | 122 737                 | 28,9 %                      |
| <i>dont pétrole</i>                       | 27 769         | 107 546        | 79 777                  | 287,3 %                     |
| Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours | 193 319        | 156 375        | 36 944                  | -19,1 %                     |
| Titre 3 : Cotisations sociales            | -              | -              | -                       | -                           |
| Titre 4 : Autres recettes                 | 228 280        | 279 082        | 50 802                  | 22,3 %                      |
| <i>dont pétrole</i>                       | 202 550        | 253 082        | 50 532                  | 24,9 %                      |
| <b>Total des recettes</b>                 | <b>846 408</b> | <b>983 003</b> | <b>136 595</b>          | <b>16,1 %</b>               |

### **IV. EVALUATIONS DES CHARGES**

**Article 41** : les dépenses budgétaires de l'État, pour l'année 2019, sont arrêtées à neuf cent soixante-dix-neuf milliards neuf cent soixante-quinze millions (979 975 000 000) de FCFA.



Le détail de ces dépenses se présente comme suit :

**Tableau n°2 : Plafonds de dépenses et de charges (millions de FCFA)**

| Titres et catégories                          | LF2018         | PLF2019        | Ecart<br>PLF2019/LFI2018 | Variation<br>PLF2019/LFI2018 |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|--------------------------|------------------------------|
| <b>Titre 1. Charges financières</b>           | <b>123 422</b> | <b>77 000</b>  | <b>- 46 422</b>          | <b>-37,6 %</b>               |
| Intérêts - dette extérieure                   | 98 579         | 55 000         | - 43 579                 | -44,2 %                      |
| Intérêts - dette intérieure                   | 24 844         | 22 000         | - 2 844                  | -11,4 %                      |
| <b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>         | <b>354 000</b> | <b>350 000</b> | <b>- 4 000</b>           | <b>-1,1 %</b>                |
| <b>Titre 3. Dépenses de biens et services</b> | <b>87 000</b>  | <b>109 000</b> | <b>22 000</b>            | <b>25,3 %</b>                |
| <b>Titre 4. Dépenses de transfert</b>         | <b>112 000</b> | <b>131 000</b> | <b>19 000</b>            | <b>17,0 %</b>                |
| <b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>     | <b>274 319</b> | <b>312 975</b> | <b>38 656</b>            | <b>14,1 %</b>                |
| Sur ressources intérieures                    | 83 000         | 118 000        | 35 000                   | 42,2 %                       |
| Sur ressources extérieures                    | 191 319        | 194 975        | 3 656                    | 1,9 %                        |
| <b>Titre 6. Autres dépenses</b>               |                |                |                          |                              |
| <b>Total</b>                                  | <b>950 741</b> | <b>979 975</b> | <b>29 234</b>            | <b>3,1 %</b>                 |

**Article 42** : les recettes et les dépenses budgétaires, pour l'année 2019, étant respectivement arrêtées à neuf cents quatre-vingt-trois milliards trois millions (983 003 000 000) de FCFA et de neuf cent soixante-dix-neuf milliards neuf cent soixante-quinze millions (979 975 000 000) de FCFA, il en résulte un besoin de financement de cent cinquante-trois milliards trois cent quarante-sept millions (153 347 000 000) de FCFA.

Le détail de ce résultat est présenté ainsi qu'il suit :

**Tableau n°3 : Équilibre budgétaire général (millions de FCFA)**

| Recettes                                                  | PLF 2019                         | Dépenses                                      | PLF 2019         |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------|------------------|
| <b>Titre 1 : Recettes fiscales</b><br><i>dont pétrole</i> | <b>547 546</b><br><i>107 546</i> | <b>Titre 1. Charges financières</b>           | <b>77 000</b>    |
| <b>Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours</b>          | <b>156 375</b>                   | Intérêts - dette extérieure                   | 55 000           |
| <b>Titre 3 : Cotisations sociales</b>                     | -                                | Intérêts - dette intérieure                   | 22 000           |
| <b>Titre 4 : Autres recettes</b><br><i>dont pétrole</i>   | <b>279 082</b><br><i>253 082</i> | <b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>         | <b>350 000</b>   |
|                                                           |                                  | <b>Titre 3. Dépenses de biens et services</b> | <b>109 000</b>   |
|                                                           |                                  | <b>Titre 4. Dépenses de transfert</b>         | <b>131 000</b>   |
|                                                           |                                  | <b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>     | <b>312 975</b>   |
|                                                           |                                  | Sur ressources intérieures                    | 118 000          |
|                                                           |                                  | Sur ressources extérieures                    | 194 975          |
|                                                           |                                  | <b>Titre 6. Autres dépenses</b>               | -                |
| <b>Total des recettes</b>                                 | <b>983 003</b>                   | <b>Total des dépenses</b>                     | <b>979 975</b>   |
| <b>Solde budgétaire global (hors dons)</b>                |                                  |                                               | <b>- 153 347</b> |
| <b>Solde budgétaire global (y compris dons)</b>           |                                  |                                               | <b>3 028</b>     |
| <b>Solde budgétaire de base</b>                           |                                  |                                               | <b>41 628</b>    |

**Article 43** : le montant dû des dettes financières en 2019 est arrêté à la somme de deux cent trois milliards cinq cent quatre-vingt millions (203 580 000 000) de FCFA et comprend les charges financières de soixante-dix-sept milliards (77 000 000 000) de FCFA, et les



amortissements des emprunts de cent vingt-six milliards cinq cent quatre-vingt millions (126 580 000 000) de FCFA.

**Article 44 :** Le déficit prévisionnel est résorbé par des appuis partenaires Techniques et Financiers, du décaissement attendu de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et des opérations issues de roll over des titres publics.

## V. DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**Article 45 (nouveau) :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, compte tenu des difficultés techniques il est autorisé à titre exceptionnel que le budget général de l'Etat s'exécute selon l'ancien dispositif.

**Article 46 (nouveau) :** Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est autorisé à titre exceptionnel le recrutement à la fonction publique de **2966 agents** à titre de régularisation dont **2 521 agents** au Ministère en charge de la Défense Nationale et **445 agents** (officiers et sous-officiers) au Ministère en charge de la sécurité publique pour le compte de la Garde Nationale et Nomade du Tchad, et à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 de **1 365 agents** répartis comme suit :

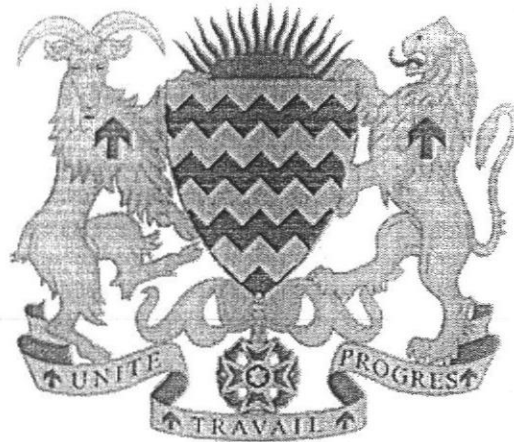
- **387 agents** au Ministère en charge de la justice :
  - 187 magistrats,
  - 200 greffiers ;
- **978 agents** au Ministère des Finances et du Budget :
  - 612 agents (Direction Générale Douanes et Droits Indirects) composé de :
    - 94 Inspecteurs et contrôleurs de douanes ;
    - 518 Personnels d'appui ;
  - 336 lauréats de la 17<sup>e</sup> promotion de l'ENA ;
  - 30 agents (Direction Générale du Budget) composé de :
    - 13 statisticiens / Analystes des données (BAC+4/5),
    - 10 économistes / spécialistes en finances publiques (BAC+4/5),
    - 2 juristes (BAC+5) et,
    - 5 cadres (BAC+3).

**Article 47 :** Toutes les dispositions antérieures non contraires à la présente Loi sont maintenues.

**Article 48** : La présente Loi sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République et exécutée comme Loi de l'Etat.

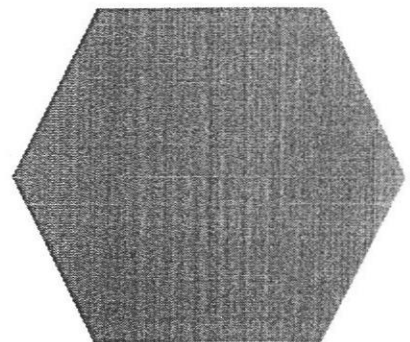
Fait à N'Djamena, le .....

**IDRISS DEBY ITNO**



# EXPOSE GENERAL DE MOTIFS

DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2019





## EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Le projet de loi de finances 2019 s'appuie sur les difficultés de l'application de la loi des finances 2018, en renforçant et améliorant certaines dispositions fiscales du Code Général des Impôts (CGI) et la suppression de foyer fiscal.

**Articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 45,46 et 96 du CGI :** La réforme de l'IRPP intervenue à travers la loi de finances 2018 a supprimé un certain nombre d'articles. Il s'agit notamment **des articles : 48 – I** (relatif à la déduction de **40 %**), **92** (relatif à la déduction du salaire du conjoint de l'exploitant),**109** (relatif au calcul de l'IRPP), **111** (relatif au **quotient familial**), **112** (relatif à l'imposition des revenus des contribuables célibataires, divorcés ou veufs), **113** (relatif à l'imposition des revenus des personnes étant à charge du contribuable), **114** (relatif au délai de la situation et les charges de famille dont il doit être tenu compte),**115** (relatif à l'application du **Barème** et à la déduction de la **décote de 4 %**),et enfin**122** (relatif au taux de la retenue à la source de l'IRPP porté à **10,5 %** et à l'application du Barème).

Cependant, en dépit de l'abrogation des articles ci-dessus, des incohérences ont survécu dans le code général des impôts laissant apparaître des difficultés dans la mise en œuvre de la réforme.

Pour pallier à ces insuffisances, l'administration fiscale tient par la modification des articles 1<sup>er</sup>, 3, 4, 45,46 et 96 du CGI d'une part, à toiletter le dispositif existant et, d'autre part à apporter des aménagements qui sont nécessaires à préserver les ressources de l'Etat à long terme et assurer la sécurité juridique du contribuable.

Au titre de **l'article 1<sup>er</sup> du CGI**, conformément à la typologie qui a été retenue en 2018 par l'imposition séparée des revenus du travail et du capital, il est ajouté au **paragraphe III.1<sup>o</sup>** relatif aux revenus du capital, s'agissant des revenus fonciers les plus-values immobilières. L'objectif étant d'élargir l'assiette des revenus fonciers.

De même, des précisions ont été apportées au **paragraphe IV** pour le rendre cohérent à l'**article 9-II** et au **paragraphe V du CGI** par l'imposition des revenus du capital au taux de 20 %.

Au titre de l'**article 3 du CGI**, il a été décidé de la suppression du paragraphe 1<sup>er</sup> qui renvoyait à l'ancien article 115 relatif au barème pour le rendre conforme à la loi de finances 2018.

Au titre de l'**article 4 paragraphe I du CGI**, le foyer fiscal étant supprimé en 2018, désormais, chaque membre d'un foyer est imposé séparément en vertu de ses revenus propres. Les seules charges déduites d'un revenu sont celles nécessaires à la réalisation de ce revenu.

Il en est de même du **paragraphe II** du même article où les époux bien que sous le régime de communauté des biens seront imposés séparément en raison de leurs revenus propres. Si les revenus propres ne sont pas clairement identifiés, chaque époux sera donc imposé à raison de la moitié des revenus de la communauté.

Au titre de l'**article 45. 13° du CGI**, il a été décidé de plafonner les indemnités de transport dans la limite de **30 %** du salaire de base mensuel. En effet, il faut noter que la non-imposition des indemnités de transport constitue une niche à travers laquelle les employeurs font échapper à l'IRRP des montants importants. L'objectif étant d'éviter que lesdites indemnités ne soient exagérées et qu'elles ne soient pas utilisées à des fins d'optimisation fiscale.

Au titre de l'**article 46 du CGI**, il est retenu une nouvelle formulation au **paragraphe I** qui indique pour la détermination de la base d'imposition à l'IRPP qu'il n'est tenu compte que du montant des indemnités, traitements, salaires et émoluments **net des cotisations sociales**.

Au **paragraphe III** du même article, il est décidé du rehaussement des plafonnements des avantages visant le logement (**20 %**), véhicule (**10 %**), gaz (**2 %**), électricité (**4%**), eau (**4%**) et le rabaissement de la nourriture (**15%**). Ces rehaussements visent à corriger les pertes pouvant découler de l'affectation d'importants montants par les employeurs au titre des avantages cités. S'agissant de la nourriture, compte tenu du ralentissement de l'activité économique occasionnant la baisse et compression de salaires, il devient judicieux de rabaisser le plafond accordé à la nourriture des employés et maintenir le maximum de 50 000 FCFA. De même, les mentions qui renvoient à la nourriture des enfants sont supprimées compte tenu de la disparition du foyer fiscal.

Les modifications apportées à **l'article 96 du CGI** interviennent dans la même optique d'harmoniser toutes les dispositions qui visent l'IRPP. C'est à ce titre que dans le **paragraphe I** du présent article, il est intégré dans la base des revenus du capital, les plus-values immobilières. Il convient de relever que les personnes physiques bénéficient des sommes importantes à l'occasion des ventes d'immeubles sans que l'administration ait la possibilité d'appréhender ces ressources par un dispositif adéquat.

De même, **au paragraphe II** du même article 96, il est décidé de la suppression de certaines charges déductibles de l'IRPP notamment le 1<sup>o</sup> relatif aux arrérages et rentes viagères et le 2<sup>o</sup> relatif aux pensions alimentaires.

S'agissant des arrérages et rentes viagères versées aux ascendants, descendants et collatéraux plafonnés à 600 000 FCFA, l'administration estime que cette déduction est systématique de la part des employeurs même lorsque ces rentes n'ont une existence.

S'agissant des pensions alimentaires, étant donné que les époux sont imposés séparément, leur déduction se fera au nom de chaque époux.

**Article 17** : La location de matériels étant déjà soumis à un prélèvement au titre de précompte de 20 %, il est fiscalement cohérent de faire figurer l'opération dans les éléments qui entrent dans le champ d'application des bénéfices industriels et commerciaux.

Ainsi donc, l'article 17 du CGI a été modifié en y ajoutant les **personnes qui louent ou sous louent en meublé tout ou partie des immeubles leur appartenant ainsi que celles qui louent du matériel et du mobilier à usage professionnel.**

**Article 119** : Le Code Général des Impôts (CGI), en son article 119 a énuméré quelques conditions cumulatives pour bénéficier de l'exonération du précompte de quatre (4) pour cent (4 %) pour une durée de trois (3) mois. Les conditions sont ci-après :

1. être une société anonyme ;
2. être totalement à jour de ses obligations tant déclaratives que de paiement dans les délais légaux de tous ses impôts et taxes ;
3. réaliser au moins un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de francs CFA ;
4. produire une attestation de la CNPS récapitulant la liste de ses employés ;
5. adresser une demande manuscrite timbrée.



Il convient de noter que ces conditions précitées n'ont pas connu d'évolution depuis plusieurs années (depuis 1992) et ne correspondent plus à la réalité économique. Pour remédier à l'immobilisme fiscal visant ce précompte, il est nécessaire de revoir les conditions d'obtention de l'exonération du précompte de 4 %.

De plus, au regard de la réforme de l'administration des impôts et taxes opérée par le législateur en 2018, la condition relative au chiffre d'affaire qui est fixée à deux cent millions (200.000.000) antérieurement est en décalage avec la réalité du moment. Il est proposé de faire correspondre le seuil avec la nouvelle segmentation fiscale. De ce fait, il est proposé de retenir le seuil 500 000 000 FCFA de chiffre d'affaires et plus.

L'administration fiscale a en outre porté le taux du précompte à 15% lorsque les personnes physiques ou morales qui effectuent les importations ne sont pas régulièrement répertoriées sur la liste des entreprises actives arrêtée chaque année par la DGI. L'objectif étant d'obliger les entreprises importatrices à se conformer aux obligations déclaratives et, à l'administration fiscale d'élargir l'assiette fiscale.

Par ailleurs, comme certaines entreprises ne semblent pas recruter d'avantage les nationaux dans leur entreprise, il y a lieu de conditionner l'obtention de cette attestation par l'obligation d'employer au moins 60 % de tchadiens.

**Article 122** : La réforme de l'IRPP intervenue en 2018 n'avait pas consacré le principe de retenue à la source ; d'où la suppression de l'article 122 du CGI. Le vide laissé par la suppression de cet article a occasionné de difficultés pratiques dans la collecte de l'impôt. L'IRPP étant annuel et compte tenu des insuffisances dans le système déclaratif, l'administration fiscale estime reprendre l'article 122 qui institue une retenue à la source mensuelle au prorata de l'impôt annuel (soit le 1/12 de l'impôt de l'année à verser chaque mois).

**Article 152** : La modification du **paragraphe IV de l'article 152** est en adéquation avec le caractère mensuel des déclarations en vigueur à la DGI. L'ancien article prévoyait la possibilité de versement du plancher de l'IMF par trimestre ; ce qui ne correspond plus au dispositif de déclaration actuel. Ainsi, les versements seront effectués désormais par mois soit 1/12 du plancher annuel.

**Article 986** : La disparition du foyer fiscal à travers la réforme de l'IRPP de 2018 impose de supprimer les mentions qui renvoient à l'imposition des membres du foyer. Etant donné que

les paragraphes 5 et 6 de l'article 986 renvoient au foyer fiscal, il est procédé purement et simplement à leur suppression. Ainsi, donc,

**Articles 4, 20 et 23 de l'annexe fiscale à la loi N° 021/PR/2017** : Dans le cadre du renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale internationale et le transfert de bénéfices vers l'étranger, le Tchad a engagé la modernisation de son dispositif de contrôle des prix de transfert, à travers les articles 4, 20 et 23 de l'annexe fiscale à la loi n°021/PR/2017 portant Budget de l'Etat pour l'année 2018.

Par ailleurs, notre pays s'est résolument engagé dans le processus d'adhésion au Cadre inclusif pour la mise en œuvre des mesures du projet de lutte contre l'érosion de la base imposable et le transfert de bénéfices (Projet BEPS), qui constitue un vaste projet mondial initié par l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), réunissant plus de 100 pays et juridictions et visant à redéfinir les normes de la fiscalité internationale, dans le but de les rendre plus aptes à lutter contre le phénomène d'évasion fiscale et de transfert de bénéfices.

Pour l'identification des pays à fiscalité privilégiée ou non coopératifs, les articles 4 et 20 renvoient à la « liste noire » des paradis fiscaux de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE).

Cette organisation ne disposant plus de liste à jour, le dispositif s'avère difficilement applicable en l'état.

Afin de corriger cette situation et de permettre à l'Administration de lutter efficacement contre le phénomène des transferts abusifs de bénéfices vers l'étranger via les paradis fiscaux, il est proposé d'aménager cette disposition, en visant pour l'identification des territoires à fiscalité privilégiée ou non coopératifs, en plus de la liste de l'OCDE, les pays considérés comme tels par les autorités fiscales tchadiennes ou figurant sur la liste de l'Union européenne.

Aussi, une définition des pays à fiscalité privilégiée a été donnée en retenant dans cette catégorie, les pays qui pratiquent les taux d'imposition à l'IS et l'IRPP de plus de la moitié des taux en vigueur au Tchad.

De même, le contrecoup fiscal induit par la mondialisation à travers l'accroissement de la mobilité des facteurs de production et la libéralisation financière est susceptible de réduire la capacité du Tchad à prélever les impôts. Afin de lutter efficacement contre l'érosion de la

base d'imposition, le transfert indirect de bénéficiaires, la fraude et l'évasion fiscales internationales, il est institué **l'article 26-XXII-bis** qui consacre pleinement le principe de pleine concurrence en matière de prix de transfert. Ce nouvel article correspond bien aux recommandations de l'OCDE et de l'ONU qui imposent aux Etats de protéger leurs budgets et résorber leurs déficits récurrents par la réglementation des prix de transfert. Le Tchad est dorénavant en conformité avec lesdites recommandations.

**Article 1038-bis** : intervient dans le cadre du contrôle des prix de transfert. En effet, l'administration a renforcé les obligations déclaratives des entreprises liées ou entreprises intra-groupe. Pour éviter que les charges soient exagérément déduites, il est proposé d'instituer une pénalité de 5 % lorsque les obligations déclaratives ne sont pas observées. Il est exigé à ce titre un minimum de 50 000 000 FCFA si la pénalité de 5% est inférieure. Le minimum exigé a toute sa place vu l'importance des montants déduits par les sociétés appartenant au même groupe.

**Articles 205, 206,207 208 et 209 du CGI** : La prolifération des jeux du hasard et de divertissement sont une source non négligeable des recettes domestiques pour l'Etat. De ce fait, pour avoir une meilleure visibilité des chiffres d'affaires et mieux imposer ces entreprises, il est proposé des modifications des articles 205, 206,207 et 209 du CGI pour les adapter à la loi de Finances 2017 qui avait institué à ce titre un Droit d'Accise sur le chiffre d'Affaires des entreprises des jeux du hasard, en remplacement de la taxe sur les jeux du hasard.

**Article 245, 246, 227 et 243** : La TVA étant l'une des principales sources de recettes fiscales de l'Etat et afin de mieux contrôler la déductibilité de celle-ci, les factures doivent contenir certaines mentions obligatoires en dehors du NIF. De ce fait, les factures feront l'objet d'un contrôle rigoureux et l'absence d'une des mentions visées à cet article constituera un motif sérieux de rejet de la facture. L'objectif étant de soumettre tous les actes de commerce à la facturation que l'on soit fournisseur ou client.

Il ressort d'un constat que dans la plupart des transactions commerciales, les factures ne laissent pas apparaître expressément la TVA. Les montants qui figurent sur ces factures étaient considérés par les agents des impôts comme hors taxes. Ce qui réduisait de facto la base taxable. Afin de remédier à cette pratique et lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, toute facture de vente relative à une opération taxable est réputée TTC même si la TVA n'y figure pas expressément. La modification de l'article 227 vise à obliger les opérateurs économiques

qui facturent la TVA à faire mentionner expressément la TVA sur les factures d'achat et de vente.

Souvent les entreprises lorsqu'elles doivent déterminer le prorata de déduction de la TVA n'incorporent pas au numérateur le chiffre d'affaires à l'exportation des produits taxables à 0%. Cette situation découle de la confusion qui naît auprès des contribuables entre les produits exonérés et ceux qui sont taxés au taux 0 comme les exportations. Cela conduit à augmenter la proportion déductible de la TVA et diminuer donc la partie taxable. C'est à ce titre qu'il est procédé de réintroduire les chiffres d'affaires correspondant aux exportations de produits taxables au numérateur pour la détermination du prorata.

**Article 33 bis** : Le secteur informel est constitué des activités pour lesquelles, les informations relatives à la production et à l'échange des biens et services marchands ne permettent pas toujours une imposition équitable des revenus ou gains tirés par les personnes qui les exercent. La collecte des impôts liés au secteur informel devient donc un enjeu de premier ordre tant pour l'élargissement de l'assiette fiscale, que pour la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. A ce titre il est institué l'article 33-bis pour imposer aux contribuables de ce secteur, la tenue d'une comptabilité qui constitue la première étape pour la maîtrise des chiffres d'affaires pour l'imposition aux régimes correspondants. Des amendes sont cet effet prévues pour les contribuables qui ne s'y conformeront pas.

**Article 154** : La révision de cet article se justifie pour plusieurs raisons à savoir :

- Un certain nombre de documents budgétaires ont été annexés au projet de loi des Finances 2019 conformément aux certaines dispositions des articles 51 et 52 de Loi Organique N°004/PR/2014 relative aux Lois de Finances du 18 Février 2014. En revanche, la mise œuvre effectif de l'alinéa 1 de l'article 52 qui stipule que « Une analyse des prévisions de chaque recette budgétaire, évaluant les pertes de recettes liées aux dérogations fiscales ; la prévision de recette budgétaire au titre de l'année considérée est accompagnée d'une prévision, à titre indicatif, des montants attendus pour les deux années suivantes » nécessite une réforme profonde en terme d'organisation des services ministères des Finances et du Budget (MFB). En effet, pour évaluer les bénéfices et les pertes de recettes liées aux dérogations fiscales (Conventions pétrolières, accords internationaux notamment les accords de non double imposition, l'accord de vienne, les accords-cadres entre le Gouvernement et certaines institutions internationales, etc. et les conventions d'établissements accordées dans le cadre de la mise en œuvre de la charte des

investissements) nécessite une synergie d'action entre tous les services du MFB (les services du Budget et les acteurs des circuits de dépenses et de recettes). Pour ce faire, l'actualisation et le renforcement du Décret N°679 du 29 octobre 1985 portant création d'une Commission chargée d'examiner les demandes d'exonérations des droits, taxes et Impôts directs ou indirects qui est un décret d'application de l'article 9 de la loi de finances de 1974 et de l'article 7 de la Loi de Finances de 1977 est plus que nécessaire pour permettre au MFB d'implémenter les meilleurs pratiques et standard en matière d'encadrement, d'octroi, de suivi des exonérations fiscales et douanières, de lutte contre les abus et de s'assurer que les contribuables respectent leurs engagements en terme des contreparties aux avantages accordés par l'État .

- Pour une question d'équité et de suivi des exonérations, il est aussi nécessaire d'harmoniser la base légale conformément au présent projet de Loi tant sur la forme que sur le fonds tous les conventions exonérations futures ainsi que ceux en vigueur en leur accordant un délai d'une année pour se régulariser en introduisant une demande de mise en conformité ;
- Afin de limiter les concurrences déloyales et les pertes de recettes budgétaires. Il n'est plus possible de renouveler les conventions d'exonérations par tacite reconduction. Tout renouvellement d'une convention est conditionné par la réalisation d'un audit au préalable.
- L'administration fiscale a constaté l'octroi des exonérations visant les impôts dont le contribuable n'est que le redevable légal à l'exemple de la TVA, l'IRPP, BNC etc. Cet état de fait est à l'origine d'une perte énorme de recettes fiscales étant donné que ces impôts sont les principaux pourvoyeurs de recettes. Pour éviter que cette pratique perdure, il est proposé de réaménager l'article 154 du CGI pour sortir les impôts dont le contribuable n'est que collecteur du champ d'application des exonérations.

**Article L9 :** Il ressort d'un constat selon lequel, les exercices soumis à des vérifications de comptabilité tombent sous la prescription lorsque la durée du contrôle se prolonge. Cette situation est problématique étant donné que l'Etat est amené à brader ses recettes devant son incapacité à boucler à temps les contrôles complexes. C'est pour pallier cette situation qu'intervient la modification de l'article L.9 en faisant intégrer, la possibilité d'envoyer au contribuable une notification partielle sur une période infra annuelle ou un impôt L9 en vue de sauver les exercices menacés de prescription.



**Article L17 bis** : Les contrôles fiscaux à l'état actuel de la législation tchadienne en la matière ne relèvent que de la seule initiative de l'administration fiscale. L'on a constaté ces dernières années que pour des raisons non objectives, les entreprises demandent des contrôles bousculant ainsi l'administration dans ses prérogatives. La procédure de contrôle sur demande du contribuable a pour but de permettre aux contribuables de s'assurer par rapport à leurs obligations comptables et déclaratives, de l'exacte application ou interprétation des règles fiscales sur les éléments de comptabilité.

Cette procédure permet aussi à l'administration fiscale de prendre position en amont sur les points de comptabilité qui peuvent s'avérer complexes aux éventuels vérificateurs. Il faut relever que le contrôle sur demande peut résulter des cas suivants :

- recommandation d'un audit approfondi de gestion interne ;
- cessation d'activités ;
- fusion ;
- liquidation judiciaire.

**Article 30 (nouveau)** : Le secteur de la télécommunication est l'un des rares secteurs stratégiques qui impacte tous les autres secteurs de l'économie et qui peut contribuer significativement à la croissance économique à travers le développement de l'économie numérique, à l'éducation, à la santé, etc. Mais force est de constater que l'État a mis beaucoup de ressources à la disposition des établissements publics (ADETIC, ARCEP, etc.) dont l'impact de leurs actions sur le développement du secteur du numérique reste très mitigé et aucune évaluation de l'efficacité et l'efficience dans l'utilisation des ressources publiques qui leurs sont affectées n'a été réalisée. Cette nouvelle disposition permettra au Ministère des Finances au seuil de chaque année de demander chaque année des comptes et d'évaluer l'impact de ressources affectées aux établissements publics bénéficiaires avant toute nouveaux affectation.

Dans le cadre de l'amélioration de la gestion de nos finances publiques, plusieurs projets et programmes devant concourir à une plus grande efficacité des politiques publiques telles que promues par la IV<sup>ème</sup> République ont été implémentés avec notamment le soutien financier des partenaires techniques et financiers du Tchad. Néanmoins, force est de constater que des obstacles majeurs liés notamment aux difficultés de mobilisation des ressources freinent la mise en œuvre des activités de réformes cruciales pour améliorer la performance de nos institutions dont la date butoir est 2022.



Eu égard à cette situation, il est apparu évident de rechercher des sources de financement pérennes pour assurer le financement des activités de la réforme des finances publiques notamment la réforme budgétaire car cela permettra non seulement de respecter nos engagements communautaires envers la CEMAC mais aussi de poser les jalons d'une amélioration des conditions de vie de la population tchadienne.

La solution de financement consiste à mettre à la disposition de services du budget pour la modernisation du système d'information budgétaire et l'amélioration des performances de ses services une partie de la part du trésor public prévue dans les dispositions de l'article 39 de la Loi des Finances 2018. Elle permettra à la direction en charge du budget de moderniser le Système d'Information budgétaire afin de permettre une mise en œuvre effective du budget programme ; d'évaluer les politiques publiques de manière régulière ; d'analyser l'efficacité des dépenses budgétaires et leur impact sur les populations cibles ; d'apporter un appui technique aux Nouvelles Collectivités Autonomes en matière d'élaboration et d'exécution de leurs budgets ; de suivre et d'évaluer régulièrement les performances des établissements publics et d'améliorer aussi les conditions de travail et les performances de ses services dans les processus de préparation, d'exécution et de suivi du Budget général de l'Etat et ceux des établissements publics conformément à la nouvelle réforme des finances publiques et de produire régulièrement à l'attention du Gouvernement et aux élus du peuple lors de l'adoption du budget général des rapports sur l'utilisation ressources publiques par l'administration publique et ses démembrés.

**Article 557** : La modification vise à combler le vide juridique contenu dans les dispositions de l'article 557 du CGI s'agissant des droits de timbres et d'enregistrement sur les conventions et autres avec les établissements bancaires. L'objectif étant de mettre dans la base imposable afin de prévenir les contentieux qui pourront naître de la diversité des dispositions qui régissent les sanctions en matière de droits d'enregistrement.

**Article 33 (nouveau)** : Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de l'habitat, la mise en œuvre des dispositions concernant l'affectation des ressources aux fonds de l'habitat contenues dans la Loi N°023/PR/2010 cause problème c'est ce qui explique que depuis 8 ans les fonds de l'habitat ne sont pas opérationnels. Cette disposition permettra de résoudre les problèmes qui bloquent l'opérationnalisation des Fonds de l'Habitat.

**Article 34 (nouveau)** : Pour motiver davantage la Commission Nationale Chargée de la Négociation des Conventions Pétrolières (CNNCP) et le Comité Technique à mieux négocier.

Ainsi, il est affecté des ressources de 2 % du bonus de signature et d'attribution d'une Autorisation Exclusive d'Exploitation au CNNCP et au Comité Technique.

**Article 35 (nouveau) :** L'instauration du visa à l'arrivée nécessite l'introduction du tarif de « visa à l'aéroport » dans la loi de finances 2019. L'instauration d'un « visa à l'arrivée » à l'aéroport est une approche adoptée par beaucoup de pays africains (Gabon, Éthiopie, Kenya, Burkina Faso, Tunisie, Egypte, ...). Elle présente énormément d'avantage parmi lesquels :

- La facilitation de l'obtention de visas ;
- L'augmentation du nombre de touristes ;

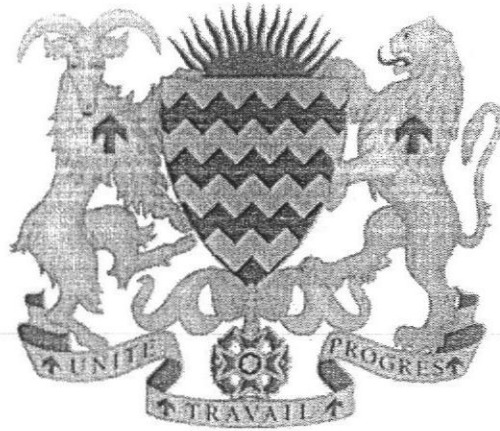
A chaque arrivée d'un vol les recettes consulaires sont recouvrées et reversées instantanément au trésor par un agent comptable public. La nouvelle démarche pour l'obtention d'un visa par un touriste se présente comme suit : Tout touriste qui désire venir au Tchad doit se connecter sur le site eVisa du Tchad pour formuler sa demande de visa et fournir tous les documents nécessaires pour l'obtention du visa. Lors de sa demande, il a le choix entre faire une demande de visa consulaire ou de visa à l'arrivée à l'aéroport.

**Article 36 :** Afin de booster les recettes en matière des Droits d'Accises, et taxer lourdement les biens de luxe, le gouvernement augmenter le taux du droit d'accise et institué une taxe spécifique aux produits nocifs à la santé humaine.

**Article 37 :** Dans le cadre de l'élargissement et la maîtrise de l'assiette fiscale en matière de la taxe foncière, le gouvernement entend instituer une taxe foncière qui sera assise sur les propriétés bâties et non bâties.

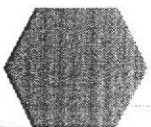
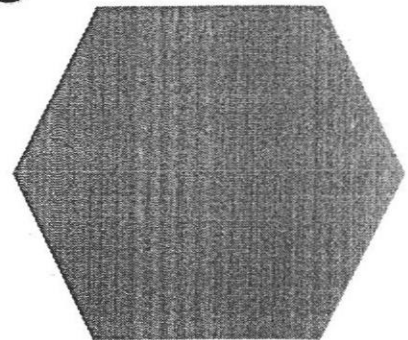
**Article 38 :** Dans le cadre de favoriser l'éclosion de l'agriculture d'une part et favoriser l'autosuffisance alimentaire permettant à tous de manger à leurs faims, le gouvernement entend exonérer les intrants agricoles.

**Article 39 :** Dans le cadre de favoriser le petit commerce et améliorer les conditions de vie de populations riveraines, le gouvernement procède une vue en baisse de la taxe sur le natron et le sel.



## **ANNEXE I**

# **NOTE SUR LES INNOVATIONS EN MATIERE DE PRESENTATION BUDGETAIRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2019**



Depuis l'adoption de la Loi N°004/PR/2014 du 18 Février 2014 portant Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), le Tchad s'est engagé à mettre en œuvre les réformes majeures devant permettre une plus grande efficacité des politiques publiques. En effet, la réussite des actions à mettre en œuvre afin de réduire la pauvreté telles qu'inscrites dans le Plan National de Développement 2017-2021 est conditionné par une bonne efficacité de la dépense publique qui est elle-même tributaire d'une gestion des finances publiques plus performante.

Les idéaux en matière d'efficacité et d'efficience des politiques publiques telles que véhiculés par la LOLF et la Loi N°18/PR/2018 portant Code de la transparence et de la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques sont également reprises dans les motivations ayant conduit au passage à la IV<sup>ème</sup> république. En effet, c'est la volonté d'améliorer la performance de l'action gouvernementale qui a motivé les changements institutionnels que le pays a connu depuis mai 2018.

Le PLFI 2019 marquera donc la première année de mise en œuvre du point de vue budgétaire des valeurs de la IV<sup>ème</sup> République d'où la nécessité d'opérer des mutations majeures dans la présentation des documents budgétaires.

Conscient de l'impérieuse nécessité d'améliorer la performance de l'action publique, le Gouvernement et plus particulièrement le Ministère des Finances et du Budget a validé un plan d'action de la réforme sur la période 2018-2020. Ce plan d'action intègre plusieurs activités en lien avec la réforme budgétaire qui sont progressivement mises en œuvre depuis l'adoption de la LOLF et se poursuivront.

Cette note présente ces réformes majeures. La première partie retrace les activités réalisées entre 2014 et 2018 tandis que la deuxième met en exergue les changements majeurs intervenus dans la présentation du Projet de Loi de Finances (PLF) 2019. Enfin, la dernière partie se focalise sur la comptabilisation des amortissements en financement conformément aux recommandations du manuel des statistiques de finances publiques du FMI de 2001.

### **1. Activités réalisées entre 2014 et 2018**

Durant cette période, plusieurs progrès majeurs ont été enregistrés dans le cadre de la réforme budgétaire. Il s'agit entre autres de :

- la conception d'un modèle CDMT global en 2016 ;
- l'élaboration de Projets Annuels de Performance (PAP) de cinq Ministères Pilotes en 2016<sup>1</sup>;

---

<sup>1</sup> Il s'agit des ministères des finances, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

- l'élaboration de Projets Annuels de Performance (PAP) de dix (10) ministères non sociaux en 2017 ;
- l'implémentation dans le Circuit Intégré de la Dépense (CID) du Décret N°318 portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) ;
- l'élaboration de CDMT ministériels de 14 ministères non sociaux en mai 2018 ;
- l'élaboration de CDMT ministériels de 10 ministères sociaux en octobre 2018.

Trois autres activités en lien avec la réforme budgétaire sont prévues entre novembre et décembre 2018. Il s'agit entre autres :

- l'organisation d'un atelier de formation et de sensibilisation sur le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) du 26 au 27 Octobre 2018 où tous les acteurs impliqués dans la tenue de cette phase importante du processus budgétaire prévue par l'article 11 de la LOLF seront conviés<sup>2</sup> ;
- l'élaboration de Projets Annuels de Performance (PAP) de 10 ministères sociaux en décembre 2018.

## **2. Innovations introduites dans le Projet de Loi de Finances (PLFI 2019)**

La présentation du PLF 2019 a subi plusieurs innovations majeures introduites par la LOLF. Ainsi, le PLF 2019 a subi une innovation importante avec une présentation conforme au Décret N°319 portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE). Il s'agit plus spécifiquement :

- du tableau de développement des recettes budgétaires ;
- du tableau de développement des recettes par régies (DGI, DGDDI, DGD, DGTCP) ;
- du tableau de développement des dépenses;

En outre, comparativement aux Lois de Finances précédentes ; le PLF 2019 contient des notes d'information et de nouvelles annexes conformément aux articles 50 et 51 de la LOLF. Il s'agit de :

- l'analyse des changements de la présentation budgétaire par rapport au précédent exercice faisant apparaître leurs effets sur les recettes, les dépenses et les soldes budgétaires de l'année concernée ;
- la liste des entreprises exonérées ;

---

<sup>2</sup> Il s'agit de la Chambre des Comptes de la Cours Suprême, de la Commission des Finances et de la Comptabilité Publique de l'Assemblée Nationale et enfin du Gouvernement.

- l'état complet et détaillé de l'endettement prévisionnel en fin d'exercice accompagné de la stratégie d'endettement ;
- le tableau des opérations financières de l'Etat retraçant l'ensemble des flux financiers des administrations publiques ;
- la répartition par ministère des emplois rémunérés par l'Etat ;
- le récapitulatif détaillé de l'ensemble des fonds des bailleurs prévus dans le cadre de l'exercice budgétaire à venir précisant leur montant, leur objet et leur mode d'intégration au budget général et à ses procédures de gestion<sup>3</sup>;
- le rapport identifiant et évaluant les principaux risques budgétaires ,
- la note décrivant les principales mesures de dépenses et de recettes en précisant leur contribution aux objectifs de politique économique et leur cohérence avec les grandes politiques publiques ;
- la Note trimestrielle sur le secteur pétrolier ;
- le Rapport sur l'exécution du budget à fin septembre 2018;
- le rapport des discussions budgétaires 2019 ;
- le guide des discussions budgétaires ;
- la note sur la situation des marchés en cours d'exécution ;

10. Enfin, certains documents constitutifs et annexés précédemment aux PLF ont connu des améliorations. Il s'agit :

- la Note de présentation du PLFI ;
- le PLF 2019 ;
- le Rapport économique, financier et social.

### **3. Inscription de l'amortissement de la dette en financement**

Conformément au manuel de statistique des finances publiques du FMI de 2001, les dotations aux amortissements de la dette publique sont considérées comme une opération de financement. C'est pourquoi, ils sont comptabilisés dans la troisième partie du TOFE en financement du déficit budgétaire. Le Décret n° 319/PR/PM/MFB/2016 portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat (NBE) qui comptabilise les opérations de recettes et de dépenses uniquement ne prévoit pas ainsi de lignes pour l'amortissement du principal de la dette. En outre, le Décret n° 320/PR/PM/MFB/2016 portant Tableau des Opérations Financières de l'Etat le comptabilise cette opération en financement.

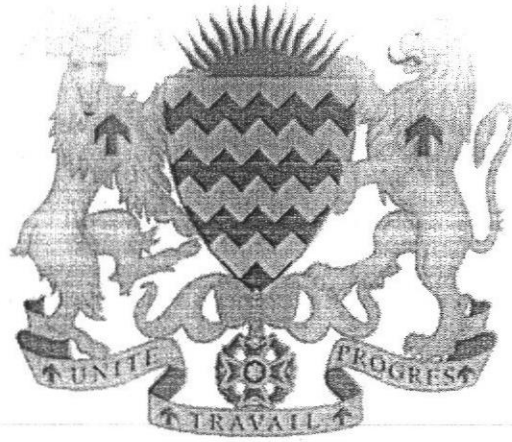
---

<sup>3</sup> A ce document est joint des copies des conventions de financement concernées ;



# Tableau de comparaison entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature

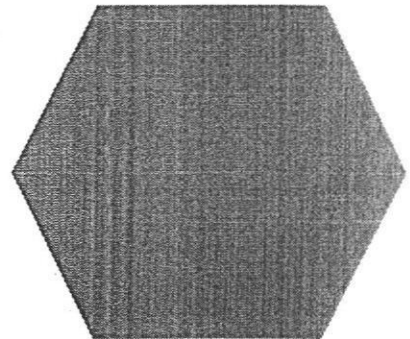
| ANCIENNE NOMENCLATURE UTILISEE                     | NOUVELLE NOMENCLATURE EN VIGUEUR<br>DECRET N°319/PR/PM/MFB/2016 DU 26 AVRIL 2016                                     | التسميات الجديدة من المرسوم<br>N°319/PR/PM/MFB/2016 من 26 أبريل 2016 |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| TITRE I: Recettes Fiscales                         | TITRE I: Recettes Fiscales                                                                                           | الباب I: إيرادات ضريبية                                              |
| TITRE II: Recettes non Fiscales                    | TITRE IV: Autres recettes                                                                                            | الباب II: عطاءات وتبرعات وصناديق المسابقات                           |
|                                                    | TITRE III - Cotisations sociales                                                                                     | الباب III: مساهمات إجتماعية                                          |
| TITRE IV: Aides Dons et Subventions                | d'autres Budgets Publiques                                                                                           | الباب IV: إيرادات أخرى :                                             |
| TITRE V: Emprunts Extérieurs Projets               | N'est plus une recette mais considérée comme une ressource de trésorerie, faisant partie des éléments de financement |                                                                      |
|                                                    |                                                                                                                      |                                                                      |
| Titre I - Service de la Dette                      | Titre I - Charges financières de la dette                                                                            | الباب I - التكلفة المالية للقرض                                      |
| Intérêts Intérieur                                 | Intérêts Intérieur                                                                                                   | القاعدة الداخلية                                                     |
| Intérêts Extérieur                                 | Intérêts Extérieur                                                                                                   | القاعدة الخارجية                                                     |
| Titre II - Dotation des Pouvoirs Publics           |                                                                                                                      |                                                                      |
| S/Titre I - II - Personnel                         | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                     | الباب الثاني- نفقات العاملين                                         |
| S/Titre II - II - Biens & Services                 | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                           | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                                  |
| Titre III - Intervention Etat                      |                                                                                                                      |                                                                      |
| S/Titre I - III - Transferts et subventions        | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                    | الباب الرابع- نفقات الحوالات                                         |
| Titre IV - Dotation aux Amortissements de la Dette | N'est plus une dépense mais considérée comme une charge de trésorerie, faisant partie des éléments de financement    |                                                                      |
| Intérieur                                          |                                                                                                                      |                                                                      |
| Extérieur                                          |                                                                                                                      |                                                                      |
| Titre V - Investissement                           | Titre V - Dépenses investissements                                                                                   | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                                      |
| S/Titre V Investissement intérieurs                | Investissements intérieurs                                                                                           | الاستثمارات الداخلية                                                 |
| S/Titre V Investissement extérieurs                | Investissements extérieurs                                                                                           | الاستثمارات الخارجية                                                 |
| Dons/Projets                                       | Dons/Projets                                                                                                         | عطاءات/مشروعات                                                       |
| Prêts/Projets                                      | Prêts/Projets                                                                                                        | قروض/مشروعات                                                         |



## ANNEXE II

# NOTE SUR LES PRINCIPALES MESURES DE DEPENSES ET DE RECETTES

(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)



Dans le cadre du budget général de l'Etat pour l'exercice 2019, le Gouvernement prévoit la mise en œuvre de plusieurs mesures devant contribuer non seulement à l'accroissement de la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales mais aussi à rendre la dépense publique plus efficace afin d'atteindre les objectifs de développement. **Ces mesures sont clairement énoncées dans la Circulaire N°06/PR/2018 relative à la préparation du budget général de l'Etat pour l'exercice 2019.**

Cette note vise à mettre en exergue les principales mesures de dépenses et de recettes contenues dans le projet de loi de Finances (PLF) 2019 tout en précisant leur contribution aux objectifs de politique économique et leur cohérence avec les grandes politiques publiques. Il comprend trois parties dont la 1<sup>ère</sup> met en exergue les principales mesures envisagées au niveau des régions dans le but d'accroître la mobilisation des ressources intérieures et extérieures. La seconde partie s'appesantit quant-à elle sur les mesures envisagées afin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques tandis que la dernière met en relief la cohérence entre les enveloppes budgétaires du PLF 2019 et les priorités du Gouvernement et cela notamment dans les secteurs sociaux.

## **1. Mesures visant à améliorer la mobilisation des recettes**

Afin de booster la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales au niveau des régions<sup>1</sup>, un certain nombre de mesures fortes sont prévues et seront implémentés tout le long de l'année 2019. Ces mesures concernent quelques dispositions fiscales qui sont motivées par les difficultés d'application de la Loi de Finances 2018, tout en renforçant et améliorant certaines dispositions du Code Général des Impôts (CGI) et la suppression de foyer fiscal. Plus particulièrement, ces mesures portent sur :

- le parachèvement de la réforme de l'IRPP dans sa composante Capital ;
- la limitation de l'optimisation effectuée sur les avantages non imposables par les contribuables ;
- la tenue de la nouvelle tarification des services de base ;
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale internationale ;
- l'élargissement de l'assiette de jeux de hasard ;
- la mise en place d'une commission chargée des contrôles des exonérations en vue de limiter les déperditions des ressources publiques ;

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la Direction Générale des Impôts (DGI), de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), de la Direction Générale des Domaines (DGD) et de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP).

- la mise en place du Numéro d'Identification Fiscale Unique ;
- la poursuite de la bancarisation de tous les bureaux des douanes ;
- la modernisation des services des douanes par l'informatisation ;
- la sécurisation des marchandises dès le franchissement des frontières en instaurant le T1 (transit électronique) dans le corridor EST - OUEST et NORD ;
- l'interconnexion des deux serveurs (SYDONIA TCHAD et CAMEROUN) afin d'échanger les données sur le transit et/ou Étendre NEXUS + sur le territoire tchadien ;
- le renforcement des échanges d'information entre la DGI et la DGDDI ;
- l'accélération de la mise en place de la plateforme de dématérialisation du dédouanement par la mise en place du Guichet Unique.

En ce qui concerne les ressources extérieures et conformément au PND 2017-2021, il est envisagé d'opérationnaliser le cadre institutionnel de gestion des PPP et mettre en place une nouvelle approche efficace et efficiente pour mobiliser les financements extérieurs, exécuter, suivre et évaluer les programmes et projets afin d'améliorer significativement leurs impacts.

## **2. Mesures visant à améliorer la qualité des dépenses publiques**

En matière de dépenses, la recherche d'une plus grande efficacité socio-économique est privilégié dans les allocations budgétaires et le Gouvernement mettra en place des mesures afin d'assurer une gestion efficiente des fonds publics. Plus spécifiquement, ces mesures consisteront en :

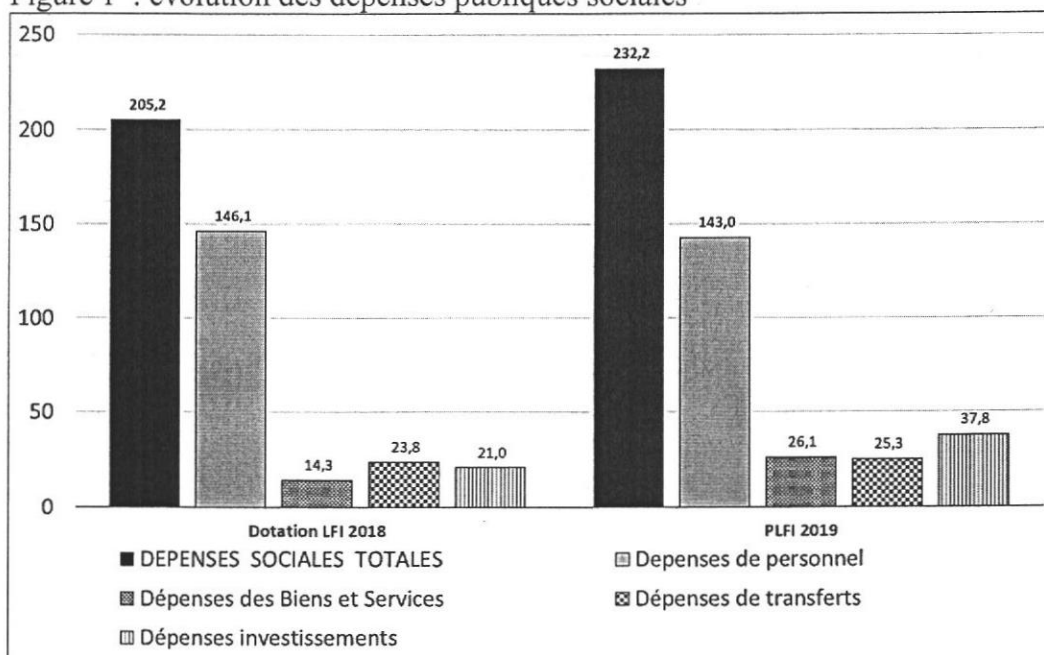
- l'amélioration de la gestion de la dette en vue du maintien de sa viabilité et de la soutenabilité des finances publiques ;
- la modernisation et la sécurisation des systèmes d'informations budgétaire et comptable ;
- la poursuite de l'assainissement du fichier de la solde ;
- la finalisation de la mise en œuvre des recommandations de l'audit des diplômes des agents de l'État ;
- la maîtrise des effectifs et l'utilisation rationnelle des agents de l'État ;
- la révision de la mercuriale des prix en vigueur et son applicabilité à toutes les structures de l'État y compris les établissements publics et les collectivités autonomes ;

- la mise en œuvre des recommandations et du plan d'apurement issus de l'audit des arriérés de l'État ;
- la renégociation de tous les contrats de prestation de services et des baux à tacite reconduction avant leur prise en charge dans le budget de l'État 2019 y compris les établissements publics et les collectivités autonomes ;

### 3. Cohérence entre les enveloppes budgétaires du PLF 2019 et les priorités du Gouvernement

Globalement dans le PLF 2019, les dépenses des ministères sociaux<sup>2</sup> devront s'accroître de 1,26% passant de 33,2% dans la dotation de la LF 2018 pour se situer à 33,8% dans le PLF 2019. Cette hausse des dépenses sociales est particulièrement imputable à une hausse des dépenses de biens et services (82,6%) et des dépenses d'investissement (80,0%).

Figure 1 : évolution des dépenses publiques sociales



Source : PLF 2018

En matière de politiques sectorielles, l'entrée du pays dans la IV<sup>ème</sup> République sera marquée dès 2019 par les politiques publiques ci-après :

Dans le secteur de l'énergie, il est prévu :

<sup>2</sup> Il s'agit du Ministère de l'éducation nationale et de la promotion civique, du Ministère de la Santé Publique, du Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale, du Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles, du Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales Ministère de la femme, du Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche, du Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers.

- la restructuration de la Société Nationale d'Electricité (SNE) est nécessaire en vue de la scinder en en deux entités spécialisées, l'une dans la production et l'autre dans la distribution et la commercialisation
- la redynamisation de l'Agence de Développement des Energies Renouvelables (ADER) en vue d'une exploitation optimale de l'immense potentiel en énergie renouvelable du pays au bénéfice de nos populations et entreprises qui ont un accès très limité à l'énergie.

Dans le secteur **agro-pastoral**, la mise en œuvre de l'Ordonnance portant Orientation Agro-Sylvo-Pastorale et Halieutique sera une priorité en 2019 dans la mesure où les départements ministériels en charge de l'agriculture, de l'élevage, du commerce et de l'économie devront créer les conditions favorables pour une participation des opérateurs économiques nationaux au développement des filières porteuses telles que : la gomme arabique, le sésame, l'huile de karité, la spiruline, l'anacarde, la viande, le cuir, le lait, etc. En particulier, il est attendu du Ministère en charge de l'élevage l'accélération des travaux de construction des abattoirs pour leur réception effective en 2019<sup>3</sup>.

Enfin, des mécanismes seront mis en place afin que les recettes affectées aux opérateurs tels que le Fonds National d'Appui à la Formation Professionnelle (FONAP) et l'Office National d'Appui à la Jeunesse et aux Sports (ONAJES) financent directement les projets agropastoraux. C'est pourquoi, une synergie d'actions entre le FONAP, l'Agence Nationale de Développement Rural (ANADER), les ministères en charge du secteur rural et la Banque Agricole et Commerciale (BAC) sera privilégié afin de renforcer les capacités des exploitants agricoles notamment dans les techniques de production, de conservation et de commercialisation. En lien avec ces mesures, le budget du ministère en charge de l'agriculture s'accroît de 8% par rapport à la dotation de la LFI 2018.

En ce qui concerne l'**éducation**, face aux résultats des différentes évaluations<sup>4</sup> qui mettent en évidence la dégradation de la qualité de l'enseignement au Tchad, des mesures idoines basées sur les recommandations desdits rapports seront mises en application. Il en est de même du recrutement des enseignants scientifiques par contractualisation pour lequel une enveloppe de 1,5 milliards de FCFA été prévu dans le PLFI 2019. Le budget total consacré au Ministère de l'éducation augmente de 6% en raison de l'accroissement des dépenses de biens et services

<sup>3</sup> Il s'agit des abattoirs de Moundou et Djermaya.

<sup>4</sup> Il s'agit entre autres : i) du rapport de l'enquête parlementaire sur le système éducatif tchadien qui met en évidence une baisse de la qualité de l'enseignement et ce malgré les dépenses importantes consenties dans ce secteur et ii) et des dispositions de la Loi portant orientation du Système Educatif Tchadien.

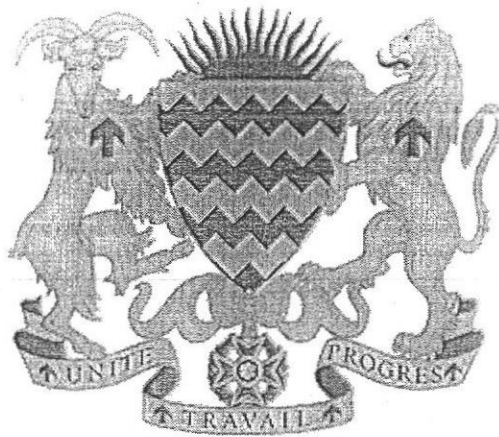


pour l'achat de fournitures et manuels scolaires (153%) et des dépenses d'investissement (54%). La hausse des dépenses d'investissement s'explique par l'accroissement des crédits alloués aux investissements sur ressources intérieures (198%) pour la finalisation des marchés de travaux publics en cours d'exécution.

Enfin, pour le secteur de la santé, les mesures fortes ci-après seront implémentées. Il s'agit de :

- renforcement des capacités d'accueil des services d'urgence et le redéploiement du personnel en province.
- responsabilisation des praticiens de la santé au Tchad en mettant en place un mécanisme d'identification et de sanctions des fautes médicales en collaboration avec l'Ordre de Médecin du Tchad ;
- systématisation d'un contrôle régulier sur l'étendue du territoire national en vue du respect strict de la réglementation en matière de création, gestion des établissements privés de santé.

Pour accompagner la mise en œuvre de ces mesures, le budget du ministère de la santé publique s'accroît de 9% et résulte de la hausse des dépenses de biens et services (68%), de transferts (22%) et surtout d'investissement sur ressources intérieurs (223%).



## ANNEXE III

# TABLEAUX DE DEVELOPPEMENT DES RECETTES

(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)

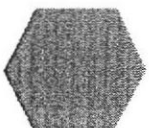
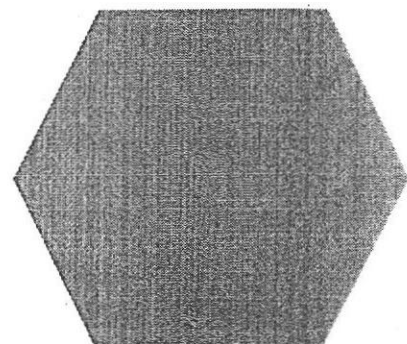


TABLEAU I : DEVELOPPEMENT DES RECETTES (en milliers de FCFA)

| LIBELLES                                                                | الصفة                                                          | LF 2018            | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019          | ECARTS              |             |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|---------------------|-------------|
|                                                                         |                                                                |                    |                           |                    | Montant             | %           |
| <b>TITRE 1 : RECETTES FISCALES</b>                                      | <b>الباب 1: الإيرادات الضريبية</b>                             | <b>426 394 433</b> | <b>155 779 614</b>        | <b>547 545 723</b> | <b>121 151 290</b>  | <b>28%</b>  |
| <b>RECETTES FISCALES</b>                                                | <b>الإيرادات الضريبية</b>                                      | <b>426 394 433</b> | <b>155 779 614</b>        | <b>547 545 723</b> | <b>121 151 290</b>  | <b>28%</b>  |
| <b>IMPÔTS SUR LE REVENU, LES BÉNÉFICES ET LES GAINS EN CAPITAL</b>      | <b>الضريبة على العائدات، الفائدة والإنتاج ومكاسب رأس المال</b> | <b>157 137 040</b> | <b>81 007 000</b>         | <b>218 905 720</b> | <b>61 768 680</b>   | <b>39%</b>  |
| <b>Sociétés pétrolières</b>                                             | <b>شركات بترولية</b>                                           | <b>22 679 522</b>  | <b>81 007 000</b>         | <b>94 834 000</b>  | <b>72 154 478</b>   | <b>318%</b> |
| Impôts sur les Sociétés                                                 | الضرائب على الشركات                                            | 22 679 522         | 81 007 000                | 94 834 000         | 72 154 478          | 318%        |
| <b>Sociétés non pétrolières</b>                                         | <b>شركات غير بترولية</b>                                       | <b>45 873 994</b>  | <b>-</b>                  | <b>26 463 833</b>  | <b>(19 410 161)</b> | <b>-42%</b> |
| Impôts sur les Sociétés                                                 | الضرائب على الشركات                                            | 25 873 994         | -                         | 24 013 833         | (1 860 161)         | -7%         |
| Impôts Minimum fiscal sur les sociétés                                  | الحد الأدنى للضرائب على الشركات                                | 20 000 000         | -                         | 2 450 000          | (17 550 000)        | -88%        |
| <b>Impôts sur le revenu des personnes physiques</b>                     | <b>ضرائب دخل الفرد</b>                                         | <b>86 021 524</b>  | <b>-</b>                  | <b>95 985 968</b>  | <b>9 964 444</b>    | <b>12%</b>  |
| Salaires pension et rente viagère                                       | راتب المعاش ومعاش الحياة                                       | 43 060 200         | -                         | 50 949 832         | 7 889 632           | 18%         |
| Revenu foncier                                                          | إيرادات الأراضي                                                | 4 887 271          | -                         | 1 169 235          | (3 718 037)         | -76%        |
| Bénéfice industriel et commercial                                       | الربح الصناعي والتجاري                                         | 922 320            | -                         | 2 014 891          | 1 092 571           | 118%        |
| Bénéfice non commercial                                                 | الربح غير التجاري                                              | 17 421 600         | -                         | 21 209 056         | 3 787 456           | 22%         |
| Revenu des valeurs mobilières                                           | دخل القيم العقارية                                             | 10 213 840         | -                         | 14 604 054         | 4 390 214           | 43%         |
| Impôts général libérateur                                               | ضرائب عامة على التصريف                                         | 9 516 293          | -                         | 6 038 900          | (3 477 393)         | -37%        |
| <b>Contributions diverses</b>                                           | <b>مساهمات مختلفة</b>                                          | <b>2 562 000</b>   | <b>-</b>                  | <b>1 621 920</b>   | <b>(940 080)</b>    | <b>-37%</b> |
| Contributions divers (Pénalités d'assiettes & amendes)                  | مساهمات مختلفة (المعقوبات المفروضة والغرامات)                  | 2 562 000          | -                         | 1 621 920          | (940 080)           | -37%        |
| <b>TAXES SUR LES SALAIRES VERSES ET AUTRES REMUNERATIONS</b>            | <b>الضرائب على الأجور المدفوعة والمكافآت الأخرى</b>            | <b>20 496 000</b>  | <b>-</b>                  | <b>24 075 360</b>  | <b>3 579 360</b>    | <b>17%</b>  |
| Taxes forfaitaires sur les salaires                                     | ضرائب بسعر موحد على الأجور                                     | 13 176 000         | -                         | 16 184 160         | 3 008 160           | 23%         |
| Taxes patronale d'apprentissage                                         | ضرائب صاحب العمل (رب العمل)                                    | 7 320 000          | -                         | 7 891 200          | 571 200             | 8%          |
| <b>IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE</b>                                         | <b>ضرائب الثروة</b>                                            | <b>608 000</b>     | <b>75 527</b>             | <b>122 000</b>     | <b>(488 000)</b>    | <b>-80%</b> |
| Impôts sur les mutations et donations                                   | الضرائب على التحويلات والتبرعات                                | -                  | -                         | 2 000              | 2 000               |             |
| Impôts sur les mutations par décès                                      | الضرائب على الوصايا بعد الوفاة                                 | -                  | -                         | 1 000              | 1 000               |             |
| Impôts sur les donations entre vifs                                     | الضرائب على الوصايا للزوج                                      | -                  | -                         | 1 000              | 1 000               |             |
| <b>Autres impôts sur le patrimoine</b>                                  | <b>الضرائب على الثروة</b>                                      | <b>608 000</b>     | <b>75 527</b>             | <b>120 000</b>     | <b>(488 000)</b>    | <b>-80%</b> |
| Conservation de la propriété foncière                                   | الحفاظ على ملكية الأرض                                         | 608 000            | 75 527                    | 120 000            |                     | 0%          |
| <b>IMPÔTS ET TAXES INTÉRIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES</b>             | <b>الضريبة الداخلية على الأصول والخدمات</b>                    | <b>169 872 378</b> | <b>30 383 703</b>         | <b>211 130 920</b> | <b>41 258 542</b>   | <b>24%</b>  |
| <b>Taxes sur la valeur Ajoutée (TVA)</b>                                | <b>الضريبة على القيمة المضافة</b>                              | <b>103 019 324</b> | <b>27 744 996</b>         | <b>139 258 925</b> | <b>36 239 601</b>   | <b>35%</b>  |
| TVA à l'Intérieur                                                       | القيمة المضافة على الضريبة في الداخل                           | 55 269 324         | -                         | 89 858 925         | 34 589 601          | 63%         |
| TVA à l'importation                                                     | القيمة المضافة على الضريبة في الاستيراد                        | 47 750 000         | 27 744 996                | 49 400 000         | 1 650 000           | 3%          |
| <b>Droits d'accises</b>                                                 | <b>رسوم الإستخدام</b>                                          | <b>29 126 334</b>  | <b>-</b>                  | <b>38 329 720</b>  | <b>9 203 386</b>    | <b>32%</b>  |
| Impôts sur produits particuliers (Telephonie)                           | الضريبة على المواد بصفة خاصة (الهاتفية)                        | 24 002 334         | -                         | 31 885 880         | 7 883 546           | 33%         |
| Autres accises                                                          | استخدامات أخرى                                                 | 5 124 000          | -                         | 6 443 840          | 1 319 840           | 26%         |
| <b>Droit de timbre et d'enregistrement</b>                              | <b>رسوم الطوابع والتسجيل</b>                                   | <b>10 200 000</b>  | <b>2 380 697</b>          | <b>9 365 000</b>   | <b>(835 000)</b>    | <b>-8%</b>  |
| Droits de timbre                                                        | رسوم الطوابع                                                   | 500 000            | 52 982                    | 590 900            | 90 900              | 18%         |
| Droits de timbre fiscal                                                 | رسوم طوابع الضرائب                                             | 500 000            | 52 982                    | 590 900            | 90 900              | 18%         |
| Droits d'enregistrement                                                 | رسوم التسجيل                                                   | 9 700 000          | 2 327 715                 | 8 774 100          | (925 900)           | -10%        |
| Droits d'enregistrement sauf marché                                     | رسوم التسجيل باستثناء السوق                                    | 2 700 000          | 1 052 741                 | 2 500 000          | (200 000)           | -7%         |
| Droits d'enregistrement sur les marchés                                 | رسوم تسجيل السوق                                               | 7 000 000          | 1 274 974                 | 6 274 100          | (725 900)           | -10%        |
| <b>Autres impôts intérieur sur les biens et services</b>                | <b>ضرائب داخلية أخرى على الأصول والخدمات</b>                   | <b>27 526 720</b>  | <b>258 011</b>            | <b>24 177 275</b>  | <b>(3 349 445)</b>  | <b>-12%</b> |
| Taxe sur la vente de bétail                                             | الضريبة على مبيعات المواشي                                     | 1 434 720          | -                         | 1 664 275          | 229 555             | 16%         |
| Taxe spéciale sur les produits pétroliers                               | الضريبة الخاصة بالمنتجات البترولية                             | 25 000 000         | -                         | 22 000 000         | (3 000 000)         | -12%        |
| Taxe municipale                                                         | ضرائب البلدية                                                  | 2 000              | 500                       | 5 000              | 3 000               | 150%        |
| Taxe de bormage                                                         | ضرائب الحدود                                                   | 90 000             | 5 359                     | 8 000              | (82 000)            | -91%        |
| Taxe sur les cotisations d'Assurances                                   | ضرائب عقود التأمين                                             | 1 000 000          | 252 152                   | 500 000            | (500 000)           | -50%        |
| <b>IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES</b> | <b>الضرائب على التجارة الخارجية والمعاملات الدولية</b>         | <b>78 281 015</b>  | <b>44 313 384</b>         | <b>93 311 723</b>  | <b>15 030 708</b>   | <b>19%</b>  |
| <b>Droits et taxes à l'importation</b>                                  | <b>رسوم الضرائب على الاستيراد</b>                              | <b>67 625 000</b>  | <b>39 287 972</b>         | <b>72 282 593</b>  | <b>4 657 593</b>    | <b>7%</b>   |
| Droits et taxes à l'importation                                         | رسوم الضرائب على الاستيراد                                     | 44 079 000         | 23 960 915                | 44 491 133         | 412 133             | 1%          |
| Redevances Statistiques                                                 | الرسوم الإحصائية                                               | 12 680 000         | 9 698 225                 | 17 535 960         | 4 855 960           | 38%         |
| Droits d'accises importation                                            | رسوم الاستيراد الجمركية                                        | 951 000            | 363 869                   | 630 500            | (320 500)           | -34%        |
| Acompte 4% / 15% (cordon douanier)                                      | بحسب 4%/15% (الإجراء الجمركي)                                  | 9 859 000          | 5 086 742                 | 9 193 000          | (666 000)           | -7%         |
| Taxes de Préférence Communautaire (TPC)                                 | ضرائب مجتمعة                                                   | 56 000             | 178 222                   | 312 000            | 256 000             | 457%        |
| Droit de magasinage                                                     | رسوم التسويق                                                   | -                  | -                         | 100 000            | 100 000             |             |
| Emplois remboursables                                                   | وظائف قابلة الاسترداد                                          | -                  | -                         | 20 000             | 20 000              |             |

| LIBELLES                                                     | الصيغة                                             | LF 2018     | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019   | ECARTS       |       |
|--------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------|---------------------------|-------------|--------------|-------|
|                                                              |                                                    |             |                           |             | Montant      | %     |
| Droits et taxes à l'exportation                              | الرسوم والضرائب على الصادرات                       | 10 340 015  | 4 106 523                 | 20 382 000  | 10 041 985   | 97%   |
| Redevances Statistiques                                      | الرسوم الإحصائية                                   | 6 987 015   | 1 329 236                 | 15 312 000  | 8 324 985    | 119%  |
| Pétrolières                                                  | بترولي                                             | 5 089 015   |                           | 12 712 000  |              | 0%    |
| Autres                                                       | أخرى                                               | 1 898 000   | 1 329 236                 | 2 600 000   |              | 0%    |
| Droits de sortie                                             | رسوم الخروج                                        | 3 353 000   | 2 777 287                 | 5 070 000   | 1 717 000    | 51%   |
| Autres impôts sur le Commerce extérieur et transactions      | ضرائب أخرى على التجارة الخارجية والمعاملات الدولية | 316 000     | 918 889                   | 647 130     | 331 130      | 105%  |
| Articles et Commerce Douaniers                               | الغرامات الجمركية والتقاوض                         | 20 000      | 800 000                   | 400 000     | 380 000      | 1900% |
| Interet de Credit                                            | الفوائد الائتمانية                                 | 154 000     | 59 407                    | 130 000     | (24 000)     | -16%  |
| Taxes pour la Protection de l'environnement TPE              | ضرائب لحماية البيئة                                | 15 000      | 7 426                     | 26 000      | 11 000       | 73%   |
| FONAJ                                                        | الصندوق الوطني لدعم الشباب                         | -           | 74                        | 130         | 130          |       |
| ONASA                                                        | المكتب الوطني لدعم الأمن الغذائي                   | 127 000     | 51 981                    | 91 000      | (36 000)     | -28%  |
| TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS                    | الباب 2: عطاءات وتبرعات صناديق المسابقات           | 198 868 756 | -                         | 156 375 000 | (42 493 756) | -21%  |
| Dons                                                         | عطاءات                                             | 111 000 000 | -                         | 72 000 000  | (39 000 000) | -35%  |
| Dons projet                                                  | عطاءات المشاريع                                    | 87 868 756  | -                         | 84 375 000  | (3 493 756)  | -4%   |
| TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES                               | الباب 3: مساهمات اجتماعية                          |             |                           |             |              |       |
| TITRE 4 : AUTRES RECETTES                                    | الباب 4: إيرادات أخرى                              | 226 694 567 | 105 372 790               | 279 083 000 | 52 388 434   | 23%   |
| RECETTES NON FISCALES                                        | إيرادات غير ضريبية                                 | 226 694 567 | 105 372 790               | 279 083 000 | 52 388 434   | 23%   |
| Ventes des produits                                          | مبيعات المنتجات                                    | -           | -                         | 1 000       | 1 000        |       |
| Cession d'actifs Etat                                        | التصرف في أصول الدولة                              | -           | -                         | 1 000       | 1 000        |       |
| VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES                            | بيع فوائد الخدمات                                  | 16 400 000  | 12 013 700                | 7 857 995   | (8 542 005)  | -52%  |
| Prestation service Cadastre                                  | خدمة الخدمات المساحية                              | 50 000      | -                         | 10 000      |              |       |
| Droit d'archivage                                            | رسوم الأرشيف                                       | 50 000      | 11 498                    | 21 000      |              |       |
| Journal Officiel                                             | الجريدة الرسمية                                    | 20 000      | 50                        | 100         |              |       |
| Baux et location                                             | الإيجار والتأجير                                   | 200 000     | 67 145                    | 130 000     |              |       |
| Prix de terrain                                              | قيمة الأرض                                         | 1 900 000   | 192 791                   | 342 000     |              |       |
| Service de santé public (certificats medical)                | خدمة الصحة العامة (الشهادة الطبية)                 | 79 000      | 14 338                    | 79 000      | -            | 0%    |
| service de l'élevage                                         | خدمة الثروة الحيوانية                              | 199 000     | 120 878                   | 199 000     | -            | 0%    |
| Sureté nationale (laissez passer, passport, CNI)             | الأمن الوطني (إذن مرور، جواز، بطاقة شخصية وطنية)   | 3 900 000   | 3 754 717                 | 4 000 000   | 100 000      | 3%    |
| Service de l'artisanat                                       | خدمة الحرف اليدوية                                 | 2 000       | 818                       | 2 000       | -            | 0%    |
| Recettes diverses                                            | إيرادات مختلفة                                     | 10 000 000  | 7 851 464                 | 3 074 895   | (6 925 105)  | -69%  |
| VARIATIONS DES STOCKS PRODUITS                               | التغيرات في مخزونات المنتجات                       | -           | -                         | 1 000       | 1 000        |       |
| Vehicule et matériels reformés                               | السيارات والمواد المعنى                            | -           | -                         | 1 000       | 1 000        |       |
| REVENUS DE LA PROPRIETE AUTRES QUE LES INTERETS              | دخل الملكية بخلاف الفائدة                          | #####       | 89 867 000                | #####       | #####        | 25%   |
| Redevances et Participations                                 | الضرائب والمشاركات                                 | 188 229 984 | 89 867 000                | 238 000 000 |              |       |
| Droit d'accès pipe                                           | رسوم استخدام الأنابيب                              | 12 320 478  |                           | 15 082 000  |              | 0%    |
| Autres recettes petrolières                                  | إيرادات بترولية أخرى                               | 2 000 000   |                           |             |              |       |
| DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS                               | رسوم وتكاليف إدارية                                | 7 496 105   | 3 378 043                 | 5 631 105   | (1 865 000)  | -25%  |
| Frais fourrière                                              | تكاليف السحب                                       | 200 000     | -                         | 200 000     |              |       |
| Taxes immatriculations des vehicules à moteur (carte grises) | ضرائب تسجيل السيارات (استمارة السيارة)             | 694 105     | 325 697                   | 576 105     | (118 000)    | -17%  |
| Transactions (parc, eaux, pêches)                            | معاملات (موقف، ماء، صيد)                           | 79 000      | 43 242                    | 79 000      | -            | 0%    |
| Taxe sur le bois de chauffage et charbon                     | الضريبة على الحطب والفحم                           | 11 000      | -                         | -           | (11 000)     | -100% |
| Taxe sur circulation de poisson                              | ضريبة تداول الأسماك                                | 40 000      | 17 385                    | -           | (40 000)     | -100% |
| Licence des transporteurs                                    | رخصة نقلات                                         | 79 000      | 52 694                    | 79 000      | -            | 0%    |
| Permis de port d'arme                                        | رخصة حمل سلاح                                      | 4 000       | 3 057                     | 8 000       | 4 000        | 100%  |
| Taxes d'extractions de natron                                | ضرائب تعدين العطرون                                | 397 000     | 73 650                    | 397 000     | -            | 0%    |
| Permis de conduire                                           | رخصة قيادة                                         | 183 000     | 49 613                    | 100 000     | (83 000)     | -45%  |
| Visites techniques                                           | زيارات تقنية                                       | 175 000     | 72 347                    | 110 000     | (65 000)     | -37%  |
| Carrières                                                    | مهن                                                | 1 348 000   | 1 064 534                 | 1 368 000   | 20 000       | 1%    |
| Taxes superficières                                          | ضرائب مفرطة                                        | 309 000     | 229 952                   | 309 000     | -            | 0%    |
| Frais de justice                                             | رسوم المحاكم                                       | 5 000       | 5 112                     | 8 000       | 3 000        | 60%   |
| Droit de chancellerie                                        | رسوم قضائية                                        | 318 000     | 134 304                   | 318 000     | -            | 0%    |
| taxes sur operations de change                               | الضرائب على عمليات الشحن                           | 3 575 000   | 1 256 996                 | 2 000 000   | (1 575 000)  | -44%  |
| Autorisations administratives                                | التراخيص الإدارية                                  | 79 000      | 49 459                    | 79 000      | -            | 0%    |
| AMENDES, PENALITE ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES               | الغرامات والعقوبات على الجرم المالية               | 248 000     | 114 047                   | 214 000     | (34 000)     | -14%  |
| Amendes de justice                                           | الغرامات القضائية                                  | 48 000      | 7 568                     | 39 000      | (9 000)      | -19%  |
| Amendes forfaitaires de police                               | غرامات الشرطة                                      | 200 000     | 106 478                   | 175 000     | (25 000)     | -13%  |
| AUTRES RECETTES NON FISCALES                                 | الإيرادات الأخرى غير الضريبية                      | -           | -                         | 12 295 900  | #####        |       |
| redevance sur les produits petroliers                        | الضريبة على المنتجات البترولية                     |             |                           | 12 295 900  | 12 295 900   | 0%    |
| Total                                                        |                                                    | 851 957 756 | 261 152 404               | 983 003 724 | 131 045 968  | 15%   |

Tableau II: Prévion des recettes de la Direction Générale des Impôts (en milliers de FCFA)

| LIBELLES                                                    | LF 2018     | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019   | ECARTS       |      |
|-------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|-------------|--------------|------|
|                                                             |             |                           |             | Montant      | %    |
| الصيغة                                                      |             |                           |             |              |      |
| IMPOTS SUR LE REVENU, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL |             |                           |             |              |      |
| الضريبة على العائدات، القادة والانتاج ومكاسب رأس المال      | 157 137 040 | 81 007 000                | 218 905 720 | 61 768 680   | 39%  |
| Sociétés pétrolières                                        |             |                           |             |              |      |
| شركات بترولية                                               | 22 679 522  | 81 007 000                | 94 834 000  | 72 154 478   | 318% |
| Impôts sur les Sociétés                                     | 22 679 522  | 81 007 000                | 94 834 000  | 72 154 478   | 318% |
| الضرائب على الشركات                                         |             |                           |             |              |      |
| Sociétés non pétrolières                                    | 45 873 994  | -                         | 26 463 833  | - 19 410 161 | -42% |
| شركات غير بترولية                                           |             |                           |             |              |      |
| Impôts sur les Sociétés                                     | 25 873 994  |                           | 24 013 833  | - 1 860 161  | -7%  |
| الضرائب على الشركات                                         |             |                           |             |              |      |
| Impôts Minimum fiscal sur les sociétés                      | 20 000 000  |                           | 2 450 000   | - 17 550 000 | -88% |
| العدد الأدنى للضرائب على الشركات                            |             |                           |             |              |      |
| Impôts sur le revenu des personnes physiques                | 86 021 524  | -                         | 95 985 968  | 9 964 444    | 12%  |
| الضرائب دخل الفرد                                           |             |                           |             |              |      |
| Salaires pension et rente viagère                           | 43 060 200  |                           | 50 949 832  | 7 889 632    | 18%  |
| راتب المعاش ومعاش الحياة                                    |             |                           |             |              |      |
| Revenu foncier                                              | 4 887 271   |                           | 1 169 235   | - 3 718 037  | -76% |
| إيرادات الأراضي                                             |             |                           |             |              |      |
| Benefice industriel et commercial                           | 922 320     |                           | 2 014 891   | 1 092 571    | 118% |
| الربح الصناعي والتجاري                                      |             |                           |             |              |      |
| Benefice non commercial                                     | 17 421 600  |                           | 21 209 056  | 3 787 456    | 22%  |
| الربح غير التجاري                                           |             |                           |             |              |      |
| Revenu des valeurs mobilières                               | 10 213 840  |                           | 14 604 054  | 4 390 214    | 43%  |
| دخل القيم العقارية                                          |             |                           |             |              |      |
| Impôts général libérateur                                   | 9 516 293   |                           | 6 038 900   | - 3 477 393  | -37% |
| ضرائب عامة على التصريف                                      |             |                           |             |              |      |
| Contributions divers                                        | 2 562 000   | -                         | 1 621 920   | - 940 080    | -37% |
| مساهمات مختلفة                                              |             |                           |             |              |      |
| Contributions divers (Pénalités d'assiettes & amendes)      | 2 562 000   |                           | 1 621 920   | - 940 080    | -37% |
| مساهمات مختلفة (العقوبات المفروضة والغرامات)                |             |                           |             |              |      |
| TAXES SUR LES SALAIRES VERSES ET AUTRES REMUNERATIONS       | 20 496 000  | -                         | 24 075 360  | 3 579 360    | 17%  |
| الضرائب على الأجور المدفوعة والمكافآت الأخرى                |             |                           |             |              |      |
| Taxes forfaitaires sur les salaires                         | 13 176 000  |                           | 16 184 160  | 3 008 160    | 23%  |
| ضرائب بسمو موحد على الأجور                                  |             |                           |             |              |      |
| Taxes patronale d'apprentissage                             | 7 320 000   |                           | 7 891 200   | 571 200      | 8%   |
| ضرائب صاحب العمل (رب العمل)                                 |             |                           |             |              |      |
| IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES        | 110 830 378 | -                         | 151 852 920 | 41 022 542   | 37%  |
| الضريبة الداخلية على الأصول والخدمات                        |             |                           |             |              |      |
| Taxes sur la valeur Ajoutée (TVA)                           | 55 269 324  | -                         | 89 858 925  | 34 589 601   | 63%  |
| الضريبة على القيمة المضافة                                  |             |                           |             |              |      |
| TVA à l'intérieur                                           | 55 269 324  |                           | 89 858 925  | 34 589 601   | 63%  |
| القيمة المضافة على الضريبة في الداخل                        |             |                           |             |              |      |
| Droits d'acises                                             | 29 126 334  | -                         | 38 329 720  | 9 203 386    | 32%  |
| رسوم الإستخدام                                              |             |                           |             |              |      |
| Impôts sur produits particuliers (Telephonie)               | 24 002 334  |                           | 31 885 880  | 7 883 546    | 33%  |
| الضريبة على المواد بصفة خاصة (الهاتفية)                     |             |                           |             |              |      |
| Autres accises                                              | 5 124 000   |                           | 6 443 840   | 1 319 840    | 26%  |
| استخدامات أخرى                                              |             |                           |             |              |      |
| Autres impots interieur sur les biens et services           | 26 434 720  | -                         | 23 664 275  | - 2 770 445  | -10% |
| الضرائب داخلية أخرى على الأصول والخدمات                     |             |                           |             |              |      |
| Taxe sur la vente de métal                                  | 1 434 720   |                           | 1 664 275   | 229 555      | 16%  |
| الضريبة على مبيعات المعادن                                  |             |                           |             |              |      |
| Taxe spéciale sur les produits petroliers                   | 25 000 000  |                           | 22 000 000  | - 3 000 000  | -12% |
| الضريبة الخاصة بالمنتجات البترولية                          |             |                           |             |              |      |
| Total                                                       | 288 463 418 | 81 007 000                | 394 834 000 | 106 370 583  | 37%  |



Tableau III: Prevision des recettes de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (en milliers de FCFA)

| LIBELLES                                                                | LF 2018            | Réalisation Fin<br>Sept 2018 | P/LF 2019          | ECARTS            |            |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|-------------------|------------|
|                                                                         |                    |                              |                    | Montant           | %          |
| <b>TITRE 1 : RECETTES FISCALES</b>                                      |                    |                              |                    |                   |            |
| <b>IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES</b>             |                    |                              |                    |                   |            |
| Taxes sur la valeur Ajoutée (TVA) à l'importation                       | 47 750 000         | 27 744 996                   | 49 400 000         | 1 650 000         | 3%         |
| <b>IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES</b> |                    |                              |                    |                   |            |
| Droits et taxes à l'importation                                         | 47 750 000         | 27 744 996                   | 49 400 000         | 1 650 000         | 3%         |
| Droits et taxes à l'importation                                         | 78 281 015         | 44 320 925                   | 93 311 723         | 15 030 708        | 19%        |
| Redevances Statistiques                                                 | 67 625 000         | 39 287 972                   | 72 282 593         | 4 657 593         | 7%         |
| Droits d'accises importation                                            | 44 079 000         | 23 960 915                   | 44 491 133         | 412 133           | 1%         |
| Acompte 4% / 15% (cordon douanier)                                      | 12 680 000         | 9 698 225                    | 17 535 960         | 4 855 960         | 38%        |
| Taxes de Préférence Communautaire (TPC)                                 | 951 000            | 363 869                      | 630 500            | 320 500           | -34%       |
| Droit de magasinage                                                     | 9 859 000          | 5 086 742                    | 9 193 000          | 666 000           | -7%        |
| Emplois remboursables                                                   | 56 000             | 178 222                      | 312 000            | 256 000           | 457%       |
| Droits et taxes à l'exportation                                         | -                  | -                            | 20 000             | 20 000            |            |
| Redevances Statistiques                                                 | 10 340 015         | 4 114 064                    | 20 382 000         | 10 041 985        | 97%        |
| Pétrolières                                                             | 6 987 015          | 1 336 777                    | 15 312 000         | 8 324 985         | 119%       |
| Autres                                                                  | 5 089 015          | 7 541                        | 12 712 000         |                   | 0%         |
| Droits de sortie                                                        | 1 898 000          | 1 329 236                    | 2 600 000          |                   | 0%         |
| Autres impôts sur le Commerce extérieur et transactions internationales | 3 353 000          | 2 777 287                    | 5 070 000          | 1 717 000         | 51%        |
| Amendes & contentieux Douaniers                                         | 316 000            | 918 889                      | 647 130            | 331 130           | 105%       |
| Interet de Credit                                                       | 20 000             | 800 000                      | 400 000            | 380 000           | 1900%      |
| Taxes pour la Protection de l'environnement TPE                         | 154 000            | 59 407                       | 130 000            | 24 000            | -16%       |
| FONAJ                                                                   | 15 000             | 7 426                        | 26 000             | 11 000            | 73%        |
| ONASA                                                                   | -                  | 74                           | 130                | 130               |            |
|                                                                         | 127 000            | 51 981                       | 91 000             | 36 000            | -28%       |
| <b>Total</b>                                                            | <b>126 031 015</b> | <b>72 065 920</b>            | <b>142 711 723</b> | <b>16 680 708</b> | <b>13%</b> |

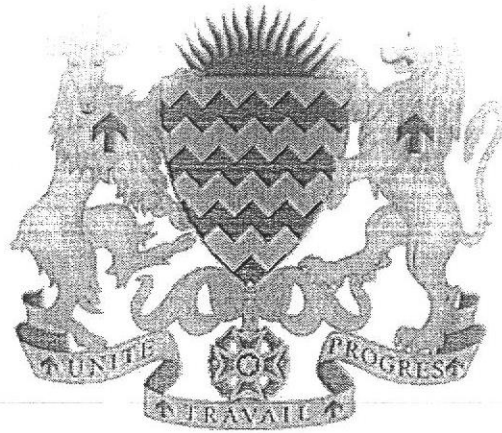


Tableau IV: Prevision des recettes de la Direction Général de Domaines (en milliers de FCFA)

| LIBELLES                                                    | الصيغة                                | LF 2018    | Réalisation Fin<br>Sept 2018 | P/LF 2019  | ECARTS      |       |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------|------------------------------|------------|-------------|-------|
|                                                             |                                       |            |                              |            | Montant     | %     |
| <b>RECETTES FISCALES</b>                                    |                                       |            |                              |            |             |       |
| <b>IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE</b>                             |                                       |            |                              |            |             |       |
| Impôts sur les mutations et donations                       | ضرائب الثروة                          | 11 900 000 | 2 714 235                    | 10 000 000 | - 1 900 000 |       |
| Impôts sur les mutations par décès                          | الضرائب على التحويلات والتبرعات       | 608 000    | 75 527                       | 122 000    | - 486 000   | -80%  |
| Impôts sur les mutations entre vifs                         | الضرائب على الوصايا بعد الوفاة        | -          | -                            | 2 000      | 2 000       |       |
| Impôts sur les donations entre vifs                         | الضرائب على الوصايا للزوج             | -          | -                            | 1 000      | 1 000       |       |
| <b>Autres impôts sur le patrimoine</b>                      |                                       |            |                              |            |             |       |
| Conservation de la propriété foncière                       | الضرائب على الثروة                    | 608 000    | 75 527                       | 120 000    | - 488 000   | -80%  |
|                                                             | الحفاظ على ملكية الأرض                | 608 000    | 75 527                       | 120 000    | - 488 000   | -80%  |
| <b>IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES</b> |                                       |            |                              |            |             |       |
| <b>Droit de timbre et d'enregistrement</b>                  | الضريبة الداخلية على الأصول والخدمات  | 11 292 000 | 2 638 708                    | 9 878 000  | - 1 414 000 | -13%  |
| Droits de timbre                                            | رسوم الطوابع والتسجيل                 | 10 200 000 | 2 380 697                    | 9 365 000  | - 835 000   | -8%   |
| Droits de timbre fiscal                                     | رسوم الطوابع                          | 500 000    | 52 982                       | 590 900    | 90 900      | 18%   |
| Droits d'enregistrement                                     | رسوم طوابع الضرائب                    | 500 000    | 52 982                       | 590 900    | 90 900      | 18%   |
| Droits d'enregistrement sauf marché                         | رسوم التسجيل                          | 9 700 000  | 2 327 715                    | 8 774 100  | - 925 900   | -10%  |
| Droits d'enregistrement sur les marchés                     | رسوم التسجيل باستثناء السوق           | 2 700 000  | 1 052 741                    | 2 500 000  | - 200 000   | -7%   |
| <b>Autres impôts interieur sur les biens et services</b>    | رسوم تسجيل السوق                      | 7 000 000  | 1 274 974                    | 6 274 100  | - 725 900   | -10%  |
| Taxe municipale                                             | ضرائب داخلية أخرى على الأصول والخدمات | 1 092 000  | 258 011                      | 513 000    | - 579 000   | -53%  |
| Taxe de bornage                                             | ضرائب البلدية                         | 2 000      | 500                          | 5 000      | 3 000       | 150%  |
| Taxe sur la convention d'Assurance                          | ضرائب الحدود                          | 90 000     | 5 359                        | 8 000      | - 82 000    | -91%  |
| <b>RECETTES NON FISCALES</b>                                |                                       |            |                              |            |             |       |
| Ventes des produits                                         | ضرائب عقود التأمين                    | 1 000 000  | 252 152                      | 500 000    | - 500 000   | -50%  |
| Cession d'actifs Etat                                       | إيرادات غير ضريبية                    | 2 420 000  | 10 571 485                   | 13 000 000 | 10 580 000  | 437%  |
| <b>VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES</b>                    | مبيعات المنتجات                       | -          | 10 300 000                   | -          | 0           |       |
| Prestation service Cadastre                                 | التصرف في أصول الدولة                 | -          | 10 300 000                   | -          | -           |       |
| Droit d'archivage                                           | بيع فوائد الخدمات                     | 2 220 000  | 271 485                      | 503 100    | -1716900    | -77%  |
| Journal Officiel                                            |                                       | 50 000     |                              | 10 000     | - 40 000    | -80%  |
| Baux et location                                            |                                       | 50 000     | 11 498                       | 21 000     | - 29 000    | -58%  |
| Prix de terrain                                             |                                       | 20 000     | 50                           | 100        | - 19 900    | -100% |
| <b>VARIATIONS DES STOCKS PRODUITS</b>                       |                                       |            |                              |            |             |       |
| Vehicule et materiels reformés                              |                                       | 200 000    | 67 145                       | 130 000    | - 70 000    | -35%  |
| <b>AUTRES RECETTES NON FISCALES</b>                         |                                       |            |                              |            |             |       |
| Redevance sur les produits petroliers                       |                                       | 1 900 000  | 192 791                      | 342 000    | - 1 558 000 | -82%  |
| <b>DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                       |                                       |            |                              |            |             |       |
| Frais fourrière                                             |                                       | 200 000    | -                            | 1 000      | 1000        |       |
|                                                             | السيارات والمواد المعفى               | -          | -                            | 1 000      | 1 000       |       |
|                                                             | الإيرادات الأخرى غير الضريبية         | -          | -                            | 12 295 900 | 12295900    |       |
|                                                             | الضريبة على المنتجات البترولية        | 200 000    | -                            | 12 295 900 | 12 295 900  | 0%    |
|                                                             | تكاليف السحب                          | 200 000    | -                            | 200 000    | 0           | 0%    |
| <b>Total</b>                                                |                                       | 14 320 000 | 13 285 720                   | 23 000 000 | 8 680 000   | 61%   |

Tableau V: Prevision des recettes de la Direction Générale du Tresor et de la Comptabilité Publique (en milliers de FCFA)

| LIBELLES                                                     | LF 2018           | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019         | ECARTS           |       |
|--------------------------------------------------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|------------------|-------|
|                                                              |                   |                           |                   | Montant          | %     |
| <b>TITRE 4 : AUTRES RECETTES</b>                             |                   |                           |                   |                  |       |
| <b>RECETTES NON FISCALES</b>                                 |                   |                           |                   |                  |       |
| <b>VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES</b>                     |                   |                           |                   |                  |       |
| Service de santé public (certificats medical)                | 11 724 105        | 7 382 841                 | 13 000 000        | 1 275 895        | 11%   |
| service de l'élevage                                         | 4 180 000         | 3 890 751                 | 7 354 895         | 3 174 895        | 76%   |
|                                                              | 79 000            | 14 338                    | 79 000            | -                | 0%    |
|                                                              | 199 000           | 120 878                   | 199 000           | -                | 0%    |
| Sureté nationale (laissez passer, passport, CNI)             | 3 900 000         | 3 754 717                 | 4 000 000         | 100 000          | 3%    |
| Service de l'artisanat                                       | 2 000             | 818                       | 2 000             | -                | 0%    |
| Recettes diverses                                            | 10 000 000        | 7 851 464                 | 3 074 895         | 6 925 105        | -69%  |
|                                                              |                   |                           |                   |                  |       |
| <b>DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                        |                   |                           |                   |                  |       |
| Taxes immatriculations des vehicules à moteur (carte grises) | 7 296 105         | 3 378 043                 | 5 431 105         | (1 865 000,00)   | -26%  |
| Transactions (parc, eaux, pêches)                            | 694 105           | 325 697                   | 576 105           | 118 000          | -17%  |
| Taxe sur le bois de chauffe et charbon                       | 79 000            | 43 242                    | 79 000            | -                | 0%    |
| Taxe sur circulation de poisson                              | 11 000            |                           |                   | 11 000           | -100% |
| Licence des transporteurs                                    | 40 000            | 17 385                    |                   | 40 000           | -100% |
| Permis de port d'arme                                        | 79 000            | 52 694                    | 79 000            | -                | 0%    |
| Taxes d'extractions de natron                                | 4 000             | 3 057                     | 8 000             | 4 000            | 100%  |
| Permis de conduire                                           | 397 000           | 73 650                    | 397 000           | -                | 0%    |
| Visites techniques                                           | 183 000           | 49 613                    | 100 000           | 83 000           | -45%  |
| Carrières                                                    | 175 000           | 72 347                    | 110 000           | 65 000           | -37%  |
| Taxes superficiaires                                         | 1 348 000         | 1 064 534                 | 1 368 000         | 20 000           | 1%    |
| Frais de justice                                             | 309 000           | 229 952                   | 309 000           | -                | 0%    |
| Droit de chancellerie                                        | 5 000             | 5 112                     | 8 000             | 3 000            | 60%   |
| taxes sur operations de change                               | 318 000           | 134 304                   | 318 000           | -                | 0%    |
| Autorisations administratives                                | 3 575 000         | 1 256 996                 | 2 000 000         | 1 575 000        | -44%  |
| <b>AMENDES, PENALITE ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES</b>        |                   |                           |                   |                  |       |
| Amendes de justice                                           | 79 000            | 49 459                    | 79 000            | -                | 0%    |
| Amendes forfaitaires de police                               | 248 000           | 114 047                   | 214 000           | (34 000,00)      | -14%  |
|                                                              | 48 000            | 7 568                     | 39 000            | 9 000            | -19%  |
|                                                              | 200 000           | 106 478                   | 175 000           | 25 000           | -13%  |
| <b>Total</b>                                                 | <b>11 724 105</b> | <b>7 382 841</b>          | <b>13 000 000</b> | <b>1 275 895</b> |       |



## ANNEXE IV

# TABLEAUX DE DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)

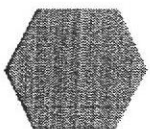
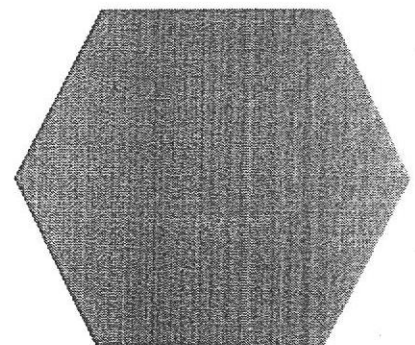


TABLEAU I : REPARTITION DE DEPENSES DE PERSONNEL PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول 1 : توزيع نفقات العاملين على اساس المؤسسات والوزارات

| Sect. | LIBELLES                                                                                                          | الصيغة                                                          | LF 2018     | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019   | ECARTS      |      |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|-------------|-------------|------|
|       |                                                                                                                   |                                                                 |             |                           |             | Montant     | %    |
| 1     | Présidence de la République                                                                                       | رئاسة الجمهورية                                                 | 11 862 930  | 826 672                   | 10 939 510  | -           | -8%  |
| 3     | Assemblée Nationale                                                                                               | الجمعية الوطنية                                                 | 5 030 556   | 4 399 472                 | 5 662 066   | 631 510     | 13%  |
| 4     | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Media                                                                      | السلطة العليا للإعلام السمعية البصرية                           | 281 652     | 247 587                   | 330 890     | 49 238      | 17%  |
| 5     | Cour Suprême                                                                                                      | المحكمة العليا                                                  | 1 111 398   | 1 010 514                 | 1 352 485   | 241 087     | 22%  |
| 7     | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   | وزارة الاقتصاد والتخطيط التنموي                                 | 788 744     | 576 932                   | 795 910     | 7 166       | 1%   |
| 8     | Ministère de la Communication                                                                                     | وزارة الاتصالات                                                 |             | 116 651                   | 1 143 557   | 1 143 557   |      |
| 9     | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora | وزارة الشؤون الخارجية والتكامل الإفريقي والتعاون الدولي والهجرة | 10 346 376  | 7 379 720                 | 10 374 442  | 28 066      | 0%   |
| 10    | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | وزارة المالية والميزانية                                        | 14 511 956  | 9 119 793                 | 12 969 301  | - 1 542 655 | -11% |
| 11    | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           | وزارة الوظيفة العمالية والعمل والحوار الاجتماعي                 | 1 152 251   | 764 838                   | 1 054 427   | - 97 824    | -8%  |
| 12    | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     | وزارة العدل وحقوق الإنسان                                       | 4 893 333   | 4 226 722                 | 6 167 272   | 1 273 939   | 26%  |
| 13    | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  | وزارة إدارة الأراضي والأمن العام والحكم المحلي                  | 43 320 431  | 30 130 209                | 42 331 689  | - 988 742   | -2%  |
| 14    | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  | وزارة الدفاع الوطني والمحاربين القدامى وضحايا الحرب             | 83 374 113  | 61 016 134                | 95 149 838  | 11 775 725  | 14%  |
| 15    | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                                     | وزارة التربية الوطنية وترقية المواطنة                           | 106 015 342 | 70 131 694                | 100 488 585 | - 5 526 757 | -5%  |
| 16    | Ministère de la Santé Publique                                                                                    | وزارة الصحة العامة                                              | 26 866 382  | 18 411 003                | 25 786 250  | - 1 080 132 | -4%  |
| 17    | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        | وزارة المرأة وحماية الطفولة والتضامن الوطني                     | 3 863 196   | 2 785 901                 | 3 912 166   | 48 970      | 1%   |
| 18    | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          | وزارة الإنتاج، الري والمعدات الزراعية                           | 3 220 981   | 2 275 581                 | 3 158 401   | - 62 580    | -2%  |
| 19    | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              | وزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني                        | 2 049 379   | 1 450 963                 | 2 012 859   | - 36 520    | -2%  |
| 20    | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  | وزارة المنجم، والتعدين الصناعية، والتجارة وتطوير القطاع الخاص   | 1 380 900   | 116 822                   | 1 387 491   | 6 591       | 0%   |
| 22    | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  | وزارة البنية التحتية والنقل وفك العزلة                          | 1 557 783   | 1 105 582                 | 1 315 484   | - 242 299   | -16% |
| 23    | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   | وزارة ترقية الشباب والرياضة والتشغيل                            | 5 266 406   | 3 656 768                 | 5 161 410   | - 104 996   | -2%  |
| 24    | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   | وزارة التنمية السياحية والثقافة والحرف اليدوية                  | 319 884     | 253 015                   | 347 643     | 27 759      | 9%   |
| 25    | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        | وزارة البريد والتكنولوجيا الحديثة للمعلومات والاتصالات          | 1 508 256   | 2 462                     | 325 163     | - 1 183 093 | -78% |
| 26    | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                                             | وزارة البيئة والمياه والصيد                                     | 3 856 522   | 2 872 623                 | 3 976 314   | 119 792     | 3%   |
| 27    | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         | وزارة التعليم العالي، والبحث والابتكار                          | 5 154 867   | 3 847 616                 | 5 462 696   | 307 829     | 6%   |
| 28    | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                                           | وزارة الأمانة العامة للحكومة                                    | 1 551 714   | 762 478                   | 1 302 035   | - 249 679   | -16% |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         | وزارة استصلاح الأراضي وتطوير السكن والتدبير                     | 1 602 715   | 1 001 409                 | 1 388 967   | - 213 748   | -13% |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                                              | وزارة البترول والطاقة                                           | 548 095     | 446 855                   | 612 383     | 64 288      | 12%  |
| 40    | Conseil Economique et social                                                                                      | المجلس الاقتصادي والاجتماعي                                     | 240 054     | 115 108                   | 263 281     | 23 227      | 10%  |
| 42    | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                                                   | وزارة التكوين المهني والحرف الصغيرة                             | 251 500     | 971 068                   | 120 631     | - 130 869   | -52% |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    | وزارة الطيران المدني والأرصاد الوطني                            | 64 743      | 6 663                     | 219 593     | 154 850     | 239% |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        | المجلس الأعلى للتجمعات المستقلة والسلطات التقليدية              |             |                           | 600 000     | 600 000     |      |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        | اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان                                    |             |                           | 134 000     | 134 000     |      |
| 88    | Dépenses Communes                                                                                                 | التنقبات المشتركة                                               | 12 007 541  | 9 510 146                 | 3 753 261   | - 8 254 280 | -69% |
|       | Total                                                                                                             |                                                                 | 354 000 000 | 239 539 000               | 350 000 000 | - 4 000 000 | -1%  |



TABLEAU II : REPARTITION DE DEPENSES DES BIENS & SERVICES PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول II: توزيع نفقات الأصول والخدمات على أساس المؤسسات والوزارات

| Sect. | LIBELLES                                                                                                          | الصيغة                                                            | LF 2018           |                   | Réalisation Fin Sept 2018 |                   | P/LF 2019          |                   | ECARTS     |   |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|------------|---|
|       |                                                                                                                   |                                                                   |                   |                   |                           |                   | Montant            | %                 | Montant    | % |
| 1     | Présidence de la République                                                                                       | رئاسة الجمهورية                                                   | 917 657           | 917 657           | 917 657                   | 917 657           | 1 954 657          | 1 037 000         | 113%       |   |
| 3     | Assemblée Nationale                                                                                               | الجمعية الوطنية                                                   | 6 615 335         | 3 508 123         | 3 508 123                 | 3 508 123         | 7 000 000          | 384 665           | 6%         |   |
| 4     | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Media                                                                      | السلطة العليا للإعلام والسمعيات البصرية                           | 70 000            | 35 000            | 35 000                    | 35 000            | 100 000            | 30 000            | 43%        |   |
| 5     | Cour Suprême                                                                                                      | المحكمة العليا                                                    | 102 159           | 51 080            | 51 080                    | 51 080            | 360 500            | 258 341           | 253%       |   |
| 7     | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   | وزارة الاقتصاد والتخطيط التنموي                                   | 372 700           | 301 444           | 301 444                   | 301 444           | 450 430            | 77 730            | 21%        |   |
| 8     | Ministère de la Communication                                                                                     | وزارة الاتصالات                                                   |                   |                   |                           |                   | 180 000            | 180 000           |            |   |
| 9     | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora | وزارة الشؤون الخارجية و التكامل الإفريقي والتعاون الدولي و الهجرة | 4 090 605         | 3 119 766         | 3 119 766                 | 3 119 766         | 3 628 323          | 462 282           | -11%       |   |
| 10    | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | وزارة المالية والميزانية                                          | 2 123 660         | 3 232 917         | 3 232 917                 | 3 232 917         | 2 277 472          | 153 812           | 7%         |   |
| 11    | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           | وزارة الوظيفة العامة والعمل والحوار الاجتماعي                     | 600 000           | 57 538            | 57 538                    | 57 538            | 700 000            | 100 000           | 17%        |   |
| 12    | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     | وزارة العدل وحقوق الإنسان                                         | 2 300 006         | 886 410           | 886 410                   | 886 410           | 2 619 006          | 319 000           | 14%        |   |
| 13    | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  | وزارة إدارة الأراضي والأمن العام والحكم المحلي                    | 4 065 631         | 2 143 879         | 2 143 879                 | 2 143 879         | 7 000 000          | 2 934 369         | 72%        |   |
| 14    | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  | وزارة الدفاع الوطني والمحاربين القدامى وضحايا الحرب               | 17 943 719        | 22 072 981        | 22 072 981                | 22 072 981        | 25 000 000         | 7 056 281         | 39%        |   |
| 15    | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                                     | وزارة التربية الوطنية وترقية المواطنة                             | 2 588 934         | 1 114 673         | 1 114 673                 | 1 114 673         | 6 553 934          | 3 965 000         | 153%       |   |
| 16    | Ministère de la Santé Publique                                                                                    | وزارة الصحة العامة                                                | 8 279 371         | 2 067 929         | 2 067 929                 | 2 067 929         | 14 934 903         | 6 655 532         | 80%        |   |
| 17    | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        | وزارة المرأة وحماية الطفولة والتضامن الوطني                       | 761 085           | 291 329           | 291 329                   | 291 329           | 910 959            | 149 874           | 20%        |   |
| 18    | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          | وزارة الإنتاج، الري والمعدات الزراعية                             | 1 261 971         | 251 096           | 251 096                   | 251 096           | 2 299 830          | 1 037 859         | 82%        |   |
| 19    | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              | وزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني                          | 207 185           | 8 214             | 8 214                     | 8 214             | 413 401            | 206 216           | 100%       |   |
| 20    | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  | وزارة المناجم، والتنمية الصناعية، والتجارة وتطوير القطاع الخاص    | 733 617           | 180 101           | 180 101                   | 180 101           | 528 938            | 204 679           | -28%       |   |
| 22    | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  | وزارة البنية التحتية والنقل وفك العزلة                            | 100 000           | 110 904           | 110 904                   | 110 904           | 210 000            | 110 000           | 110%       |   |
| 23    | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   | وزارة ترقية الشباب والرياضة والتشغيل                              | 100 000           | 79 369            | 79 369                    | 79 369            | 554 500            | 454 500           | 455%       |   |
| 24    | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   | وزارة التنمية السياحية والثقافة والحرف اليدوية                    | 200 000           | -                 | -                         | -                 | 290 000            | 90 000            | 45%        |   |
| 25    | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        | وزارة البريد والتكنولوجيا الحديثة للمعلومات والاتصالات            | 280 000           | 18 000            | 18 000                    | 18 000            | 100 000            | 180 000           | -64%       |   |
| 26    | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                                             | وزارة البيئة والمياه والصيد                                       | 1 096 723         | 494 307           | 494 307                   | 494 307           | 1 596 723          | 500 000           | 46%        |   |
| 27    | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         | وزارة التعليم العالي، والبحث والابتكار                            | 100 000           | 101 933           | 101 933                   | 101 933           | 355 250            | 255 250           | 255%       |   |
| 28    | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                                           | وزارة الأمانة العامة للحكومة                                      | 218 751           | 108 492           | 108 492                   | 108 492           | 325 314            | 106 563           | 49%        |   |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         | وزارة استصلاح الأراضي وتطوير السكن والتمدن                        | 205 012           | 15 316            | 15 316                    | 15 316            | 184 511            | 20 501            | -10%       |   |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                                              | وزارة البترول والطاقة                                             | 524 390           | 154 459           | 154 459                   | 154 459           | 367 073            | 157 317           | -30%       |   |
| 40    | Conseil Economique et social                                                                                      | المجلس الاقتصادي والاجتماعي                                       | 90 000            | -                 | -                         | -                 | 92 700             | 2 700             | 3%         |   |
| 42    | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                                                   | وزارة التكوين المهني والحرف الصغيرة                               | 100 001           | 15 074            | 15 074                    | 15 074            | 400 000            | 299 999           | 300%       |   |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    | وزارة الطيران المدني والأرصاد الوطني                              | 150 000           | -                 | -                         | -                 | 182 110            | 32 110            | 21%        |   |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        | المجلس الأعلى للجماعات المستقلة والسلطات التقليدية                | -                 | -                 | -                         | -                 | 200 000            | 200 000           |            |   |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        | اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان                                      | -                 | -                 | -                         | -                 | 200 000            | 200 000           |            |   |
| 88    | Dépenses Communes                                                                                                 | النفقات المشتركة                                                  | 30 801 488        | 19 197 010        | 19 197 010                | 19 197 010        | 27 029 467         | 3 772 021         | -12%       |   |
|       | <b>Total</b>                                                                                                      |                                                                   | <b>87 000 000</b> | <b>60 535 000</b> | <b>60 535 000</b>         | <b>60 535 000</b> | <b>109 000 000</b> | <b>22 000 000</b> | <b>25%</b> |   |

TABLEAU III : REPARTITION DE DEPENSES DES TRANSFERTS/SUBVENTIONS PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول III: توزيع نفقات التحويل/المنح والإعانات على أساس المؤسسات والوزارات

| Sect. | LIBELLES                                                                                                          | الصيغة                                                           | LF 2018            | Réalisation Fin<br>Sept 2018 | P/LF 2019          | ECARTS            |            |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|-------------------|------------|
|       |                                                                                                                   |                                                                  |                    |                              |                    | Montant           | %          |
| 1     | Présidence de la République                                                                                       | رئاسة الجمهورية                                                  | 4 248 118          | 4 106 129                    | 5 418 118          | 1 170 000         | 28%        |
| 3     | Assemblée Nationale                                                                                               | الجمعية الوطنية                                                  | 2 525 250          | 1 262 625                    | 2 525 250          | -                 | 0%         |
| 4     | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Media                                                                      | السلطة العليا للإعلام والسمعيات البصرية                          | 30 085             | 15 043                       | 30 085             | -                 | 0%         |
| 5     | Cour Suprême                                                                                                      | المحكمة العليا                                                   | 13 000             | 6 500                        | 163 000            | 150 000           | 1154%      |
| 7     | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   | وزارة الاقتصاد والتخطيط التنموي                                  | 1 261 580          | 1 154 132                    | 1 600 000          | 338 420           | 27%        |
| 8     | Ministère de la Communication                                                                                     | وزارة الاتصالات                                                  |                    |                              | 265 000            | 265 000           |            |
| 9     | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora | وزارة الشؤون الخارجية و التكامل الأفريقي والتعاون الدولي والهجرة | 100 000            | -                            | 100 000            | -                 | 0%         |
| 10    | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | وزارة المالية والميزانية                                         | 7 005 504          | 4 619 514                    | 3 905 504          | - 3 100 000       | -44%       |
| 11    | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           | وزارة الوظيفة العامة والعمل والحوار الاجتماعي                    | 100 000            | 25 000                       | 100 000            | -                 | 0%         |
| 12    | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     | وزارة العدل وحقوق الإنسان                                        | 200 850            | 200 850                      | 200 850            | -                 | 0%         |
| 13    | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  | وزارة إدارة الأراضي والأمن العام والحكم المحلي                   | 3 273 475          | 2 351 464                    | 36 673 475         | 33 400 000        | 1020%      |
| 14    | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  | وزارة الدفاع الوطني والمحاربين القدامى وضحايا الحرب              | 447 500            | 165 106                      | 697 500            | 250 000           | 56%        |
| 15    | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                                     | وزارة التربية الوطنية وترقية المواطنة                            | 1 571 850          | 785 925                      | 1 500 000          | - 71 850          | -5%        |
| 16    | Ministère de la Santé Publique                                                                                    | وزارة الصحة العامة                                               | 7 610 793          | 4 354 158                    | 9 310 793          | 1 700 000         | 22%        |
| 17    | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        | وزارة المرأة وحماية الطفولة والتضامن الوطني                      | 75 000             | -                            | 329 000            | 254 000           | 339%       |
| 18    | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          | وزارة الإنتاج، والري والمعدات الزراعية                           | 12 054 850         | 6 564 753                    | 11 494 850         | - 560 000         | -5%        |
| 19    | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              | وزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني                         | 1 766 627          | 857 090                      | 1 892 687          | 126 060           | 7%         |
| 20    | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  | وزارة المناجم، والتنمية الصناعية، والتجارة وتطوير القطاع الخاص   | 3 177 500          | 193 705                      | 2 227 500          | - 950 000         | -30%       |
| 22    | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  | وزارة البنية التحتية والنقل وفك العزلة                           | 858 500            | 417 657                      | 1 075 790          | 217 290           | 25%        |
| 23    | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   | وزارة ترقية الشباب والرياضة والتشغيل                             | 269 853            | 252 563                      | 240 000            | - 29 853          | -11%       |
| 24    | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   | وزارة التنمية السياحية والثقافة والحرف اليدوية                   | 50 397             | -                            | 650 000            | 599 603           | 1190%      |
| 25    | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        | وزارة البريد والتكنولوجيا للمعلومات والاتصالات                   | 515 000            | 116 250                      | 250 000            | - 265 000         | -51%       |
| 26    | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                                             | وزارة البيئة والمياه والصيد                                      | 744 032            | 350 000                      | 794 032            | 50 000            | 7%         |
| 27    | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         | وزارة التعليم العالي، والبحث والابتكار                           | 8 356 713          | 7 951 102                    | 19 956 713         | 11 600 000        | 139%       |
| 28    | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                                           | وزارة الأمانة العامة للحكومة                                     | 570 000            | 190 500                      | 821 091            | 251 091           | 44%        |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         | وزارة استصلاح الأراضي وتطوير السكن والتمدن                       | -                  | -                            | -                  | -                 | -          |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                                              | وزارة البترول والطاقة                                            | 3 640 000          | 1 420 000                    | 2 684 000          | - 956 000         | -26%       |
| 40    | Conseil Economique et social                                                                                      | المجلس الاقتصادي والاجتماعي                                      | 9 000              | -                            | 9 000              | -                 | 0%         |
| 42    | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                                                   | وزارة التكوين المهني والحرف الصغيرة                              | -                  | -                            | -                  | -                 | -          |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    | وزارة الطيران المدني والأرصاد الوطني                             | -                  | -                            | 100 000            | 100 000           |            |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        | المجلس الأعلى للتجمعات المستقلة والسلطات التقليدية               | -                  | -                            | -                  | -                 | -          |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        | اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان                                     | -                  | -                            | 60 000             | 60 000            |            |
| 88    | Dépenses Communes                                                                                                 | النفقات المشتركة                                                 | 51 524 523         | 38 170 935                   | 25 925 762         | -25 588 761       | -50%       |
|       | <b>Total</b>                                                                                                      |                                                                  | <b>112 000 000</b> | <b>75 531 000</b>            | <b>131 000 000</b> | <b>19 000 000</b> | <b>17%</b> |



TABLEAU IV : REPARTITION DE DEPENSES DES INVESTISSEMENTS PUBLICS PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول IV: توزيع نفقات الاستثمارات العامة على أساس المؤسسات والوزارات

| Sect. | LIBELLES                                                                                                          | الصيغة                                                          | LF 2018            | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019          | ECARTS            |            |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|-------------------|------------|
|       |                                                                                                                   |                                                                 |                    |                           |                    | Montant           | %          |
| 1     | Présidence de la République                                                                                       | رئاسة الجمهورية                                                 | 3 052 495          | 300 021                   | 1 874 629          | -                 | -39%       |
| 3     | Assemblée Nationale                                                                                               | الجمعية الوطنية                                                 | 513 859            | 256 930                   | 513 859            | -                 | 0%         |
| 4     | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Media                                                                      | السلطة العليا للإعلام والسمعيات البصرية                         | -                  | -                         | 100 000            | 100 000           |            |
| 5     | Cour Suprême                                                                                                      | المحكمة العليا                                                  | -                  | -                         | 144 146            | 144 146           |            |
| 7     | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   | وزارة الاقتصاد والتخطيط التنموي                                 | 8 039 541          | 4 678 131                 | 19 342 416         | 11 302 875        | 141%       |
| 8     | Ministère de la Communication                                                                                     | وزارة الاتصالات                                                 | -                  | -                         | 476 425            | 476 425           |            |
| 9     | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora | وزارة الشؤون الخارجية والتكامل الإفريقي والتعاون الدولي والهجرة | 210 508            | -                         | 3 368 320          | 3 157 812         | 1500%      |
| 10    | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | وزارة المالية والميزانية                                        | 11 715 027         | 29 796 983                | 15 507 109         | 3 792 082         | 32%        |
| 11    | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           | وزارة الوظيفة العمومية والحوار الاجتماعي                        | -                  | -                         | 150 000            | 150 000           |            |
| 12    | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     | وزارة العدل وحقوق الإنسان                                       | 3 693 536          | 2 491 250                 | 7 763 587          | 4 070 051         | 110%       |
| 13    | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  | وزارة إدارة الأراضي والأمن العام والحكم المحلي                  | 1 683 048          | 578 386                   | 2 066 028          | 382 980           | 23%        |
| 14    | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  | وزارة الدفاع الوطني والمحاربين القدامى وضحايا الحرب             | 2 688 000          | 1 037 824                 | 5 688 000          | 3 000 000         | 112%       |
| 15    | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                                     | وزارة التربية الوطنية وترقية المواطنة                           | 9 631 560          | 5 860 616                 | 12 819 864         | 3 188 304         | 33%        |
| 16    | Ministère de la Santé Publique                                                                                    | وزارة الصحة العامة                                              | 20 815 508         | 12 426 881                | 17 103 405         | 3 712 103         | -18%       |
| 17    | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        | وزارة المرأة وحماية الطفولة والتضامن الوطني                     | 2 244 965          | 1 300 000                 | 2 720 215          | 475 250           | 21%        |
| 18    | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          | وزارة الإنتاج، والري والمعدات الزراعية                          | 42 231 488         | 31 236 237                | 45 010 383         | 2 778 895         | 7%         |
| 19    | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              | وزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني                        | 21 432 459         | 24 620 073                | 20 727 828         | - 704 631         | -3%        |
| 20    | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  | وزارة المناجم، والتنمية الصناعية، والتجارة وتطوير القطاع الخاص  | 5 689 729          | 997 646                   | 7 028 240          | 1 338 511         | 24%        |
| 22    | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  | وزارة البنية التحتية والنقل وفك العزلة                          | 68 592 688         | 49 800 922                | 58 980 418         | - 9 612 270       | -14%       |
| 23    | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   | وزارة ترقية الشباب والرياضة والتشغيل                            | 10 000             | 73 000                    | 1 490 079          | 1 480 079         | 14801%     |
| 24    | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   | وزارة التنمية السياحية والثقافة والحرف اليدوية                  | 168 000            | -                         | 477 214            | 309 214           | 184%       |
| 25    | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        | وزارة البريد والتكنولوجيا الحديثة للمعلومات والاتصالات          | 1 983 720          | 1 235 462                 | 3 121 833          | 1 138 113         | 57%        |
| 26    | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                                             | وزارة البيئة والمياه والصيد                                     | 23 733 646         | 4 752 709                 | 40 187 346         | 16 453 700        | 69%        |
| 27    | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         | وزارة التعليم العالي، والبحث والابتكار                          | 7 282 745          | 5 439 314                 | 5 767 719          | - 1 515 026       | -21%       |
| 28    | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                                           | وزارة الأمانة العامة للحكومة                                    | 42 956             | -                         | 142 944            | 99 989            | 233%       |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         | وزارة استصلاح الأراضي وتطوير السكن والتدبير                     | 2 784 602          | 1 660 821                 | 12 306 377         | 9 521 775         | 342%       |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                                              | وزارة البترول والطاقة                                           | 27 167 246         | 17 938 578                | 12 648 667         | - 14 518 579      | -53%       |
| 40    | Conseil Economique et social                                                                                      | المجلس الاقتصادي والاجتماعي                                     | -                  | -                         | 110 000            | 110 000           |            |
| 42    | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                                                   | وزارة التكوين المهني والحرف الصغيرة                             | -                  | -                         | 3 858 000          | 3 858 000         |            |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    | وزارة الطيران المدني والأرصاد الوطني                            | 2 900 761          | 1 400 000                 | 6 730 000          | 3 829 239         | 132%       |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        | المجلس الأعلى للتجمعات المستقلة والسلطات التقليدية              | -                  | -                         | 100 000            | 100 000           |            |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        | اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان                                    | -                  | -                         | 100 000            | 100 000           |            |
| 88    | Dépenses Communes                                                                                                 | النفقات المشتركة                                                | 5 711 225          | 873 071                   | 4 549 948          | - 1 161 277       | -20%       |
|       | <b>Total</b>                                                                                                      |                                                                 | <b>274 019 311</b> | <b>198 754 855</b>        | <b>312 975 000</b> | <b>38 955 689</b> | <b>14%</b> |

TABLEAU V : REPARTITION DE DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول V: توزيع نفقات استثمارات الموارد الداخلية على أساس المؤسسات والوزارات

| Sect. | LIBELLES                                                                                                          | الصيغة                                                          | LF 2018    | Réalisation Fin Sept 2018 | P/IF 2019   |   | ECARTS     |       |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------|---------------------------|-------------|---|------------|-------|
|       |                                                                                                                   |                                                                 |            |                           | Montant     | % | Montant    | %     |
| 1     | Présidence de la République                                                                                       | رئاسة الجمهورية                                                 | 3 052 495  | 300 021                   | 1 874 629   | - | 1 177 866  | -39%  |
| 3     | Assemblée Nationale                                                                                               | الجمعية الوطنية                                                 | 513 859    | 256 930                   | 513 859     | - | 100 000    | 0%    |
| 4     | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Media                                                                      | المطلة العليا للإعلام السمعية البصرية                           | -          | -                         | 100 000     | - | 144 146    | -     |
| 5     | Cour Suprême                                                                                                      | المحكمة العليا                                                  | -          | -                         | 144 146     | - | 144 146    | -     |
| 7     | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   | وزارة الاقتصاد والتخطيط التنموي                                 | 842 416    | -                         | 842 416     | - | -          | 0%    |
| 8     | Ministère de la Communication                                                                                     | وزارة الاتصالات                                                 | -          | -                         | 476 425     | - | 476 425    | -     |
| 9     | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora | وزارة الشؤون الخارجية والتكامل الأفريقي والتعاون الدولي والهجرة | 210 508    | -                         | 3 368 320   | - | 3 157 812  | 1500% |
| 10    | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | وزارة المالية والميزانية                                        | 3 432 313  | 5 708 764                 | 3 057 109   | - | 375 204    | -11%  |
| 11    | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           | وزارة الوظيفة العامة والعمل والحوار الاجتماعي                   | -          | -                         | 150 000     | - | 150 000    | -     |
| 12    | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     | وزارة العدل وحقوق الإنسان                                       | 168 536    | 200 000                   | 3 263 587   | - | 3 095 051  | 1836% |
| 13    | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  | وزارة إدارة الأراضي والأمن العام والحكم المحلي                  | 751 941    | 5 666                     | 566 028     | - | 185 913    | -25%  |
| 14    | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  | وزارة الدفاع الوطني والمحاربين القدامى وضحايا الحرب             | 2 688 000  | 1 037 824                 | 5 688 000   | - | 3 000 000  | 112%  |
| 15    | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                                     | وزارة التربية الوطنية وترقية المواطنة                           | 2 241 560  | 912 616                   | 4 669 864   | - | 2 428 304  | 108%  |
| 16    | Ministère de la Santé Publique                                                                                    | وزارة الصحة العامة                                              | 2 815 508  | 576 881                   | 6 103 405   | - | 3 287 897  | 117%  |
| 17    | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        | وزارة المرأة وحماية الطفولة والتضامن الوطني                     | 244 965    | -                         | 220 215     | - | 24 750     | -10%  |
| 18    | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          | وزارة الإنتاج، والرعي والمعدات الزراعية                         | 7 502 590  | 2 530 823                 | 5 010 383   | - | 2 492 207  | -33%  |
| 19    | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              | وزارة الثروة الحيوانية والإنتاج الحيواني                        | 3 283 743  | 12 188 408                | 11 227 828  | - | 7 944 085  | 242%  |
| 20    | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  | وزارة المناجم، والتنمية الصناعية، والتجارة وتطوير القطاع الخاص  | 4 167 507  | 997 646                   | 4 978 240   | - | 810 733    | 19%   |
| 22    | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  | وزارة البنية التحتية والنقل وفك العزلة                          | 29 835 688 | 19 014 772                | 31 955 506  | - | 2 119 818  | 7%    |
| 23    | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   | وزارة ترقية الشباب والرياضة والتشغيل                            | 10 000     | 73 000                    | 990 079     | - | 980 079    | 9801% |
| 24    | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   | وزارة التنمية السياحية والثقافة والحرف اليدوية                  | 168 000    | -                         | 127 214     | - | 40 786     | -24%  |
| 25    | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        | وزارة البريد والتكنولوجيا الحديثة للمعلومات والاتصالات          | 1 983 720  | 1 235 462                 | 271 833     | - | 1 711 887  | -86%  |
| 26    | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                                             | وزارة البيئة والمياه والصيد                                     | 4 897 112  | 2 152 709                 | 14 687 346  | - | 9 790 234  | 200%  |
| 27    | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         | وزارة التعليم العالي، والبحث والابتكار                          | 4 282 745  | 1 289 314                 | 2 767 719   | - | 1 515 026  | -35%  |
| 28    | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                                           | وزارة الأمانة العامة للحكومة                                    | 42 956     | -                         | 142 944     | - | 99 989     | 233%  |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         | وزارة استصلاح الأراضي وتطوير السكن والتنمية                     | 1 284 602  | 685 821                   | 7 806 377   | - | 6 521 775  | 508%  |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                                              | وزارة البترول والطاقة                                           | 1 967 246  | 308 578                   | 1 648 667   | - | 318 579    | -16%  |
| 40    | Conseil Economique et social                                                                                      | المجلس الاقتصادي والاجتماعي                                     | -          | -                         | 110 000     | - | 110 000    | -     |
| 42    | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                                                   | وزارة التكوين المهني والحرف الصغيرة                             | -          | -                         | 358 000     | - | 358 000    | -     |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    | وزارة الطيران المدني والأرصاد الوطني                            | 900 761    | -                         | 130 000     | - | 770 761    | -86%  |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        | المجلس الأعلى للجمعيات المستقلة والسلطات التقليدية              | -          | -                         | 100 000     | - | 100 000    | -     |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        | اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان                                    | -          | -                         | 100 000     | - | 100 000    | -     |
| 88    | Dépenses Communes                                                                                                 | التنقات المشتركة                                                | 5 711 225  | 873 071                   | 4 549 948   | - | 1 161 277  | -20%  |
|       | Total                                                                                                             |                                                                 | 82 999 995 | 50 348 307                | 118 000 088 | - | 35 000 093 | 42%   |

TABLEAU VI : REPARTITION DE DEPENSES SUR RESSOURCES EXTERIEURES PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول VI: توزيع نفقات استثمارات الموارد الخارجية على أساس المؤسسات والوزارات

| Sect. | LIBELLES                                                                                                          | LF 2018     | Réalisation Fin<br>Sept 2018 | DON        | PRÊT       | P/LF 2019   | ECARTS<br>Montant<br>% |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------------------|------------|------------|-------------|------------------------|
| 1     | Présidence de la République                                                                                       |             |                              |            |            |             |                        |
| 3     | Assemblée Nationale                                                                                               |             |                              |            |            |             |                        |
| 4     | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Médias                                                                     |             |                              |            |            |             |                        |
| 5     | Cour Suprême                                                                                                      |             |                              |            |            |             |                        |
| 7     | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   | 7 197 125   | 4 678 131                    | 18 500 000 |            | 18 500 000  | 157%                   |
| 8     | Ministère de la Communication                                                                                     |             |                              |            |            |             |                        |
| 9     | Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora |             |                              |            |            |             |                        |
| 10    | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | 8 282 714   | 150 000                      | 8 950 000  | 3 500 000  | 12 450 000  | 50%                    |
| 11    | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           |             |                              |            |            |             |                        |
| 12    | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     | 3 525 000   | 2 291 250                    | 4 500 000  |            | 4 500 000   | 28%                    |
| 13    | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  | 931 107     | 572 720                      | 1 500 000  |            | 1 500 000   | 61%                    |
| 14    | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  |             |                              |            |            |             |                        |
| 15    | Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique                                                     | 7 390 000   | 4 948 000                    | 5 650 000  | 2 500 000  | 8 150 000   | 10%                    |
| 16    | Ministère de la Santé Publique                                                                                    | 18 000 000  | 11 850 000                   | 11 000 000 |            | 11 000 000  | -39%                   |
| 17    | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        | 2 000 000   | 1 300 000                    | 2 500 000  |            | 2 500 000   | 25%                    |
| 18    | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          | 34 728 898  | 28 705 413                   | 5 000 000  | 35 000 000 | 40 000 000  | 15%                    |
| 19    | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              | 18 148 716  | 12 431 665                   | 3 500 000  | 6 000 000  | 9 500 000   | -48%                   |
| 20    | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  | 1 522 222   |                              | 550 000    | 1 500 000  | 2 050 000   | 35%                    |
| 22    | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  | 300 000     | 30 786 150                   | 7 524 912  | 19 500 000 | 27 024 912  | -30%                   |
| 23    | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   |             | 195 000                      | 500 000    |            | 500 000     | 67%                    |
| 24    | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   |             |                              | 350 000    |            | 350 000     |                        |
| 25    | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        |             |                              | 350 000    | 2 500 000  | 2 850 000   |                        |
| 26    | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                                             | 18 836 535  | 2 600 000                    | 7 000 000  | 18 500 000 | 25 500 000  | 35%                    |
| 27    | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         | 3 000 000   | 4 150 000                    | 500 000    | 2 500 000  | 3 000 000   | 0%                     |
| 28    | Réformes                                                                                                          |             |                              |            |            |             |                        |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         | 1 500 000   | 975 000                      | 3 500 000  | 1 000 000  | 4 500 000   | 200%                   |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Énergie                                                                              | 25 200 000  | 23 038 670                   | 1 000 000  | 10 000 000 | 11 000 000  | -56%                   |
| 42    | Conseil Economique et social<br>Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                   |             |                              | 1 000 000  | 2 500 000  | 3 500 000   |                        |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    | 2 000 000   | 1 400 000                    | 1 000 000  | 5 600 000  | 6 600 000   | 230%                   |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        |             |                              |            |            |             |                        |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        |             |                              |            |            |             |                        |
| 88    | Dépenses Communes                                                                                                 |             |                              |            |            |             |                        |
|       | Total                                                                                                             | 191 319 316 | 130 072 000                  | 84 374 912 |            | 194 974 912 | 2%                     |



TABLEAU VII : RECAPITULATIF DES DEPENSES COURANTES PAR INSTITUTIONS ET MINISTERES (en milliers de F CFA)

جدول VII: تلخيص النفقات على أساس المؤسسات والوزارات

| SECT | INSTITUTIONS / MINISTERES                                                                                                | LF 2018     | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019   | ECARTS       | %     |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|-------------|--------------|-------|
| 1    | <b>Présidence de la République</b>                                                                                       | 20 081 200  | 6 150 479                 | 20 186 914  | 105 714      | 1%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 11 862 930  | 826 672                   | 10 939 510  | - 923 420    | -8%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 917 657     | 917 657                   | 1 954 657   | 1 037 000    | 113%  |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 4 248 118   | 4 106 129                 | 5 418 118   | 1 170 000    | 28%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | 3 052 495   | 300 021                   | 1 874 629   | - 1 177 866  | -39%  |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | 3 052 495   | 300 021                   | 1 874 629   | - 1 177 866  | -39%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 3    | <b>Assemblée Nationale</b>                                                                                               | 14 685 000  | 9 427 149                 | 15 701 175  | 1 016 175    | 7%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 5 030 556   | 4 399 472                 | 5 662 066   | 631 510      | 13%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 6 615 335   | 3 508 123                 | 7 000 000   | 384 665      | 6%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 2 525 250   | 1 262 625                 | 2 525 250   | -            | 0%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | 513 859     | 256 930                   | 513 859     | -            | 0%    |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | 513 859     | 256 930                   | 513 859     | -            | 0%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 4    | <b>Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Médias</b>                                                                     | 381 737     | 297 629                   | 560 975     | 179 238      | 47%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 281 652     | 247 587                   | 330 890     | 49 238       | 17%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 70 000      | 35 000                    | 100 000     | 30 000       | 43%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 30 085      | 15 043                    | 30 085      | -            | 0%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 5    | <b>Cour Suprême</b>                                                                                                      | 1 226 557   | 1 068 094                 | 2 020 131   | 793 574      | 65%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 1 111 398   | 1 010 514                 | 1 352 485   | 241 087      | 22%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 102 159     | 51 080                    | 360 500     | 258 341      | 253%  |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 13 000      | 6 500                     | 163 000     | 150 000      | 1154% |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | -           | -                         | 144 146     | 144 146      | -     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | -           | -                         | 144 146     | 144 146      | -     |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 7    | <b>Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement</b>                                                   | 10 462 565  | 6 710 639                 | 22 188 756  | 11 726 191   | 112%  |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 788 744     | 576 932                   | 795 910     | 7 166        | 1%    |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 372 700     | 301 444                   | 450 430     | 77 730       | 21%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 1 261 580   | 1 154 132                 | 1 600 000   | 338 420      | 27%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | 8 039 541   | 4 678 131                 | 19 342 416  | 11 302 875   | 141%  |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | 842 416     | -                         | 842 416     | -            | 0%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | 7 197 125   | 4 678 131                 | 18 500 000  | 11 302 875   | 157%  |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 8    | <b>Ministère de la Communication</b>                                                                                     | -           | -                         | 2 064 982   | 2 064 982    | -     |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | -           | -                         | 1 143 557   | 1 143 557    | -     |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | -           | -                         | 180 000     | 180 000      | -     |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | -           | -                         | 265 000     | 265 000      | -     |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | -           | -                         | 476 425     | 476 425      | -     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | -           | -                         | 476 425     | 476 425      | -     |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 9    | <b>Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora</b> | 14 747 489  | 10 499 486                | 17 471 085  | 2 723 596    | 18%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 10 346 376  | 7 379 720                 | 10 374 442  | 28 066       | 0%    |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 4 090 605   | 3 119 766                 | 3 628 323   | - 462 282    | -11%  |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 100 000     | -                         | 100 000     | -            | 0%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | 210 508     | -                         | 3 368 320   | 3 157 812    | 1500% |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | 210 508     | -                         | 3 368 320   | 3 157 812    | 1500% |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 10   | <b>Ministère des Finances et du Budget</b>                                                                               | 158 778 557 | 76 438 246                | 111 659 386 | - 47 119 171 | -30%  |
|      | Titre I - Charges financières de la dette                                                                                | 123 422 410 | 23 960 275                | 77 000 000  | - 46 422 410 | -38%  |
|      | Intérêts Intérieur                                                                                                       | 24 843 513  | -                         | 55 000 000  | 30 156 487   | 121%  |
|      | Intérêts Extérieur                                                                                                       | 98 578 897  | -                         | 22 000 000  | - 76 578 897 | -78%  |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                                         | 14 511 956  | 9 119 793                 | 12 969 301  | - 1 542 655  | -11%  |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                                               | 2 123 660   | 3 232 917                 | 2 277 472   | 153 812      | 7%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                                        | 7 005 504   | 4 619 514                 | 3 905 504   | - 3 100 000  | -44%  |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                                                       | 11 715 027  | 29 796 983                | 15 507 109  | - 3 792 082  | -32%  |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                                         | 3 432 313   | 5 708 764                 | 3 057 109   | - 375 204    | -11%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                                         | 8 282 714   | 150 000                   | 12 450 000  | 4 167 286    | 50%   |
|      | Dons/Prêts/                                                                                                              | -           | -                         | -           | -            | -     |
|      |                                                                                                                          | -           | 3 108 764                 | 3 500 000   | 3 500 000    | -     |

| SECT | INSTITUTIONS / MINISTERES                                                                        | LF 2018                                             | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019  | ECARTS      | %          |       |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------|------------|-------------|------------|-------|
| 11   | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                          | وزارة الوظيفة العامة والعمل والحوار الاجتماعي       | 1 852 251                 | 847 376    | 2 004 427   | 152 176    | 8%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 1 152 251                 | 764 838    | 1 054 427   | 97 824     | -8%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 600 000                   | 57 538     | 700 000     | 100 000    | 17%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 100 000                   | 25 000     | 100 000     | -          | 0%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | -                         | -          | 150 000     | 150 000    |       |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | -                         | -          | 150 000     | 150 000    |       |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | -                         | -          | -           | -          |       |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | -                         | -          | -           | -          |       |
| 12   | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                    | وزارة العدل وحقوق الإنسان                           | 11 087 725                | 7 805 232  | 16 750 715  | 5 662 990  | 51%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 4 893 333                 | 4 226 722  | 6 167 272   | 1 273 939  | 26%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 2 300 006                 | 886 410    | 2 619 006   | 319 000    | 14%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 200 850                   | 200 850    | 200 850     | -          | 0%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 3 693 536                 | 2 491 250  | 7 763 587   | 4 070 051  | 110%  |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 168 536                   | 200 000    | 3 263 587   | 3 095 051  | 1836% |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | 3 525 000                 | 2 291 250  | 4 500 000   | 975 000    | 28%   |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | 2 291 250                 | 4 500 000  | 4 500 000   | -          |       |
| 13   | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale | وزارة إدارة الأراضي والأمن العام والحكم المحلي      | 52 342 585                | 35 203 938 | 88 071 192  | 35 728 608 | 68%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 43 320 431                | 30 130 209 | 42 331 689  | 988 742    | -2%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 4 065 631                 | 2 143 879  | 7 000 000   | 2 934 369  | 72%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 3 273 475                 | 2 351 464  | 36 673 475  | 33 400 000 | 1020% |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 1 683 048                 | 578 386    | 2 066 028   | 382 980    | 23%   |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 751 941                   | 5 666      | 566 028     | 185 913    | -25%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | 931 107                   | 572 720    | 1 500 000   | 568 893    | 61%   |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | 572 720                   | 1 500 000  | 1 500 000   | -          |       |
| 14   | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                 | وزارة الدفاع الوطني والمحاربين القدامى وضحايا الحرب | 104 453 332               | 84 292 046 | 126 535 338 | 22 082 006 | 21%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 83 374 113                | 61 016 134 | 95 149 838  | 11 775 725 | 14%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 17 943 719                | 22 072 981 | 25 000 000  | 7 056 281  | 39%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 447 500                   | 165 106    | 697 500     | 250 000    | 56%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 2 688 000                 | 1 037 824  | 5 688 000   | 3 000 000  | 112%  |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 2 688 000                 | 1 037 824  | 5 688 000   | 3 000 000  | 112%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | -                         | -          | -           | -          |       |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | -                         | -          | -           | -          |       |
| 15   | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                    | وزارة التربية الوطنية وترقية المواطنة               | 119 807 686               | 77 892 908 | 121 362 383 | 1 554 697  | 1%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 106 015 342               | 70 131 694 | 100 488 585 | 5 526 757  | -5%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 2 588 934                 | 1 114 673  | 6 553 934   | 3 965 000  | 153%  |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 1 571 850                 | 785 925    | 1 500 000   | 71 850     | -5%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 9 631 560                 | 5 860 616  | 12 819 864  | 3 188 304  | 33%   |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 2 241 560                 | 912 616    | 4 669 864   | 2 428 304  | 108%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | 7 390 000                 | 4 948 000  | 8 150 000   | 760 000    | 10%   |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | 2 925 000                 | 5 650 000  | 5 650 000   | -          |       |
|      |                                                                                                  | -                                                   | 2 023 000                 | 2 500 000  | 2 500 000   | -          |       |
| 16   | Ministère de la Santé Publique                                                                   | وزارة الصحة العامة                                  | 63 572 054                | 37 259 970 | 67 135 351  | 3 563 297  | 6%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 26 866 382                | 18 411 003 | 25 786 250  | 1 080 132  | -4%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 8 279 371                 | 2 067 929  | 14 934 903  | 6 655 532  | 80%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 7 610 793                 | 4 354 158  | 9 310 793   | 1 700 000  | 22%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 20 815 508                | 12 426 881 | 17 103 405  | 3 712 103  | -18%  |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 2 815 508                 | 576 881    | 6 103 405   | 3 287 897  | 117%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | 18 000 000                | 11 850 000 | 11 000 000  | 7 000 000  | -39%  |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | 15 000 000                                          | 9 750 000                 | 11 000 000 | 4 000 000   | -27%       |       |
|      |                                                                                                  | 3 000 000                                           | 2 100 000                 | -          | 3 000 000   | -100%      |       |
| 17   | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale       | وزارة المرأة وحماية الطفولة والتضامن الوطني         | 6 944 246                 | 4 377 230  | 7 872 340   | 928 093    | 13%   |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 3 863 196                 | 2 785 901  | 3 912 166   | 48 970     | 1%    |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 761 085                   | 291 329    | 910 959     | 149 874    | 20%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 75 000                    | -          | 329 000     | 254 000    | 339%  |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 2 244 965                 | 1 300 000  | 2 720 215   | 475 250    | 21%   |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 244 965                   | -          | 220 215     | 24 750     | -10%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | 2 000 000                 | 1 300 000  | 2 500 000   | 500 000    | 25%   |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | 1 300 000                 | 2 500 000  | 2 500 000   | -          |       |
| 18   | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                         | وزارة الإنتاج، والري والمعدات الزراعية              | 58 769 290                | 40 327 666 | 61 963 464  | 3 194 175  | 5%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | الباب الثاني- نفقات العاملين                        | 3 220 981                 | 2 275 581  | 3 158 401   | 62 580     | -2%   |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | الباب الثالث- نفقات الأصول والخدمات                 | 1 261 971                 | 251 096    | 2 299 830   | 1 037 859  | 82%   |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | الباب الرابع- نفقات الحوالات                        | 12 054 850                | 6 564 753  | 11 494 850  | 560 000    | -5%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | الباب الخامس- نفقات الاستثمارات                     | 42 231 488                | 31 236 237 | 45 010 383  | 2 778 895  | 7%    |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | الاستثمارات الداخلية                                | 7 502 590                 | 2 530 823  | 5 010 383   | 2 492 207  | -33%  |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | الاستثمارات الخارجية                                | 34 728 898                | 28 705 413 | 40 000 000  | 5 271 102  | 15%   |
|      | Dons/Prêts/                                                                                      | -                                                   | 16 398 783                | 5 000 000  | 5 000 000   | -          |       |
|      |                                                                                                  | -                                                   | 12 306 630                | 35 000 000 | 35 000 000  | -          |       |

| SECT | INSTITUTIONS / MINISTERES                                                                        | LF 2018    | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019  | ECARTS       | %       |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------------------|------------|--------------|---------|
| 19   | Ministère de l'Élevage et de la Productions Animales                                             | 25 455 650 | 26 936 340                | 25 046 774 | - 408 876    | -2%     |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 2 049 379  | 1 450 963                 | 2 012 859  | - 36 520     | -2%     |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 207 185    | 8 214                     | 413 401    | 206 216      | 100%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 1 766 627  | 857 090                   | 1 892 687  | 126 060      | 7%      |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 21 432 459 | 24 620 073                | 20 727 828 | - 704 631    | -3%     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 3 283 743  | 12 188 408                | 11 227 828 | 7 944 085    | 242%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | 18 148 716 | 12 431 665                | 9 500 000  | - 8 648 716  | -48%    |
|      | Dons/                                                                                            | -          | 3 541 665                 | 3 500 000  | 3 500 000    |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | 8 890 000                 | 6 000 000  | 6 000 000    |         |
| 20   | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé | 10 981 746 | 1 488 274                 | 11 172 169 | 190 424      | 2%      |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 1 380 900  | 116 822                   | 1 387 491  | 6 591        | 0%      |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 733 617    | 180 101                   | 528 938    | - 204 679    | -28%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 3 177 500  | 193 705                   | 2 227 500  | - 950 000    | -30%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 5 689 729  | 997 646                   | 7 028 240  | 1 338 511    | 24%     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 4 167 507  | 997 646                   | 4 978 240  | 810 733      | 19%     |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | 1 522 222  | -                         | 2 050 000  | 527 778      | 35%     |
|      | Dons/                                                                                            | -          | -                         | 550 000    | 550 000      |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | -                         | 1 500 000  | 1 500 000    |         |
| 22   | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                 | 71 108 971 | 51 435 065                | 61 581 692 | - 9 527 279  | -13%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 1 557 783  | 1 105 582                 | 1 315 484  | - 242 299    | -16%    |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 100 000    | 110 904                   | 210 000    | 110 000      | 110%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 858 500    | 417 657                   | 1 075 790  | 217 290      | 25%     |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 68 592 688 | 49 800 922                | 58 980 418 | - 9 612 270  | -14%    |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 29 835 688 | 19 014 772                | 31 955 506 | 2 119 818    | 7%      |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | 38 757 000 | 30 786 150                | 27 024 912 | - 11 732 088 | -30%    |
|      | Dons/                                                                                            | -          | 1 681 550                 | 7 524 912  | 7 524 912    |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | 29 104 600                | 19 500 000 | 19 500 000   |         |
| 23   | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                  | 5 946 259  | 4 256 699                 | 7 445 989  | 1 499 730    | 25%     |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 5 266 406  | 3 656 768                 | 5 161 410  | - 104 996    | -2%     |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 100 000    | 79 369                    | 554 500    | 454 500      | 455%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 269 853    | 252 563                   | 240 000    | - 29 853     | -11%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 310 000    | 268 000                   | 1 490 079  | 1 180 079    | 381%    |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 10 000     | 73 000                    | 990 079    | 980 079      | 9801%   |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | 300 000    | 195 000                   | 500 000    | 200 000      | 67%     |
|      | Dons/                                                                                            | -          | 195 000                   | 500 000    | 500 000      |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | -                         | -          | -            |         |
| 24   | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                  | 738 281    | 253 015                   | 1 764 857  | 1 026 576    | 139%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 319 884    | 253 015                   | 347 643    | 27 759       | 9%      |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 200 000    | -                         | 290 000    | 90 000       | 45%     |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 50 397     | -                         | 650 000    | 599 603      | 1190%   |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 168 000    | -                         | 477 214    | 309 214      | 184%    |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 168 000    | -                         | 127 214    | - 40 786     | -24%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | -          | -                         | 350 000    | 350 000      |         |
|      | Dons/                                                                                            | -          | -                         | 350 000    | 350 000      |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | -                         | -          | -            |         |
| 25   | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication       | 4 286 976  | 1 372 174                 | 3 796 996  | - 489 980    | -11%    |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 1 508 256  | 2 462                     | 325 163    | - 1 183 093  | -78%    |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 280 000    | 18 000                    | 100 000    | - 180 000    | -64%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 515 000    | 116 250                   | 250 000    | - 265 000    | -51%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 1 983 720  | 1 235 462                 | 3 121 833  | 1 138 113    | 57%     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 1 983 720  | 1 235 462                 | 271 833    | - 1 711 887  | -86%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | -          | -                         | 2 850 000  | 2 850 000    |         |
|      | Dons/                                                                                            | -          | -                         | 350 000    | 350 000      |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | -                         | 2 500 000  | 2 500 000    |         |
| 26   | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                            | 29 430 923 | 8 469 639                 | 46 554 415 | 17 123 491   | 58%     |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 3 856 522  | 2 872 623                 | 3 976 314  | 119 792      | 3%      |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 1 096 723  | 494 307                   | 1 596 723  | 500 000      | 46%     |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 744 032    | 350 000                   | 794 032    | 50 000       | 7%      |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 23 733 646 | 4 752 709                 | 40 187 346 | 16 453 700   | 69%     |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 4 897 112  | 2 152 709                 | 14 687 346 | 9 790 234    | 200%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | 18 836 535 | 2 600 000                 | 25 500 000 | 6 663 465    | 35%     |
|      | Dons/                                                                                            | -          | 2 600 000                 | 7 000 000  | 7 000 000    | #DIV/0! |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | -                         | 18 500 000 | 18 500 000   | #DIV/0! |
| 27   | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                        | 20 894 325 | 17 339 964                | 31 542 378 | 10 648 053   | 51%     |
|      | Titre II - Dépenses de personnel                                                                 | 5 154 867  | 3 847 616                 | 5 462 696  | 307 829      | 6%      |
|      | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                       | 100 000    | 101 933                   | 355 250    | 255 250      | 255%    |
|      | Titre IV - Dépenses de transferts                                                                | 8 356 713  | 7 951 102                 | 19 956 713 | 11 600 000   | 139%    |
|      | Titre V - Dépenses investissements                                                               | 7 282 745  | 5 439 314                 | 5 767 719  | - 1 515 026  | -21%    |
|      | S/Titre V Investissements int...                                                                 | 4 282 745  | 1 289 314                 | 2 767 719  | - 1 515 026  | -35%    |
|      | S/Titre V Investissements ext...                                                                 | 3 000 000  | 4 150 000                 | 3 000 000  | -            | 0%      |
|      | Dons/                                                                                            | -          | 650 000                   | 500 000    | 500 000      |         |
|      | Prêts/                                                                                           | -          | 3 500 000                 | 2 500 000  | 2 500 000    |         |



| SECT. | INSTITUTIONS / MINISTERES                                                                 | LF 2018     | Réalisation Fin Sept 2018 | P/LF 2019   | ECARTS       | %     |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|-------------|--------------|-------|
| 28    | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                   | 2 383 421   | 1 061 470                 | 2 591 383   | 207 963      | 9%    |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 1 551 714   | 762 478                   | 1 302 035   | - 249 679    | -16%  |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 218 751     | 108 492                   | 325 314     | 106 563      | 49%   |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | 570 000     | 190 500                   | 821 091     | 251 091      | 44%   |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | 42 956      | -                         | 142 944     | 99 989       | 233%  |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | 42 956      | -                         | 142 944     | 99 989       | 233%  |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 31    | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme | 4 592 329   | 2 677 546                 | 13 879 855  | 9 287 526    | 202%  |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 1 602 715   | 1 001 409                 | 1 388 967   | - 213 748    | -13%  |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 205 012     | 15 316                    | 184 511     | - 20 501     | -10%  |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | 2 784 602   | 1 660 821                 | 12 306 377  | 9 521 775    | 342%  |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | 1 284 602   | 685 821                   | 7 806 377   | 6 521 775    | 508%  |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | 1 500 000   | 975 000                   | 4 500 000   | 3 000 000    | 200%  |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | 3 500 000   | 3 500 000    | -     |
|       |                                                                                           | -           | -                         | 1 000 000   | 1 000 000    | -     |
| 33    | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                      | 31 879 731  | 19 959 892                | 16 312 123  | - 15 567 609 | -49%  |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 548 095     | 446 855                   | 612 383     | 64 288       | 12%   |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 524 390     | 154 459                   | 367 073     | - 157 317    | -30%  |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | 3 640 000   | 1 420 000                 | 2 684 000   | - 956 000    | -26%  |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | 27 167 246  | 17 938 578                | 12 648 667  | - 14 518 579 | -53%  |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | 1 967 246   | 308 578                   | 1 648 667   | - 318 579    | -16%  |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | 25 200 000  | 23 038 670                | 11 000 000  | - 14 200 000 | -56%  |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | 130 000                   | 1 000 000   | 1 000 000    | -     |
|       |                                                                                           | -           | 22 908 670                | 10 000 000  | 10 000 000   | -     |
| 40    | Conseil Economique et social                                                              | 339 054     | 115 108                   | 474 981     | 135 927      | 40%   |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 240 054     | 115 108                   | 263 281     | 23 227       | 10%   |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 90 000      | -                         | 92 700      | 2 700        | 3%    |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | 9 000       | -                         | 9 000       | -            | 0%    |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | -           | -                         | 110 000     | 110 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | -           | -                         | 110 000     | 110 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 42    | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                           | 351 501     | 986 141                   | 4 378 631   | 4 027 130    | 1146% |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 251 500     | 971 068                   | 120 631     | - 130 869    | -52%  |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 100 001     | 15 074                    | 400 000     | 299 999      | 300%  |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | -           | -                         | 3 858 000   | 3 858 000    | -     |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | -           | -                         | 358 000     | 358 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | -           | -                         | 3 500 000   | 3 500 000    | -     |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | 1 000 000   | 1 000 000    | -     |
|       |                                                                                           | -           | -                         | 2 500 000   | 2 500 000    | -     |
| 43    | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                            | 3 115 504   | 1 406 663                 | 7 231 703   | 4 116 200    | 132%  |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 64 743      | 6 663                     | 219 593     | 154 850      | 239%  |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 150 000     | -                         | 182 110     | 32 110       | 21%   |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | 2 900 761   | 1 400 000                 | 6 730 000   | 3 829 239    | 132%  |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | 900 761     | -                         | 130 000     | - 770 761    | -86%  |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | 2 000 000   | 1 400 000                 | 6 600 000   | 4 600 000    | 230%  |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | 1 000 000   | 1 000 000    | -     |
|       |                                                                                           | -           | 1 400 000                 | 5 600 000   | 5 600 000    | -     |
| 49    | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                | -           | -                         | 900 000     | 900 000      | -     |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | -           | -                         | 600 000     | 600 000      | -     |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | -           | -                         | 200 000     | 200 000      | -     |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 50    | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                | -           | -                         | 494 000     | 494 000      | -     |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | -           | -                         | 134 000     | 134 000      | -     |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | -           | -                         | 200 000     | 200 000      | -     |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | -           | -                         | 60 000      | 60 000       | -     |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | -           | -                         | 100 000     | 100 000      | -     |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | -           | -            | -     |
| 88    | Dépenses Communes                                                                         | 92 264 877  | 61 347 776                | 61 258 439  | - 31 006 438 | -34%  |
|       | Titre II - Dépenses de personnel                                                          | 12 007 541  | 9 510 146                 | 3 753 261   | - 8 254 280  | -69%  |
|       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                | 30 801 488  | 19 197 010                | 27 029 467  | - 3 772 021  | -12%  |
|       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                         | 51 524 523  | 38 170 935                | 25 925 762  | - 25 598 761 | -50%  |
|       | Titre V - Dépenses investissements                                                        | 5 711 225   | 873 071                   | 4 549 948   | - 1 161 277  | -20%  |
|       | S/Titre V Investissements int...                                                          | 5 711 225   | 873 071                   | 4 549 948   | - 1 161 277  | -20%  |
|       | S/Titre V Investissements ext...                                                          | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Dons/Prêts/                                                                               | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       |                                                                                           | -           | -                         | -           | -            | -     |
|       | Total                                                                                     | 950 741 721 | 602 498 219               | 979 975 000 | 29 233 279   | 3%    |

## TABLEAU VIII : DETTE PUBLIQUE (en milliers de F CFA)

| LIBELLES                                         | الصبغة                          | LF 2018            | Réalisation Fin<br>Sept 2018 | P/LF 2019          | ECARTS               |             |
|--------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|----------------------|-------------|
|                                                  |                                 |                    |                              |                    | MONTANT              | %           |
| <b>Titre I - Charges financières de la dette</b> | الباب I - التكلفة المالية للقرض | 123 422 410        | 23 960 000                   | 77 000 000         | - 46 422 410         | -38%        |
| Intérêts Intérieur                               | الفائدة الداخلية                | 24 843 513         | 20 164 000                   | 22 000 000         | - 2 843 513          | -11%        |
| Intérêts Extérieur                               | الفائدة الخارجية                | 98 578 897         | 3 796 000                    | 55 000 000         | - 43 578 897         | -44%        |
| dont Glencore                                    | الذي<br>Glencore                | 84 000 000         | -                            | 43 000 000         | - 41 000 000         | -49%        |
| <b>AMORTISSEMENT</b>                             | إهلاك                           | 392 291 714        | 29 797 000                   | 126 580 000        | - 265 711 714        | -68%        |
| Intérêts Intérieur                               | الفائدة الداخلية                | 180 904 812        | 13 494 000                   | 29 580 000         | - 151 324 812        | -84%        |
| Intérêts Extérieur                               | الفائدة الخارجية                | 211 386 902        | 16 303 000                   | 97 000 000         | - 114 386 902        | -54%        |
| dont Glencore                                    | الذي<br>Glencore                | 150 000 000        | -                            | 35 000 000         | - 115 000 000        | -77%        |
| <b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>                      | <b>مجموع الدين العام</b>        | <b>515 714 124</b> | <b>53 757 000</b>            | <b>203 580 000</b> | <b>- 312 134 124</b> | <b>-61%</b> |

TABLEAU IX : RECAPITULATIF DES DEPENSES COURANTES PAR INSTITUTIONS ET MINISTÈRES

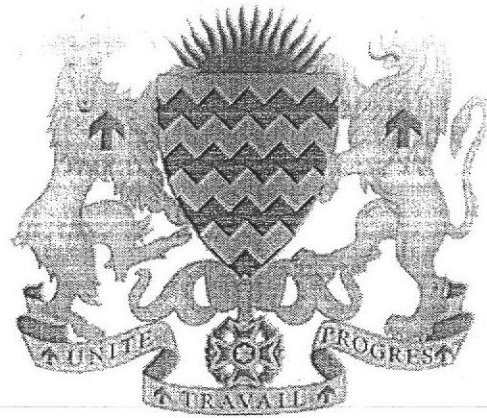
جدول VIII: تلخيص النفقات على أساس المؤسسات والوزارات

| Sect.        | LIBELLES                                                                                                          | Titre I - Charges financières de la dette |                    | Titre II - Dépenses de personnel | Titre III - Dépenses des Biens et Services | Titre IV - Dépenses de transferts | Titre V - Dépenses investissements |                            | TOTAL       |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|----------------------------|-------------|
|              |                                                                                                                   | Intérêts                                  | Intérêts Extérieur |                                  |                                            |                                   | Investissements intérieurs         | Investissements extérieurs |             |
| 1            | Présidence de la République                                                                                       |                                           |                    | 10 939 510                       | 1 954 657                                  | 5 418 118                         | 1 874 629                          | -                          | 20 186 914  |
| 3            | Assemblée Nationale                                                                                               |                                           |                    | 5 662 066                        | 7 000 000                                  | 2 525 250                         | 513 859                            | -                          | 15 701 175  |
| 4            | Haute Autorité de l'Audiovisuel et des Média                                                                      |                                           |                    | 330 890                          | 100 000                                    | 30 085                            | 100 000                            | -                          | 560 975     |
| 5            | Cour Suprême                                                                                                      |                                           |                    | 1 352 485                        | 360 500                                    | 163 000                           | 144 146                            | -                          | 2 020 131   |
| 7            | Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement                                                   |                                           |                    | 795 910                          | 450 430                                    | 1 600 000                         | 842 416                            | 18 500 000                 | 22 188 756  |
| 8            | Ministère de la Communication                                                                                     |                                           |                    | 1 143 557                        | 180 000                                    | 265 000                           | 476 425                            | -                          | 2 064 982   |
| 9            | Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Coopération Internationale et de la Diaspora |                                           |                    | 10 374 442                       | 3 628 323                                  | 100 000                           | 3 368 320                          | -                          | 17 471 085  |
| 10           | Ministère des Finances et du Budget                                                                               | 22 000 000                                | 55 000 000         | 12 989 301                       | 2 277 472                                  | 3 905 504                         | 3 057 109                          | 12 450 000                 | 111 659 386 |
| 11           | Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue Social                                                           |                                           |                    | 1 054 427                        | 700 000                                    | 100 000                           | 150 000                            | -                          | 2 004 427   |
| 12           | Ministère de la Justice et des Droits Humains                                                                     |                                           |                    | 6 167 272                        | 2 619 006                                  | 200 850                           | 3 263 587                          | 4 500 000                  | 16 750 715  |
| 13           | Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale                  |                                           |                    | 42 331 689                       | 7 000 000                                  | 36 673 475                        | 566 028                            | 1 500 000                  | 88 071 192  |
| 14           | Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et Victimes de guerre                                  |                                           |                    | 95 149 838                       | 25 000 000                                 | 697 500                           | 5 688 000                          | -                          | 126 535 338 |
| 15           | Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique                                                     |                                           |                    | 100 488 585                      | 6 553 934                                  | 1 500 000                         | 4 669 864                          | 8 150 000                  | 121 362 383 |
| 16           | Ministère de la Santé Publique                                                                                    |                                           |                    | 25 786 250                       | 14 934 903                                 | 9 310 793                         | 6 103 405                          | 11 000 000                 | 67 135 351  |
| 17           | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale                        |                                           |                    | 3 912 166                        | 910 959                                    | 329 000                           | 220 215                            | 2 500 000                  | 7 872 340   |
| 18           | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                                          |                                           |                    | 3 158 401                        | 2 299 830                                  | 11 494 850                        | 5 010 383                          | 40 000 000                 | 61 963 464  |
| 19           | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                                              |                                           |                    | 2 012 859                        | 413 401                                    | 1 892 687                         | 11 227 828                         | 9 500 000                  | 25 046 774  |
| 20           | Ministère des Mines, du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé                  |                                           |                    | 1 387 491                        | 528 938                                    | 2 227 500                         | 4 978 240                          | 2 050 000                  | 11 172 169  |
| 22           | Ministère des Infrastructures, du Transport et du Désenclavement                                                  |                                           |                    | 1 315 484                        | 210 000                                    | 1 075 790                         | 31 955 506                         | 27 024 912                 | 61 581 692  |
| 23           | Ministère de la Promotion des Jeunes, des Sports et de l'Emploi                                                   |                                           |                    | 5 161 410                        | 554 500                                    | 240 000                           | 990 079                            | 500 000                    | 7 445 989   |
| 24           | Développement Touristique, Culture et Artisanat                                                                   |                                           |                    | 347 643                          | 290 000                                    | 650 000                           | 127 214                            | 350 000                    | 1 764 857   |
| 25           | Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication                        |                                           |                    | 325 163                          | 100 000                                    | 250 000                           | 271 833                            | 2 850 000                  | 3 796 996   |
| 26           | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la pêche                                                             |                                           |                    | 3 976 314                        | 1 596 723                                  | 794 032                           | 14 687 346                         | 25 500 000                 | 46 554 415  |
| 27           | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation                                         |                                           |                    | 5 462 696                        | 355 250                                    | 19 956 713                        | 2 767 719                          | 3 000 000                  | 31 542 378  |
| 28           | Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Réformes                                                           |                                           |                    | 1 302 035                        | 325 314                                    | 821 091                           | 142 944                            | -                          | 2 591 383   |
| 31           | Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme                         |                                           |                    | 1 388 967                        | 184 511                                    | -                                 | 7 806 377                          | 4 500 000                  | 13 879 855  |
| 33           | Ministère du Pétrole et de l'Energie                                                                              |                                           |                    | 612 383                          | 367 073                                    | 2 684 000                         | 1 648 667                          | 11 000 000                 | 16 312 123  |
| 40           | Conseil Economique et social                                                                                      |                                           |                    | 263 281                          | 92 700                                     | 9 000                             | 110 000                            | -                          | 474 981     |
| 42           | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                                                   |                                           |                    | 120 631                          | 400 000                                    | -                                 | 358 000                            | 3 500 000                  | 4 378 631   |
| 43           | Ministère de l'Aviation Civile et de la Météorologie Nationale                                                    |                                           |                    | 219 593                          | 182 110                                    | 100 000                           | 130 000                            | 6 600 000                  | 7 231 703   |
| 49           | Haut Conseil des Collectivités Autonomes et des Chefferies Traditionnelles                                        |                                           |                    | 600 000                          | 200 000                                    | -                                 | 100 000                            | -                          | 900 000     |
| 50           | Commission Nationale des Droits de l'Homme                                                                        |                                           |                    | 134 000                          | 200 000                                    | 60 000                            | 100 000                            | -                          | 494 000     |
| 88           | Dépenses Communes                                                                                                 |                                           |                    | 3 753 261                        | 27 029 467                                 | 25 925 762                        | 4 549 948                          | -                          | 61 258 439  |
| <b>Total</b> |                                                                                                                   | 22 000 000                                | 55 000 000         | 350 000 000                      | 109 000 000                                | 131 000 000                       | 118 000 088                        | 194 974 912                | 979 975 000 |

TABLEAU X : RECAPITULATIF DES DEPENSES DES MINISTERES SOCIAUX SUR RESSOURCES INTERIEURES (en milliers de F CFA)

| SECT.    | INSTITUTIONS / MINISTERES                                                                  | LF 2018     | Réalisation Fin Sept 2018 | PILF 2019   | ECARTS     | %     |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------|-------------|------------|-------|
| 15       | Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique                              | 112 417 686 | 72 944 908                | 113 212 383 | 794 697    | 1%    |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 106 015 342 | 70 131 694                | 100 488 585 | -          | -5%   |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 2 588 934   | 1 114 673                 | 6 553 934   | 3 965 000  | 153%  |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 1 571 850   | 785 925                   | 1 500 000   | -          | -5%   |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 2 241 560   | 912 616                   | 4 669 864   | 2 428 304  | 108%  |
| 16       | S/Titre V Investissements int...                                                           | 2 241 560   | 912 616                   | 4 669 864   | 2 428 304  | 108%  |
|          | Ministère de la Santé Publique                                                             | 45 572 054  | 25 409 970                | 56 135 351  | 10 563 297 | 23%   |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 26 866 382  | 18 411 003                | 25 786 250  | 1 080 132  | -4%   |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 8 279 371   | 2 067 929                 | 14 934 903  | 6 655 532  | 80%   |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 7 610 793   | 4 354 158                 | 9 310 793   | 1 700 000  | 22%   |
| 17       | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 2 815 508   | 576 881                   | 6 103 405   | 3 287 897  | 117%  |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | 2 815 508   | 576 881                   | 6 103 405   | 3 287 897  | 117%  |
|          | Ministère de la Femme, de la Protection de la Petite Enfance et de la Solidarité Nationale | 4 944 246   | 3 077 230                 | 5 372 340   | 428 093    | 9%    |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 3 863 196   | 2 785 901                 | 3 912 166   | 48 970     | 1%    |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 761 085     | 291 329                   | 910 959     | 149 874    | 20%   |
| 18       | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 75 000      | -                         | 329 000     | 254 000    | 339%  |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 244 965     | -                         | 220 215     | -          | -10%  |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | 244 965     | -                         | 220 215     | -          | -10%  |
|          | Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles                   | 24 040 392  | 11 622 253                | 21 963 464  | 2 076 927  | -9%   |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 3 220 981   | 2 275 581                 | 3 158 401   | 62 580     | -2%   |
| 19       | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 1 261 971   | 251 096                   | 2 299 830   | 1 037 859  | 82%   |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 12 054 850  | 6 564 753                 | 11 494 850  | -          | -5%   |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 7 502 590   | 2 530 823                 | 5 010 383   | -          | -33%  |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | 7 502 590   | 2 530 823                 | 5 010 383   | -          | -33%  |
|          | Ministère de l'Elevage et de la Productions Animales                                       | 7 306 934   | 14 504 675                | 15 546 774  | 8 239 840  | 113%  |
| 26       | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 2 049 379   | 1 450 963                 | 2 012 859   | 36 520     | -2%   |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 207 185     | 8 214                     | 413 401     | 206 216    | 100%  |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 1 766 627   | 857 090                   | 1 892 687   | 126 060    | 7%    |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 3 283 743   | 12 188 408                | 11 227 828  | 7 944 085  | 242%  |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | 3 283 743   | 12 188 408                | 11 227 828  | 7 944 085  | 242%  |
| 42       | Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche                                      | 10 594 389  | 5 869 639                 | 21 054 415  | 10 460 026 | 99%   |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 3 856 522   | 2 872 623                 | 3 976 314   | 119 792    | 3%    |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 1 096 723   | 494 307                   | 1 596 723   | 500 000    | 46%   |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 744 032     | 350 000                   | 794 032     | 50 000     | 7%    |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 4 897 112   | 2 152 709                 | 14 687 346  | 9 790 234  | 200%  |
| 42       | S/Titre V Investissements int...                                                           | 4 897 112   | 2 152 709                 | 14 687 346  | 9 790 234  | 200%  |
|          | Ministère de la Formation Professionnelle et des Petits Métiers                            | 351 501     | 986 141                   | 878 631     | 527 130    | 150%  |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 251 500     | 971 068                   | 120 631     | -          | -52%  |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 100 001     | 15 074                    | 400 000     | 299 999    | 300%  |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | -           | -                         | -           | -          | -     |
| DEPENSES | Titre V - Dépenses investissements                                                         | -           | -                         | 358 000     | 358 000    | -     |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | -           | -                         | 358 000     | 358 000    | -     |
|          | 2018                                                                                       | 205 227 202 | 134 414 816               | 234 163 358 | 28 936 156 | 14,1% |
|          | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 146 123 302 | 98 898 833                | 139 455 206 | 6 668 096  | -5%   |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 14 295 270  | 4 242 621                 | 27 109 749  | 12 814 479 | 90%   |
| DEPENSES | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 23 823 152  | 12 911 926                | 25 321 362  | 1 498 210  | 6%    |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 20 985 478  | 18 361 436                | 42 277 041  | 21 291 564 | 101%  |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | 20 985 478  | 18 361 436                | 42 277 041  | 21 291 564 | 101%  |
|          | 2018                                                                                       | 205 227 202 | 134 414 816               | 234 163 358 | 28 936 156 | 14,1% |
|          | Sept 2018                                                                                  | 146 123 302 | 98 898 833                | 139 455 206 | 6 668 096  | -5%   |
| DEPENSES | Titre II - Dépenses de personnel                                                           | 14 295 270  | 4 242 621                 | 27 109 749  | 12 814 479 | 90%   |
|          | Titre III - Dépenses des Biens et Services                                                 | 23 823 152  | 12 911 926                | 25 321 362  | 1 498 210  | 6%    |
|          | Titre IV - Dépenses de transferts                                                          | 20 985 478  | 18 361 436                | 42 277 041  | 21 291 564 | 101%  |
|          | Titre V - Dépenses investissements                                                         | 20 985 478  | 18 361 436                | 42 277 041  | 21 291 564 | 101%  |
|          | S/Titre V Investissements int...                                                           | 20 985 478  | 18 361 436                | 42 277 041  | 21 291 564 | 101%  |





## ANNEXE V

# TABLEAUX D'EQUILIBRE BUDGETAIRE

(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)

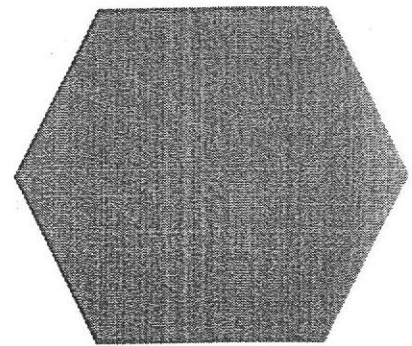


TABLEAU D'EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL (en millions de FCFA)

| LIBELLES                                   | الصيغة                           | LF 2018   | Réalisation<br>Fin Sept 2018 | P/LF<br>2019 | ECARTS   | %    |
|--------------------------------------------|----------------------------------|-----------|------------------------------|--------------|----------|------|
| RECETTES ET DONS                           | إيرادات وعطاءات                  | 851 958   | 506 418                      | 983 003      | 131 045  | 15%  |
| TITRE I - Recettes fiscales                | إيرادات ضريبية                   | 424 809   | 359 560                      | 547 546      | 122 737  | 29%  |
| TITRE II - Dons, legs et fonds de concours | العطاءات وتبرعات                 | 198 869   | -                            | 156 375      | - 42 494 | -21% |
| TITRE III - Cotisations sociales           | المساهمات                        | -         | -                            | -            | -        |      |
| TITRE IV - Autres recettes                 | إيرادات أخرى                     | 228 280   | 146 858                      | 279 082      | 50 802   | 22%  |
| DEPENSES COURANTES                         |                                  | 676 422   | 399 565                      | 667 000      | - 9 423  | -1%  |
| TITRE I - Charges financières de la dette  | التكلفة المالية للقروض           | 123 422   | 23 960                       | 77 000       | - 46 422 | -38% |
| TITRE II - Dépenses de personnel           | الباب الثاني - نفقات             | 354 000   | 239 539                      | 350 000      | - 4 000  | -1%  |
| TITRE III - Dépenses des Biens et Services | الباب الثالث - نفقات             | 87 000    | 60 535                       | 109 000      | 22 000   | 25%  |
| TITRE IV - Dépenses de transferts          | الباب الرابع - نفقات             | 112 000   | 75 531                       | 131 000      | 19 000   | 17%  |
| DEPENSES EN CAPITAL                        |                                  | 274 319   | 171 293                      | 312 975      | 38 656   | 14%  |
| TITRE V : Dépenses d'Investissements       | الباب الخامس - نفقات الاستثمارات | 274 319   | 171 293                      | 312 975      | 38 656   | 14%  |
| SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (hors dons)        | إجمالي الرصيد                    | - 297 653 | - 64 440                     | - 153 347    |          |      |



# CADRAGE BUDGETAIRE DU PLF 2019 (en millions de FCFA)

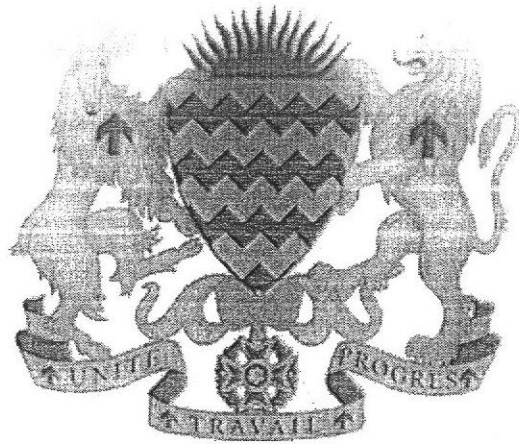
| TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (TOFE) |                                                         | LF 2018 | Réalisation Fin<br>Sept 2018 | P/LF 2019 | ECARTS  | %     |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------|------------------------------|-----------|---------|-------|
| Recettes et dons                                    | عائدات و عطاءات                                         | 851 958 | 506 418                      | 983 003   | 131 045 |       |
| Recettes                                            | العائدات                                                | 653 089 | 506 418                      | 826 628   | 173 539 | 27%   |
| Pétrole                                             | النفط                                                   | 230 319 | 201 296                      | 360 628   | 130 309 | 57%   |
| Fiscales                                            | ضرائب                                                   | 27 769  | 88 548                       | 107 546   | 79 777  | 287%  |
| Impôts sur les sociétés (IS)                        | الضرائب على الشركات                                     | 22 680  | 81 007                       | 94 834    | 72 154  | 318%  |
| Redevances statistiques                             | الضرائب الإحصائية                                       | 5 089   | 7 541                        | 12 712    | 7 623   | 150%  |
| Non-fiscales                                        | غير ضريبي                                               | 202 550 | 112 748                      | 253 082   | 50 532  | 25%   |
| Redevances & participations                         | الضرائب على الإنتاج و ربح الأسهم                        | 188 230 | 89 867                       | 238 000   | 49 770  | 26%   |
| Droit d'accès pipe                                  | رسوم استخدام الأنابيب                                   | 12 320  | 11 104                       | 15 082    | 2 762   | 22%   |
| autres recettes                                     | عائدات أخرى                                             | 2 000   | 11 777                       | -         | 2 000   | -100% |
| Hors pétrole                                        | نفط                                                     | 422 770 | 305 122                      | 466 000   | 43230   | 10%   |
| Fiscales                                            | ضريبي                                                   | 397 040 | 271 012                      | 440 000   | 42 960  | 11%   |
| Impôts                                              | أداء ضريبة                                              | 261 855 | 178 782                      | 300 000   | 38 145  | 15%   |
| Douanes                                             | جمارك                                                   | 120 815 | 86 541                       | 130 000   | 9 185   | 8%    |
| Domaines F                                          | الملكية العقارية                                        | 14 370  | 5 689                        | 10 000    | 4 370   | -30%  |
| Non-fiscales                                        | غير ضريبي                                               | 25 730  | 34 110                       | 26 000    | 270     | 1%    |
| Domaines NF                                         | الملكية العقارية                                        | -       | -                            | 13 000    | 13 000  |       |
| Services administratifs                             | خدمات إدارية                                            | 15 730  | 9 544                        | 8 000     | 7 730   | -49%  |
| Recettes diverses                                   | عائدات متنوعة                                           | 10 000  | 24 566                       | 5 000     | 5 000   | -50%  |
| Dons                                                | عطاءات                                                  | 198 869 | -                            | 156 375   | 42 494  | -21%  |
| Assistance budgétaire                               | مساعدات مالية                                           | 111 000 | -                            | 72 000    | 39 000  | -35%  |
| Dons projets                                        | عطاءات المشروعات                                        | 87 869  | -                            | 84 375    | 3 494   | -4%   |
| Dépenses                                            | تفقات                                                   | 950 742 | 570 858                      | 979 975   | 29 233  | 3%    |
| Courantes                                           | جارية                                                   | 676 422 | 399 565                      | 667 000   | 9 423   | -1%   |
| Interets                                            | فوائد                                                   | 123 422 | 23 960                       | 77 000    | 46 422  | -38%  |
| Intérieurs                                          | داخلية                                                  | 24 844  | 20 164                       | 22 000    | 2 844   | -11%  |
| Extérieurs                                          | خارجية                                                  | 98 579  | 3 796                        | 55 000    | 43 579  | -44%  |
| Salaires                                            | مرتبات                                                  | 354 000 | 239 539                      | 350 000   | 4 000   | -1%   |
| Civil                                               | مدنية                                                   | 270 626 | 178 523                      | 254 850   | 15 776  | -6%   |
| Militaire                                           | عسكرية                                                  | 83 374  | 61 016                       | 95 150    | 11 776  | 14%   |
| Biens et services                                   | أصول و خدمات                                            | 87 000  | 60 535                       | 109 000   | 22 000  | 25%   |
| Civil                                               | مدنية                                                   | 69 056  | 42 259                       | 84 000    | 14 944  | 22%   |
| Militaire                                           | عسكرية                                                  | 17 944  | 18 276                       | 25 000    | 7 056   | 39%   |
| Transferts et subventions                           | تحويلات و مساعدات مالية                                 | 112 000 | 75 531                       | 131 000   | 19 000  | 17%   |
| Investissement                                      | استثمار                                                 | 274 319 | 171 293                      | 312 975   | 38 656  | 14%   |
| Financement intérieur                               | تمويل داخلي                                             | 83 000  | 41 221                       | 118 000   | 35 000  | 42%   |
| Financement extérieur                               | تمويل خارجي                                             | 191 319 | 130 072                      | 194 975   | 3 656   | 2%    |
| Solde globale ( hors dons , base engagement)        | إجمالي الرصيد (عطاءات ممتلئة, أسس الاستخدام)            | -       | 64 440                       | -         | 153 347 |       |
| Solde primaire hors pétrole (hors dons, base eng.)  | الرصيد الأولي غير النفطي (خارج العطاءات, أسس الاستخدام) | -       | 111 704                      | -         | 242 000 |       |
| Solde globale (dons compris, base caisse)           | إجمالي الرصيد (عطاءات ممتلئة, أسس الصندوق)              | -       | 297 653                      | -         | 169 600 |       |

**CADRAGE BUDGETAIRE (en millions de FCFA)**  
(ancienne presentation)

**DEPENSES**

| Nature des dépenses                      | LF 2018          |                                   | P/LF 2019        | ECART            |               |
|------------------------------------------|------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|---------------|
|                                          | Prevision        | Realisation<br>à fin Sept<br>2018 |                  | en millions      | en %          |
| <b>Service de la dette</b>               | <b>515 714</b>   | <b>53 757</b>                     | <b>203 580</b>   | <b>- 312 134</b> | <b>-60,5%</b> |
| intérêts                                 | 123 422          | 23 960                            | 77 000           | - 46 422         | -37,6%        |
| <i>Extérieur</i>                         | 98 579           | 3 796                             | 55 000           | - 43 579         | -44,2%        |
| <i>dont Glencore</i>                     | 84 000           |                                   | 43 000           | - 41 000         | -48,8%        |
| <i>Intérieur</i>                         | 24 844           | 20 164                            | 22 000           | - 2 844          | -11,4%        |
| amortissements                           | 392 292          | 29 797                            | 126 580          | - 265 712        | -67,7%        |
| <i>Extérieur</i>                         | 211 387          | 16 303                            | 97 000           | - 114 387        | -54,1%        |
| <i>dont Glencore</i>                     | 150 000          |                                   | 35 000           | - 115 000        | -77%          |
| <i>Intérieur</i>                         | 180 905          | 13 494                            | 29 580           | - 151 325        | -84%          |
| <b>Personnels</b>                        | <b>354 000</b>   | <b>239 539</b>                    | <b>350 000</b>   | <b>- 4 000</b>   | <b>-1,1%</b>  |
| Civil                                    | 270 626          | 178 523                           | 254 850          | - 15 776         | -5,8%         |
| Militaire                                | 83 374           | 61 016                            | 95 150           | 11 776           | 14,1%         |
| <b>Biens et Services</b>                 | <b>87 000</b>    | <b>60 535</b>                     | <b>109 000</b>   | <b>22 000</b>    | <b>25,3%</b>  |
| Civil                                    | 69 056           | 42 259                            | 84 000           | 14 944           | 21,6%         |
| Militaire                                | 17 944           | 18 276                            | 25 000           | 7 056            | 39,3%         |
| <b>Transferts/Subventions</b>            | <b>112 000</b>   | <b>75 531</b>                     | <b>131 000</b>   | <b>19 000</b>    | <b>17,0%</b>  |
| dont transferts exceptionnels (sécurité) |                  |                                   |                  | -                |               |
| <b>Investissements</b>                   | <b>274 319</b>   | <b>171 293</b>                    | <b>312 975</b>   | <b>38 656</b>    | <b>14,1%</b>  |
| Invest/res intér                         | 83 000           | 41 221                            | 118 000          | 35 000           | 42,2%         |
| Civil                                    | 80 312           | 40 183                            | 112 312          | 32 000           | 39,8%         |
| Militaire                                | 2 688            | 1 038                             | 5 688            | 3 000            | 111,6%        |
| <i>dont fiscalisation des marchés</i>    | 2 000            |                                   | 2 000            | -                | 0,0%          |
| <b>DEPENSES/ressources interieures</b>   | <b>1 151 714</b> | <b>470 583</b>                    | <b>911 580</b>   | <b>- 240 134</b> | <b>-20,9%</b> |
| Dépenses/financement extérieur           | 191 319          | 130 072                           | 194 975          | 3 656            | 1,9%          |
| <b>TOTAL DEPENSES</b>                    | <b>1 343 033</b> | <b>600 655</b>                    | <b>1 106 555</b> | <b>- 236 479</b> | <b>-17,6%</b> |

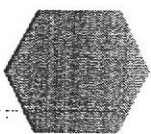
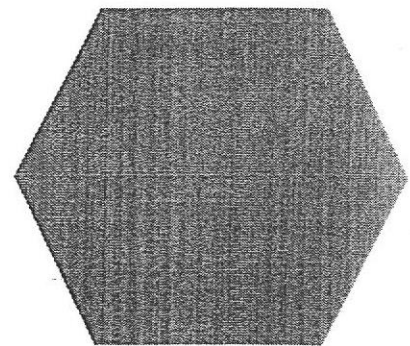
| <b>RESSOURCES</b>                     |                  |                                 |                  |                    |               |
|---------------------------------------|------------------|---------------------------------|------------------|--------------------|---------------|
| <b>Nature des recettes</b>            | <b>LF 2018</b>   |                                 | <b>P/LF 2019</b> | <b>ECART</b>       |               |
|                                       | <b>Prevision</b> | <b>Réal à fin<br/>Sept 2018</b> |                  | <b>en millions</b> | <b>en %</b>   |
| <b>Recettes ordinaires</b>            | <b>653 089</b>   | <b>506 418</b>                  | <b>826 628</b>   | <b>173 539</b>     | <b>26,6%</b>  |
| <b>Hors pétrole</b>                   | <b>422 770</b>   | <b>305 122</b>                  | <b>466 000</b>   | <b>43 230</b>      | <b>10,2%</b>  |
| <i>Recettes fiscales</i>              | <i>397 040</i>   | <i>271 012</i>                  | <i>440 000</i>   | <i>42 960</i>      | <i>10,8%</i>  |
| Douanes                               | 120 815          | 86 541                          | 130 000          | 9 185              | 7,6%          |
| Impôts                                | 261 855          | 178 782                         | 300 000          | 38 145             | 14,6%         |
| Domaines                              | 14 370           | 5 689                           | 10 000           | -4 370             | -30,4%        |
| <i>Recettes non fiscales</i>          | <i>25 730</i>    | <i>34 110</i>                   | <i>26 000</i>    | <i>270</i>         | <i>1,0%</i>   |
| Domaines                              |                  |                                 | 13 000           |                    |               |
| Services administratifs               | 15 730           | 9 544                           | 8 000            | -7 730             | -49,1%        |
| Recettes diverses                     | 10 000           | 24 566                          | 5 000            | -5 000             | -50,0%        |
| <i>Recettes exceptionnelles</i>       | <i>0</i>         |                                 |                  |                    |               |
| <b>Recettes pétrolières</b>           | <b>230 319</b>   | <b>201 296</b>                  | <b>360 628</b>   | <b>130 309</b>     | <b>56,6%</b>  |
| <i>Recettes fiscales</i>              | <i>27 769</i>    | <i>88 548</i>                   | <i>107 546</i>   | <i>79 777</i>      | <i>287,3%</i> |
| Impôt sur les sociétés (IS)           | 22 680           | 81 007                          | 94 834           | 72 154             | 318,1%        |
| Redevances statistiques               | 5 089            | 7 541                           | 12 712           | 7 623              | 149,8%        |
| <i>Recettes non fiscales</i>          | <i>202 550</i>   | <i>112 748</i>                  | <i>253 082</i>   | <i>50 532</i>      | <i>24,9%</i>  |
| Redevances et Participations          | 188 230          | 89 867                          | 238 000          | 49 770             | 26,4%         |
| Droit d'accès pipe                    | 12 320           | 11 104                          | 15 082           | 2 762              | 22,4%         |
| Autres recettes pétrolières           | 2 000            | 11 777                          |                  |                    |               |
| <b>Recettes en capital</b>            | <b>191 319</b>   | <b>130 072</b>                  | <b>194 975</b>   | <b>3 656</b>       | <b>1,9%</b>   |
| Ressources extérieures                | 191 319          | 130 072                         | 194 975          | 3 656              | 1,9%          |
| Aides Dons et Subventions             | 87 869           |                                 | 84 375           | - 3 494            | - 0           |
| Emprunts Extérieurs Projets           | 103 451          |                                 | 110 600          | 7 149              | 0             |
| dont fiscalisation des marchés        | 2 000            |                                 | 2 000            | -                  | 0,0%          |
| <b>RECETTES FISCALES</b>              | <b>424 809</b>   | <b>359 560</b>                  | <b>547 546</b>   | <b>122 737</b>     | <b>28,9%</b>  |
| <b>RECETTES NON FISCALE</b>           | <b>228 280</b>   | <b>146 858</b>                  | <b>279 082</b>   | <b>50 802</b>      | <b>22,3%</b>  |
| <b>RECETTES EN CAPITAL</b>            | <b>193 319</b>   | <b>130 072</b>                  | <b>194 975</b>   | <b>1 656</b>       | <b>0,9%</b>   |
| <b>TOTAL RESSOURCES</b>               | <b>846 408</b>   | <b>636 490</b>                  | <b>1 021 603</b> | <b>175 195</b>     | <b>20,7%</b>  |
| solde global base ordonnancement      | -496 625         | 35 835                          | -84 952          |                    |               |
| Variation d'arriérés                  | 0                |                                 |                  |                    |               |
| solde primaire hors pétrole en valeur | -211 230         |                                 | -242 000         |                    |               |
| PIB hors pétrole                      | 5 797 400        |                                 | 5 493 700        |                    |               |
| solde primaire hors pétrole en %      | -3,64%           |                                 | -4,41%           |                    |               |



## **ANNEXE VI**

# **RAPPORT SUR LES RISQUES BUDGETAIRES**

**(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)**



# Sommaire

|                                                                       |   |
|-----------------------------------------------------------------------|---|
| Introduction .....                                                    | 1 |
| I. Identification des risques budgétaires .....                       | 2 |
| 1.1 Chocs ou risques macroéconomiques .....                           | 2 |
| 1.2 Secteur Financier.....                                            | 2 |
| 1.4 Catastrophes naturelles et environnementaux.....                  | 3 |
| 1.5 Passifs contingents-Garanties et Partenariats publics privés..... | 3 |
| 1.6 Entreprises et Établissements publics .....                       | 4 |
| 1.7 Autres risques budgétaires .....                                  | 5 |
| II. Gestion des risques budgétaires identifiés .....                  | 5 |
| Conclusion.....                                                       | 6 |

Conformément à la Loi N°018 du 24 novembre 2016 Portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques et aux reformes induites par la Loi Organique N°004 relative aux lois de finances, qui stipule en son article 52 que soit annexé au projet de lois de finances un rapport identifiant et évaluant les principaux risques budgétaires affectant les finances publiques. De plus, il indique que les budgets doivent être établis sur des estimations (recettes et dépenses) réalistes et les principaux risques doivent être identifiés et quantifiés.

Ce rapport, premier du genre sur les risques budgétaires, est élaboré dans un contexte économique marqué par une relative remontée du cours de pétrole, la restructuration de la dette Glencore et les échéances électorales en 2019. Au plan international, il est marqué par la montée de l'incertitude et un durcissement des conditions de financement pour les pays émergents et en développement.

Définis comme étant les facteurs qui peuvent entraîner un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires (FMI, 2012)<sup>1</sup>, ces risques budgétaires, lorsqu'ils sont identifiés, évalués, analysés et diffusés, permettront de : (i) veiller à la soutenabilité des finances publiques, (ii) assurer le succès de la stratégie de développement, et (iii) renforcer la crédibilité du gouvernement vis-à-vis du public, des investisseurs et des marchés.

La gestion actuelle de finances publiques exige la limitation de l'exposition de l'Etat aux risques budgétaires identifiés, la réduction de la probabilité d'occurrence de ces risques, l'intégration dans le budget des coûts des risques hautement probables à travers les provisions ou réserves budgétaires et l'atténuation des effets des risques résiduels.

Cependant, la gestion nationale des risques budgétaires n'est pas encore optimale car les documents budgétaires (CBMT, CDMT, etc.)<sup>2</sup> font mention des principaux risques budgétaires mais, l'approche reste limitée à l'identification de quelques risques et à une analyse quantitative peu développée.

Ainsi, le présent rapport s'appuie sur la typologie des risques pour identifier les principaux risques budgétaires qui pourraient survenir lors de l'exécution budgétaire 2019.

---

<sup>1</sup> FMI : Fonds Monétaire International

<sup>2</sup> CBMT : Cadre Budgétaire à Moyen Terme

CDMT : Cadre des Dépenses à Moyen Terme



## I. Identification des risques budgétaires

### 1.1 Chocs ou risques macroéconomiques

Les risques macroéconomiques se définissent comme des changements imprévus sur les variables macroéconomiques telles que la croissance économique, les prix des matières premières (pétrole, coton, gomme arabique, etc.), le taux de change, le taux d'intérêt et l'inflation.

L'économie nationale reste toujours fortement dépendante des exportations des matières premières dont le pétrole. Ainsi, la forte volatilité de cours de pétrole est une source majeure de risques macroéconomiques. Depuis 2016, l'économie nationale s'est fortement contractée avec des taux de croissance de -3,7 % en 2016 et -3,8 % en 2017 à cause de la faiblesse de cours de Brent qui a successivement diminué de 47 % en 2015 et 18 % en 2016 avant de remonter de 27 % en 2017, occasionnant ainsi des déséquilibres sur le plan macroéconomique et de fortes tensions de trésorerie (avant la crise, les recettes pétrolières représentaient plus de 70 % des recettes budgétaires).

Cette crise a conduit le Gouvernement à accélérer les politiques de réformes des finances publiques et à signer successivement deux programmes économiques et financiers avec le FMI. En outre, le Gouvernement a élaboré un Plan National de Développement sur la période 2017-2021, dont l'un des principaux objectifs est de mettre en place les conditions de la diversification de l'économie tchadienne qui a été considérée comme le facteur de la faible résilience du pays aux fluctuations des prix mondiaux du baril de pétrole.

### 1.2 Secteur Financier

Les vulnérabilités du secteur bancaire restent importantes, notamment en raison de la détérioration continue des actifs. Les établissements de crédits doivent améliorer leur rôle d'intermédiation financière. Pour ce qui est de la collecte des dépôts, l'allocation appropriée des ressources aux secteurs économiques et la surveillance des risques liés au crédit, à la liquidité et à la solvabilité doivent être améliorées. En effet, à fin août 2018, les prêts en souffrance représentaient 30,7 % des prêts bruts, contre 28 % en décembre 2017, et les provisions ont chuté à 52,7 %.

#### 1.4 Catastrophes naturelles et environnementales

Pays sahélien, le Tchad n'est pas à l'abri des aléas climatiques (pluviométrie, menace acridienne, inondation, etc.). La bonne campagne agricole 2018/2019 annoncée sur laquelle est bâtie le cadrage macroéconomique et budgétaire peut être influencé négativement par les facteurs environnementaux.

#### 1.5 Passifs contingents-Garanties et Partenariats publics privés

La non maîtrise actuelle des passifs conditionnels tels que la **dette garantie par l'Etat** ou les **dettes contractées par l'ensemble du secteur public, et notamment les collectivités autonomes, les établissements publics et autres entités assimilées** constitue un important risque budgétaire. Compte tenu du lourd fardeau des emprunts (intérieurs et extérieurs) sur les finances publiques, le Gouvernement s'est engagé à s'abstenir de contracter et de garantir des emprunts extérieurs non concessionnels à travers l'arrêté conjoint portant suspension de recours aux emprunts extérieurs et garanties des prêts extérieurs non concessionnels. Cet arrêté est cosigné le 29 septembre 2017 par le Ministre des Finances et du Budget et son collègue de l'Économie et de la Planification du Développement<sup>3</sup>. En effet, le portefeuille de la dette publique du Tchad est exposé à de nombreux risques :

- Risque de refinancement : Le profil d'amortissement de la dette publique révèle un important risque de refinancement dû, d'une part, au remboursement des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) en 2019 et 2020 et du revolving des Bons du Trésor Assimilables (BTA) en 2019 et les années suivantes et d'autre part, au remboursement de la dette Glencore de 2020 à 2027 dont les paiements du principal obligatoire varient entre 82 et 317 millions de USD par an. L'échéance moyenne (ATM<sup>4</sup>) du portefeuille est de 7,0 ans.
- Risque de taux d'intérêt : En raison du poids de la dette Glencore (45,7 %) qui est à taux variable, le portefeuille de la dette extérieure est exposé au risque de taux d'intérêt. La durée moyenne de refixation se situe à 5,3 ans et la part de la dette extérieure à refixer s'élève à 49,3 % du total de la dette.
- Risque de taux de change : La part élevée de la dette extérieure en dollar expose le portefeuille au risque de change. Cependant, ce risque est apaisé par la couverture

<sup>3</sup> Arrêté Conjoint N°062/PR/PM/MEPD/MFB/2017

<sup>4</sup> Average Term of Maturity

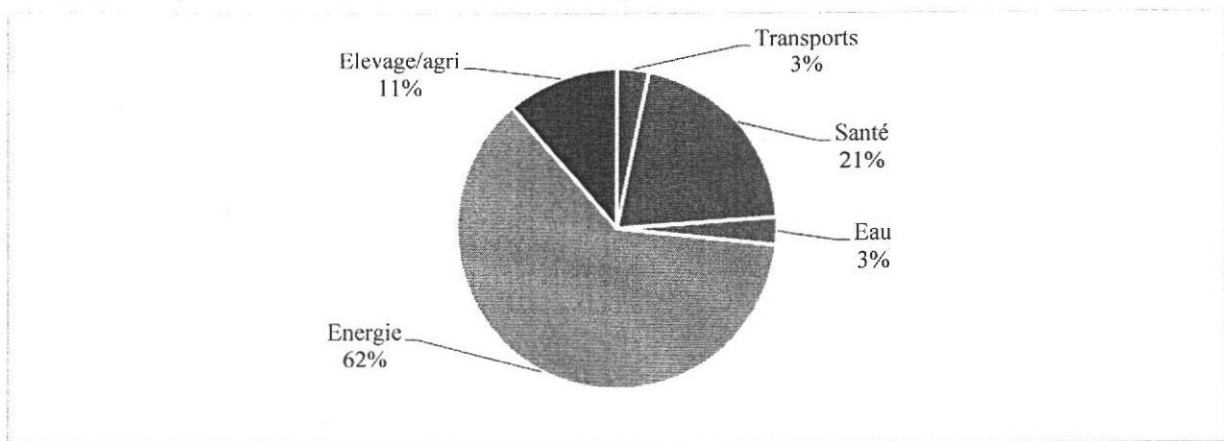
naturelle de la dette Glencore dont le remboursement est lié aux recettes pétrolières exprimées également en USD.

Aussi, les garanties demandées dans le cadre de partenariat-public-privé (PPP) doivent être suivies de très près par la Commission Nationale d'Analyse de la Dette (CONAD) à travers son équipe technique d'analyse de viabilité de la dette (ETAVID). De plus, l'inventaire de toutes les garanties accordées par l'État est nécessaire, ainsi que le renforcement des capacités des structures en charge de la gestion et du suivi des contrats de Partenariat Public Privé (PPP).

Les modalités de déclaration des garanties et d'évaluation des risques qui y sont attachés pourraient également être améliorées.

En 2017, dans le cadre de l'appui de la banque mondiale aux projets PPP au Tchad, les cinq (5) projets de l'énergie électrique jugés comme PPP représentent 62 % du portefeuille, soit un montant de 554 000 000 USD, suivi des projets de l'agriculture et de l'élevage qui représentent 11 %. En plus de cela, plus de 52 projets de l'énergie électrique traités ou en cours de traitement sont dans le circuit d'approbation et ne seront pas sans incidence sur le budget général de l'Etat.

**Graphique N° 1 : Distribution des investissements du portefeuille PPP par secteur**



Source : Cabinet CPCS, 2017

### 1.6 Entreprises et Établissements publics

L'absence des lois qui fixent les règles de création, de constitution, de fonctionnement, de dissolution et de liquidation des entreprises et établissements publics ne permet pas un suivi optimal du paramètre de ces derniers. La situation des arriérés de paiement des sociétés et établissements publics méritent d'être considérée comme un réel risque budgétaire. Il est impérieux d'améliorer la gouvernance de ces sociétés et établissements publics.

## 1.7 Autres risques budgétaires

Le récent accord trouvé entre le gouvernement et la plateforme syndicale revendicative a permis d'apaiser les tensions après cinq mois de grèves, avec pour résultats le rétablissement d'une partie des avantages et des primes supprimés au début de l'année 2019. Cependant, les difficultés qui pourraient surgir dans la mise en œuvre des certaines clauses de l'accord pourraient se traduire par une incertitude quant à leur impact sur le budget général de l'État

La situation sécuritaire reste fragile depuis les attaques meurtrières qui ont eu lieu en juillet, août et fin septembre 2018 sur la rive tchadienne du lac Tchad par BOKO HARAM et dans la région de Tibesti par des groupes armés basés au sud de la Libye et pourrait avoir des conséquences sur les dépenses militaires.

Sur le plan politique, le Gouvernement s'est engagé à organiser en 2019 des élections initialement prévues en 2018. Ces échéances électorales constituent un risque non négligeable pour le budget général de l'État de l'exercice 2019, le coût définitif de ces élections n'étant pas encore arrêté par les organes compétents qui sont en train d'être mis en place.

## II. Gestion des risques budgétaires identifiés

Les mesures envisagées en vue d'atténuer et provisionner les risques budgétaires sont classés par type de risques.

| Type de risque et mesures                                                                                                               | 2019 | 2020 | 2021 | Institutions concernées                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------|------|------------------------------------------------------------------|
| <b>Risque financier</b>                                                                                                                 |      |      |      |                                                                  |
| Renforcer la gestion et le suivi du portefeuille                                                                                        |      |      |      | DGTCP, DGB, DGM/MFB & PAMFIP                                     |
| Renforcer la surveillance des établissements de crédit en partenariat avec la COBAC                                                     |      |      |      | DGTCP, COBAC, BEAC, DGB & PAMFIP                                 |
| Améliorer la gouvernance des établissements de crédits par des audits de la gestion opérationnelle et des Ressources Humaines           |      |      |      | DGTCP, COBAC, BEAC, DGB & PAMFIP                                 |
| <b>Catastrophes naturels et environnementales</b>                                                                                       |      |      |      |                                                                  |
| Renforcer les dispositifs des achats des produits agricoles à destination des zones à risque                                            |      |      |      | ONASA                                                            |
| Renforcer le dispositif de gestion et de prévention des catastrophes                                                                    |      |      |      | MINAGRI, SISAAP, DGB, MEPD                                       |
| <b>Chocs macroéconomiques</b>                                                                                                           |      |      |      |                                                                  |
| Opérationnaliser le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques du Tchad (FSIST)                                                     |      |      |      | DGB, DGTCP, DGM/MFB, MEPD & PAMFIP                               |
| Renforcer la transparence dans le secteur extractif et mettre en place un nouveau mécanisme de gestion de revenus pétroliers et miniers |      |      |      | DGB, DEP, DGTC, DD, SHT, Ministère en charge du pétrole & PAMFIP |
| Elaborer un plan directeur d'industrialisation et de diversification économique                                                         |      |      |      | MEPD, Ministère en charge du commerce et DGB                     |

| <b>Garanties</b>                                                                                                                                                                                  |  |  |                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|----------------------------------------------|
| Inventorier toutes les garanties accordées par l'Etat                                                                                                                                             |  |  | DD, DGB, PAMFIP                              |
| Elaborer une stratégie d'endettement à moyen terme (SDMT)                                                                                                                                         |  |  | DD, DGB, et PAMFIP                           |
| Renforcer les capacités de l'ETAVID                                                                                                                                                               |  |  | DD, DGTCP, DGB, INSSSED, SGG, MEPD et PAMFIP |
| <b>Partenariats Public Privé</b>                                                                                                                                                                  |  |  |                                              |
| Mettre en place au sein du Ministère en charge du Budget une Unité de suivi des contrats PPP ainsi que leur gestion en collaboration avec le Ministère en charge de la Promotion du secteur Privé |  |  | DGB, DD et PAMFIP                            |
| Renforcer les capacités des ministères sectoriels sur les risques budgétaires liés aux PPP                                                                                                        |  |  | DGB, DD, les Ministères sectoriels et PAMFIP |
| <b>Entreprises et établissements publics</b>                                                                                                                                                      |  |  |                                              |
| Instituer des lettres de missions pour les entreprises publiques (plafonnement des dépenses de fonctionnement, réorganisation, etc.)                                                              |  |  | MFB et Ministères sectoriels                 |
| Mettre en place une Loi portant statut général des entreprises publiques                                                                                                                          |  |  | DGB & DG SGG                                 |
| Mettre en place une Loi portant statut général des établissements publics                                                                                                                         |  |  | DGB & DG SGG                                 |
| <b>Collectivités locales</b>                                                                                                                                                                      |  |  |                                              |
| Encadrer les emprunts des collectivités autonomes                                                                                                                                                 |  |  | DGTCP, DGB, PAMFIP et MATGL                  |
| Mettre en place des contrats des performances avec les collectivités territoriales                                                                                                                |  |  | DGTCP, DGB, PAMFIP et MATGL                  |
| Mettre en place une Loi portant régime financier des collectivités autonomes                                                                                                                      |  |  | DGTCP, DGB, PAMFIP, DG SGG et MATGL          |

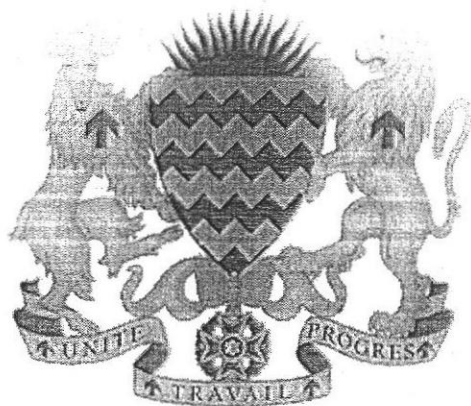
## Conclusion

La matérialisation des risques budgétaires identifiés pourra peser sur la loi de finances 2019. Ces risques seraient susceptibles de modifier l'équilibre budgétaire en portant à la hausse le niveau des dépenses publiques voire le niveau de l'endettement.

Certaines mesures envisagées en vue d'atténuer et provisionner les risques budgétaires doivent être entreprises immédiatement.

A moyen et long terme, le Gouvernement à travers le Ministère des finances et du Budget renforcera sa gestion des risques budgétaires voire mettra en place une Unité dédiée à la gestion des risques budgétaires avec pour mission de : (i) évaluer leur impact sur les finances publiques ; (ii) proposer des mesures d'atténuation ; (iii) mettre en place un mécanisme de suivi des risques identifiés ; (iv) prévoir les ressources pour les risques qui peuvent être circonscrits.

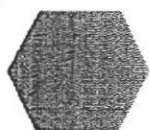
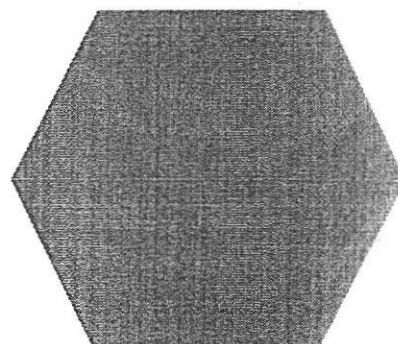




## **ANNEXE VII**

# **RAPPORT ECONOMIQUE, FINANCIER ET SOCIAL**

**(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)**



## Sommaire

|      |                                                              |    |
|------|--------------------------------------------------------------|----|
| I.   | VUE D'ENSEMBLE.....                                          | 0  |
| II.  | EVOLUTION RECENTE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.....               | 0  |
| 1.   | Secteur réel .....                                           | 0  |
| 2.   | Secteur monétaire .....                                      | 2  |
| 3.   | Secteur extérieur .....                                      | 3  |
| III. | SECTEURS SOCIAUX .....                                       | 3  |
| 1.   | Éducation .....                                              | 4  |
| 2.   | Santé et affaires sociales.....                              | 7  |
| 3.   | Emploi.....                                                  | 8  |
| 4.   | Justice et Droit de l'Homme.....                             | 10 |
| IV.  | PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET DES FINANCES PUBLIQUES .....     | 11 |
| 1.   | Perspectives économiques à moyen terme .....                 | 11 |
| 2.   | Projet de budget général de l'État pour l'exercice 2019..... | 14 |
| 3.   | Perspectives des finances publiques à moyen terme .....      | 16 |

## **I. VUE D'ENSEMBLE**

Après deux années consécutives de récession, l'économie nationale renouerait avec la croissance économique (1,5 %) en 2018. Ce regain de croissance se poursuivra en 2019 où un taux de croissance de 6,9 % serait attendu, porté essentiellement par le dynamisme des activités dans le secteur pétrolier et la bonne tenue de la campagne agricole 2018/2019. Cette tendance se poursuivra pour les trois prochaines années avec un taux annuel moyen de croissance de 6,5 % sur la période 2019-2021.

La politique budgétaire issue de ce cadrage macroéconomique devrait permettre une stabilisation de l'économie nationale et favoriser une croissance économique durable et inclusive et une redistribution plus équitable des revenus pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. En effet, dans le projet de Loi de Finances 2019, les recettes totales (y compris les dons) sont évaluées à 983,00 milliards de FCFA en 2019 contre 846,41 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 20,7 % . Les dépenses totales (hors amortissement de la dette) sont quant-à elle prévues à hauteur de 979,97 milliards de FCFA en 2019 contre 851,97 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 3,1 %.

Afin d'améliorer les conditions de vie des populations d'une part et renforcer le capital humain d'autre part, le projet de budget 2019 alloue 232 milliards de FCFA au ministères sociaux<sup>1</sup> en 2019 contre 205 milliards de FCFA en 2018, soit une progression de 13,2 % . L'objectif gouvernemental étant à terme de retrouver rapidement la situation sociale qui se dégrader avec la crise économique et financière que traverse le pays.

## **II. EVOLUTION RECENTE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE**

### **1. Secteur réel**

En 2018, l'économie tchadienne a renoué avec la croissance (1,5 %) après deux années de croissance négative (-3,7 % en 2016 et -3,8 % en 2017). Cette légère hausse s'expliquerait particulièrement par le retour du dynamisme dans le secteur pétrolier (3,5 %) et hors pétrole

---

<sup>1</sup> Il s'agit des Ministères de l'éducation nationale ; de la Santé Publique ; de la femme ; de l'Agriculture ; de l'élevage et de l'environnement.

(1,0 %). Pour l'année 2019, la prévision du taux de croissance économique serait de 6,9 %. Elle serait portée essentiellement par le secteur pétrole où un taux de croissance de 22,3 % est attendu.

### **Analyse de la croissance du PIB optique offre**

Le secteur primaire serait le principal contributeur à la croissance en 2018 et en 2019 avec des taux de croissance respectifs de 4,8 % et 11,1 % contre -1,9 % en 2017. En revanche, les taux de croissance des secteurs secondaire et tertiaire passeraient respectivement de 1,5% et 1,9% en 2018 à 3,6% et 1,9% en 2019.

En 2018, la croissance du **secteur primaire** s'expliquerait par les activités des branches « exploitation pétrolière », « élevage, sylviculture, pêche », et « agriculture vivrière » qui augmenteraient respectivement de 4,0 %, 5,0 % et 4,8 % contre -18,8 %, 4,9 % et 1,5 % en 2017. Cette situation serait en lien avec la bonne campagne agricole 2017/2018 et aussi la reprise des activités dans le secteur pétrolier. Pour l'année 2019, le secteur primaire contribuerait à hauteur de 52,9% à la croissance économique. Cette hausse proviendrait principalement de l'activité d'exploitation pétrolière qui croîtrait de 25,8 %.

S'agissant du recul de la croissance dans le **secteur secondaire**, il serait lié aux baisses simultanées des activités d'égrenage de coton (-48,4 % en 2018 contre -9,1 % en 2017) et des travaux de construction (-11,2 % en 2018 contre 1,0 % en 2017). En effet, la baisse de la production de coton fibre en 2018 s'expliquerait par la mauvaise campagne cotonnière 2017/2018 (-62,5 %). Pour les travaux de construction, cette contreperformance serait liée à la réduction des dépenses d'investissement public d'une part et à la baisse des revenus des ménages d'autre part. En 2019, le secteur secondaire renouerait avec la croissance avec un taux de 3,6 % grâce aux activités dans les secteurs de l'électricité, gaz et eau (2,6 %), le raffinage de pétrole (10,9 %) et les travaux de construction (1,0 %).

Pour le **secteur tertiaire**, la contreperformance s'explique principalement par les mauvais résultats des branches non marchandes (-11,8 % en 2018 contre -7,9 % en 2017) et des services des communications (-8,9 % en 2018 contre -19,3 % en 2017). Ces mauvaises performances sont liées respectivement à la réduction des dépenses courantes de l'Etat, à la baisse du pouvoir d'achat des ménages et aux augmentations des tarifs de

télécommunications. En 2019, la croissance du secteur tertiaire (1,9 %) serait essentiellement attribuée au dynamisme de la branche « transports », entraînée par la reprise des activités pétrolières notamment les transports de pétroles brut et raffiné.

### **Analyse de la croissance du PIB optique demande**

En 2018, la demande intérieure s'améliorerait de 1,81 % après une baisse enregistrée en 2017 de 0,96 %. Cette augmentation serait attribuée à la hausse de la consommation finale nationale. Quant à l'investissement public, il se dégraderait de 0,19 % en 2018 contre -0,02 % en 2017.

Il est attendu une amélioration de la demande intérieure de 2,35% en 2019 contre 1,81% en 2018. Cette hausse serait liée à la reprise des investissements (10,00% contre - 2,10% en 2018). Quant à la *demande extérieure*, elle se traduirait par une augmentation de 3,07% en 2019 contre une baisse de 1,29% en 2018. En effet, cette hausse proviendrait de l'amélioration des cours du pétrole et des matières premières entraînant ainsi une augmentation des exportations que celle des importations.

### **Inflation**

En septembre 2018, le taux d'inflation est de 1,5 %. Ce taux reste contenu dans les limites des normes communautaire ( $\leq 3$  %). Il s'expliquerait essentiellement par les niveaux de prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, énergie et logement. En glissement annuel, le taux d'inflation serait de 1,9 % en 2018 contre 1,7 % en 2017. L'évolution des prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées expliquerait essentiellement le niveau général des prix en 2019 qui serait de 2,6 %.

## **2. Secteur monétaire**

L'évolution des agrégats monétaires et de crédit du Tchad entre juin 2017 et juin 2018 indique : une hausse sensible des avoirs extérieurs nets du système monétaire (+ 27,5 %), une diminution des créances nettes sur l'Etat (- 0,8 %) ainsi que de la légère baisse des crédits à l'économie (+ 1,2 %) ; enfin une chute de la masse monétaire (- 4,9 %).

Contrairement à l'année précédente, la masse monétaire serait de 61,03 % du PIB en 2019 contre 59,7 % du PIB en 2018. Les avoirs extérieurs nets passeraient de 4,2 % du PIB en



2018 à 6,9 % du PIB en 2019. Cette évolution serait liée à l'augmentation des exportations du pétrole. Quant aux Crédits intérieurs dont le rôle est de financer l'économie serait de 16,2 % du PIB en 2018 contre 17,1 % du PIB en 2018. Ceci s'explique d'une part par la hausse des crédits à l'économie et d'autre part par une diminution des créances nets de l'État.

### **3. Secteur extérieur**

En 2018, le solde global de la balance de paiements s'améliorerait de 7,3 % du PIB après une baisse de 4 % en 2017. Ce rebond proviendrait de la légère amélioration des opérations en capital et financières.

Quant à l'année 2019, elle serait caractérisée par une stagnation du solde bien que les opérations en capital et financières enregistreraient une augmentation de leurs soldes respectivement de 79,1 milliards de FCFA et 659,8 milliards de FCFA.

Le solde de la balance commerciale passerait de 1,7 % du PIB en 2018, à 1,6 % en 2019. Cette évolution serait liée à une progression des exportations respectivement de 23,3 % du PIB en 2018, à 22,8 % du PIB en 2019. Quant aux importations, elles passeraient de 20,7 % du PIB en 2018, à 20,3 % du PIB en 2019.

En ce qui concerne le solde global de la balance des paiements, il ressortirait excédentaire de 7,9 % du PIB en 2018 et 8,5 % du PIB en 2019.

### **III. SECTEURS SOCIAUX**

La politique sociale du Tchad est axée principalement sur l'amélioration des conditions de vie des populations d'une part et sur la formation et le renforcement des capacités humaines d'autre part. En vue de la mise en œuvre de cette politique, diverses actions/stratégies ont été menées. Il s'agit entre autres : (i) de l'accès élargi à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur ; (ii) de l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la santé de population ; (iii) de l'amélioration de la gestion et de la gouvernance du secteur social. Ainsi, pour répondre à cette volonté politique, les dotations budgétaires allouées aux secteurs sociaux en 2019 connaîtront une amélioration de l'ordre de 14,3 % par rapport à 2018 passant de 205 milliards à 232 milliards.

## 1. Éducation

L'amélioration du système éducatif tchadien est parmi les priorités du Gouvernement conformément aux axes prioritaires du PND. À cet effet, plusieurs actions sont prévues comme la redynamisation de l'enseignement fondamental et secondaire, le renforcement d'appui en matière de recherches scientifiques pour renforcer et rendre plus performant le secteur éducation.

Pour ce qui est de **l'enseignement préscolaire**, il est très peu développé au Tchad. Sur une population d'âge préscolaire estimée à 1 521 902, seule 3,3 % y participe en 2018 contre 2,8 % en 2017<sup>2</sup>. Dans le souci de favoriser l'épanouissement et la préscolarisation des enfants de 3 à 5 ans, le Gouvernement prévoit augmenter le taux d'enfant préscolarisé à 7,5 % en 2027 dans un cadre de dépenses soutenables.

Quant à **l'enseignement primaire**, les efforts conjugués de l'État et de ses partenaires l'ont amélioré considérablement. Ainsi, le taux brut d'admission au primaire est passé de 102.7 % en 2017 à 103.0 % en 2018. Sur le plan de la couverture scolaire, le pays enregistre d'importantes disparités tant au niveau genre, qu'au niveau régional (Le taux brut de scolarisation est 21 % à l'Ennedi Est et 147.1 % pour le Logone oriental).

Tableau 1 : indicateurs de l'enseignement primaire de 2016 à 2018

| Indicateurs                         | 2016   | 2017   | 2018   |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|
| Taux brut d'admission primaire CPI  | 102,4% | 102,7% | 103,0% |
| Taux d'achèvement primaire          | 43,9%  | 44,1%  | 45,7%  |
| Taux brut de scolarisation primaire | 86,4%  | 84,6%  | 84,1%  |

Source : Annuaire statistique 2016/2017

**Pour l'enseignement moyen**, le nombre de nouveaux entrants en première année de 6<sup>ème</sup> affiche une hausse de 1.7% durant l'année 2017-2018 par rapport à celle de 2016-2017 aussi bien dans le public que privé.

<sup>2</sup> Plan Intérimaire de l'Éducation au Tchad 2018-2021

Tableau 2 : indicateurs enseignement fondamental 2<sup>nd</sup> cycle

|                                                     | 2017    | 2018    |
|-----------------------------------------------------|---------|---------|
| Taux de transition CM2-6 <sup>ème</sup>             | 58,2 %  | 59,9 %  |
| Effectif total du fondamental 2 <sup>nd</sup> cycle | 396 696 | 425 561 |
| Effectif élèves du privé                            | 59 033  | 65 527  |
| Nombre Enseignants total                            | 8 229   | 8 665   |
| Fonctionnaires                                      | 4 147   | 4 190   |
| Contractuels                                        | 0       | 0       |
| Communautaires et vacataires                        | 4 081   | 4 474   |

Source : PIET 2017-2020

En ce qui concerne **l'enseignement secondaire général**, le nombre de nouveaux entrants en première année de seconde affiche une hausse de 1,9 % en 2018. Pourtant le taux de réussite au baccalauréat de l'enseignement secondaire toute série confondue des années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 sont respectivement de 38,8 % et 38,6 %.

**L'enseignement technique et formation professionnelle(ETFP) faisant partie intégrante** du système éducatif enregistre un accroissement d'élèves de 10,8 % durant la période 2017-2018.

Tableau 3 : indicateurs l'enseignement technique et formation professionnelle

| Indicateurs                  | 2017         | 2018          |
|------------------------------|--------------|---------------|
| Publics                      | 6 441        | 6 843         |
| Privés                       | 3 103        | 3 727         |
| <b>Nombre total d'élèves</b> | <b>9 544</b> | <b>10 571</b> |

Source : PIET 2017-2020

Pour **l'alphabétisation des adultes et éducation de base non formelle**, la mise en œuvre du PREBAT3, a touché huit (8) régions sur vingt-trois(23) par la campagne d'alphabétisation au titre de l'année 2016-2017. Dans une perspective de toucher un plus grand nombre de personnes, le Gouvernement a opté pour stratégie de Faire-Faire. Cette stratégie consiste à confier les activités d'alphabétisation à des prestataires (opérateurs) privés ayant les compétences et les ressources humaines, matérielles et physiques nécessaires pour organiser la campagne d'alphabétisation. C'est ainsi qu'on dénombre 2 565 centres d'alphabétisations avec 118 437 apprenants sur le plan national.

<sup>3</sup> Projet de Revitalisation de l'Éducation de Base au Tchad

Pour l'enseignement nomade, insulaire et spécialisé, la Direction en charge des écoles nomades, insulaires et établissements spécialisés recense 384 établissements durant l'année 2016-2017 dont 279 écoles en milieu nomade, 90 écoles en milieu insulaire et 15 établissements spécialisés (2 collèges).

Pour l'enseignement supérieur, le Tchad qui ne comptait que 07 établissements d'enseignement supérieur en 2000/2001, compte de nos jours 100 établissements d'enseignement supérieur. Malgré cet effort, le système est confronté aux multiples défis en termes d'accès, d'équité, de qualité et de gouvernance.

Durant l'année académique 2014-2015, sur un total de 40 749 étudiants, on dénombre 9 010 étudiantes et 31 739 étudiants, soit respectivement 22,1 % et 77,9 %. Ce chiffre traduit les disparités qui existent malgré les efforts consentis par le Gouvernement dans l'éducation des filles.

Tableau 4 : Effectif global des étudiants pour l'année académique 2014-2015

| Statut               | Filles       | Garçons       | Ensemble      |
|----------------------|--------------|---------------|---------------|
| Publique             | 6 221        | 26 909        | 33 130        |
| Privé                | 2 809        | 4 830         | 7 639         |
| Rapport privé/public | 0,45         | 0,18          | 0,63          |
| <b>Total</b>         | <b>9 030</b> | <b>31 739</b> | <b>40 769</b> |

Source : Annuaire statistique 2014/2015 MESRI

Cependant, on constate que les ratios déterminant les conditions de formations ne sont pas favorables :

1. Étudiant/Salle de classe : 124 ;
2. Étudiant/Bibliothèque : 1577 ;
3. Étudiant/Laboratoire : 602 ;
4. Étudiant/Amphithéâtre : 915 ;
5. Étudiant/Salle Informatique : 1142.

En 2019, le gouvernement entend mettre en application les dispositions de la loi portant orientation du système éducatif tchadien afin redonner à l'école tchadienne ses lettres de noblesse et développer l'enseignement scientifique.

## 2. Santé et affaires sociales

Partie intégrante des objectifs du Gouvernement en matière d'amélioration des conditions de vie de la population, le système de santé tchadien a connu des progrès considérables durant ces dernières années. Toutefois, des efforts supplémentaires doivent être fournis afin d'améliorer davantage les indicateurs de santé. Ainsi, selon EDST (2014-2015) le taux de mortalité néonatale a baissé de 48 à 34 pour mille durant la période 2004-2014. En ce qui concerne le taux de mortalité infantile, il a baissé de 102 à 72 pour mille soit une réduction de 3% sur la période (2004-2014) avec une disparité selon que l'on soit en milieu urbain (79/1000) ou rural (82/1000). La répartition des services sanitaires dans les différentes régions du pays sont généralement sources des disparités. Ainsi, selon l'annuaire des statistiques sanitaires de 2017, le tchadien doit parcourir une distance moyenne de 16 km pour un centre de santé et 62 km pour se rendre à un hôpital. À ce niveau, les populations des régions de Batha parcourent 16 km alors que celles de l'Ennedi Est ou Ouest parcourent 91 km pour les services sanitaires.

En ce qui concerne le personnel médical, le ratio habitants pour un médecin est de 24 188, celui d'habitants pour un pharmacien de 221 777. En outre, le ratio habitants pour un infirmier est de 3 837.

L'année 2018 est marquée par une situation sanitaire assez mitigée. On constate à cet effet une forte dégradation des indicateurs de santé en lien principalement à la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays. Ainsi, l'enquête de la sécurité alimentaire d'urgence (EFSA) de juillet 2018 révèle que la situation nutritionnelle s'est dégradée depuis le début de l'année 2018 avec un niveau de malnutrition sévère exacerbé. Dix-sept (17) régions du Tchad présentent une situation inquiétante avec un pic de 21001 cas de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) en Mars 2018.

Sur le plan épidémiologique, le comité technique national de lutte contre les épidémies a notifié 1889 cas suspects de rougeoles dont 72 décès dans 16 districts sanitaires (Bokoto, Gama, Amdam, Goz Beida, Haraze Mangeuigne, Abéché, Arada, Ati, Mongo, Rig Rig, Tissi, Faya, Zouar, Moussoro, Noukou, Mao, Abdi)

Bien qu'en deçà des engagements d'Abuja (allocation de 15% du budget de l'État à la santé) le budget alloué à la santé a significativement évolué durant ces dernières années. Au titre de l'année 2017, 6,45% du budget est alloué à la santé.

### **Genre et protection sociale**

En 2018, le Gouvernement accorde une place prépondérante à la femme à la fois par la réduction des inégalités de genre mais aussi de mettre la femme au cœur du développement de notre pays. Pour matérialiser cela, la constitution de la quatrième république accorde 30 % des fonctions électives et nominative à la femme. Il s'agit d'une avancée majeure au Tchad en matière de réduction des inégalités liées au genre. Les évidences relatives à la situation de la femme tchadienne sont peu reluisantes. En effet, les violences basées sur le genre telles que les Mutilations Génitales Féminines (MGF). D'après les résultats du rapport MICS (2014/2015), 18 % des femmes âgées de 15-49 ans ont été battues (violences physiques) et 12 % ont été victimes de violences sexuelles alors que toutes les femmes enquêtées ont rapporté avoir été psychologiquement affectées par l'une des formes de violences psychologiques. Le taux des MGF est de 44 %.

**Fort de ces constats, le Gouvernement s'est engagé en 2018 à Mettre en œuvre effectivement :**

- La Politique Nationale du Genre (PNG) ;
- La feuille de route de la loi 29 portant interdiction du mariage d'enfants est opérationnelle depuis 2017 ;
- L'Ordonnance N° 012/PR/2018 du 22 mai 2018 accordant un quota de 30 % de postes aux femmes dans toutes les fonctions nominatives et électives ;
- Accroître les pouvoirs économiques des femmes.

### **3. Emploi**

L'objectif stratégique du Gouvernement dans ce domaine est de promouvoir l'emploi décent et le développement de la formation professionnelle.



La question de l'emploi, en particulier pour les jeunes, les femmes et les autres groupes vulnérables, constitue un sujet de préoccupation majeure pour le Gouvernement et ses partenaires au développement<sup>4</sup>.

En 2017, selon l'Office National pour la Promotion de l'Emploi (ONAPE), 8 930 demandeurs d'emploi ont été enregistrés contre 5 681 en 2016, soit 14,3% pour les femmes. Cette forte augmentation des demandeurs d'emploi s'explique par le phénomène de compression du secteur privé qui est lié à la crise économique. Cependant, il faut remarquer que les demandes d'emploi sont beaucoup enregistrées dans les principales villes, à savoir, N'Djamena, Moundou, Doba et Pala.

Concernant les contrats de travail visés, on enregistre 1 936 contrats visés dont 39,3% de contrats à durée déterminée, 60,6% de contrats à durée indéterminée et 0,05% de contrat de forme d'apprentissage. Pour ce qui est du genre les hommes présentent 83,5 % et les femmes 16,5 %.

Au cours de l'année 2017, la demande d'emploi a évolué en dents de scie. La plus forte proportion des demandeurs d'emplois enregistrés provient du Bureau Annexe de Walia qui représente 2578 demandes enregistrées soit un taux de 28,9 %. Le bureau de Pala vient en seconde place avec un taux de 15,5 %, ensuite vient le Bureau Annexe de Farcha avec un pourcentage de 10,2% et les Bureaux de Doba et Moundou qui totalisent respectivement un taux (8,96 %).

En revanche, les plus faibles demandes au cours de cette période ont été enregistrées dans les bureaux : de Moussoro, Amdjarass, Mongo et Abéché qui enregistrent respectivement des pourcentages 0,3 %, 0,6 %, 1,13 et 1,3 %.

Pour prendre les données les plus récentes, même si celles-ci sont loin d'être exhaustives, les offres d'emploi enregistrées par l'ONAPE, révèlent que sur 403 emplois offerts, les recrutements provenaient des entreprises du secteur pétrolier, et des entreprises de la branche construction et travaux publics, des métiers gestion administrative et financière, des services fournis aux collectivités, services sociaux et services personnels, des activités mal désignées et du secteur transport, entrepôts et communication.

---

<sup>4</sup> Plan national de développement (2013-2015) et (2017-2021)

En perspective, le Gouvernement, à travers le FONAP et l'ONAJES envisage financer en priorité les formations et les initiatives des jeunes dans le secteur agropastoral. L'ANADER, les Ministères en charge du secteur rural et la Banque Agricole et Commerciale seront également mobilisés pour assurer le renforcement des capacités des exploitants agricoles dans les techniques de production, de conservation et de commercialisation.

#### **4. Justice et Droit de l'Homme**

En matière de justice, la priorité du Gouvernement est de bâtir un environnement de sécurité juridique et judiciaire adéquat et utile pour le bien-être des populations. Pour cela, il doit rendre au pouvoir judiciaire ses outils et arsenaux adéquats qui garantissent à toutes et à tous une meilleure jouissance des prérogatives universelles des droits de l'Homme. Il doit aussi passer par le rétablissement de la justice sociale, la protection des personnes et des biens, un système juridictionnel indépendant et apte à assurer l'application cohérente et uniforme de la loi.

En 2018, les actions du département ont porté entre autre sur :

- Formation initiale et continue de 171 personnel de la justice (greffiers, magistrats, etc.) ;
- Sensibilisation et réinsertion sociale à travers quatre (04) projets en faveur des détenus et soutenus par le Projet d'Appui à la Justice au Tchad (PRAJUST I et II) ;
- Accès à la justice et au jugement rendus (dans toutes les instances confondues, plus de 128 saisines et jugements sont rendus soit un taux de 39,03% en 2017 contre 42% en 2016, soit une baisse de 3,0 %) ;
- Réhabilitation de dix (10) centres des détentions avec l'appui de PRAJUST II ;
- Accords et transpositions des textes sur la question des droits humains.

Tableau 5 : accès à la justice

|                          | Entrées | Traitées | Taux (%) |
|--------------------------|---------|----------|----------|
| Affaires civiles         | 364     | 89       | 24       |
| Affaires pénales         | 482     | 23       | 26       |
| Affaires sociales        | 58      | 10       | 17       |
| Affaires administratives | 105     | 6        | 6        |

Source : annuaire statistiques, 2017

En 2019, le Gouvernement, entend assainir l'appareil judiciaire et renforcer l'indépendance de la justice en vue de mettre en œuvre la convention des Nations Unies relatives à la lutte contre la corruption.

#### IV. PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET DES FINANCES PUBLIQUES

##### 1. Perspectives économiques à moyen terme

Les perspectives économiques à moyen terme s'appuient au niveau international sur des hypothèses prudentes. Les cours mondiaux du baril de pétrole se situeraient à 63,8 dollars en 2018 après avoir atteint 99,0 dollars en 2014, 52,4 dollars en 2015, 42,9 dollars en 2016 et 54,4 dollars en 2017. A partir de 2019, le prix du Brent devrait connaître des hausses et des baisses sur la période pour se situer à 65,0 dollars en 2019, 57,1 dollars en 2020 et 55,6 dollars en 2021.

S'agissant du taux de change du dollar américain, il serait relativement stable sur toute la période. Ainsi, après avoir atteint 608,9 FCFA en 2016 et 580,5 FCFA en 2017, la valeur du dollar américain en FCFA s'établirait à 529,0 en moyenne sur la période en 2018 à 2021.

##### **Encadré : Environnement économique international**

La croissance mondiale devrait atteindre 3,9 % en 2018 et en 2019 contre 3,7% un an plutôt selon les projections révisées des *Perspectives de l'Économie Mondiale* (PEM) d'avril 2018 du Fonds Monétaire International (FMI). Pour les pays avancés, la croissance devrait rester supérieure à la tendance en 2018, à 2,4 % (comme en 2017), avant de tomber à 2,2 % en 2019. En ce qui concerne les pays émergents et les pays en développement, les prévisions de croissance pour l'ensemble du groupe en 2018 et en 2019 restent inchangées par rapport à celles des d'avril dernier, à savoir, respectivement, 4,9 % et 5,1 %.

En Afrique subsaharienne, la reprise devrait se poursuivre, portée par la hausse des prix des produits de base. La croissance pour l'ensemble de la région devrait passer de 2,8 % en 2017 à 3,4 % cette année, puis à 3,8 % en 2019 (0,1 point de pourcentage de plus que prévu dans les PEM d'avril dernier pour 2019). Cette révision à la hausse des prévisions s'explique par l'amélioration des perspectives du Nigéria, où la croissance devrait passer de 0,8 % en 2017 à 2,1 % en 2018 et à 2,3 % en 2019 (0,4 point de pourcentage de plus que prévu dans les PEM d'avril dernier pour 2019) grâce à l'amélioration des perspectives des prix du pétrole.

En zone CEMAC, les prévisions révisées pour l'année 2018 de la situation économique monétaire et financière se présente comme suit : (i) une accélération des activités, avec un taux de croissance de 2,5 % (+ 6,1 % pour le secteur pétrolier et + 1,8 % pour le secteur non pétrolier), contre une prévision initiale de + 1,9 % (+ 0,7 % pour le secteur pétrolier et + 2,1 % pour le secteur non pétrolier), (ii) une progression du niveau général des prix à 1,6 % en moyenne annuelle, contre 0,9 % en 2017, (iii) un excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris, à 0,5 % du PIB, contre - 3,3 % du PIB en 2017, tandis que le déficit du compte courant était attendu à - 4,3 % du PIB, contre - 4,0 % du PIB en 2017, et (iv) un accroissement de la masse monétaire de 7,1 %, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie qui s'établirait à 60,7 %.

**Sur le plan national**, les hypothèses sont faites sur l'offre et la demande. Du côté de l'offre, les hypothèses concernent les évolutions des productions en volume et des prix au producteur pour chaque secteur d'activité. Il s'agit ici de la production brute et non de la production au sens de la valeur ajoutée. Ces hypothèses sont issues principalement des informations sectorielles et des tests de conjoncture de la BEAC. Du côté de la demande, les hypothèses concernent l'évolution des exportations, des dépenses publiques courantes et de la demande intérieure privée.

Ainsi donc, un taux de croissance de 6,9 % serait attendue en 2019. Ce taux de croissance se poursuit en 2020 jusqu'à atteindre 7,4 % avant de connaître un ralentissement en 2021 et serait à 5,1 %. Cet affermissement des croissances en 2019 et 2021 seraient lié essentiellement à la hausse du secteur pétrolier respectivement de 22,3 % et 20 % et du secteur non pétrolier respectivement de 3,0 % et 3,9 %.

Tableau 6 : Prévisions du PIB réel et par secteurs (%)

|                               | 2017        | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       |
|-------------------------------|-------------|------------|------------|------------|------------|
| Secteur primaire              | -1,9        | 4,8        | 11,1       | 10,6       | 6,4        |
| Secteur secondaire            | -7,0        | -1,5       | 3,6        | 4,5        | 3,9        |
| Secteur tertiaire             | -4,9        | -1,9       | 1,9        | 3,5        | 3,5        |
| Valeurs ajoutées              | -3,9        | 1,5        | 6,9        | 7,4        | 5,1        |
| Taxes nettes sur les produits | 1,2         | 6,7        | 3,5        | 4,6        | 4,1        |
| <b>PIB au prix du marché</b>  | <b>-3,8</b> | <b>1,5</b> | <b>6,9</b> | <b>7,4</b> | <b>5,1</b> |
| PIB pétrolier                 | -5,9        | 3,5        | 22,3       | 20,0       | 8,8        |
| PIB hors pétrole              | -3,5        | 1,0        | 3,0        | 3,8        | 3,9        |

Source : Direction des Études et de la Prévision, 2018

**La politique budgétaire issue de ce cadrage macroéconomique devrait permettre une stabilisation de l'économie nationale et favoriser une croissance économique durable et inclusive et une redistribution plus équitable des revenus pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. Le Tchad fait face à des difficultés et défis économiques, financiers et sécuritaires.**

Les principaux objectifs de la politique budgétaire pour l'exercice 2019 consistent à relever les défis majeurs à savoir : (i) l'amélioration de la mobilisation des ressources publiques non pétrolières ; (ii) la maîtrise et la rationalisation des dépenses publiques en mettant un accent particulier sur la performance et la transparence de la gestion publique ; (iii) la relance de l'activité économique.

Ces objectifs découlent d'une part du Plan National de Développement (PND 2017-2021) traduisant la Vision du Chef de l'État de faire du Tchad un pays émergent à l'horizon 2030, des orientations du Président de la République, chef de l'État contenu dans la Circulaire N°018 relative à la préparation du budget général de l'État pour l'exercice 2019 et, du programme triennal de relance économique convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) en juin 2017 d'autre part.

Ce nouveau programme avec le FMI vise entre autres à accroître les recettes fiscales non pétrolières à 9,1 % du PIB non pétrolier d'ici 2021. Autrement dit, la restauration de la viabilité budgétaire et de la dette est la priorité du nouveau programme avec le Fonds Monétaire International (FMI) en maintenant le déficit primaire hors pétrole en dessous de 5 % du PIB hors pétrole (-3,6 % du PIB hors pétrole en 2017).

La masse salariale sera ramenée à 367 milliards d'ici 2021. Les arriérés seront graduellement apurés suivant un plan d'apurement qui sera issu de l'audit des arriérés lancé au début de l'année. Cet apurement sera mis en œuvre en privilégiant les arriérés ayant un impact économique et social important. En outre, le Trésor public ne devra pas accumuler de nouveaux arriérés (intérieurs et extérieurs) sur la période 2019-2021.

Tableau 1 : Tableau des principaux objectifs

| Critères                              | 2017   | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  |
|---------------------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|
| PIB hors pétrole                      | -3,5   | 1,0   | 3,0   | 3,8   | 3,9   |
| Déficit primaire hors pétrole         | -3,6%  | -4,0% | -4,4% | -4,0% | -4,0% |
| Taux de pression fiscale hors pétrole | 6,7%   | 7,5%  | 8,0%  | 8,6%  | 9,1%  |
| Masse salariale (milliards FCFA)      | 377,01 | 354,0 | 350,0 | 363,0 | 367,0 |
| Nouveaux arriérés                     | 58,43  | 0,00  | 0,00  | 0,00  | 0,00  |

Source : DEP/MFB, 2018

## 2. Projet de budget général de l'État pour l'exercice 2019

### Prévisions des recettes

**Les recettes totales** (y compris les dons) s'établiraient en 2019 à 983,00 milliards de FCFA contre 851,97 milliards en 2018 et 824,28 milliards en 2017, soit une augmentation de 15,4 % et 3,4 % respectivement.

**Recettes fiscales** : les recettes fiscales s'élèvent à 547,54 milliards de FCFA en 2019 contre 424,81 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 28,9 %. Cette importante variation est due, d'une part à l'augmentation (10,8 %) de recettes non pétrolières de 440 milliards de FCFA et d'autre part à l'accroissement important de recettes pétrolières pour se situer à 107,55 milliards de FCFA.

**Recettes non fiscales** : les recettes non fiscales se chiffrent à 279,08 milliards de FCFA en 2019 contre 228,28 milliards de FCFA en 2018 soit une augmentation de 22,3 %. Cette augmentation provient essentiellement de recettes pétrolières de 253,08 milliards de FCFA en 2019 contre 202,55 milliards en 2018 soit une hausse de 24,9 %. Les recettes non pétrolières passent de 25,73 milliards de FCFA en 2018 à 26,00 milliards de FCFA en 2019, soit un accroissement de 1,1%.

**Recettes en capital (y compris aides dons et subventions)** : les ressources attendues au titre des recettes en capital se chiffrent à 194,97 milliards de FCFA en 2019 contre 191,32



milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 1,9 %. S'agissant des aides, dons et subventions, elles baissent en 2019 de 3,50 milliards de FCFA pour se situer à 84,37 milliards de FCFA.

### **Prévisions des dépenses**

Les dépenses sont prévues à hauteur de 979,98 milliards FCFA en 2019 contre 950,74 milliards en 2018, soit une augmentation de 3,1 %.

Les dépenses de personnel sont en diminution, elles passent de 354,00 milliards de FCFA en 2018 à 350,00 milliards en 2019, soit une diminution de 1,1 %.

Les dépenses de biens et services sont destinés au fonctionnement des administrations. Elles se chiffrent à 109,00 milliards de FCFA en 2019 contre 87,00 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 25,3 %.

Les dépenses de transfert : Afin d'entreprendre les opérations de transfert aux autres organismes publics, de prendre en charge les pensions et de respecter les engagements de contribution aux organismes internationaux. L'État dispose pour l'année 2019 d'une enveloppe de 131,00 milliards de FCFA, en augmentation de 17,00 % soit 19,00 milliards de FCFA par rapport à l'année précédente.

Les dépenses d'investissement : Les crédits alloués aux dépenses d'investissement y compris le financement extérieur s'élèvent à 312,97 milliards de FCFA en 2019 contre 274,32 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation relative 14,1 % et 38,66 milliards de FCFA en valeur absolue.

Les dépenses d'intérêt sur la dette sont estimées à 77,00 milliards de FCFA en 2019 contre 123,42 milliards de FCFA en 2018, soit une diminution de 37,6 %.

Le solde budgétaire de base serait déficitaire de 84,95 milliards de FCFA en 2019 contre 499,62 milliards en 2018. Le solde primaire hors pétrole serait déficitaire de 4,3% en 2019 contre 3,6 % du PIB en 2018.

### **Stratégie de mobilisation des recettes hors pétrole**

Les régies financières ont introduit quelques dispositions fiscales dans le projet de Loi de finances 2019 qui sont motivées par les difficultés d'application de la Loi de Finances

2018, en renforçant et améliorant certaines dispositions fiscales du Code General des Impôts (CGI) et la suppression de foyer fiscal. Il s'agit de :

- parachever la réforme de l'IRPP dans sa composante Capital ;
- limiter l'optimisation effectuée sur les avantages non imposables par les contribuables ;
- tenir de la nouvelle tarification des services de base ;
- lutter contre la fraude et l'évasion fiscale internationale ;
- élargir l'assiette de jeux de hasard ;
- mettre en place une commission chargée des contrôles des exonérations en vue de limiter les manques à gagner de l'État ;
- poursuivre la bancarisation de tous les bureaux des douanes ;
- moderniser les services des douanes par l'informatisation ;
- sécuriser les marchandises dès le franchissement des frontières en instaurant le T1 (transit électronique) dans le corridor EST - OUEST et NORD ;
- interconnecter les deux serveurs (SYDONIA TCHAD et CAMEROUN) afin d'échanger les données sur le transit et/ou Étendre NEXUS + sur le territoire tchadien ;
- renforcer les échanges d'information entre la DGI et la DGDDI ;
- accélérer la mise en place de la plateforme de dématérialisation du dédouanement par la mise en place du Guichet Unique.

### **3. Perspectives des finances publiques à moyen terme**

L'évolution des recettes sur la période 2020-2021, se situeraient en moyenne autour de 1 053,88 milliards de FCFA dont 640,88 milliards de recettes fiscales, 224,50 milliards de recettes non fiscales et 188,50 milliards de dons.

S'agissant des dépenses sur la période 2020-2021, elles se situeraient en moyenne à 1 142,97 milliards FCFA dont 59,0 milliards au titre de paiement d'intérêts sur la dette publique, 365,0 milliards de dépenses de personnel, 116,0 milliards de dépenses en biens et services, 140,5 milliards de transferts/subventions et 462,47 milliards de dépenses d'investissements. Le solde budgétaire de base serait excédentaire d'environ 22,88

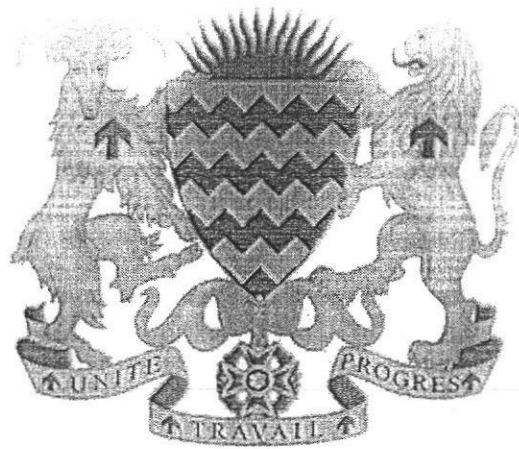
milliards alors que le solde primaire hors pétrole représenterait -4,0 % du PIB soit un déficit de 237,78 milliards FCFA.

Tableau 7 : Cadre budgétaire à moyen terme sur la période 2017-2021 (en milliards FCFA)

|                                              | Real.2017       | Prev. 2018      | Prev. 2019      | Prev.2020       | Prev.2021       |
|----------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>RECETTES TOTALES</b>                      | <b>824,28</b>   | <b>851,97</b>   | <b>983,00</b>   | <b>1 021,81</b> | <b>1 085,95</b> |
| RECETTES FISCALES                            | 400,91          | 424,82          | 547,54          | 608,04          | 673,71          |
| Pétrolières                                  | 57,55           | 27,77           | 107,54          | 113,88          | 123,70          |
| non pétrolières                              | 343,36          | 397,05          | 440,00          | 494,16          | 550,01          |
| RECETTES NON FISCALES                        | 218,37          | 228,28          | 279,08          | 213,77          | 235,24          |
| Pétrolières                                  | 141,45          | 202,55          | 253,08          | 191,06          | 210,67          |
| non pétrolières                              | 76,92           | 25,73           | 26,00           | 22,71           | 24,56           |
| DONS <sup>5</sup>                            | 205,00          | 198,87          | 156,38          | 200,00          | 177,00          |
| <b>DEPENSES TOTALES</b>                      | <b>873,01</b>   | <b>950,74</b>   | <b>979,98</b>   | <b>1 105,27</b> | <b>1 180,67</b> |
| INTERETS DE LA DETTE                         | 93,00           | 123,42          | 77,00           | 60,00           | 58,00           |
| DEPENSES DE PERSONNEL                        | 377,01          | 354,00          | 350,00          | 363,00          | 367,00          |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES                | 88,00           | 87,00           | 109,00          | 115,00          | 117,00          |
| DEPENSES DE TRANSFERTS                       | 103,00          | 112,00          | 131,00          | 136,00          | 145,00          |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                   | 212,00          | 274,32          | 312,98          | 431,27          | 493,67          |
| <b>Solde budgétaire de base</b>              | <b>-77,73</b>   | <b>-106,32</b>  | <b>41,62</b>    | <b>14,10</b>    | <b>31,65</b>    |
| <b>Solde primaire hors pétrole</b>           | <b>-183,74</b>  | <b>-213,22</b>  | <b>-242,00</b>  | <b>-230,83</b>  | <b>-244,73</b>  |
| <b>PIB au prix du marché</b>                 | <b>6 385,26</b> | <b>6 591,14</b> | <b>7 015,04</b> | <b>7 516,33</b> | <b>7 914,93</b> |
| <b>PIB pétrole</b>                           | <b>1 244,40</b> | <b>1 309,30</b> | <b>1 521,30</b> | <b>1 749,30</b> | <b>1 844,40</b> |
| <b>PIB nominal hors pétrole</b>              | <b>5 140,86</b> | <b>5 281,84</b> | <b>5 493,74</b> | <b>5 767,03</b> | <b>6 070,53</b> |
| <b>Solde primaire hors pétrole/PIB</b>       | <b>-3,6%</b>    | <b>-4,0%</b>    | <b>-4,4%</b>    | <b>-4,0%</b>    | <b>-4,0%</b>    |
| <b>Taux de pression fiscale hors pétrole</b> | <b>6,7%</b>     | <b>7,5%</b>     | <b>8,0%</b>     | <b>8,6%</b>     | <b>9,1%</b>     |

Source : DEP/MFB, 2018

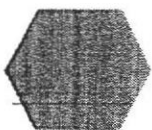
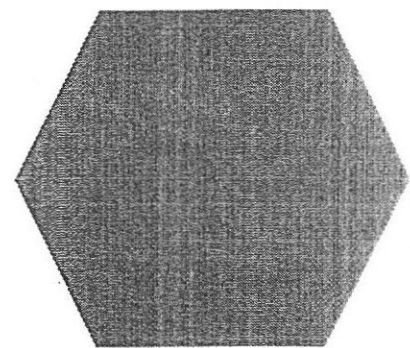
<sup>5</sup> Les dons comprennent les appuis budgétaires



## ANNEXE VIII

# RAPPORT SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2019

(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)



## Sommaire

|                                                                                             |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Sommaire .....                                                                              | 1        |
| <b>I. Vue d'ensemble</b> .....                                                              | <b>2</b> |
| II. Réalisation des recettes du budget général de l'Etat à fin Septembre 2018 .....         | 2        |
| <b>1. Recettes hors pétrole</b> .....                                                       | <b>2</b> |
| <b>2. Recettes pétrolières</b> .....                                                        | <b>3</b> |
| <b>c. Recettes en capital</b> .....                                                         | <b>3</b> |
| III. Exécution des dépenses du Budget général de l'Etat.....                                | 5        |
| <b>1. Service de la dette (Titre I &amp; IV)</b> .....                                      | <b>5</b> |
| <b>2. Dotation des pouvoirs publics (Titre II)</b> .....                                    | <b>5</b> |
| <b>3. Transferts et subventions (Titre III)</b> .....                                       | <b>6</b> |
| <b>4. Investissements-Equipements (Titre V)</b> .....                                       | <b>6</b> |
| Annexes.....                                                                                | 7        |
| <b>Annexe 1 : Réalisation des recettes à fin septembre 2018 (en millions de FCFA)</b> ..... | <b>7</b> |
| <b>Annexe 2 : Exécution des dépenses à fin septembre 2018 (en millions de FCFA)</b> .....   | <b>7</b> |

## **I. Vue d'ensemble**

Au troisième trimestre 2018, le Budget Général de l'Etat est exécuté à hauteur de 75,2% en recettes et 44,7% en dépenses. Comme au trimestre précédent, le niveau de recouvrement le plus important s'observe au niveau des recettes pétrolières (87,4%) en lien avec la hausse de l'Impôt sur les Sociétés pétrolières (357,2%) et dans une moindre mesure de la redevance statistique (148,2%). Par contre, en ce qui concerne les dépenses, celles de biens et services ont enregistré le niveau d'exécution le plus élevé (69,6%). Il en est de même des dépenses de personnel dont le niveau de réalisation se situe à 67,7%.

## **II. Réalisation des recettes du budget général de l'Etat à fin Septembre 2018**

Prévues globalement pour un montant de 846,408 milliards de FCFA dans la LFI 2018, les recettes totales ont été recouvrées à concurrence de 636,490 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit un taux de réalisation de 75,2% contre 87% au troisième trimestre 2017.

### **1. Recettes hors pétrole**

Sur une prévision annuelle de 422,770 milliards de FCFA, les réalisations de ressources hors pétrole à fin septembre 2018 s'élèvent à 305,122 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 72,2% contre 92% à la fin du troisième trimestre 2017.

#### **a. Recettes fiscales**

Au troisième trimestre 2018, les recettes fiscales hors pétrole s'élèvent à 271, 012 milliards de FCFA sur les 397,040 milliards de prévisions budgétaires, correspondant à un taux de recouvrement de 68,3% contre 74% à la même période en 2017.

La Direction Générale de Services des Impôts (DGSI) a réalisé 178,782 milliards de FCFA sur une prévision de 261,855 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 68,3% contre 80% au troisième trimestre 2017.

Pour une prévision annuelle de 14,370 milliards de FCFA, la Direction Générale de Services des Domaines(DGSD) a recouvré 5,689 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement à fin septembre 2018 de 39,6%.



La Direction Générale de Services des Douanes et Droits Indirects (DGSDDI) quant à elle, a recouvré 86, 541 milliards de FCFA sur une prévision de 120,815 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux de recouvrement de 71,6% contre 61% un an plutôt à la même période.

#### **b. Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 34,110 milliards de FCFA à fin septembre 2018 sur les 25,730 milliards de FCFA prévus, soit une réalisation de 132,6 %. Ce surplus de réalisation dès la fin du troisième trimestre résulte d'un dépassement des recettes administratives et diverses (109,9% et 168,2% respectivement).

### **2. Recettes pétrolières**

Au troisième trimestre 2018, les recettes pétrolières ont été recouvrées à hauteur de 201, 296 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de la LFI de 230,319 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 87,4% contre 77% au troisième trimestre 2017.

#### **a. Recettes fiscales pétrolières**

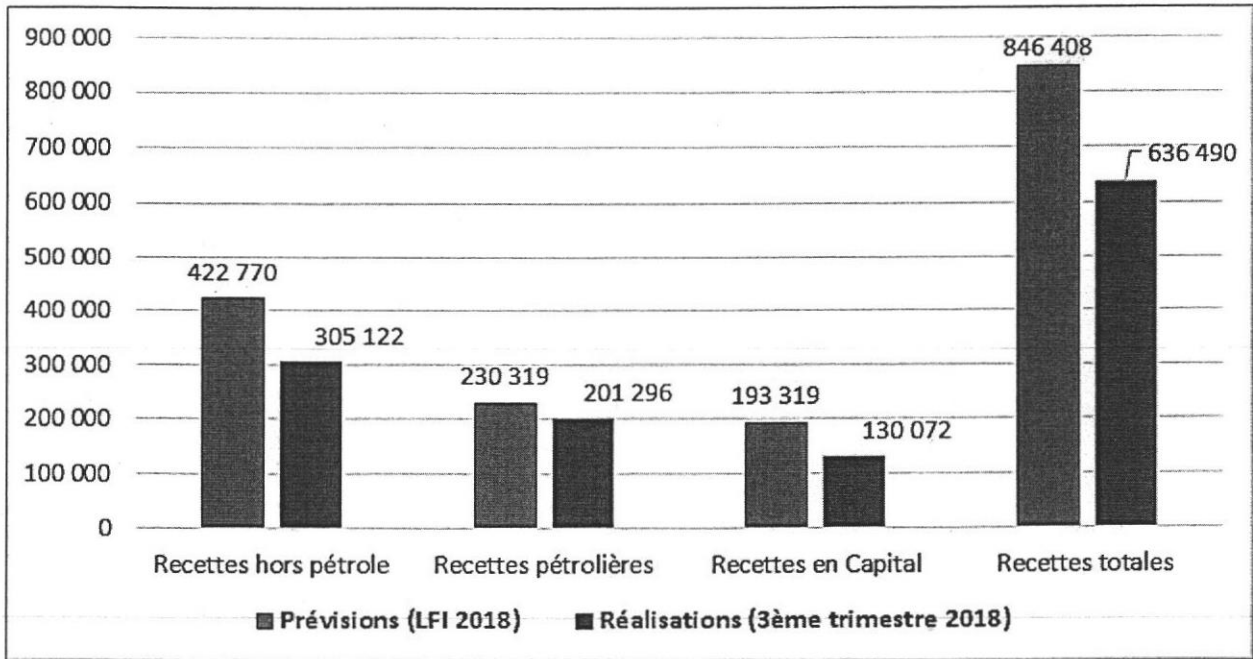
Composé de l'Impôt sur les Sociétés pétrolières et de la redevance statistique, les recettes fiscales pétrolières ont été recouvrées à fin septembre 2018 à hauteur de 88, 548 milliards de FCFA pour une prévision de 27, 769 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux de réalisation de 318,9%.

#### **b. Recettes non fiscales pétrolières**

Les recettes non fiscales pétrolières sont constituées des redevances sur la production et dividendes, du droit d'accès au pipeline et des autres recettes pétrolières. Au troisième trimestre 2018, leur niveau de recouvrement se situe à 112, 748 milliards de FCFA sur une prévision de la LFI 2018 de 202, 550 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux de recouvrement de 55,7%.

#### **c. Recettes en capital**

A fin septembre 2018, les recouvrements de cette catégorie de recettes s'élèvent à 130, 072 milliards de FCFA sur une prévision de 193,319 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux de réalisation de 67,3%.



Graphique 1: Réalisations des recettes au troisième trimestre 2018 (en millions de FCFA)  
 Source : DGTCP/MFB

### **III. Exécution des dépenses du Budget général de l'Etat**

Dans l'ensemble, les dépenses du budget général de l'Etat à fin septembre 2018 ont été exécutées à hauteur de 600, 655 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 1 343,034 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux d'exécution de 44,7% contre 62% à la fin du troisième trimestre 2017.

#### **1. Service de la dette (Titre I & IV)**

Pour une prévision de 515,715 milliards de FCFA, le service de la dette publique a été exécuté à hauteur de 53, 757 milliards de FCFA dont 23, 960 en intérêts et 29, 797 en principal. Ce qui correspond à un taux d'exécution de 10,4% contre 34% à la même période en 2017.

Ces prévisions élevées prennent en compte le service de la dette Glencore de 244 milliards de FCFA avant sa restructuration, ce qui explique le faible niveau d'exécution au troisième trimestre 2018 tout comme dans les deux premiers trimestres de l'année.

#### **2. Dotation des pouvoirs publics (Titre II)**

Au troisième trimestre 2018, le montant total des dépenses de ce titre s'élèvent à 300, 074 milliards de FCFA sur une dotation annuelle de 441,000 milliards de Francs CFA, soit un taux d'exécution de 68,04% contre 79,6% à la même période en 2017.

##### **a. Personnel**

Au troisième trimestre 2018, ces dépenses sont exécutées à hauteur de 239, 539 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 354,000 milliards de FCFA dont 178, 523 milliards de FCFA pour les civils et 61, 016 milliards pour les militaires. Ce qui correspond à un taux d'exécution global de 67,7% contre 82% à la même période en 2017.

##### **b. Biens et Services**

Au troisième trimestre 2018, sur une dotation annuelle de 87 milliards de FCFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 60, 535 milliards de FCFA correspondant à un taux d'exécution de 69,6% contre 70 % à fin septembre 2017.

### 3. Transferts et subventions (Titre III)

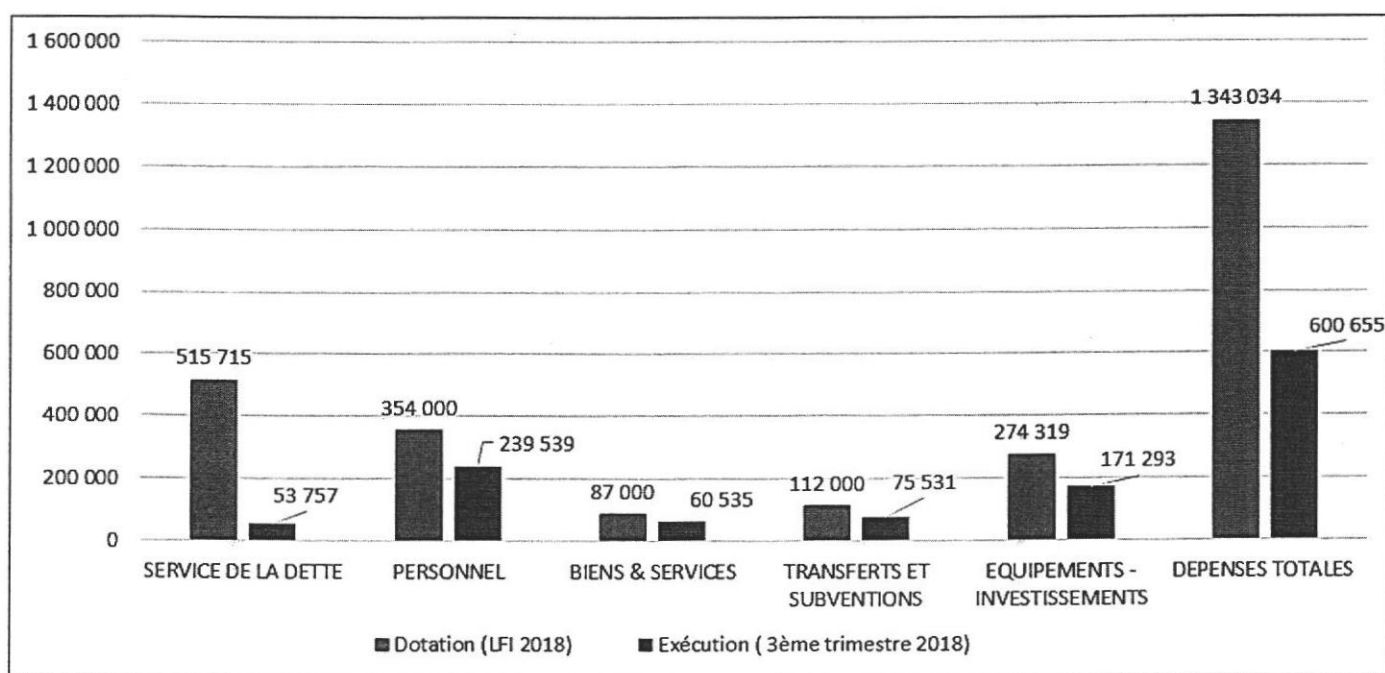
Pour une prévision de 112 milliards de FCFA, l'exécution des dépenses de transferts et subventions s'élève à fin septembre 2018 à 75, 531 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 67,4%. A la même période en 2017, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 58%.

### 4. Investissements-Equipements (Titre V)

Globalement, sur une prévision de 274,319 milliards de FCFA, les dépenses d'investissements ont été exécutées à hauteur de 171, 293 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 62,4% % contre 58,4% au troisième trimestre 2017.

A fin septembre 2018, les dépenses d'investissements sur ressources intérieures sont exécutées à hauteur de 41, 221 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 83,000 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 49,7% contre 33% à la même période en 2017.

Quant aux investissements sur financements extérieurs, les décaissements se chiffrent à 130, 072 milliards de FCFA sur une prévision de 191,319 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 68 %. Au troisième trimestre 2017, ces dépenses ont été exécutées à hauteur



Graphique 2: Exécution des dépenses au troisième trimestre 2018

Source : DESB/MFB

de 70%.

## Annexes

### Annexe 1 : Réalisation des recettes à fin septembre 2018 (en millions de FCFA)

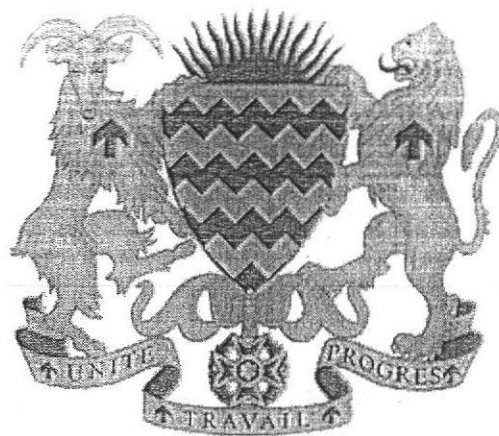
| Nature de la recette    | Prévision<br>(LFI 2018) | Réalisation<br>(fin sept. 2018) | Taux de<br>réalisation . |
|-------------------------|-------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| Recettes hors pétrole   | 422 770                 | 305 122                         | 72,2%                    |
| Recettes pétrolières    | 230 319                 | 201 296                         | 87,4%                    |
| Recettes en Capital     | 193 319                 | 130 072                         | 67,3%                    |
| <b>Recettes totales</b> | <b>846 408</b>          | <b>636 490</b>                  | <b>75,2%</b>             |

Source : DGTCP/MFB

### Annexe 2 : Exécution des dépenses à fin septembre 2018 (en millions de FCFA)

| NATURE DE LA DEPENSE                                                       | Dotation<br>(LFI 2018) | Exécution<br>( fin sept. 2018) | Taux<br>d'exécution |
|----------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------------|---------------------|
| <b>TITRE I : SERVICE DETTE<br/>PUBLIQUE (y compris<br/>amortissements)</b> | <b>515 715</b>         | <b>53 757</b>                  | <b>10,42%</b>       |
| <b>TITRE II : DOTATION AUX<br/>POUVOIRS PUBLICS</b>                        | <b>441 000</b>         | <b>300 074</b>                 | <b>68,04%</b>       |
| <i>PERSONNEL</i>                                                           | 354 000                | 239 539                        | 67,67%              |
| <i>BIENS &amp; SERVICES</i>                                                | 87 000                 | 60 535                         | 69,58%              |
| <b>TITRE III : INTERVENTION DE<br/>L'ETAT</b>                              | <b>112 000</b>         | <b>75 531</b>                  | <b>67,44%</b>       |
| <b>TITRE V : EQUIPEMENTS-<br/>INVESTISSEMENTS</b>                          | <b>274 319</b>         | <b>171 293</b>                 | <b>62,44%</b>       |
| <i>INVEST.SUR RESS.INTER</i>                                               | 83 000                 | 41 221                         | 49,66%              |
| <i>INVEST.SUR FIN. EXT</i>                                                 | 191 319                | 130 072                        | 67,99%              |
| <b>DEPENSES TOTALES</b>                                                    | <b>1 343 034</b>       | <b>600 655</b>                 | <b>44,72%</b>       |

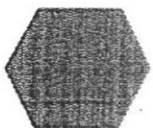
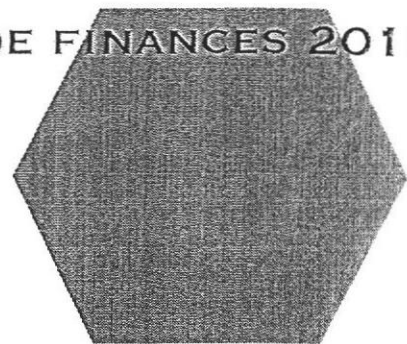
Source : DESB/MFB



## ANNEXE IX

# STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 2018-2021

(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)





## **SOMMAIRE**

|                                                                              |    |
|------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Abréviations</b>                                                          | 2  |
| <b>INTRODUCTION</b>                                                          | 3  |
| <b>I. OBJECTIFS ET CHAMP DE LA GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE</b>              | 4  |
| I.1 Objectifs de la gestion de la dette publique                             | 4  |
| I.2 Champ de la gestion de la dette publique                                 | 4  |
| <b>II. CONTEXTE MACROECONOMIQUE</b>                                          | 4  |
| II.1 Développements macroéconomiques récents                                 | 4  |
| II.2 Perspectives macroéconomiques                                           | 5  |
| II.3 Principaux facteurs de risques relatifs aux hypothèses macroéconomiques | 6  |
| <b>III. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE</b>                                   | 7  |
| III.1 Structure du portefeuille de la dette publique à fin 2017              | 7  |
| III.1.1 Dette extérieure                                                     | 8  |
| III.1.2 Dette intérieure                                                     | 8  |
| III.2 Coûts et risques liés à la structure actuelle du portefeuille          | 9  |
| <b>IV. SOURCES DE FINANCEMENT</b>                                            | 9  |
| IV.1 Sources de financement extérieur                                        | 10 |
| IV.2 Sources de financement intérieur                                        | 11 |
| <b>V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2018-2021</b>           | 12 |
| V.1 Présentation des stratégies                                              | 12 |
| V.2 Validation des hypothèses                                                | 13 |
| V.3 Analyse des résultats                                                    | 13 |
| <b>VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>                                    | 14 |
| <b>ANNEXES</b>                                                               |    |

## **Abréviations**

|               |                                                                            |
|---------------|----------------------------------------------------------------------------|
| <b>ATM</b>    | Average Time to Maturity (Échéance moyenne)                                |
| <b>ATR</b>    | Average Time to Refixing (Temps moyen de la refixation des taux d'intérêt) |
| <b>AVD</b>    | Analyse de Viabilité de la Dette                                           |
| <b>BEAC</b>   | Banque des Etats de l'Afrique Centrale                                     |
| <b>BTA</b>    | Bon du Trésor Assimilable                                                  |
| <b>CEMAC</b>  | Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale                   |
| <b>CONAD</b>  | Commission Nationale d'Analyse de la Dette                                 |
| <b>ETAVID</b> | Equipe Technique d'Analyse de la Viabilité de la Dette                     |
| <b>FCFA</b>   | Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale                     |
| <b>FMI</b>    | Fonds Monétaire International                                              |
| <b>DGTCP</b>  | Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique                |
| <b>DD</b>     | Direction de la Dette                                                      |
| <b>MFB</b>    | Ministère des Finances et du Budget                                        |
| <b>OTA</b>    | Obligation du Trésor Assimilable                                           |
| <b>PIB</b>    | Produit Intérieur Brut                                                     |
| <b>SDMT</b>   | Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme                             |

## INTRODUCTION

Le document de la stratégie d'endettement public fixe pour la période considérée, le cadre général dans lequel doit être conduite la politique gouvernementale en matière d'endettement public.

Afin de permettre à ses États membres d'atteindre les objectifs précités, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale - CEMAC a, sur la base des standards internationaux de gestion de la dette, publié le Règlement n°12/07-UEAC-186-CM- 15 du 19 mars 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement et de gestion de la dette dans les Etats de la CEMAC.

Ce règlement exige :

- L'obligation d'élaborer une politique d'endettement public ;
- La délimitation des compétences et des responsabilités des autorités et des structures intervenantes dans le processus d'endettement ;
- La production d'un rapport annuel sur la gestion de la dette ;
- La mise en place d'une structure de coordination ;
- Le suivi de la politique d'endettement.

C'est dans ce même cadre, qu'il a été créé au niveau national, une structure de coordination de la dette publique : la Commission Nationale d'Analyse de la Dette (CONAD) dont l'une des missions est d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale d'endettement.

Fort de ce qui précède, une première ébauche de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT) du Tchad, objet du présent document, vient d'être élaborée.

Cette Stratégie d'Endettement à Moyen Terme porte sur une période de quatre (4) ans et la présente SDMT couvre la période 2018 - 2021 et, est élaborée dans un contexte économique marqué sur le plan international par le fait que 2017 était l'année dont la croissance mondiale était la plus forte et, la plus harmonisée depuis 2010.

Sur le plan national, cette stratégie s'inscrit dans un contexte principalement marqué par la conclusion d'un deuxième programme triennal avec le FMI, d'une conjoncture économique difficile bien que marquée par des prémices d'amélioration, notamment suite à la hausse enregistrée dernièrement sur les prix du pétrole.

Ce document est structuré comme suit :

- I. Objectifs et champ de la SDMT ;
- II. Dette à fin 2017 : Composition et indicateurs du portefeuille de la dette du Tchad ;
- III. Cadrage macro budgétaire ;
- IV. Analyse des coûts et risques des sources de financement disponibles ;
- V. Analyse des stratégies alternatives, recommandation et justification de la stratégie à retenir.

## I. OBJECTIFS ET CHAMP DE LA SDMT

### I.1- Objectifs de la SDMT :

1. Les objectifs stratégiques de la SDMT du Tchad pour la période 2018-2021 visent notamment à :

- Favoriser les financements concessionnels ;
- Développer et approfondir le marché intérieur des titres publics ;
- S'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables.

Ainsi, la réalisation de ces objectifs exige du gestionnaire de la dette de rechercher et de proposer la meilleure combinaison possible entre la dette intérieure et la dette extérieure, qui permet de couvrir les besoins de financement tout en améliorant le profil de risque de la dette.

Ces objectifs stratégiques seront complétés par des objectifs spécifiques liés à une meilleure gestion des risques issus de l'analyse du portefeuille de la dette à fin 2017.

### I.2- LE CHAMP D'APPLICATION :

2. Le champ d'application de la SDMT est circonscrit à la dette extérieure et intérieure de l'administration centrale (dette directe de l'État). Par conséquent, les passifs conditionnels comme la dette garantie par l'État ou les dettes contractées par les collectivités locales, les établissements publics et autres entités assimilées, n'ont pas été pris en compte du fait de l'insuffisance de données.

Toutefois, la portée de la SDMT pourrait être étendue à ces entités dès que ces informations seront disponibles. Il est important de souligner que l'exercice a utilisé les données de la dette à fin décembre 2017 (année de base).

## II. LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

### II.1 Développements macroéconomiques récents

3. **La croissance économique mondiale** s'établit à 3,7 % en 2017<sup>1</sup> contre 3,1 % un an plus tôt. Globalement, la poursuite de la croissance mondiale a été plus rapide que prévu, en particulier dans les pays avancés. Cette accélération de la croissance résulte de la résilience de l'économie américaine, due à la réforme fiscale et à la relance budgétaire. Les perspectives seraient encore meilleures en 2018 et en 2019. L'affermissement de l'économie mondiale serait plus fort avec un taux de croissance révisé à 3,9% pour les deux années.

4. **Dans la zone CEMAC**, après un ralentissement de la croissance en volume en 2016 de 0,2%, le PIB réel a progressé de 0,4 % en 2017. Cette progression est tirée par la remontée des cours du pétrole brut sur les marchés mondiaux et le dynamisme du secteur non pétrolier.

---

<sup>1</sup> Perspectives Economiques Mondiales (PEM) du Fonds Monétaire International (FMI) - Janvier 2018

En 2017, malgré diverses menaces sur l'économie de la sous-région, la croissance a résisté en n'affichant qu'un faible redressement à 0,4 % (-5,0 % pour le secteur pétrolier et 2 % pour le secteur non pétrolier). Il est attendu un repli de l'inflation mais contenu au niveau du seuil communautaire de 3 %. Une amélioration notable du déficit des soldes budgétaire et courant qui s'établiraient respectivement à -15,3 % du PIB en 2016 et -8,3 % du PIB en 2017<sup>2</sup>.

**5. Sur le plan national**, en dépit d'une légère remontée des cours du brut, le déclin des activités pétrolières s'est aggravé en 2017 (-5,9 % contre -3,0 % en 2016). Deux explications essentielles justifient cette morosité du secteur pétrolier. Il s'agit, d'une part, de la baisse des investissements suite à deux années de baisse du cours de pétrole et, d'autre part, des difficultés de forage rencontrées par le Consortium ESSO, consécutives à de nombreuses pannes de turbines. L'économie tchadienne a connu alors un relatif marasme (-3,8 %) en raison d'un manque de dynamisme qui affecte également les activités non pétrolières (-3,5%).

S'agissant des facteurs de croissance du PIB non pétrolier en 2017, le secteur secondaire était le plus touché par les contre-performances du secteur pétrolier en 2017. Au niveau du secteur tertiaire, la contreperformance s'explique essentiellement par la baisse (-19,3 %) des activités dans la branche de service des télécommunications et les branches non marchandes (-7,9 %). Dans le secteur primaire, on observe une décroissance (-1,9 %) dans la branche agriculture et une forte contraction des activités d'exploitation pétrolière de 18,8 % ainsi qu'un dynamisme important des branches de l'élevage (4,9 %) et surtout des activités d'extraction minière non pétrolière (82,2 %).

**6. Du côté des finances publiques**, le budget rectificatif 2017 prévoit en ressources 690,774 milliards de FCFA et en dépenses 966,110 milliards de FCFA, avec un déficit global prévisionnel de 275,336 milliards de FCFA. La situation d'exécution budgétaire à fin décembre 2017 se présente comme suit :

Au titre des ressources, un montant de 824,34 milliards de FCFA a été mobilisé, soit un taux de réalisation de 119,3 %. Cette performance est réalisée tant au niveau des régies financières, notamment dans la mobilisation des ressources hors pétrole qu'au niveau des recettes pétrolières. Les recettes hors pétrole prévues pour un montant de 390,367 milliards de FCFA ont été recouvrées à hauteur de 420,0 milliards de FCFA, soit un taux de 107,6 %.

Au niveau des dépenses publiques, l'exécution des dépenses s'élève à 873,01 milliards de FCFA, pour une prévision de 805,603 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 108,4 %.

Le solde global de l'exercice 2017 présente un déficit de 183,74 milliards malgré la réduction des dépenses publiques et les mesures prises pour l'amélioration du recouvrement des recettes. Le déficit primaire hors pétrole a baissé, passant de 4,1 % du PIB hors pétrole en 2016 à 3,6 % du PIB hors pétrole en 2017.

## II.2 Perspectives macroéconomiques

**7. Au niveau international**, tout d'abord, des hypothèses prudentes ont été retenues quant à l'évolution des cours mondiaux du baril de pétrole. Ainsi, le prix du Brent se situerait à 63,8

<sup>2</sup> Rapport de Surveillance Multilatérale de la CEMAC, Août 2017

dollars en 2018 après avoir atteint 99,0 dollars en 2014, 52,4 dollars en 2015, 42,9 dollars en 2016 et 54,4 dollars en 2017. A partir de 2019, le prix du Brent évoluerait chaque année pour se situer à 65,0 dollars en 2019, 57,1 dollars en 2020 et 55,6 dollars en 2021.

S'agissant du taux de change du dollar américain, il serait relativement stable sur toute la période. Après avoir atteint 608,9 FCFA en 2016 et 580,5 FCFA en 2017, la valeur du dollar américain en FCFA s'établirait à 529,0 sur la période 2018 à 2021.

**8. Au niveau national**, les hypothèses sont faites sur l'offre et la demande. Du côté de l'offre, les hypothèses concernent les évolutions des productions en volume et des prix au producteur pour chaque secteur d'activité. Il s'agit ici de la production brute et non de la production au sens de la valeur ajoutée. Ces hypothèses sont issues principalement des tests de conjoncture de la BEAC. Du côté de la demande, les hypothèses concernent l'évolution des exportations, des dépenses publiques courantes et de la demande intérieure privée.

**9. Concernant les finances publiques, les recettes totales** (y compris les dons) s'établiraient en 2019 à 983,00 milliards de FCFA contre 851,97 milliards en 2018 et 824,28 milliards en 2017, soit une augmentation de 15,4 % et 3,4 % respectivement. En 2019, les recettes fiscales atteindraient 547,54 milliards de FCFA dont 440,00 milliards de recettes non pétrolières et 107,54 milliards de recettes pétrolières. Concernant les recettes non fiscales, elles se chiffreraient à 279,08 milliards de FCFA dont 26,00 milliards de recettes non pétrolières et 253,08 milliards de recettes pétrolières. Il est prévu une valeur de 156,38 milliards en dons.

Sur la période 2020-2021, en moyenne, les recettes s'élèveraient à 1 053,88 milliards de FCFA dont 640,88 milliards de recettes fiscales, 224,50 milliards de recettes non fiscales et 188,50 milliards de dons.

**10. S'agissant des dépenses**, elles sont prévues à 979,98 milliards FCFA en 2019 contre 950,74 milliards en 2018 et 873,01 milliards en 2017. Les dépenses de personnel, de biens et services, de transferts et subventions, d'investissements et d'intérêts sur la dette se situeraient respectivement à 350,00 milliards, 109,00 milliards, 131,00 milliards, 312,98 milliards et 77,00 milliards. Le solde budgétaire de base serait excédentaire de 0,6 % du PIB en 2019 contre un solde budgétaire de base déficitaire 1,6 % du PIB en 2018 et le solde primaire hors pétrole serait déficitaire de 242,00 milliards soit -4,4% du PIB.

En moyenne, sur la période sous-revue, les dépenses se situeraient à 1 142,97 milliards FCFA dont 59,0 milliards au titre de paiement d'intérêts sur la dette publique, 365,0 milliards de dépenses de personnel, 116,0 milliards de dépenses en biens et services, 140,5 milliards de transferts/subventions et 462,47 milliards de dépenses d'investissements. Le solde budgétaire de base serait excédentaire d'environ 22,88 milliards alors que le solde primaire hors pétrole représenterait -4,0% du PIB soit un déficit de 237,78 milliards FCFA.



**Tableau 1 : Cadre budgétaire à moyen terme sur la période 2017-2021 (en milliards FCFA)**

|                                              | 2017            | 2018            | 2019            | 2020            | 2021            |
|----------------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>RECETTES TOTALES</b>                      | <b>824,28</b>   | <b>851,97</b>   | <b>983,00</b>   | <b>1 021,81</b> | <b>1 085,95</b> |
| RECETTES FISCALES                            | 400,91          | 424,82          | 547,54          | 608,04          | 673,71          |
| Pétrolières                                  | 57,55           | 27,77           | 107,54          | 113,88          | 123,70          |
| non pétrolières                              | 343,36          | 397,05          | 440,00          | 494,16          | 550,01          |
| RECETTES NON FISCALES                        | 218,37          | 228,28          | 279,08          | 213,77          | 235,24          |
| Pétrolières                                  | 141,45          | 202,55          | 253,08          | 191,06          | 210,67          |
| non pétrolières                              | 76,92           | 25,73           | 26,00           | 22,71           | 24,56           |
| DONS                                         | 205,00          | 198,87          | 156,38          | 200,00          | 177,00          |
|                                              |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>DEPENSES TOTALES</b>                      | <b>873,01</b>   | <b>950,74</b>   | <b>979,98</b>   | <b>1 105,27</b> | <b>1 180,67</b> |
| INTERETS DE LA DETTE                         | 93,00           | 123,42          | 77,00           | 60,00           | 58,00           |
| DEPENSES DE PERSONNEL                        | 377,01          | 354,00          | 350,00          | 363,00          | 367,00          |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES                | 88,00           | 87,00           | 109,00          | 115,00          | 117,00          |
| DEPENSES DE TRANSFERTS                       | 103,00          | 112,00          | 131,00          | 136,00          | 145,00          |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                   | 212,00          | 274,32          | 312,98          | 431,27          | 493,67          |
|                                              |                 |                 |                 |                 |                 |
| <b>Solde budgétaire de base</b>              | <b>-77,73</b>   | <b>-106,32</b>  | <b>41,62</b>    | <b>14,10</b>    | <b>31,65</b>    |
| <b>Solde primaire hors pétrole</b>           | <b>-183,74</b>  | <b>-213,22</b>  | <b>-242,00</b>  | <b>-230,83</b>  | <b>-244,73</b>  |
| <b>PIB au prix du marché</b>                 | <b>6 385,26</b> | <b>6 591,14</b> | <b>7 015,04</b> | <b>7 516,33</b> | <b>7 914,93</b> |
| <b>PIB pétrole</b>                           | <b>1 244,40</b> | <b>1 309,30</b> | <b>1 521,30</b> | <b>1 749,30</b> | <b>1 844,40</b> |
| <b>PIB nominal hors pétrole</b>              | <b>5 140,86</b> | <b>5 281,84</b> | <b>5 493,74</b> | <b>5 767,03</b> | <b>6 070,53</b> |
| <b>Solde primaire hors pétrole/PIB</b>       | <b>-3,6%</b>    | <b>-4,0%</b>    | <b>-4,4%</b>    | <b>-4,0%</b>    | <b>-4,0%</b>    |
| <b>Taux de pression fiscale hors pétrole</b> | <b>6,7%</b>     | <b>7,5%</b>     | <b>8,0%</b>     | <b>8,6%</b>     | <b>9,1%</b>     |

Source : Direction des Etudes et de la Prévision, 2018

### II.3 Principaux facteurs de risques relatifs aux hypothèses macroéconomiques

10. Depuis la fin de l'année 2014, le Tchad est confronté à une grave crise économique, financière et sécuritaire qui a affecté la stabilité macroéconomique et a créé un déséquilibre dans la gestion des finances publiques. En effet, le prix moyen annuel du Brent a successivement diminué de 47 % en 2015 et 18 % en 2016 avant de remonter de 27 % en 2017. Comme conséquence, le Tchad a enregistré des récessions consécutives en 2016 (-3,7%) et 2017 (-3,8 %).

Cette crise a conduit le Gouvernement à accélérer les politiques de réforme des finances publiques et à signer successivement deux programmes économique et financier avec le FMI. En outre, le Gouvernement a élaboré un Plan National de Développement sur la période 2017-2021, dont l'un des principaux objectifs est de mettre en place les conditions de la diversification de l'économie tchadienne qui a été considérée comme le facteur de la faible résilience du pays aux fluctuations des prix mondiaux du baril de pétrole.

Les réformes d'assainissement public consistaient notamment en l'amélioration de la mobilisation des ressources fiscales non pétrolières, la maîtrise des dépenses publiques, l'apurement et la non accumulation des arriérés ainsi qu'une meilleure gestion de la dette publique.

### III. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2017

11. L'encours de la dette publique du Tchad au 31 décembre 2017 s'élevait à **2 731,9 milliards de FCFA** (soit environ **4 994,9 millions d'USD**) dont **1 518,4 milliards FCFA**

pour la dette extérieure (55,6%) et **1 213,6 milliards FCFA** pour la dette intérieure (44,4%). Le taux d'endettement public en %PIB est de **42,8 %**. Par conséquent, le critère de convergence CEMAC (dont le seuil est de 70%) est respecté.

**Tableau N° 2 : Dette publique à fin 2017 (en millions)**

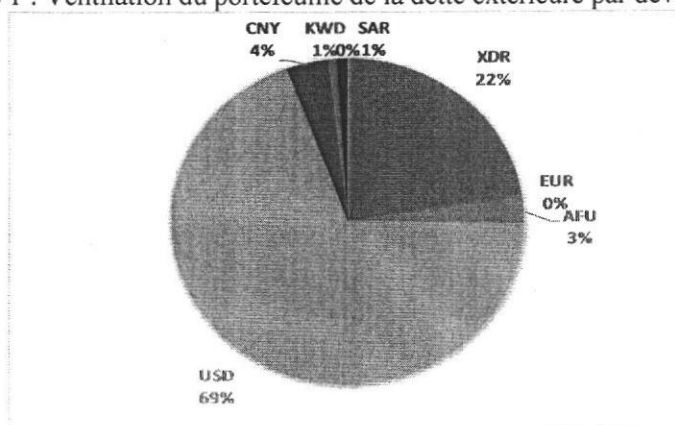
| Dette publique/années       | Encours en FCFA  | Encours en USD   | En % PIB    | Part en %   |
|-----------------------------|------------------|------------------|-------------|-------------|
| Dette extérieure            | 1 518 397        | 2 776, 11        | 23,8        | 55,6        |
| Dette intérieure            | 1 213 589        | 2218,83          | 19          | 44,4        |
| <b>Total Dette publique</b> | <b>2 731 980</b> | <b>4 994, 94</b> | <b>42,8</b> | <b>100%</b> |

### III-1 La Dette extérieure

**12.** L'encours de la dette extérieure en valeur nominale représente **23,8 %** du PIB. Il est constitué de la dette multilatérale à hauteur de **29,3 %**, de la dette bilatérale qui représente **25,0 %** et de la dette commerciale pour environ **45,7 %**. Cette dette commerciale est constituée en totalité de la dette consolidée avec *Glencore* qui représente quasiment la moitié du portefeuille de la dette extérieure.

De l'analyse de la composition du portefeuille par devise, il ressort que le dollar constitue la principale devise d'endettement extérieur du portefeuille existant du Tchad (69 %) suivie de la dette multilatérale contractée en XDR (22 %). Cette proportion forte du dollar résulte essentiellement du poids du prêt *Glencore* dont le remboursement est lié aux recettes pétrolières exprimées en dollar réduisant ainsi l'exposition du portefeuille au risque de change lié à cette devise.

Graphique 1 : Ventilation du portefeuille de la dette extérieure par devise d'origine



### III-2 La dette intérieure :

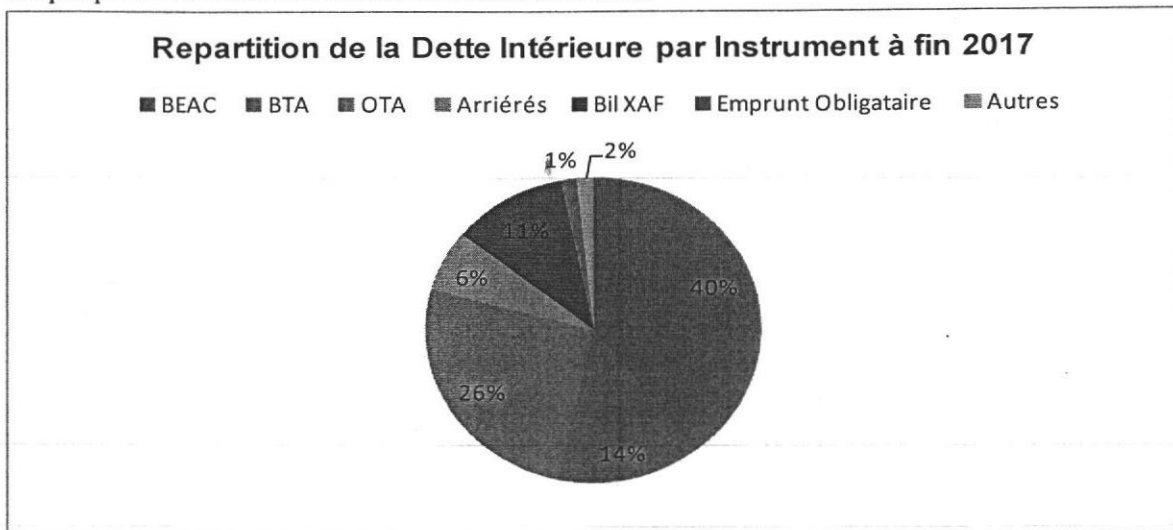
**13.** La dette intérieure du Tchad à fin 2017 représente en valeur nominale **19,0%** du PIB. Elle est composée principalement de la dette consolidée BEAC (39,51%), la dette titre 41,3%, la dette Bilatérale en FCFA 11,08%<sup>3</sup>, et un stock d'arriérés (6,49%).

Tous les instruments de la dette intérieure sont assortis de taux d'intérêt fixes, le taux d'intérêt moyen pondéré s'élève à 2,9% et l'échéance moyenne est de 5,5 ans. Le poids de la dette intérieure dans la dette totale a considérablement évolué ces dernières années, il représente

<sup>3</sup> Pour les besoins de l'analyse de la SDMT, les prêts bilatéraux en FCFA (Cameroun, Congo, Guinée Equatoriale et la BDEAC) sont considérés dans la dette intérieure.

44,4% de la dette totale à fin 2017. Cette augmentation rapide est due notamment aux avances exceptionnelles reçues de la BEAC et aux émissions d'obligations et de Bons de Trésor Assimilables à partir de 2014.

Graphique 2 : Situation de la dette intérieure à fin 2017



### III-3-Analyse coûts et risques du portefeuille de la dette publique :

14. De l'analyse des indicateurs de la dette ci-dessous, il ressort que le coût moyen du portefeuille de la dette publique actuelle du Tchad est de 2,7% l'an. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette intérieure s'élevait à 2,9% contre 2,5% pour la dette extérieure.

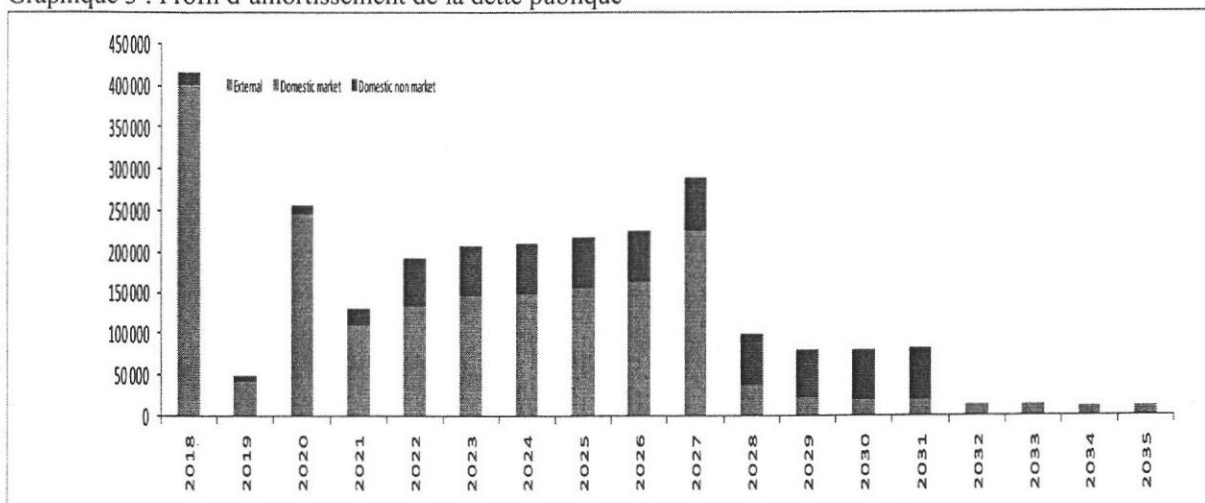
15. Le portefeuille de la dette publique du Tchad est exposé à de nombreux risques :

- **Risque de refinancement** : Le profil d'amortissement de la dette publique révèle un important risque de refinancement dû, d'une part, au remboursement des OTA en 2018 et 2020 et du revolving des BTA en 2018 et les années suivantes et, d'autre part, au remboursement de la dette *Glencore* de 2020 à 2027 dont les paiements du principal varient entre 82 et 317 millions de USD par an. L'échéance moyenne (ATM) du portefeuille est de 7,0 ans.
- **Risque de taux d'intérêt** : En raison du poids de la dette *Glencore* (45,68%) qui est à taux variable, le portefeuille de la dette extérieure est exposé au risque de taux d'intérêt. La durée moyenne de refixation se situe à 5,3 ans et la part de la dette extérieure à refixer s'élève à 49,3% du total de la dette.
- **Risque de taux de change** : La part élevée de la dette extérieure en dollar expose le portefeuille au risque de change. Cependant, ce risque est apaisé par la couverture naturelle de la dette *Glencore* dont le remboursement est lié aux recettes pétrolières exprimées également en USD.

Tableau N° 3 : Caractéristiques du portefeuille de la Dette existante à fin décembre 2017

| Risk Indicators               |                                             | Dettes Extérieures | Dettes Intérieures | Dettes Totales |
|-------------------------------|---------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Montant (En Millions de FCFA) |                                             | 1 518 397,8        | 1 213 589,9        | 2 731 987,7    |
| Montant (En Millions de USD)  |                                             | 2 776,1            | 2 218,8            | 4 994,9        |
| Dettes Nominal en % du PIB    |                                             | 23,8               | 19,0               | 42,8           |
| Coût de la dette              |                                             |                    |                    |                |
|                               | Charge d'intérêt en % du PIB                | 0,6                | 0,6                | 1,1            |
|                               | Taux d'intérêt Moyen Pondéré (%)            | 2,5                | 2,9                | 2,7            |
| Risque de refinancement       |                                             |                    |                    |                |
|                               | Vie moyenne (ans)                           | 8,2                | 5,5                | 7,0            |
|                               | Échéance dans 1an (% du Total)              | 3,6                | 29,6               | 15,2           |
|                               | Échéance dans 1an (% du PIB)                | 0,9                | 5,6                | 6,5            |
| Risque de taux d'intérêt      |                                             |                    |                    |                |
|                               | ATR (yan)                                   | 5,3                | 5,5                | 5,4            |
|                               | Dettes révisées dans 1an (% du Total)       | 49,3               | 29,6               | 40,6           |
|                               | Dettes à taux d'intérêt fixe (% du total)   | 54,3               | 100,0              | 74,6           |
| Risque de taux de change      |                                             |                    |                    |                |
|                               | Dettes en devise (% du total)               |                    |                    | 55,6           |
|                               | Stock de la dette en devise (% de réserves) |                    |                    | 439,0          |

Graphique 3 : Profil d'amortissement de la dette publique



Source : Direction de la Dette

16. Il ressort de ce qui précède que le risque de refinancement est considéré comme le risque le plus important à gérer dans le court terme, notamment à travers une stratégie d'émission de titres publics plus appropriée. Par ailleurs, il serait envisageable pour le pays d'opter à moyen et long terme pour un endettement bilatéral concessionnel en Euro dans l'objectif, d'une part, de diversifier les sources de financement extérieures, et d'autre part, de réduire l'exposition du portefeuille de la dette extérieure au risque de taux de change.

#### IV. ANALYSE DES SOURCES DE FINANCEMENT

17. Pour couvrir les besoins de financement du budget, le Tchad fait recours à plusieurs sources de financement tant extérieures qu'intérieures.

Les principales caractéristiques financières des instruments d'endettement se résument ainsi :

Tableau n°4: Conditions financières indicatives des instruments d'endettement

| Instrument                    | Taux d'int Fix / Var | Maturité | Grace | Devise |
|-------------------------------|----------------------|----------|-------|--------|
| Multi Haut Conc FAD/ IDA/FIDA | Fix                  | 40       | 10    | USD    |
| Multi Conc(FIDA)              | Fix                  | 30       | 10    | USD    |
| Multi Conc(FAD)               | Fix                  | 20       | 10    | USD    |
| Multi Semi (OPEP)             | Fix                  | 15       | 5     | USD    |
| FMI                           | Fix                  | 13       | 6     | USD    |
| MultiBil_EUR                  | Fix                  | 15       | 5     | EUR    |
| Bilatéral_Concessional        | Fix                  | 15       | 5     | USD    |
| Bilatéral_Semi (Chine)        | Fix                  | 15       | 5     | USD    |
| Commercial_USD                | VAR                  | 5        | 1     | USD    |
| BTA                           | Fix                  | 1        | 0     | XAF    |
| OTA 2 -3 ans                  | Fix                  | 2        | 1     | XAF    |
| OTA 4- 5 ans                  | Fix                  | 5        | 4     | XAF    |
| Regional Bil_XAF              | Fix                  | 10       | 1     | XAF    |
| Commercial_XAF                | Fix                  | 5        | 1     | XAF    |
| Arriérés / BEAC               | Fix                  | 10       | 4     | XAF    |

#### IV.1- Sources de financement extérieur :

18. Trois principales sources extérieures de financement sont privilégiées. Il s'agit notamment : du financement multilatéral, bilatéral et de marché. A fin décembre 2017, l'encours de la dette extérieure est composé de 30,3 % des multilatéraux, 24,0 % des bilatéraux et 45,7% des commerciaux. Les financements auprès de ces créanciers se font à travers divers instruments sous forme de prêts non-concessionnels, Prêts concessionnels et prêts semi-concessionnels.

Tableau 5: Créanciers et encours de la dette au 31 décembre 2017 (en millions USD)

| Créanciers                 | Encours         | Part en %    |
|----------------------------|-----------------|--------------|
| <b>Multilatéraux</b>       | <b>841</b>      | <b>30,3</b>  |
| IDA                        | 203             | 7,3          |
| FIDA                       | 150             | 5,4          |
| FAD                        | 225             | 8,1          |
| OPEP                       | 25              | 0,9          |
| FMI                        | 228             | 8,2          |
| MULTI/BIL EUR              | 10              | 0,4          |
| <b>Bilatéraux</b>          | <b>667</b>      | <b>24,0</b>  |
| Concessionnel              | 138             | 5,0          |
| Semi-concessionnel (Chine) | 529             | 19,1         |
| <b>Commerciaux</b>         | <b>1 268,00</b> | <b>45,7</b>  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>       | <b>2 776,00</b> | <b>100,0</b> |

19. A signaler que le pays s'appuie actuellement en grande partie sur les prêts IDA, qui sont des financements concessionnels avec un élément Don de plus de 40%.



Dans le contexte économique mondial marqué par la crise de la Dette souveraine en Europe, les concours des partenaires techniques et financiers en faveur des pays en développement ont diminué. Cependant, il est constaté ces dernières années une hausse des financements concessionnels des pays émergents, notamment la République Populaire de Chine, l'Inde et certains pays Arabes.

20. C'est ainsi que dans le cadre du financement du Plan National du Développement (PND) 2017-2021, la mobilisation des ressources extérieures prévoit de recourir aussi bien aux partenaires bilatéraux que multilatéraux traditionnels comme ceux émergents. Elle accorde la priorité à une mobilisation accrue de dons pour financer les secteurs à caractère social, entre autres, l'éducation et la santé.

Lors de la table ronde tenue à Paris du 6 au 7 septembre 2017, les promesses des différents Partenaires Techniques et Financiers ont atteint un montant global d'USD 5,974 milliards en Dons et Prêts, soit 3 303,88 milliards de FCFA.

Par ailleurs, dans un contexte économique national difficile, et en appui à la stratégie de stabilisation et de relance économique du Tchad, le Conseil d'Administration du FMI a approuvé le 30 juin 2017, un programme financier appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) couvrant la période du 30 juin 2017 au 29 juin 2020.

#### **IV.2 Sources de financement intérieur :**

21. Face à la chute des cours internationaux de pétrole qui a réduit considérablement les marges de manœuvre de l'État, le Tchad a été obligé de compléter les financements extérieurs classiques par d'autres ressources au niveau intérieur dans le cadre d'une stratégie de diversification des sources de financement de l'économie.

Ces ressources proviennent essentiellement du marché monétaire et du marché financier régional.

22. Au niveau du marché monétaire, les instruments utilisés sont les Bons (BTA) et obligations Assimilables du Trésor (OTA) tandis que sur le marché financier, les emprunts obligataires se font par appel public à l'épargne (syndication).

Pour ce qui est des bons et obligations du Trésor, les valeurs émises sur ce marché sont dématérialisées et assimilables. Leurs caractéristiques sont les suivantes :

- les BTA sont émis avec une fréquence hebdomadaire, pour des durées de 13, 26 et 52 semaines dont la valeur nominale est fixée à 1 million de F CFA et les intérêts sont précomptés ;
- les OTA sont émises avec une fréquence mensuelle, pour des durées supérieures ou égales à deux ans, pour une valeur nominale de 10 000 F CFA et les intérêts sont payables annuellement.

Les émissions de ces titres se font par voie d'adjudication selon un calendrier bien défini par le Trésor.

Les adjudications sont organisées par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Par contre, les émissions des emprunts obligataires sur le marché financier s'effectuent par voie de syndication à travers un pool d'arrangeurs. La dernière syndication a eu lieu en 2013.



23. Les disponibilités du marché monétaire sont certes importantes mais constituées essentiellement des ressources courtes qui limitent les possibilités pour les souscriptions aux instruments de moyen et long termes. Cette situation explique l'appétit des investisseurs, notamment pour les bons du Trésor, se traduisant par des taux de couverture élevés dépassant parfois 100 %.

Les émissions des BTA et OTA confondues ont atteint 195,5 milliards FCFA en 2017 dont une grande partie sous forme de BTA (86,7%). S'agissant des coûts des émissions, ils se sont renchérissés pour se situer en moyenne aux alentours de 5,4%.

Tableau 6 : Etat récapitulatif des Emissions (en millions de FCFA)

| Année/Titre  | 2014          | 2015           | 2016           | 2017          |
|--------------|---------------|----------------|----------------|---------------|
| BTA          | 27 500        | 142 000        | 269 715        | 168 700       |
| OTA          | -             | 139 260        | 174 357        | 26 800        |
| <b>TOTAL</b> | <b>27 500</b> | <b>281 260</b> | <b>444 072</b> | <b>195500</b> |

24. Par ailleurs, on a observé dans le passé que l'État a eu recours à des prêts directs des banques locales et de la Banque Centrale (avances statutaires). Des conventions de restructuration de ces emprunts ont été conclues avec les créanciers concernés, la dernière avec la Banque Centrale en date du 20 septembre 2017 pour un montant de 479,430 milliards de FCFA.

Sur le marché monétaire, le refinancement de la dette publique (BTA et OTA) devrait se contracter et se faire en des maturités très courtes, suivant des arrangements entre l'Etat et les Spécialistes en valeurs du Trésor (SVT).

25. Par conséquent, pour compenser le « cash drain », le Trésor devra diversifier ses sources de financement. A ce propos, il pourrait envisager de retourner sur le marché financier et d'émettre de nouveaux emprunts syndiqués. Le PND prévoit aussi l'émission de SUKUK islamiques pour attirer une nouvelle base d'investisseurs.

Concernant la dette extérieure et en plus des sources de financement utilisées actuellement, le Trésor envisage également de recourir à des emprunts concessionnels bilatéraux en euro de moyen terme auprès des pays amis, pour compenser le « cash drain » sans augmenter le risque de change.

## V. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2018-2021

### V.1 Présentation des stratégies :

26. La stratégie recherchée vise à stabiliser ou améliorer les indicateurs de coûts et risques du portefeuille existant. Les quatre stratégies analysées se résument ainsi qu'il suit :

#### Stratégie S1 : Status-quo

Cette stratégie fait ressortir la tendance actuelle du financement observé en 2017 et 2018 et constitué de 37% de dette extérieure et 63 % de dette intérieure (composée à 100% de BTA). Elle maintient cette tendance jusqu'à fin 2021.

#### Stratégie S2 : Privilégier la dette extérieure en Euro

Cette stratégie vise à réduire le recours à la dette domestique, notamment les BTA de 63% en 2018 à 27% en 2021 et d'augmenter les financements de source Bilatérale en Euro de 13% en 2018 pour atteindre au final 73% en 2021. L'objectif recherché est, d'une part, de mieux gérer les pressions de refinancement et, d'autre part, de ne pas empirer le risque du taux de change (on privilégie l'euro par rapport à d'autres devises).

### **Stratégie S3 : Faire recours aux OTA 2 ans à partir de 2019**

Cette stratégie vise à remplacer une partie des BTA par des émissions d'OTA 2ans à partir de 2019. L'émission de BTA passe de 90% en 2019 à 70% en 2021 tout en augmentant les OTA de 10% en 2019 à 30% en 2021. Ceci aide à mieux gérer le risque de refinancement domestique.

### **Stratégie S4 : Hybride, combinaison de S2 et S3**

La stratégie 4 est une combinaison des deux stratégies S2 et S3 qui vise le double objectif lié au risque de refinancement et risque de change.

## **V.2 Analyse des résultats :**

27. Le tableau ci-dessous est le résultat à l'horizon 2021 des simulations à travers l'outil analytique SDMT, des différentes stratégies de la dette publique envisagées pour le Tchad.

En termes de coût moyen du portefeuille, la stratégie S2 dégage un coût moyen inférieur aux trois autres, et se chiffre à 2.5% contre 2.9%. Cependant, les écarts entre les observations sont faibles.

Concernant le risque de refinancement, la stratégie S2 paraît plus performante que les 3 autres. Spécifiquement, la proportion de dette qui tombe à échéance à moins d'un an à fin 2021 est de 9,7% du portefeuille total comparé à 16.8 % pour S3 et S4, et 19.1% pour S1. Ceci indique une meilleure performance en termes de gestion du risque de refinancement pour S2.

On remarque également une durée de vie moyenne du portefeuille plus longue pour S2 que les autres.

Le risque de taux de change à fin 2021 apparaît supérieur pour S2 : le portefeuille de la dette sera composé de 75% en devise pour S2 contre 65% pour les autres stratégies. Cependant, cette augmentation de proportion en devise est principalement due à l'augmentation de la part de l'Euro dans l'encours, ce qui n'augmente pas réellement le risque de taux de change à cause de la parité fixe du FCFA /Euro.

Tableau 6 : Indicateurs coûts et risques des différentes stratégies analysées

| Indicateurs coûts et Risques            |                                    | 2017  | As at end 2021 |      |      |      |
|-----------------------------------------|------------------------------------|-------|----------------|------|------|------|
|                                         |                                    |       | S1             | S2   | S3   | S4   |
| Dettes Nominale en % of GDP             |                                    | 42,8  | 38,8           | 38,7 | 38,8 | 38,8 |
| Valeur actuelle de la dette en % du PIB |                                    | 0,0   | 34,6           | 33,5 | 34,7 | 34,6 |
| Intérêts en % of PIB                    |                                    | 1,1   | 1,1            | 0,9  | 1,1  | 1,1  |
| Taux d'intérêt implicite (%)            |                                    | 2,7   | 2,9            | 2,5  | 2,9  | 2,9  |
| Risque de refinancement                 | Dettes à maturité 1an (% du total) | 15,2  | 19,1           | 9,7  | 16,8 | 16,8 |
|                                         | Dettes à maturité 1an (% of PIB)   | 6,5   | 7,4            | 3,7  | 6,5  | 6,5  |
|                                         | ATM Dettes Extérieures (ans)       | 8,2   | 7,7            | 8,1  | 7,6  | 7,6  |
|                                         | ATM Dettes Intérieures (ans)       | 5,5   | 3,3            | 4,4  | 3,3  | 3,3  |
|                                         | ATM Dettes Totales (ans)           | 7,0   | 6,2            | 7,2  | 6,1  | 6,1  |
| Risque de taux d'intérêt                | ATR (ans)                          | 5,4   | 5,7            | 6,7  | 5,6  | 5,6  |
|                                         | Debt refixing in 1yr (% of total)  | 40,6  | 36,8           | 26,5 | 34,4 | 34,4 |
|                                         | Fixed rate debt (% of total)       | 74,6  | 79,9           | 80,7 | 80,0 | 80,0 |
| Risque de taux de change                | Dettes Ext en % du total           | 55,6  | 65,7           | 75,1 | 64,6 | 64,6 |
|                                         | ST FX debt as % of reserves        | 439,0 | 29,5           | 29,5 | 29,5 | 29,5 |

## VI. RECOMMANDATIONS.

**28.** Malgré que la stratégie S2 dégage de meilleurs résultats en matière de gestion de risque de refinancement et de coût moyen, sa réalisation prendrait plus de temps pour se concrétiser en relation avec les délais nécessaires pour la mobilisation des financements extérieurs en général. Cependant, cette stratégie demeure envisageable à moyen et long terme et nécessite des autorités compétentes, d'accentuer les démarches diplomatiques auprès des partenaires bilatéraux pour les convaincre d'apporter leur appui financier aux différents projets économiques et sociaux programmés au PND.

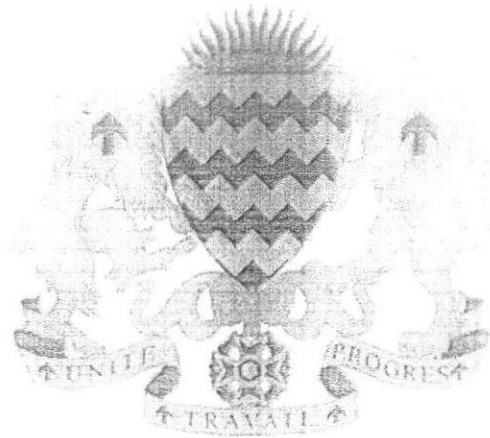
**29.** La stratégie S4 permet un ciblage de l'un des objectifs stratégiques de gestion de la dette, qui est le développement du marché des titres domestiques à un surcoût raisonnable par rapport à S2. En réintroduisant les OTA de 2 ans à partir de 2019, on espère favoriser l'activité des émissions des titres publics et élargir la base des investisseurs.

**30.** Ainsi, il est recommandé de poursuivre les paramètres clés de la stratégie S4 pour une gestion plus exhaustive et stratégique du portefeuille.

Les besoins de financement annuels seront couverts en utilisant les emprunts extérieurs et les instruments de la dette intérieure disponibles, suivant la répartition indicative suivante :

**Tab 7 : Répartition des financements annuels par instrument et type de dette**

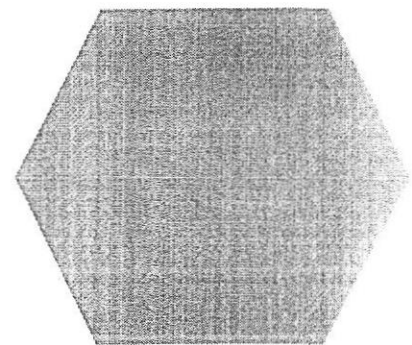
| Intrument                       | Source     | 2018   | 2019  | 2020  | 2021  |
|---------------------------------|------------|--------|-------|-------|-------|
| Multi-Haut Conc<br>FAD/IDA/FIDA | Extérieure |        |       |       |       |
| Multi (FIDA)                    | Extérieure | 15.0%  | 17.0% | 16.0% | 17.0% |
| Multi (FAD)                     | Extérieure | 15.0%  | 17.0% | 16.0% | 17.0% |
| Multi Semi (OPEP)               | Extérieure | 14.0%  | 16.0% | 15.0% | 16.0% |
| FMI                             | Extérieure | 28.0%  | 12.0% | 21.0% |       |
| Multi/Bil EUR                   | Extérieure |        | 20.0% | 16.0% | 20.0% |
| Bilateral Concessional          | Extérieure | 14.0%  | 10.0% | 8.0%  | 10.0% |
| Bilateral Semi (Chine)          | Extérieure | 14.0%  | 8.0%  | 8.0%  | 8.0%  |
| Commercial USD                  | Extérieure |        |       |       | 12.0% |
| BTA                             | Intérieure | 100.0% | 90.0% | 80.0% | 70.0% |
| OTA 2 et 3 ans                  | Intérieure |        | 10.0% | 20.0% | 30.0% |
| OTA 4 et 5 ans                  | Intérieure |        |       |       |       |
| RegBil XAF                      | Intérieure |        |       |       |       |
| Commercial XAF                  | Intérieure |        |       |       |       |
| Arrears / BEAC                  | Intérieure |        |       |       |       |



## ANNEXE X

# NOTE SUR LE SECTEUR PETROLIER A FIN SEPTEMBRE 2018

Incluant une analyse comparative  
du contrat de prépaiement Glencore restructuré en 2018 vs contrat de prépaiement restructuré en 2015  
(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)



## Résumé

*Au Tchad, la consommation de l'essence et du gasoil connaît une diminution au troisième trimestre 2018 exceptée celle du gaz, du pétrole liquéfié (GPL) et du kérosène en lien avec les difficultés qu'a connues la Société de Raffinage de N'Djamena. S'agissant du pétrole brut, la production et les exportations en volume augmentent au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 comme à la période précédente. Couplées à la hausse du cours de Brent et à la dépréciation de taux de change CFA/S, les recettes pétrolières augmentent au 3<sup>e</sup> trimestre. Tout de même, les recettes pétrolières issues redevances et de la participation de l'État aux sociétés pétrolières sont en hausse par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente, en raison de la restructuration de la dette Glencore.*

### **Baisse de la consommation de l'essence et du gasoil**

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, la consommation des produits de l'essence et du gasoil diminue respectivement de 17,2 % et 2,5 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, la consommation des gaz, du

pétrole liquéfié (GPL) et du Kérosène augmente fortement pour se situer respectivement à 31,6 % et 12,7 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 contre 16,2% et 3,7% au même trimestre de l'année précédente.

### **Augmentation de la production et des exportations de pétrole brut au 3<sup>e</sup> trimestre 2018**

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, le volume de la production et des exportations du pétrole brut augmente (respectivement +27,05 % et +15,44 %) par rapport au 3<sup>ème</sup> même trimestre de l'année précédente. Cette

augmentation est due en partie à la forte production de pétrole brut des opérateurs CNPCIC (+55,13%) et Glencore (+4,79%) malgré la baisse de l'opérateur EEPCI (-0,16 %) au cours de la même période.

### **Encadré international : hausse du cours de Brent et dépréciation du taux de change**

Le cours moyen du Brent s'établit à 75,19 dollars américains (USD) au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 contre 74,48 USD au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, soit une légère hausse de 0,71%.

S'agissant du taux de change du USD/FCFA, il se situe au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 à 564,17 FCFA en moyenne contre 550,16 FCFA au trimestre précédent, soit une dépréciation de 2,5 %.



### **Hausse des recettes pétrolières au 3<sup>e</sup> trimestre 2018**

Le recouvrement des recettes pétrolières se chiffre à 201,3 milliards de FCFA au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 contre 124,6 milliards de FCFA au 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année précédente, soit une augmentation de

61,5%. Cette amélioration des recettes pétrolières est imputable à la hausse du cours du pétrole, à la dépréciation de taux de change USD/FCFA et à la restructuration de la dette Glencore.

### **Redevances et Participations de l'Etat et dette Glencore**

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2018, le paiement dû à la SHT est estimé à 339,4 millions USD (180,9 milliards de FCFA) dont 31,2 millions USD sont de retenus au titre de cash sweep (seuil de cours de baril à 57,0 USD). Les redevances en espèces versées au Trésor public au titre de redevances

dues sur des cargaisons de ESSO, Petronas et Glencore s'établissent à 111,4 millions USD, soit 59,4 milliards de FCFA. La part de participation (10 %) de la SHT dans le consortium CNPC s'élève à 33,2 millions USD, soit 17,7 milliards de FCFA.

## ANNEXES :

### Annexe 1 : Évolution de la production et des exportations pétrolières au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

| Barils                                     | 2017Trim1 | 2017Trim2 | 2017Trim3<br>(1) | 2017Trim4 | 2018Trim1 | 2018Trim2 | 2018Trim3<br>(2) | (2)/ (1) |
|--------------------------------------------|-----------|-----------|------------------|-----------|-----------|-----------|------------------|----------|
| Production                                 | 8 588 381 | 8 428 218 | 9 672 720        | 9 230 929 | 9 460 301 | 9 439 668 | 12 288 769       | 27,05%   |
| Exportation                                | 8 465 226 | 8 463 212 | 9 457 652        | 9 410 481 | 9 577 408 | 9 152 586 | 10 918 212       | 15,44%   |
| Variations trimestrielles de la production | -14,82%   | -1,86%    | 14,77%           | -4,57%    | 2,48%     | -0,22%    | 30,18%           |          |
| Variations trimestrielles des exportations | -19,02%   | -0,02%    | 11,75%           | -0,50%    | 1,77%     | -4,44%    | 19,29%           |          |

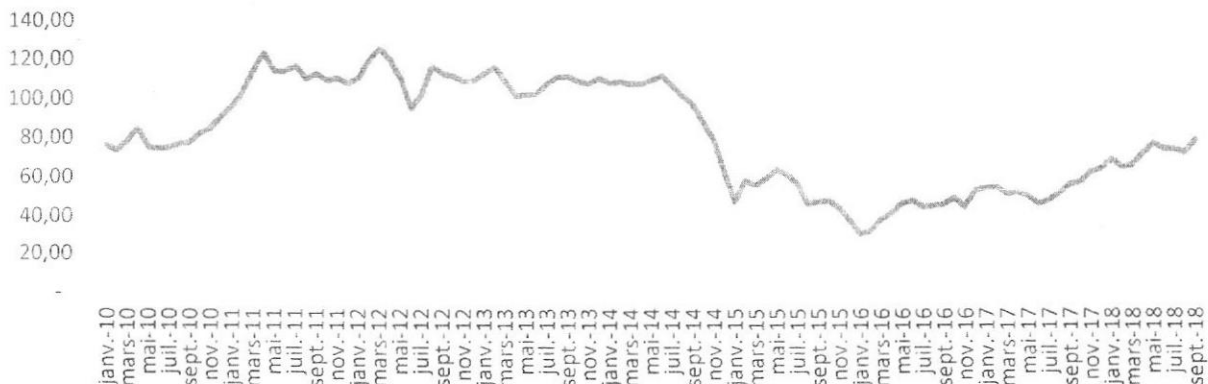
Source : TOTCO, 2018

### Annexe 2 : Évolution au troisième trimestre 2018 de la production du pétrole brut par opérateur

| Mois         | Doba Consortium   | CNPCIC            | Glencore         | Total             |
|--------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| janv-18      | 1 276 840         | 1 589 006         | 305 985          | 3 171 831         |
| févr-18      | 1 074 513         | 1 810 718         | 259 649          | 3 144 880         |
| mars-18      | 1 189 234         | 1 642 398         | 311 958          | 3 143 590         |
| avr-18       | 1 148 916         | 1 917 794         | 319 821          | 3 386 531         |
| mai-18       | 1 120 742         | 1 825 294         | 353 428          | 3 299 464         |
| juin-18      | 900 972           | 1 582 812         | 269 889          | 2 753 673         |
| juil-18      | 1 164 570         | 2 267 826         | 368 379          | 3 800 775         |
| août-18      | 1 900 000         | 2 674 879         | 351 308          | 4 926 187         |
| sept-18      | 1 061 577         | 2 321 486         | 178 744          | 3 561 807         |
| <b>Total</b> | <b>10 837 364</b> | <b>17 632 213</b> | <b>2 719 161</b> | <b>31 188 738</b> |

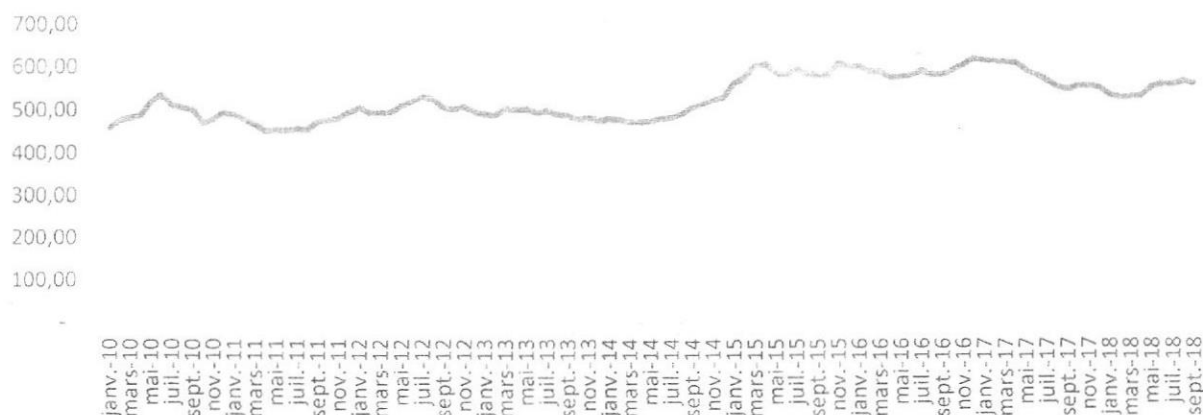
Source : TOTCO, 2018

### Annexe 3 : Evolution du cours de Brent jusqu'à fin 3<sup>e</sup> trimestre 2018



Source : Reuter/DGEC, 2018

#### Annexe 4 : Evolution du taux de change USD/FCFA jusqu'à fin 3<sup>e</sup> trimestre 2018



Source : Reuter/DGEC, 2018

#### Annexe 5 : Recettes pétrolières recouvrées au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 comparativement à celles de la même période de l'année précédente

| Millions de FCFA                     | 2017Trim3      | 2018Trim3      | Variation (%)  |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>RECETTES PETROLIERES</b>          | <b>124 627</b> | <b>201 298</b> | <b>61,52%</b>  |
| <b>FISCALES</b>                      | <b>22 644</b>  | <b>88 548</b>  | <b>291,04%</b> |
| Impôts sur les Sociétés pétrolières  | 15 989         | 81 006         | 406,64%        |
| Redevance Statistique                | 4 499          | 7 542          | 67,65%         |
| Autres (taxes règlement audit, etc.) | 2 156          | 0              | -100,00%       |
| <b>NON FISCALES</b>                  | <b>69 216</b>  | <b>112 749</b> | <b>62,89%</b>  |
| Redevances et participations         | 16 254         | 74 347         | 357,41%        |
| Droits d'accès pipe                  | 9 021          | 11 104         | 23,10%         |
| Redevances SRN                       | 18 846         | 15 522         | -0,1763841     |
| Autres                               | 25 096         | 11 777         | -53,07%        |
| <b>Recettes exceptionnelles</b>      | <b>32 767</b>  | <b>0</b>       | <b>-100%</b>   |

Source : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), 2018

#### Annexe 6 : Evolution trimestrielle de la consommation des produits pétroliers

|           | Gasoil (litres) | Essence (litres) | JET A1 (litres) | GPL (kgs) | F L (tonnes) |
|-----------|-----------------|------------------|-----------------|-----------|--------------|
| 2016Trim4 | 69 478 530      | 59 274 147       | 12 387 889      | 6 614 240 | -            |
| 2017Trim1 | 68 768 927      | 55 858 338       | 9 256 215       | 6 803 420 | 736 000      |
| 2017Trim2 | 97 132 726      | 62 173 426       | 11 145 699      | 6 596 140 | 2 048 000    |
| 2017Trim3 | 77 317 483      | 55 260 062       | 9 190 805       | 7 407 600 | 1 184 160    |
| 2017Trim4 | 79 603 509      | 59 614 182       | 11 313 884      | 7 510 620 | 1 536 000    |
| 2018Trim1 | 77 427 856      | 56 706 484       | 12 231 049      | 5 031 500 | 1 216 000    |
| 2018Trim2 | 94 069 822      | 47 581 457       | 9 990 114       | 8 387 440 | 1 664 000    |
| 2018Trim3 | 75 406 468      | 45 775 361       | 10 356 966      | 9 749 249 | -            |

Note de lecture : JET A1 : Kérosène, GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié, FL : Fuel Lourd

Source : ARSAT, 2018

Annexe 7: Détails de cargaisons et de règlements au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

| <b>Cargaisons / règlements</b>                   | <b>Volume (kbbl)</b> | <b>Prix de vente (\$/bbl)</b> | <b>Montant (\$m)</b> |
|--------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------|----------------------|
| RIK en espèces - Petronas (4-Jan)                | 297,3                | 64,8                          | 19,3                 |
| RIK en espèces - Esso (21-Jan)                   | 304,6                | 64,8                          | 19,7                 |
| RIK en espèces - Petronas (16-Fev)               | 114,2                | 64,8                          | 7,4                  |
| CNPC exporté (31-Jan)                            | 129,8                | 66,1                          | 8,6                  |
| CNPC exporté (25-Fev)                            | 108,0                | 63,4                          | 6,8                  |
| CNPC exporté (19-Mars)                           | 73,5                 | 64,7                          | 4,8                  |
| Total montants dus à SHT (2018T1)                | 1 027,4              | 64,8                          | 66,6                 |
| Total avec seuil de cash sweep 2018              | 1 027,4              | 57,0                          | 58,6                 |
| Montant restant à retenir au Cash sweep (2018T1) | -                    | 7,8                           | 8,0                  |
| <b>Cargaisons / règlements</b>                   | <b>Volume (kbbl)</b> | <b>Prix de vente (\$/bbl)</b> | <b>Montant (\$m)</b> |
| RIK en espèces - Petronas (4-Avr)                | 113,1                | 64,8                          | 7,3                  |
| CNPC exporté (22-Avr)                            | 189,6                | 68,4                          | 13,0                 |
| Mars II - Glencore (25- Mai)                     | 903,6                | 64,9                          | 58,6                 |
| Total montants dus à SHT (2018T2)                | 1 206,3              | 65,5                          | 78,9                 |
| Total avec seuil de cash sweep 2018              | 1 206,3              | 57,0                          | 68,8                 |
| Montant dédié au Cash sweep (2018T2)             | -                    | 8,5                           | 10,2                 |
| Montant déjà retenu de *March II*                |                      |                               | - 7,4                |
| Montant restant à retenir au Cash sweep (2018T2) | -                    | 8,5                           | 2,8                  |
| <b>Cargaisons / règlements</b>                   | <b>Volume (kbbl)</b> | <b>Prix de vente (\$/bbl)</b> | <b>Montant (\$m)</b> |
| RIK - Glencore (25-Jul)                          | 950,4                | 68,4                          | 65,0                 |
| ESSO - Glencore (11-Jul)                         | 951,6                | 68,7                          | 65,4                 |
| JV - Glencore (25-Jul)                           | 950,4                | 66,8                          | 63,5                 |
| Total montants dus à SHT (2018T3)                | 2 852,4              | 68,0                          | 193,9                |
| Total avec seuil de cash sweep 2018              | 2 852,4              | 57,0                          | 162,6                |
| Montant restant à retenir au Cash sweep (2018T3) | -                    | 11,0                          | 31,3                 |

Source : Cabinet EY, 2018

**ANNEXE 8 : ANALYSE COMPARATIVE DU  
CONTRAT DE PREPAIEMENT RESTRUCTURE EN  
2018 DE GLENCORE VS CONTRAT DE  
PREPAIEMENT RESTRUCTURE EN 2015**

## A. EXTENSION DE LA MATURITE ET PERIODE DE GRACE DE 2 ANS

|                                           | Contrat de Prépaiement 2015                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Contrat de Prépaiement 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Profil d'amortissement de la dette</b> | <p>Amortissement contractuel et montant du partage de l'excédent (<i>cash sweep</i>) payé à la livraison de chaque cargaison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% du produit net des cargaisons de participation et plus de 70% du produit net des cargaisons-redevances sont alloués au service de la dette (principal et intérêts)</li> <li>– 30% restant du produit net des cargaisons-redevances sont appliqués en priorité au paiement des frais d'agence et frais de restructuration de la dette, le reliquat étant conservé par la République du Tchad</li> <li>– De sorte que la part reçue par la République du Tchad sur les barils redevance est inférieure à 30%</li> <li>– Toutefois, en cas de défaut en cours, 100% du produit net des cargaisons-redevances est alloué au service de la dette</li> <li>• Amortissement minimum contractuel de l'ordre d'US \$225-275m par an entre 2018 et 2022</li> </ul> | <p><b>Amortissement Contractuel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2018 et 2019: 0% par an [--]</li> <li>• 2020: 6,50% par an [US\$84m]</li> <li>• 2021: 8,50% par an [US\$109m]</li> <li>• 2022: 10,50% par an [US\$135m]</li> <li>• 2023 et 2024: 11,00% par an [US\$142m]</li> <li>• 2025: 12,50% par an [US\$161m]</li> <li>• 2026: 15,00% par an [US\$193m]</li> <li>• 2027: 25,00% par an [US\$322m]</li> </ul> <p><b>Principal différé à 2028 et 2029 jusqu'à maximum US\$75 millions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Si les produits nets sont insuffisants pour payer les intérêts obligatoires et l'amortissement obligatoire de la dette, le remboursement du montant en principal ou intérêt impayé sera différé</li> <li>• Pour chaque année entre 2021 et 2026, si la moyenne du prix du baril payé par Glencore est inférieure à 42 US\$, la SHT aura le droit de différer un montant maximal de 12,5 millions US\$ autrement dû durant cette période</li> <li>• En 2027, la SHT aura le droit de différer un montant de remboursement en principal autrement dû durant cette période si est nécessaire pour assurer la soutenabilité de la dette de la République du Tchad</li> </ul> <p>Le montant total du principal ainsi différé sera plafonné à US\$75 millions, et ne pourra entraîner une extension de la maturité de plus de 2 ans</p> |
| <b>Intérêt</b>                            | LIBOR + 6,75% par an                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <p><b>Intérêt contractuel :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LIBOR + 2,00% par an entre 2018 et 2021</li> <li>• LIBOR + 3,00% par an à partir 2022 (inclus)</li> </ul> <p><b>Intérêt Reportable :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2,00% par an payable via le mécanisme de partage de l'excédent (<i>cash sweep</i>)</li> <li>• La portion non-payée sera différée, accumulée sur base annuelle et non capitalisée. Le remboursement de ces sommes interviendra après remboursement de tous les montants dus au titre du principal</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



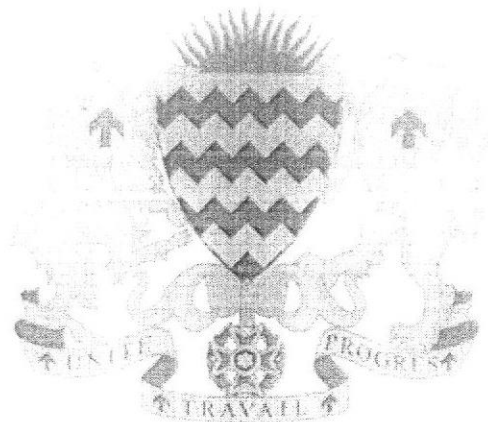
|                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Mécanisme de partage de l'excédent (cash sweep)</b></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanisme déjà appliqué dans le profil de remboursement de la dette <ul style="list-style-type: none"> <li>– 100% des barils des participations</li> <li>– ≥70% sur les barils redevance</li> <li>– Pas de prix minimum de déclenchement</li> </ul> </li> </ul>                 | <p>Le montant du partage de l'excédent sera payé annuellement, affecté selon l'ordre ci-dessous et se déclenchera dès que le prix moyen annuel du pétrole brut de qualité Doba excède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• (i) 57,0 US\$ par baril en 2018, (ii) 56,0 US\$ par baril en 2019, (iii) 55,0 US\$ par baril en 2020, (iv) 54,0 US\$ par baril en 2021, et (v) 53,5 US\$ par baril à partir de 2022</li> </ul> <p><b>a) Montant d'Amortissement Additionnel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2018 et 2019 : 5,00% par an</li> <li>• 2020 à 2027 : 2,50% par an</li> </ul> <p><b>b) Paiement des intérêts reportables :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2,00% d'intérêts par an</li> </ul> <p><b>c) Répartition de l'excédent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2018 à 2021 : D'abord au paiement du montant d'amortissement additionnel, ensuite 60% pour l'Etat / SHT et 40% au service de la dette</li> <li>• A partir de 2022: D'abord au paiement du montant d'amortissement additionnel, ensuite 50% pour l'Etat / SHT et 50% au service de la dette</li> </ul> |
| <p><b>Commission d'agent</b></p>                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 0.75% par an sur le montant en principal restant dû, payable à chaque livraison d'une cargaison</li> <li>• Environ 10 millions USD sur la base d'une dette de 1,3 milliards USD</li> </ul>                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 600.000 US\$ par an</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Quantité minimum de volumes livrés à Glencore</b></p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 cargaisons minimum par trimestre; tout manquement entraînant un cas de défaut au titre du contrat de prépaiement</li> </ul>                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune condition de volume minimum livré</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Echéance</b></p>                                        | <p>Contrat commercial en vigueur jusqu'à la dernière des trois dates suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le 30 juin 2023 (soit 6 mois après maturité du contrat de prépaiement)</li> <li>• le remboursement intégral du contrat de prépaiement 2015</li> <li>• Livraison de 120 cargaisons</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demeurera en vigueur jusqu'au remboursement de l'intégralité des montants dus au titre du contrat de prépaiement 2018</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Remboursement anticipé volontaire</b></p>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de mécanisme de remboursement anticipé volontaire par la SHT</li> </ul>                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité de terminer le contrat commercial sans pénalité dès lors le contrat de prépaiement est complètement remboursé <ul style="list-style-type: none"> <li>– Autorisé (tout ou en partie), sous réserve du paiement de coûts de rempli, mais sans pénalité</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Clause de rendez-vous trimestriel</b></p>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune clause de rendez-vous</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une fois par trimestre, une rencontre est prévue au siège social de la SHT à N'Djaména</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**B. L'INTERVENTION DE L'AGENT DE CALCUL PERMET D'OBJECTIVER TOUS  
LES CALCULS AU TITRE DU PREPAIEMENT ET DU CONTRAT COMMERCIAL**

|                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Périmètre pour la première intervention uniquement</b></p>      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse du contrat de prépaiement amendé afin de comprendre les conditions financières contractuelles et la façon dont les remboursements doivent être opérés à partir du 1er janvier 2018</li> <li>• Analyse du contrat commercial amendé afin de comprendre le cadre contractuel des barils enlevés par Glencore</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Périmètre pour chacune des interventions trimestrielles</b></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse de l'évolution trimestrielle de la dette à partir du solde au 1 janvier 2018 afin de permettre le calcul de tout montant dû au titre des « Advance documents » tels que définis en clause 3.2 (a) et 3.5 (a) de l'Accord de Prépaiement :             <ul style="list-style-type: none"> <li>– Analyse arithmétique du suivi de l'encours et des remboursements</li> <li>– Calcul des intérêts générés sur la période en ligne avec les conditions et taux contractuellement définis</li> <li>– Suivi et rapprochement des intérêts prélevés sur des cargaisons ou venant en augmentation de la dette</li> <li>– Suivi et rapprochement des honoraires, coûts et dépenses prélevés sur des cargaisons</li> <li>– Rapprochement des justificatifs de cash calls et factures de transport avec le suivi du solde de la dette</li> <li>– Rapprochement des factures de cargaisons émises par SHT avec les relevés de cargaisons (i.e. prix, volumes, dates) et avec le suivi de la dette. Revue de la documentation disponible relative à la clause 3.8.2 (c) (i) de l'Accord de Prépaiement</li> <li>– Analyse des détails présentant les options de prix sélectionnées sur la période et rapprochement avec les factures et relevés</li> <li>– Suivi de l'évolution de décotes appliquées au Brent par rapport à l'évolution du Brent sur la période. Si disponible rapprochement avec les échanges entre Glencore et SHT pour validation des décotes</li> <li>– Rapprochement des volumes enlevés avec les documents de connaissances</li> <li>– Rapprochement des montants à encaisser par SHT recalculés sur chacune des cargaisons avec les montants encaissés sur les relevés bancaires</li> </ul> </li> <li>• Calcul du ratio de couverture et de ses composantes avec les conditions contractuellement définies</li> <li>• Calcul du Mécanisme de partage de l'excédent (cash sweep) (clause 3.3 de l'Accord de Prépaiement) avec les conditions contractuellement définies</li> <li>• Participation aux meetings trimestriels</li> <li>• Préparation d'un état de suivi et de calcul trimestriel permettant de présenter l'évolution trimestrielle de la dette tel que définit ci-dessus et les points d'attention éventuels relevés</li> </ul> |

## C. AUTRES FLEXIBILITES ET AVANCEES POUR LA REPUBLIQUE DU TCHAD

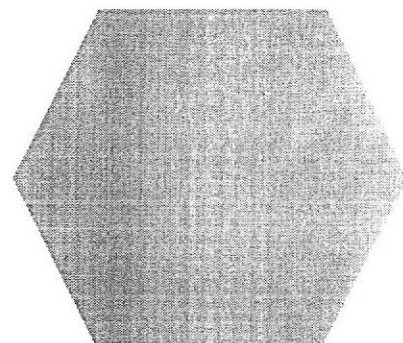
|                                                                         | Contrat de Prépaiement 2015 | Contrat de Prépaiement 2018                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Endettement autorisé /<br>Financement de projets<br>d'infrastructure    | —                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tout financement levé pour le refinancement du contrat de prépaiement (<i>non plafonné</i>)</li> <li>• Tout financement de projets d'infrastructure sans recours sur les actifs de la République du Tchad / SHT (<i>autres que les actions de la société du projet</i>) <ul style="list-style-type: none"> <li>– Plafond individuel : 20 millions US\$ (ou son équivalent en toute autre devise)</li> <li>– Plafond général : 50 millions US\$ (ou son équivalent en toute autre devise)</li> </ul> </li> <li>• Tout financement dans le cours normal des opérations commerciales plafonné à 18 millions US\$ (<i>ou son équivalent en toute autre devise</i>)</li> <li>• Tout autre financement plafonné à 2 millions US\$ (ou son équivalent en toute autre devise)</li> </ul> |
| Approvisionnement de la SRN en priorité par des barils redevances CNPCI | —                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2018-2023 (<i>inclus</i>) : La République du Tchad est autorisée à livrer jusqu'à 1.5m de barils par trimestre</li> <li>• 2024-2029: La République du Tchad est autorisée à livrer à la raffinerie la quote-part des volumes de production revenant à la SHT excédant les volumes du modèle de Glencore (<i>dans la limite de 1.5m de barils par trimestre</i>)</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Sedigui                                                                 | —                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans la limite de 3.500 barils jour, la République du Tchad est autorisée à employer les barils produits par le champ de Sedigui à sa seule discrétion: pour le pays (<i>i.e. raffinerie ou autre</i>) à l'exportation <ul style="list-style-type: none"> <li>– En cas de commercialisation des barils produits par ce champ, cette commercialisation interviendra via Glencore, mais le produit de la vente ne sera pas alloué au service de la dette</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Autres flexibilités et avancés                                          | —                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorisation de fermer les comptes bancaires ouverts auprès de Citi Bank et d'obtenir le paiement des montants au titre de la vente de cargaisons sur tout autre compte bancaire au choix ouvert à Paris ou à Londres</li> <li>• Droit de demander à Glencore une fois par semestre de fournir une liste des banques faisant partie du pool bancaire</li> <li>• Assouplissements des seuils de matérialité relatifs à certaines déclarations faites par la République du Tchad / SHT au titre du contrat de prépaiement</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                               |



## **ANNEXE XI**

# **NOTE SUR LA SITUATION DES MARCHES EN COURS D'EXECUTION**

**(ACCOMPAGNANT LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2019)**



Dans le projet de loi de Finances (PLF) 2019, le crédit alloué aux dépenses d'investissements se chiffre à 312,975 dont 194,975 sur ressources extérieures contre 274,32 milliards FCFA en 2018 dont 191,32 sur ressources extérieures.

Les tableaux ci-dessous présentent successivement la situation des marchés d'investissements (i) en exécution, (ii) signés et non engagés et (iii) les décomptes en instance d'engagement à fin octobre 2018. Ces différents projets d'investissements portent sur les travaux de constructions de bâtiments, ponts, routes, aéroport, sur les travaux de réhabilitation et de réfection ainsi que sur les travaux de contrôles et études.

Notons que cette situation retrace uniquement les projets d'investissements du Ministère des Infrastructures, des Transports et du Désenclavement qui regroupe les données de presque tous les départements sectoriels.

### **1- Situation des marchés en cours d'exécution**

Le montant global des marchés en exécution s'élève à **1 155,83 milliards de FCFA** e 2018 dont **739,43milliards** ont été déjà engagés, soit un taux d'engagement de **63,97%**. Il reste à engager **416,39milliards de FCFA** dont **86,38milliards** sont en instance d'engagement.

Les marchés en exécution sont dominés par les voiries urbaines (41.58 %) suivi des travaux de construction des routes/ponts (41,18 %), des travaux de construction et réhabilitation des bâtiments (5,79 %) et des réalisations des routes et pistes rurales (4,50 %) (cf. Tableau N°1).

### **2- Situation des marchés signés et non engagés**

Les marchés signés et non engagés enregistrés auprès du Ministère des Infrastructures se chiffrent à hauteur de **53,40 milliards de FCFA** et sont composés uniquement des marchés de construction et d'entretien routier, des voiries urbaines et des routes et pistes rurales (cf. Tableau N°2).

### **3- Situation des décomptes en instance d'engagement**

Il existe, à fin octobre 2018, des décomptes des marchés en cours d'exécution d'engagement à hauteur de **95,82 milliards de FCFA** (cf. Tableau N°3).

**Tableau 1 :** Situation des marchés en cours d'exécution

| Nature                                | Montants des marchés     | Engagements Antérieurs | Engagements 2018      | Total Engagements      | %             | Reste à engager        | Décomptes en instance d'engagement |
|---------------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|---------------|------------------------|------------------------------------|
| Investissement Routier                | 475 972 709 336          | 281 208 998 228        | 15 095 728 598        | 296 304 726 826        | 62,25%        | 179 667 982 510        | 18 466 304 913                     |
| Voiries Urbaines                      | 480 634 269 630          | 293 522 644 514        | 4 944 477 519         | 298 467 122 033        | 62,10%        | 182 167 147 597        | 47 136 384 172                     |
| Entretien Routier                     | 14 452 339 807           | 9 605 143 660          | 165 453 928           | 9 770 597 588          | 67,61%        | 4 681 742 219          | -                                  |
| Routes et Pistes Rurales              | 51 973 006 997           | 32 530 058 589         | 2 598 874 737         | 35 128 933 326         | 67,59%        | 16 844 073 671         | 349 727 284                        |
| Bâtiments Civils                      | 66 896 916 907           | 45 489 659 644         | 3 540 357 743         | 49 030 017 387         | 73,29%        | 17 866 899 520         | 8 600 873 552                      |
| Ouvrages hydrauliques et énergétiques | 1 319 276 877            | 480 587 543            | 60 649 022            | 541 236 565            | 41,03%        | 778 040 312            | -                                  |
| Transports de Surface                 | 163 784 861              | 131 027 888            | -                     | 131 027 888            | 80,00%        | 32 756 973             | -                                  |
| ADAC                                  | 64 417 562 184           | 44 982 432 952         | 5 079 352 469         | 50 061 785 421         | 77,71%        | 14 355 776 763         | 11 827 704 462                     |
| <b>Total général</b>                  | <b>1 155 829 866 599</b> | <b>707 950 553 018</b> | <b>31 484 894 016</b> | <b>739 435 447 034</b> | <b>63,97%</b> | <b>416 394 419 565</b> | <b>86 380 994 383</b>              |

Source : Direction des Investissements/MFB

**Tableau 2 :** Situation des marchés et contrats signés et non engagés

| Nature                   | Montants des marchés  | Engagements Antérieurs | Engagements 2018 | Total Engagements | %            | Reste à engagé        |
|--------------------------|-----------------------|------------------------|------------------|-------------------|--------------|-----------------------|
| Investissement Routier   | 1 745 079 403         | -                      | -                | -                 | 0,00%        | 1 745 079 403         |
| Voiries Urbaines         | 50 801 882 697        | -                      | -                | -                 | 0,00%        | 50 801 882 697        |
| Entretien Routier        | 417 307 000           | -                      | -                | -                 | 0,00%        | 417 307 000           |
| Routes et Pistes Rurales | 437 715 910           | -                      | -                | -                 | 0,00%        | 437 715 910           |
| <b>Total général</b>     | <b>53 401 985 010</b> | <b>-</b>               | <b>-</b>         | <b>-</b>          | <b>0,00%</b> | <b>53 401 985 010</b> |

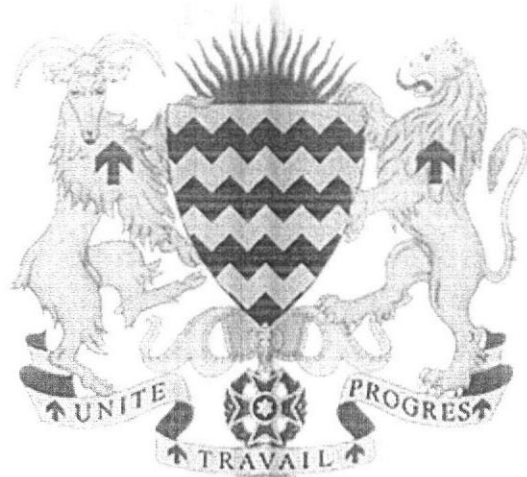
Source : Direction des Investissements/MFB



**Tableau 3** : Situation des décomptes en instance d'engagement

| N°                   | Attributaires                 | Montants              |
|----------------------|-------------------------------|-----------------------|
| 1                    | SOGEA-SATOM                   | 45 641 228 560        |
| 2                    | SNER                          | 18 785 870 186        |
| 3                    | SNER/AFCORP                   | 2 314 722 032         |
| 4                    | SINOHYDRO                     | 2 476 313 424         |
| 5                    | CGCOC TCHAD                   | 3 904 840 383         |
| 6                    | ARAB CONTRACTORS              | 16 216 202 593        |
| 7                    | CFHEC                         | 4 328 420 611         |
| 8                    | OCG                           | 58 683 877            |
| 9                    | SATHONI GROUPE                | 117 095 721           |
| 10                   | ENCOBAT                       | 135 186 632           |
| 11                   | LOUIS BERGER                  | 451 345 286           |
| 12                   | SOROUBAT                      | 65 787 736            |
| 13                   | ECOTOPO                       | 45 223 500            |
| 14                   | AZUMUT                        | 35 761 054            |
| 15                   | CIRA/AZUMUT-CET               | 98 997 713            |
| 16                   | SCET-TUNISIE                  | 576 304 447           |
| 17                   | Gpt SCET-TUNISIE/TECHNOROUTE  | 168 758 880           |
| 18                   | STUDI INTERNATIONAL           | 77 712 145            |
| 19                   | STUDI INTERNATIONAL/AGRITCHAD | 162 936 831           |
| 20                   | COMET/SIAT                    | 132 139 017           |
| 21                   | COMET/GESI                    | 29 146 740            |
| <b>Total général</b> |                               | <b>95 822 677 368</b> |

Source : Direction des Investissements/MFB



## Annexe XII

# LISTE DES ENTREPRISES EXONEREES

(Accompagnant le projet de loi de finances 2019)

Liste des entreprises ayant signées une Convention d'Etablissement avec l'Etat tchadien à travers le Ministère des Mines du Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé.

(Convention d'Etablissement Adoptée en Conseil des Ministres)

| N° | DENOMINATION DE L'ENTREPRISE     | SECTEUR D'ACTIVITES                                                                                                                                               | DATE DE SIGNATURE | DATE D'EXPIRATION | PROGRAMME D'INVESTISSEMENT A REALISER (en milliards de FCFA) | ESTIMATION DE CREATION D'EMPLOIS | DUREE | OBSERVATIONS                                                                                                                              |
|----|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01 | Compagnie Sucrière du Tchad(CST) | Culture de la canne à sucre, fabrication du sucre à partir de la canne à sucre, agglomération du sucre en morceau, en pain ou en lingots, vente des sous produits | 07/10/2003        | 06/10/2009        | 20,5                                                         | 1500                             | 5 ans | La convention a été renouvelée le 11 /06/2009 par Décret N°651/PR/PM/MCI/2009 et un autre renouvellement en date du 16/10/2014 par Décret |
| 02 | Brasseries Tchad(BDT)            | Du Construction et exploitation d'une unité moderne de production de bière, boissons gazeuses et eaux minérales                                                   | 30/05/2005        | 30/05/2010        | 17                                                           | 500                              | 5 ans | La convention a été renouvelée par Décret N°821/PR/PM/MCI/2010                                                                            |
| 03 | Manufacture de Cigarette         | Production de cigarettes et culture de culture                                                                                                                    | 26/11/2001        | 25/11/2006        | 1,5                                                          | 100                              | 5 ans | La convention n'a pas été renouvelée                                                                                                      |

|            |                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                 |                 |      |     |           |  |  |                                                          |
|------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|------|-----|-----------|--|--|----------------------------------------------------------|
| Tchad(MCT) | de tabac                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                 |                 |      |     |           |  |  |                                                          |
| 04         | Société<br>Manutention<br>Tchad(SMT)<br>de<br>du | La construction,<br>la réhabilitation,<br>l'exploitation et le<br>transfert des<br>infrastructures des<br>terminaux routiers<br>de nguéli et sur l'axe<br>routier Moundou-<br>Touboro,<br>points de passage<br>pour l'exportation,<br>l'importation et la<br>manutention des<br>marchandises<br>conventionnels et<br>des conteneurs en<br>provenance du<br>Cameroun et du<br>Nigeria | 12/07/2006      | 11/07/2016      | 3,42 | 50  | 10<br>ans |  |  |                                                          |
| 05         | LAFICO-TCHAD                                     | Exploitation d'un<br>hôtel moderne,<br>fabrication des objets<br>en plastique,<br>fabrication des<br>matériaux de<br>construction,<br>production                                                                                                                                                                                                                                     | 26/07/2006      | 25/07/2016      | 43   | 100 | 10<br>ans |  |  |                                                          |
| 06         | Les Moulins<br>Tchad(LMT)<br>Du                  | Transformations des<br>produits agricoles en                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 19 juillet 2012 | 18 juillet 2017 | 13   | 25  | 5<br>ans  |  |  | Projet de convention examiné<br>et adopté en conseil des |

|    |                  |                                                                                                                                                                                                         |            |            |         |      |        |  |  |                                                                               |
|----|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|---------|------|--------|--|--|-------------------------------------------------------------------------------|
|    | farine           |                                                                                                                                                                                                         |            |            |         |      |        |  |  | Ministres courant 2012. Projet de Décret encours de signature                 |
| 07 | SNER             | Construction, amélioration, entretien, gestion de tous ouvrages de génie civil, transports terrestres aériens ou maritimes, de toutes exploitations et de tous concassages des carrières                | 21/12/2010 | 20/12/2020 | 115.077 | 1000 | 10 ans |  |  | La convention a été renouvelée par Décret N°1078/PR/PM/MCI/2010 du 16/12/2010 |
| 08 | Toumai Air Tchad | Transport aériens réguliers et à la demande de passagers, d'excédent de bagage, de fret et de la poste, prestation d'assistance d'aéronefs en escale notamment l'assistance en piste, le traitement des | 27/04/2005 | 26/04/2015 | 14      | 50   | 10 ans |  |  |                                                                               |

|    |                                   |                                                                                                                                                 |              |              |               |  |     |  |        |  |  |  |  |
|----|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|--|-----|--|--------|--|--|--|--|
|    |                                   | passagers, l'entreposage, la vente des titres de transport                                                                                      |              |              |               |  |     |  |        |  |  |  |  |
| 09 | Ouadi Rime(Agrotchad)             | Réhabilitation du Ranch, la construction du ranch, l'exploitation du ranch                                                                      | 01/06/2011   | 31/05/2021   | 10,14         |  | 20  |  | 20 ans |  |  |  |  |
| 10 | SIMATRAC                          | Fabrication ou montage des tracteurs, fabrication ou montage des accessoires des tracteurs, fabrication ou montage des motopompes, motoculteurs | 31/10/2010   | 30/10/2015   | 940           |  | 100 |  | 5 ans  |  |  |  |  |
| 11 | Hôtel sabangali (Salim group INC) | Construire et exploiter un complexe moderne intégrant un hôtel 5 étoiles                                                                        | 29/11/2010   | 28/11/2020   | 16            |  | 200 |  | 10 ans |  |  |  |  |
| 12 | Aubaine graphique                 | imprimerie                                                                                                                                      | 21 mai 2012  | 20 mai 2017  | 4.318.715.935 |  | 100 |  | 5 ans  |  |  |  |  |
| 13 | Hôtel Guéri                       | Hôtellerie et restauration                                                                                                                      | 12 juin 2011 | 11 juin 2016 | 2             |  | 100 |  | 5 ans  |  |  |  |  |



|    |                                                         |                                                                                                     |             |             |                                |     |        |                                              |
|----|---------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|--------------------------------|-----|--------|----------------------------------------------|
| 14 | So luxe International                                   | Construction de la zone industrielle à Djarmaya et d'un complexe hôtelier                           | 26/11/2010  | 26 /11/2020 | 150.000.000 millions de dollar | 100 | 10 ans |                                              |
| 15 | Cimenterie de Baoré                                     |                                                                                                     |             |             |                                |     |        |                                              |
| 16 | Nouvelle Société de Textile(NSTT)                       | Fabrication de textile                                                                              | 15/09/2014  | 14/09/2024  | 15,5                           | 100 | 10 ans | Décret N°1079PR/PM/MECDT/2014 du 15/09/2014  |
| 17 | Briqueterie Moderne David International                 | Fabrication des briques et autres matériaux de construction a partir des matières premières locales | 15 /09/2014 | 14/09/2024  | 7,185                          | 100 | 10 ans | Décret N°1074/PR/PM/MECDT/2014 du 15/09/2014 |
| 18 | Société Tchadienne d'exploitation des Carrières (SOTEC) | Exploitation et exploitation de la rhyolite en granulat concasse dans la région hadjer lamis        | 15/09/2014  | 14/09/2024  | 6,736                          | 100 | 10 ans | Décret N°1077/PR/PM/MECDT/2014 du 15/09/2014 |

|    |                   |          |                                                                                                                                                              |            |            |        |    |           |                                                    |
|----|-------------------|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|--------|----|-----------|----------------------------------------------------|
| 19 | RAHAMA<br>Moderne | Abattoir | Construction d un<br>Complexe d un<br>Abattoir Moderne<br>dans la Région de<br>Hadjerlamis                                                                   | 15/09/2014 | 14/09/2019 | 3,000  | 50 | 10<br>ans | Décret<br>N°1075/PR/PM/MECDT/2014<br>du 15/09/2014 |
| 20 | Hôtel National    |          | Construction d un<br>Complexe hôtelier d<br>une Capacité de 12<br>suites et 23 chambres<br>a Ndjamena et autre<br>de 4 suites et 48<br>chambres a<br>Moundou | 15/09/2014 | 14/09/2019 | 1,502  | 50 | 05<br>ans | Décret<br>N°1080/PR/PM/MECDT/2014<br>du 15/09/2014 |
| 21 | Société PETROLEX  |          | Construction des<br>Infrastructures pour<br>le stockage le<br>transport, la<br>distribution et la<br>commercialisation<br>des produits<br>pétroliers         | 15/09/2014 | 14/09/2024 | 40,000 | 50 | 10<br>ans | Décret<br>N°1078/PR/PM/MECDT/2014<br>du 15/09/2014 |

|    |                                                                            |                                                                                                                                                                 |                       |                       |                   |    |        |                                                     |
|----|----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|----|--------|-----------------------------------------------------|
| 22 | Société Tchadienne de Traitement des déchets et d'Assainissement (SOTRADA) | Construction de deux (02) usines de collectes et traitement de déchet des hydrocarbures, des ménagers                                                           | 15/09/2014            | 14/09/2019            | 9,924             | 50 | 05 ans | Décret N°1082/PR/PM/MECDT/2014 du 15/09/2014 T      |
| 23 | Complexe Chimique Sahélien (CCS)                                           | Installation et exploitation d'un complexe Industriel comprenant une usine de fabrication de savon, des nattes en polypropylène et la production d'eau minérale | 15/09/2014            | 14/09/2024            | 2,250             | 50 | 10 ans | Décret N°1076/PR/PM/MECDT/2014 du 15/09/2014        |
| 24 | Toumai Industriel Tchad                                                    | Construction et exploitation d'un Centre Agricole                                                                                                               | 15/09/2014            | 14/09/2019            | 1,200             | 50 | 05     | Décret N°1081/PR/PM/MECDT/2014 du 15 Septembre 2016 |
| 25 | Tchad Investissement (TLISA)                                               | Construction des terminaux de maintenance et d'entreposage                                                                                                      | En cours de signature | En cours de signature | 2,129             |    |        |                                                     |
| 26 | MOUSSE Dérivé Tchad (MPDT)                                                 | Fabrication des Matelas                                                                                                                                         | 15/09/2014            | 14/09/2019            | CE non disponible |    | 05     | Décret N°1083/PR/PM/MECDT/2014 du 15 Septembre 2014 |

|    |                                                 |                                                                                                              |                          |                          |                          |                              |     |        |                                              |
|----|-------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------------|-----|--------|----------------------------------------------|
| 27 | Société Laigang Soluxe integrated Bulding COLTD | Implantation et exploitation d'une entreprise moderne de construction, TP, installation d'eau et électricité | C E encours de signature | C E encours de signature | C E encours de signature | 2                            | 100 | 05     | Décret N°1617/PR/PM/MECDT/2014 du 16/12/2014 |
| 28 | Société Chad Waha int' CO LTD                   | Fabrication structure métalliques, tôles composites colorés, mousse, sofa, peinture                          | C E encours de signature | C E encours de signature | C E encours de signature | 1,5                          | 100 | 05     | Décret N°1618/PR/PM/MECDT/2014 du 16/12/2014 |
| 29 | Soluxe Best Steel Company                       | Transformation de fer, fabrication des matériels métalliques et menuiserie métallique                        | 21 décembre 2019         | 22 Décembre 2014         | 21 décembre 2019         | 15.010.000 dollars américain | 400 | 5 ans  |                                              |
| 30 | SOTEXHO                                         | Exploitation hôtelière, rénovation de l'hôtel NOVOTEL, construction d'un hôtel type IBIS                     | 21 Octobre 2018          | 22 Octobre 2013          | 21 Octobre 2018          | 14                           | 100 | 5 ans  |                                              |
| 31 | Société chinoise métallurgie(STCM)              | Production de fer à béton                                                                                    | 10 novembre 2024         | 11 novembre 2014         | 10 novembre 2024         | 3,670                        | 50  | 10 ans |                                              |

Liste des entreprises ayant signées une Convention d'Etablissement avec l'Etat tchadien à travers le Ministère de l'Economie du Commerce et du Développement Touristique (Commission des Investissements)

| N° | Dénomination de l'Entreprise                                   | Secteur d'activités                                              | Date signature | Date de *d'expiration | Programme d'investissement à réaliser(en milliards de FCFA) | Estimation de création d'emploi | Durée | observations |
|----|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------|--------------|
| 01 | Société Tchadienne d'investissement industriel et minier(TIIM) |                                                                  | 15 mars 2015   |                       |                                                             |                                 |       |              |
| 02 | Société Industrie Prestige et construction(SPIC)               |                                                                  | 20avril 2015   |                       |                                                             |                                 |       |              |
| 03 | Société des Boissons du Tchad (Sobois-T)                       | Fabrication et mise en bouteille des liqueurs, apéritifs et vins | 20 avril 2015  | 19 avril 2020         | 3,7                                                         | 100                             | 5ans  |              |

|    |                                                                                       |                                                                                      |                           |                           |                |     |        |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------|-----|--------|
| 04 | Société des peintures du Tchad (SOPEINT)                                              | Complexe chimique industriel de fabrication des peintures de bâtiments, carrosseries | 20 avril 2015             | 19 avril 2020             | 1,8            | 100 | 5 ans  |
| 05 | Société French Plast                                                                  | Complexe agroalimentaire, transformation des matières plastiques en produits finis   | 29 juillet 2015           | 28 juillet 2020           | 2              | 50  | 5 ans  |
| 06 | Société des Produits Alimentaires du Tchad (SOPRA-T)                                  | Agroalimentaire (chocolat, beurre, bonbon, biscuits, tomate concentrés)              | 17 août 2015              | 16 août 2020              | 3              | 50  | 5 ans  |
| 07 | Société tchadienne pour les Tannages et la Fabrication des Objets en Plastics (STTFP) | Tannage, fabrication des objets en plastics                                          | C E en cours de signature | C E en cours de signature | 0,655          | 50  | 5 ans  |
| 08 | Société Sotel Tchad                                                                   | Réseaux de télécommunications sur l'ensemble du territoire                           | 29 juillet 2015           | 28 juillet 2020           | 90             | 100 | 5 ans  |
| 09 | Société Ciment d'Afrique (CIMAF)                                                      | Production et distribution de ciments                                                | 08 septembre 2015         | 07 septembre 2025         | 20,531.454.100 | 100 | 10 ans |



|    |                                 |         |                                                                                                                                           |                   |                   |     |     |        |  |
|----|---------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----|-----|--------|--|
| 10 | Société Addoh                   | Groupe, | Promotion immobilière, de construction de 15.000 logements                                                                                | 08 septembre 2015 | 07 septembre 2025 | 166 | 100 | 10 ans |  |
| 11 | La Banque de l'Habitat du Tchad | de      | Financement de l'habitat,                                                                                                                 | 25 octobre 2015   | 24 octobre 2020   | 2   | 100 | 5 ans  |  |
| 12 | Société International Médical   | Centre  | Création, promotion et la gestion de structures hospitalières, activités d'exploration, d'analyses et de soins et de traitements médicaux | 04 janvier 2016   | 03 janvier 2021   | 9   | 100 | 5 ans  |  |
| 13 | Société Construction Matériel   | Tchad   | Exploitation d'une cimenterie                                                                                                             | 17 novembre 2015  | 16 novembre 2020  | 25  | 100 | 5 ans  |  |

|    |                                                                         |                                                                                                                                         |                  |                  |    |     |        |  |
|----|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----|-----|--------|--|
| 14 | Société Centre de recherche d'innovation et de production technologique | Activités de recherche, d'innovation, valorisation des résultats de la recherche, implantation d'une industrie de fabrication de pompes | 04 janvier 2016  | 03 janvier 2021  | 74 | 100 | 5 ans  |  |
| 15 | Société Tchad Handling Service                                          | Développement de toutes les activités industrielles ou des services dans le domaine aéroportuaire                                       | 25 janvier 2016  | 24 janvier 20121 | 10 | 100 | 05 ans |  |
| 16 | Société Afrijet                                                         | Vols à la demande, d'évacuation, affrètement d'avion                                                                                    | 09 décembre 2015 | 08 décembre 2021 | 8  | 50  | 5 ans  |  |
| 17 | Tigo Millicom Tchad                                                     |                                                                                                                                         | 22 décembre 2015 |                  |    |     |        |  |

|    |                 |                                                                                                                                                                      |            |            |                  |     |    |
|----|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------------|-----|----|
| 18 | Moawia Elberier | la production des eaux gazeuses, des jus, des yaourts, la construction d'une ferme des vaches pour la production du lait et l'alimentation pour bétail               | 12/02/2016 | 11/02/2021 | 75.210.000 euros | 200 | 05 |
| 19 | Coton Tchad SN  | Construction et la modernisation des usines d'égrenage, la construction d'une unité de production d'huile, leur exploitation et l'acquisition des moyens logistiques | 05/08/2016 | 04/08/2021 | 41,728           | 100 | 05 |

|    |                                                     |                                                                                                                         |              |              |                 |     |    |  |
|----|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|-----------------|-----|----|--|
| 20 | CPL Transformation Entreposage, Travaux Alimentaire | Implantation d'une unité industrielle de transformation de maïs, blé en farine                                          | 29/05/2018   | 28/05/2023   | 2.385.000.000   | 100 | 05 |  |
| 21 | BOBIDIA                                             | Implantation et exploitation de production agricole et matière animale et leurs transformations                         | 06 juin 2018 | 05 juin 2023 | 25 milliards    | 200 | 05 |  |
| 22 | TEAM FOR AFRICA                                     | Implantation et exploitation des centrales de production d'énergie à double combustible d'une capacité totale de 150 MW | 06 juin 2018 | 05 juin 2023 | 197.985.000.000 | 120 | 05 |  |

Liste des Demandes de Convention d'Etablissement ou de renouvellement de la Convention d'Etablissement Expirée

- 1 -Société V power technology Chad LDT
- 2 -Société Ipalpex Tchad
- 3 -Société de Promotion Foncière et Immobilière
- 4 -Société Générale Entreprise
- 5- Société Wadi koundi
- 6 -Société Sunnvest Gassi Energy
- 7 -Société Tchirei Sarl
- 8 -Société total marketing Tchad
- 9 -Société hôtel la Résidence 1 et 2
- 10 -Société Hôtel Shanghai
- 11 -Société de pétrole, transport et commerce général
- 12 -Société centre commercial mol market Sarl
- 13 -Société Groupe Africa Business
- 14 - Société exclusive international gateway
- 15 - Société industrielle huile Tchad

- 16 - Société Helios Tower Tchad
- 17 - Société YAMAMA Sarl
- 18 - Société Tchadienne d'industrie et de plastique
- 19 - Société Moulin du Tchad
- 20 - Société Laico Tchad
- 21 - Société tchadienne d'industrie et de plastique
- 22 - Société SOTRATO
- 23 - Société SONEXI
- 24 - Société MID PHARMACEUTIQUE
- 25- Société de Développement des Produits Alimentaires en Afrique(SDPA)
- 26-AKTIVCO
- 27-AFRICA CNG
- 28-SAMAK DE FER ET D'ACIER
- 29-DALAMI
- 30-SONADEM
- 31-Société Bremicker International Tchad
- 32-Société de Gestion immobilière et hôtelière



- 33-Gan Eden International
- 34- Alternaprod Tchad
- 35- CPL transformation farine
- 36- HBC
- 37- Groupe Anchor GHN Tchad
- 38-djarmaya Solar
- 39-Bakargué Corporation
- 40-TL MOTOR SA/AG
- 41-Société Yamamah United Company
- 42- Société Africaine des Brasseries
- 43- Banque agricole et commerciale
- 44- hôtel Radisson
- 45- Niamey
- 46- Soptat

NB.: 46 demandes de Convention d'Etablissement en étude, 31 Conventions d'Etablissement accordées par le Conseil des Ministres et 19 Conventions d'Etablissement accordées par la Commission des investissements.

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Unité - Travail - Progrès

COUR SUPRÊME

Chambre Administrative

Section Consultative

N° \_\_\_\_\_/CS/CA/SC/



جمهورية نشاد  
وحدة عمل تقدم  
المحكمة العليا  
الغرفة الإدارية  
القسم الاستشاري  
الرقم: \_\_\_\_\_/CS/CA/SC/

**AVIS JURIDIQUE N° 084/CS/CA/CS/2018**

Vu la correspondance n°004/PR/PM/SGG/CLBC/SCCC/DC/18 du 23 novembre 2018, de Madame la Ministre Secrétaire Générale du Gouvernement, Chargée des Relations avec l'Assemblée Nationale.

Vu les articles 127 et 137 al.2 de la Constitution ;

**LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE COMPOSEE DE :**

- SAMIR ADAM ANNOUR..... Président
- TAHER ABDERAMAN HAGGAR.....Conseiller
- OUMAR MAHAMAT GANA.....Conseiller Référendaire

Après avoir examiné le projet de Loi portant Budget Général de l'Etat pour 2019 ;

**EMET L'AVIS JURIDIQUE SUIVANT :**

Ledit projet de Loi relève bien du domaine de la loi conformément aux dispositions des articles précités.

*Fait à N'Djamena, le 26 novembre 2018*

**Le Premier Président de la Cour Suprême**



**SAMIR ADAM ANNOUR**